

REPUBLIQUE DU SENEGAL.
MINISTERE DE L'EDUCATION.
I.A DE LOUGA.
IDE DE LOUGA.
C.R DE LEONA.

**PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT
DE L'EDUCATION
DE LEONA.
2007 - 2009.**

INTRODUCTION.

Dans le cadre de la nouvelle politique éducative du Sénégal, qui s'inspire de la loi d'orientation N° 91 - 22 et du Programme Décennal de l'Education et de la Formation, le comité local de l'Education et de la Formation de Léona a analysé l'ensemble des projets d'écoles de la Communauté Rurale pour élaborer ce Plan Local de Développement de l'Education, dans l'intention d'atteindre les objectifs fixés par ces deux cadres de référence orientés vers l'Accès, la Qualité et la Gestion dans l'Education de base formelle et Non Formelle, l'enseignement Moyen et la Formation Professionnelle. Durant tout ce processus, l'IDE de LOUGA et la JICA ont activement accompagné le CLEF et la C.R chargés depuis l'avènement de la Déconcentration et de la Décentralisation de gérer l'éducation.

Ce plan, destiné au développement local de l'éducation et à son intégration au PDDE de LOUGA, devra se réaliser d'ici 2010 et visera :

- l'accès de tous les enfants en âge de scolarité à l'école grâce à des campagnes de sensibilisation et la création en nombre suffisant de structures d'accueil ainsi que leur équipement ;
- Une éducation de qualité et efficace grâce à la formation de ces acteurs et au développement des compétences utiles pour la vie et par l'élévation des taux de promotion ;
- Et une bonne gestion des ressources par l'implication de tous les partenaires de l'école, leur formation et leur responsabilisation.

I / PRESENTATION DE LA C.R DE LEONA.

La communauté Rurale de Léona, qui a une superficie de 415 Km² pour 106 villages, est située à l'Ouest du département de Louga et en constitue sa façade maritime avec deux zones distinctes : les Niayes domaine des cultures maraîchères et le Diéri où l'on pratique des cultures sous pluie et l'élevage. Son relief est fait de dépressions inter dunaires. La population, qui s'élève à 30 000 habitants, est composée essentiellement de Wolofs, de Peuls et de Maures, très islamisée et traditionaliste. Les activités économiques qui dominent ici sont les cultures maraîchères, les cultures sous pluies, l'élevage, le commerce et la pêche. Notons aussi que la majorité de cette population manque de moyens et que de femmes souvent très actives dans la vie économique de la localité.

II / Description des différents secteurs du système éducatif.

A cause des réalités socio- culturelles et socio- économiques citées ci - dessus, l'école française a été longtemps reléguée au second plan. La première école date de 1963 et il a fallu attendre 1995 pour son implantation, se généraliser, surtout en zone océan. Actuellement il y a 43 écoles élémentaires françaises dans la C.R de Léona et un Collège d'Enseignement Moyen. Les écoles coraniques et arabes existent depuis longtemps. Des classes d'Alphabétisation sont également implantées dans la zone. A part celles- ci, aucun autre type d'école Formelle comme Non Formelle n'y existe.

Nous présentons dans ces tableaux l'état réel des lieux de notre système éducatif.

Secteurs	Sous-secteurs	Nbre d'écoles.	Nbre cours normal.	Nbre cours spécial	Nbre cours total.	Locaux		Effectifs.			T. bancs.	
						Salles const.	Abris	G	F	T		
Education De base	F O R M E L L E	Ed. Pré scolaire	00	00	00	00	00	00	00	00		
		Ens. Elément.	43	128	08	136	78	50	2180	1454	3634	1817
		Ed int. Ou spéciale.	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
	N O N For Melle.	Alpha. Foncton.	10	10	-	10	-	10			250	130
		ECB	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
		Ecole 3 ^e type	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
	Ens. Arabe.	106			106							
Enseignement moyen secondaire.	Enseig. moy. général	01		00	02	04	112	60	172	80		
		Ens. Second.										
		Ens. Sec. Tech.										
Formation professionnelle.												
Enseignement	Para	existe			Pas	statistiques	disponibles					

3

de l'arabe.	scolaire			de						
	Pré scolaire									
	Elémentaire	09	50	50				885	590	1475
	Ecoles franco-arabes.									

Suite du tableau :

secteurs	Sous-secteurs	Bureaux	armoires	sanitaires	Eau courante	électricité	ordinateurs	clôture	reprographie	logement
Education de Base	Formelle	Ed. Pré scolaire	00	00	00	00	00	00	00	00
		Ens. Elément.	56	78	26	05	00	00	03	00
		Ed int. Ou spéciale.	00	00	00	00	00	00	00	00
	Non formelle	Alpha. Foncton.	00	00	00	00	00	00	00	00
		ECB	00	00	00	00	00	00	00	00
		Ecole 3 ^e type	00	00	00	00	00	00	00	00
		Ens. Arabe.	00	00	00	00	00	00	00	00

Il ressort de ce tableau que la C.R de Léona est bien quadrillée en écoles élémentaires. Par contre on note :

- 1 - l'inexistence de structures préscolaires,
- 2 - un nombre considérable d'abris provisoires,
- 3 - un déficit pointu en toilettes,
- 4 - une absence presque générale d'eau courante et de mur de clôture.
- 5 - une disparité entre garçons et filles : 59.98 % de garçons contre 40.02 % de filles.
- 6 - un déséquilibre dans la répartition des tables bancs du fait des abris et des nouvelles créations sans équipement.

TABLEAU 2 : Etat du Personnel enseignant dans l'élémentaire.

Instituteurs		Instit. Adjoints		M. Contractuels		Volontaires		TOTAL	
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
05	00	04	00	51	19	27	13	85	32

Le personnel d'un effectif total de 117 enseignants dont 85 hommes soit 72.64 % et 32 femmes soit 27.36 %, regorge différentes catégories : Instituteurs (2.56 %), Instituteurs adjoints (3 ;45 %), Maîtres contractuels (59.82 %) et Volontaires (34.72 %). Les titulaires de diplômes pédagogiques sont au nombre de 29 soit un pourcentage de 24.78 %. Les femmes n'en représentent que 17.24 %. Compte tenu de la prédominance des corps émergents dans la configuration du personnel et du pourcentage très élevé de non titulaires de diplômes pédagogiques, un plan de formation bien élaboré pour une meilleure capacitation est plus que nécessaire.

Le personnel arabe au nombre de 09 dont trois femmes dans la C.R est insignifiant, vue la demande trop importante, car Léona est une zone de tradition islamique.

TABLEAU 3 : Etat du matériel d'enseignement.

Règles Pl.			Compas.			Rapporteurs			Equerres			Cartes			Globes			Mallette		
B	M	T	B	M	T	B	M	T	B	M	T	B	M	T	B	M	T	B	M	T
136		136	136		136	136		136	136		136	1	3	6	43		43	5		3

TABLEAU 4 : Etat des manuels pour élèves.

Manuels	C.I			C.P			C.E 1			C.E 2			C.M 1			C.M 2		
	B	M	T	B	M	T	B	M	T	B	M	T	B	M	T	B	M	T
Lecture			840			690			104			102			96			270
Calcul			840			690			104			102			96			270
Observation									104			102			96			330

5

Géographie									104			102			96			220
Histoire									104			102			96			220
Annales																		52

Si en première et deuxième étape le problème des manuels est résolu, il demeure en 2^e et 3^e étape, car ici on est loin des recommandations du Ministre de l'Education à savoir un élève avec cinq livres (Lecture, Calcul, Observation, Géographie, et Histoire).

TABLEAU 5 : Etat des livres du maître.

Manuels	C.I			C.P			C.E 1			C.E 2			C.M 1			C.M 2		
	B	M	T	B	M	T	B	M	T	B	M	T	B	M	T	B	M	T
Langage			30															
Maths			30															
Observation			08															
Géographie															04			
Histoire															04			
Français			22					19							16			
Ed. C.S. M.															04			

Les livres du maître restent très insuffisants, surtout avec les nouvelles créations sans équipement.

III/ DIAGNOSTIC des différents sous- secteurs de l'Education.

Six sous- secteurs sont présents dans la C.R de Léona. Ce sont l'enseignement élémentaire français, l'alphabétisation fonctionnelle, l'enseignement arabe, l'enseignement élémentaire arabe (dans l'éducation de base formelle), la parascolaire et l'enseignement moyen général. Nous ajoutons à cette liste l'éducation préscolaire formelle qui dispose de réelles potentialités dans cette zone. Leur diagnostic portera sur l'accès, la qualité et la gestion.

ETAT DU PERSONNEL DANS LE MOYEN

Administratif	Surveillants	professeurs	Pers.	observations
---------------	--------------	-------------	-------	--------------

6

		Vac.	P.C.	Titul.	Tot.	d'appoint	
01	02	04	06	01	11	03	03 cuisinières recrutés par l'A.P.E pour la cantine scolaire.

ETAT DES MANUELS SCOLAIRES DANS LE MOYEN.

Manuels	6 ^e	5 ^e	4 ^e	3 ^e	Observations.
Maths.	78	40	25	30	Insuffisance des manuels scolaires surtout en S.V.T, français et Anglais.
S.V.T.	25	25	25	10	
S.P			15	15	
Français.	25	25	25	25	
Anglais.	45	45	25	25	
Arabe.			10		
Autres					
Sous l'usage			50		
L'us s: longue lettre			30		
Vol de nu.t.					
Secordjats.			30		
			30		

ETAT SUR LES RESULTATS SCOLAIRES DE 2003 à 2006.

BFEM.

Année	Nbre de candidats.	Admis.	%	Observations.
2005	13	09	69	1 ^e année de 3 ^e .
2006	31	16	51.83	2 ^e année de 3 ^e .

PROMOTION.

7

Année.	Eff. Total.	Passants.	Redoublants.	Abandons.	Exclus.
2002- 2003.	44	43	01	00	00
2003- 2004.	93	77	08	03	05
2004- 2005.	109	102	05	01	01
2005- 2006.	192	147	31	04	10

1- Diagnostic de l'éducation préscolaire formelle.

Axes.	Problèmes à résoudre.	Indicateurs.	Causes Problèmes.	Atouts.	Solutions préconisées.
Accès.	Inexistence de structures formelles d'accueil	Taux de pré scolarisation C.R : 0 %	Manque d'informations.	- Existence d'un effectif potentiel. - Existence de partenaires (Plan- JICA- CR- OMD) - Existence d'espace pouvant abriter des écoles pré scolaires.	Sensibilisation - Mise sur pied de structures d'accueil. - Formation des éducateurs.
Qualité				- Existence de partenaires pouvant favoriser la qualité.	Formation des éducateurs.
Gestion	Non implication	Aucune	Manque	- Existence	Sensibiliser-

	du CLEF Absence de structures pour la mise en place du personnel.	réunion tenue	d'informations.	d'un CLEF- La C.R- Les personnes ressources.	Informer- Mise sur pied de structures de gestion du pré scolaire- Formation en gestion de ses structures.
--	--	---------------	-----------------	---	---

2- Diagnostic de l'arabe à l'école élémentaire.

Axes.	Problèmes à résoudre.	Indicateurs.	Causes Problèmes.	Atouts.	Solutions préconisées.
Accès.	Faible taux de scolarisation en arabe.	9 maîtres d'arabe pour 43 écoles.	Insuffisance des maîtres d'arabe.	Prédominance de l'Islam.	Affecter un maître d'arabe aux écoles de trois classes et plus.
Qualité	Non évaluation de l'arabe à l'élémentaire.	Inexistante.	La place de l'arabe reléguée au second plan au niveau institutionnel.	Connaissance de l'arabe avant la scolarisation.	Tendre vers une évaluation terminale et une équivalence de diplôme.
Gestion	Insuffisance du nombre d'inspecteurs en arabe.	Un inspecteur arabe pour tout le département.	Nombre d'inspecteurs insuffisant au niveau national.	Forte demande à la base.	Augmenter le nombre d'inspecteurs arabe.

9

3- Diagnostic de l'enseignement élémentaire français.

Axes.	Problèmes à résoudre.	Indicateurs.	Causes des Problèmes.	Atouts.	Solutions préconisées.
Accès.	Faible taux de scolarisation des filles.	T.B.S de la C.R : 40.02 %.	Mariages précoces- Travaux domestiques.	Existence des structures d'accueil, du potentiel effectif, d'enseignants.	Sensibilisation- Mobilisation sociale pour réaliser ce taux.
	Nombre d'abris provisoires élevé.	50 abris dans la C.R.	Beaucoup de nouvelles créations- Manque de moyens.	Existence d'espace et de partenaires.	Construire des salles de classes.
	Disparité de l'équipement en tables bancs.	Certaines écoles n'ont aucune table banc.	Nouvelles créations- Manque de moyens	Existence de partenaires.	Equiper les écoles en tables bancs.
	Nombre insuffisant de sanitaires.	26 dans 13 écoles sur 43 dans la C.R.	nouvelles créations- Manque de moyens	Partenaire existant.	Construire des latrines dans les écoles.
	Manque d'eau courante.	5 bornes fontaines pour 43 écoles.	Manque de moyens- Distant des forages.	Partenaire existant	Alimenter les écoles en eau.
Qualité	Taux élevé de redoublement.	15 % dans la C.R.	Manque d'encadrement à la maison, de moyens didactiques pour	Disponibilité de l'IDE - Existence de partenaires- Appui du	Doter suffisamment de moyens didactiques aux écoles.

			les maîtres et les élèves. Formation insuffisante des enseignants.	conseil rural-Cellules d'Animation Pédagogiques.	Encadrer les élèves à la maison-Formation continue des maîtres.
Faible taux de réussite au CFEE et à l'entrée en 6 ^e .	Moins de 50 % pour la C.R de Léona.	Encadrement insuffisant des élèves- Formation insuffisante des enseignants.- Non maîtrise de la technique d'évaluation et de la didactique de certaines disciplines.		Cellules d'Animation Pédagogiques-Sessions de formation organisées par l'IDE.	Encadrer les élèves à la maison-Renforcement pédagogique en classes-Formation continue des maîtres.
Faible taux d'achèvement dans beaucoup d'écoles.	CM 2 avec moins de 10 élèves dans certaines écoles.	Travaux domestiques-manque de moyens des parents, mariages précoces.		Sensibiliser les parents contre le mariage précoce, le travail des enfants.	Sensibiliser les parents- Les appuyer.
Insuffisance des matériels didactiques et des manuels scolaires.	1 livre pour 5 élèves.	Manque de moyens – Non fonctionnement des coopératives scolaires et des A.P.E.		Existence de partenaires-nouvelle politique du M.E- IDE et C.R.	Doter suffisamment les écoles de manuels scolaires et de matériels didactiques.
Non qualification des enseignants.	24.78 % seulement des	Formation insuffisante des		Existence de structures de	Augmenter la durée de

11

		maîtres ont leur diplôme professionnel.	maîtres.	formation-C.A .P.	formation-Formation continue des maîtres-Redynamiser les C.A.P.
Gestion	Non fonctionnement des CLEF.	Aucune réunion périodique.	Manque d'informations, de sensibilisation et de moyens-manque d'arrêté nommant les membres du CLEF.	Existence de CLEF, de personnes ressources et de partenaires.	Activer le CLEF- Former ses membres-Définir un programme.
	Non fonctionnement de beaucoup de CGE.	Aucune réunion périodique-aucun programme défini.	Manque d'informations-Formation insuffisante des maîtres- Non formation des membres de CGE.	Existence de personnes ressources et de structures.	Activer et redynamiser les CGE- Former les membres du CGE.
	A.P.E peu active.	L'APE se résume généralement à une seule personne.	Manque de temps. d'informations et de moyens.	Existence de personnes ressources et de structure.	Redynamiser l'APE- Former ses membres-Définir un programme d'activités à faire.

12

Non fonctionnement des coopératives scolaires.	1 seule coopérative scolaire agréée dans la C.R.	Ignorance des textes.	Existence de textes réglementant les coopératives.	Mettre sur pied des coopératives dans toutes les écoles en suivant les voies normales.
--	--	-----------------------	--	--

4- Diagnostic de l'enseignement moyen général.

Axes.	Problèmes à résoudre.	Indicateurs.	Causes Problèmes.	Atouts.	Solutions préconisées.
Accès.	Insuffisance de salles de classes.	Des abris provisoires depuis 2002.	Projet de construction du CEM par la BAD depuis 2003.	Existence du terrain déjà délimité, du projet.	Construire des salles de classes.
	Absence d'un bloc administratif.	Gestion à distance de l'établissement.	IDEM.	IDEM.	Construire un bloc administratif.
	Absence de mur de clôture du site du CEM.	Divagation.	IDEM.	IDEM.	Construire un mur de clôture.
	Manque de soutien à la cantine scolaire.	Rupture des vivres et arrêt de la cantine.	Dotation insuffisante de vivres par le M.E.	Existence de partenaires : OMD- Plan-C.R...	Doter suffisamment de vivres la cantine scolaire.
	Inexistence d'un réfectoire.	Les élèves mangent à l'air libre.	Les autorités scolaires n'ont pas pris en charge	Existence d'espace et de partenaires.	Construire un réfectoire à l'école.

13

	Abandon d'élèves.	8 élèves ont abandonné depuis 2002.	Faute de tuteurs-pléthore d'élèves dans les familles d'accueil.		Appuyer les familles d'accueil.
Qualité	Manque criard de manuels.	1 livre de français pour 2 élèves- 1 livre de S.P pour 4 élèves- 1 livre de S.V.T pour 3 élèves.	Augmentation des effectifs.	Existence de partenaires : OMD- Plan...	Doter l'école suffisamment de manuels
	Manque de mallettes pédagogiques.	Aucune	Manque de moyens.	Existence de partenaires	Doter l'école de mallettes pédagogiques
Gestion	Non fonctionnement du CLEF.	Aucune réunion tenue.	Manque d'informations et de moyens.	Existence de CLEF.	Faire fonctionner le CLEF.
	Non implication du C.R.		Le C.R n'inscrit pas le CEM dans son projet de budget.	Le C.R a un budget alloué à l'éducation.	Transfert de compétences aux collectivités locales.

(- Diagnostic du para scolaire (écoles coraniques ou Daaras)

Axes.	Problèmes à résoudre.	Indicateurs.	Causes Problèmes.	Atouts.	Solutions préconisées.
Accès.	Manque de structures d'accueil.	Des constructions hors normes- abris provisoires.	Manque de moyens.	Prédominance de l'Islam.	Construction de structures d'accueil.
Qualité	Manque d'organisation du circuit.	Toutes les classes d'âge sont regroupées dans une même salle.	Manque de formation- effectifs pléthoriques.	Existence de personnes ressources pour organiser l'enseignement arabe non formel.	Formation des maîtres.
	Programme non harmonisé.				Harmonisation des programmes.
Gestion	Non implication du CLEF- Non implication du C.R.	Aucune réunion tenue en faveur de l'enseignement arabe.	Manque d'information- manque de coordination entre les différents	Existence du CLEF et de personnes ressources.	

15

		daaras- manque de moyens.		
--	--	---------------------------	--	--

7- Diagnostic de l'alphabétisation fonctionnelle.

Axes.	Problèmes à résoudre.	Indicateurs.	Causes Problèmes.	Atouts.	Solutions préconisées.
Accès.	Faible taux de couverture.	Effectif de 250 élèves.	Désengagement de certains partenaires- Prise en charge faible des moniteurs- manque de motivation des partenaires.	Existence d'un effectif potentiel et d'une grande demande.	Ouvrir d'autres écoles d'alphabétisation
Qualité	Manque de motivation et d'engagement des apprenants.	Diplômes non valorisés.	Manque de perspectives et de débouchés.	L'alphabétisation se fait avec la langue du milieu. Le contenu des manuels reflète la réalité du milieu.	Valoriser les diplômes et vulgariser les productions en langue nationales.
Gestion	Non implication du CLEF dans l'alphabétisation et du C.R.	Aucune réunion concernant l'alphabétisation fonctionnelle.	Manque d'informations. de moyens et de partenaires.	Existence d'un CLEF et du C.R.	Trouver des partenaires- Sensibiliser, informer- ouvrir des perspectives.

16

IV / Plans d'actions des différents sous- secteurs diagnostiqués.

1- Plan d'action au Pré scolaire (formel)

Communauté rurale de Léona Période de janvier 2007 à décembre 2009.

Objectif global : Mettre sur pied des structures formelles du sous- secteur du pré scolaire dans la communauté rurale de Léona et y faire accéder les enfants de 02 à 5 ans sous la direction d'un personnel qualifié.

AXES	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget C.F.A	Calendrier		
							07	08	09
Accès.	O.S 1 : Créer des structures formelles d'accueil.	Avoir un cycle complet dans les trois premières années dans les villages ciblés.	Construction et équipement des locaux ou structures d'accueil.	C.R - partenaires CGE	C.R- Finances- personnes ressources.	54 000 000 F	L E O N A	P O T O C	T H I O W O R
	O.S 2 : Pré scolariser les enfants de 2 à 5 ans.	Taux de 90 % envisagé dans les villages ciblés.	Sensibiliser avec 2 rencontres et une mobilisation sociale.	C.R- CLEF- CGE et Partenaires	C.R- CLEF- CGE et Partenaires	1 300 000 F	L E O N A	P O T O C	T H I O W O R
Qualité	Mettre sur pied des infrastructures fonctionnelles et suffisantes.	- Ratio 25 garçons / latrine. 20 filles / latrine. 1 élève / chaise. 3 élèves / 1 table.	Construction de 12 latrines dans les trois villages ciblés-	Présidents CGE- Trésoriers- Commission d'achat. C.R- Finances- CLEF- Partenaires.	C.R- CLEF- CGE et Partenaires	2 500 000 F	L E O N A	P O T O C	T H I O W O R
			Equipement de 300 chaises P.M. 30 chaises GM. 100 T.B GM.			3 600 000 F			
Gestion	O.S 1 : Mettre sur pied les structures de gestion	1 APE par école 1 CGE par école	Sensibilisation des populations- Formation de ces structures-	CLEF. C.R.	Partenaires- Personnes ressources- IDE- C.R.	1 300 000 F	L E O N A	P O T O E	T H I O W

17

			Formation des membres de ces structures.						O R
						Budget arrêté à :	63 100 000 F		

2- Plan d'action pour l'enseignement élémentaire formel.

C.R LEONA.

Période de Janvier 2007 à décembre 2010.

Objectif global : Tous les enfants de 7 à 12 ans vont être scolarisés avec des chances égales d'accéder aux services éducatifs et de réussite.

AXES	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget C.F.A	Calendrier		
							07	08	09
Accès	O.S 1 : construire des salles de classes en remplacement des abris.	50 salles de classes à construire.	Construction et équipement des salles de classes	C.R – IDE – Partenaires – personnes ressources.	C.R – CGE- Partenaires-	250 000 000 F	17 cl.	17 cl.	16 Cl.
	O.S 2 : Relever le TBS en particulier celui des filles	Le faire évoluer de 80 à 95 % en 2009.	Sensibilisation et mobilisation sociale. Ouverture d'écoles et extension.	CLEF – CGE- C.L – Personnes ressources.	C.R – IDEN- Partenaires	3 000 000 F	1 ^e Camp.	2 ^e	3 ^e
	O.S 3 : Doter les écoles d'infrastructures scolaires fonctionnelles.	- Ratio 25 garçons / latrine. 20 filles / latrine. 1 borne fontaine / école. 2 élèves / 1 table. 1 terrain de sport / école.	Construction de 2 blocs de 3 par école de 3 classes et plus et 1 bloc par école de 1 à 3 classes. Création de terrain de sport	C.R- CLEF.	Partenaires- CGE.	41 600 000 F	18 Blocs	17 Bl.	17 Bl.

18

Qualité	O.S 1 : Améliorer la formation des maîtres en didactique.	Relever le taux des maîtres qualifiés de 24 % à 95 %.	et les équiper. Formation des maîtres.	IDEN	Partenaires-CLEF.	14 400 000 F	2 for.	2 for.	2 For.
	O.S 2 : doter suffisamment de matériels didactiques et de manuels les élèves et les maîtres.	Ratio : 1 élève / 5 manuels. 1 maître / Livre / discipline.	Achat de manuels et de matériels didactiques.	CLEF – CGE- Coopérative scolaire- Commission d'achat.	Partenaires-CLEF- C.R.	Voir annexes pour détails 55 200 000 F			
	O.S 3 : relever le taux d'achèvement et de promotion.	Avoir un taux de redoublement inter étape de 5 % et de promotion de 50 % au moins au CFEE et à l'entrée en 6 ^e	- mise en place de cantines scolaires. Dotations de bourses de motivation. Distribution des prix. Soutien aux filles et aux enfants issus de familles non aisées et aux enfants handicapés. Motivation aux maîtres qui se sont distingués.	CLEF- C.R- IDEN- C.L.	Partenaires-C.L- IDEN.	300 000 000 F			

19

Gestion	O.S : Faire fonctionner le CLEF.	Rencontres avec un programme d'activités bien ficelé.	Institution d'un arrêté portant nomination des membres du CLEF	C.R.	CGE- C.R- C.L- Ecoles		2007		
			Formation des membres du CLEF.	IDEN.	C.L- C.R- Ecoles.	200 000 F	2007		
			Dotation d'un budget de fonctionnement au CLEF.	C.R	C.R – Partenaires.		Début 2007.		
	O.S 2 : Redynamiser les structures de gestion des écoles (CGE- APE- Coop. Scolaire).	Implication active des structures de l'	Sensibilisation des populations- Mobilisation sociales – Formation des membres de ces structures.	IDEN- CLEF- Partenaires- C.R .	Populations- Partenaires- IDEN- C.R- Ecoles.	1 500 000 F.			
Budget arrêté à :						665 900 000 F			

3- Plan d'action pour l'enseignement arabe dans le formel.

Objectif global : RELEVER LE TAUX DE SCOLARISATION EN ARABE ET LA VALORISER.

AXES	Objectifs.	Indicateurs	Activités	Responsables	Ressources à	Budget	Calendrier
------	------------	-------------	-----------	--------------	--------------	--------	------------

		d'atteinte des objectifs		mobiliser	C.F.A	07	08	09
Accès.	O.S 1 : Scolariser en arabe tous les élèves des écoles françaises.	Atteindre le taux de 100 % des élèves des écoles françaises.	Affecter un maître d'arabe à toutes les écoles surtout à 3 classes et plus.	IDEN.	Arabisants	2007		
Qualité	O.S 1 : Concevoir des manuels scolaires arabes pour les maîtres et les élèves et coraniques.	- production de livres arabes et coranique adaptés à l'élémentaire.	IDEN- I.A_ M.E	Arabisants.		2007		
	O.S 2 : sanctionner l'enseignement arabe à l'élémentaire par une évaluation finale au CM2.	- Institution d'un décret ajoutant l'arabe aux évaluations du CM2.	P.R- M.E.	P.R- M.E- Ass. Nat.		2007		
Gestion	O.S 1 : Doter la C.R d'un corps de contrôle arabe.	1 inspecteur arabe pour la C.R.	Affectation d'un inspecteur arabe dans la C.R.	IDEN- I.A_ M.E		2007		

4- Plan d'action de l'enseignement moyen général

Objectif global : Amener les élèves à terminer le cycle moyen avec un taux de réussite de 60 % au BFEM.

AXES	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget C.F.A	Calendrier		
							07	08	09
Accès.	O.S 1 : Amener les élèves à rester à l'école jusqu'en 3 ^e	Taux d'abandon de 0 %	1- Maraichage pour appuyer la cantine. 2- Forage d'un puits équipé.	CLEF- CGE- APE- Partenaires- Etat.	Partenaires- Etat.	900 000 F	2007		
						2 000 000 F			

21

			3- Soutien (bourses) aux élèves nécessiteux.			50 000 000 F			
	O.S 2 : Construire des salles de classes, un bloc sanitaire, administratif et un réfectoire.	Remplacement total des abris.	Constructions.	C.R- Partenaires- CLEF.	Partenaires- C.R.	44 800 000 F	2007		
Qualité	O.S 1 : Doter suffisamment de manuels scolaires et de matériels didactiques les élèves et les professeurs.	Ratio : 1 élève/ 1 livre / discipline. Matériels didactiques disponibles- Taux de promotion réalisés à plus de 60 %.	Achat de manuels scolaires et de matériels didactiques.	CLEF- CGE- Commission d'achat.	Partenaires- C.R.	5 841 000 F	2007		
Gestion	O.S 1 : Impliquer le C.R dans la gestion du CEM.	Soutien manifeste du C.R au CEM.	Inscription des besoins du CEM dans le budget du C.R.	CLEF- APE- CGE.	C.R		2007		
	O.S 2 : Impliquer le CLEF dans le fonctionnement et la gestion du CDM.	Programme et rencontres périodiques du CLEF en faveur du CEM.	Participation du CLEF dans toutes les actions du CEM.	CEM- C.R- CLEF.	CLEF- C.R.		2007		
Budget arrêté à :						103 541 000 F			

5 - Plan d'action du para scolaire (écoles coraniques ou Daaras)

Objectif global : Moderniser et appuyer les trois daaras les plus importants.

AXES	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget C.F.A	Calendrier		
							07	08	09
Accès.	O.S 1 : Créer des	1 daara moderne	Construction de	C.R- CLEF- Partenaires.	Partenaires- C.R	75 000 000 F	2007		

22

	structures d'accueil modernes.	fonctionnel par an.	salles de classes et de logements.					
	O.S 2 : Doter les daaras de cantines.	1 cantine / daara-absence de mendicité des talibés.	Dotation en vivres et fournitures d'ustensiles.	Etat- C.R- Partenaires.	Etat- C.R- Partenaires	100 000 000 F	2007	
Qualité	O.S 1 : Doter suffisamment de livres coraniques las daaras.	1 livre/ élève.	Achat de livres coraniques.	C.R- CLEF- CGE.	Partenaires- C.R	1 500 000 F	2007	
	O.S 2 : Prendre en charge les maîtres coraniques et le personnel.	Absence de mendicité des talibés.	Paiement des maîtres et du personnel. Aide aux talibés (habits- soins).	C.R- CLEF.	C.R- Partenaires.		2007	
	O.S 3 : Organiser l'enseignement par niveau.	Chaque niveau avec sa salle de classe.	Division de l'enseignement en niveau.	M.E.	Personnes ressources.		2007	
Gestion	O.S 1 : Impliquer le CLEF dans la gestion des écoles coraniques.	Personnes représentant les daaras dans le CLEF.	Appui et intervention du CLEF dans les daaras.	CLEF.	C.R- C.L			
	O.S 2 : Impliquer le C.R dans la gestion des écoles coraniques.	Dotation en fournitures et aides.	Appui aux daaras par le C.R.	C.R. C.L.	C.R- C.L.		2007	
	O.S 3 : Créer des structures de gestion fonctionnelles pour chaque école coranique.	Existence d'un CGD (Comité de Gestion de Daara) :	Création du CGD.	C.L-	C.L.		2007	
Budget arrêté à :						176 500 000 F		

23

6 – Plan d'action de l'enseignement arabe non formel.

Objectif global : Mettre sur pied des structures d'accueil pour l'enseignement arabe non formel et l'organiser.

AXES	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget C.F.A	Calendrier		
							07	08	09
Accès.	O.S 1 : remplacer les abris et les hors normes	Ecoles arabes non formelles construites selon les normes nationales	Construction et équipement des salles de classe	C.R- CLEF- Partenaires.	C.R - CGE- Partenaires.	100 000 000 F	2007		
Qualité	O.S 1 : organiser l'enseignement arabe non formel en étapes.	Désengorgement des salles de classes. Existence de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e étape	Création des étapes	M.E- IA- IDEN.	C.R - C.L		2007		
	O.S 2 : Elaborer un programme harmonisé.	Existence d'un programme uniforme. Enseignement uniformisé.	Elaboration d'un programme harmonisé.	M.E	IA- IDEN- Personnes ressources			2008	
	O.S 3 : Evaluer les apprentissages en fin de cycle.	Evaluation harmonisée.	Organisation d'un examen de fin de cycle.	M.E- IA- IDEN.	IA- IDEN- Personnes ressources		2007		
	O.S 4 : Valoriser le diplôme obtenu.	Existence diplôme fin de cycle.	Création de débouchés.	IDEN- M.E- CLEF- IA	Etat- ME- Partenaires- Diplômés		2007		
Gestion	O.S 1 : Faire intervenir le CLEF dans l'enseignement arabe non formel.	Représentation dans le CLEF	Intervention du CLEF.	CLEF.	C.R- C.L.		2007		
	O.S 2 : Faire intervenir le CLEF dans l'enseignement arabe non formel.	Dotation de fournitures et d'aide.	Appui aux écoles arabes non formelles.	C.R- CLEF	C.R- C.L		2007		
Budget arrêté à :						100 000 000 F			

24

7- Plan d'action pour l'alphabétisation formelle.

Objectif global : Généraliser l'alphabétisation fonctionnelle et relever son taux de couverture.

AXES	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget C.F.A	Calendrier		
							07	08	09
Accès.	O.S 1 : Créer des structures d'accueil.	Classe d'alphabétisation dans chaque village ayant un bon effectif.	Construction de salles de classe.	C.R- Partenaires- CLEF.	C.L- C.R6 partenaires- CLEF	50 000 000 F	2007		
	O.S 2 : Relever le taux de couverture.	Un effectif supérieur à 10 000 élèves.	Inscription de tous les élèves potentiels et affectation de moniteurs aux différentes écoles.	Partenaires- C.L- CLEF	Partenaires- C.L- CLEF				
Qualité	O.S 1 : Elaborer des programmes et des manuels adaptés.	Programmes et manuels disponibles.	Elaboration de programmes et manuels.	ME- IA- IDEN- Partenaires.	C.R- CLEF- Partenaires.		2007		
	O.S 2 : motiver les moniteurs.	Diplômes valorisés.	Valorisation des diplômes- Création de débouchés.	ME- IA - IDEN - Partenaires.	C.L- C.R- CLEF.				
Gestion	O.S 1 : Créer des structures de gestion de l'alphabétisation dans les villages.	Existence de CGA.	Création de CGA.	C.R- CLEF - Partenaires.	C.R- CLEF- Partenaires.		2007		
	O.S 2 : Impliquer le CLEF dans le fonctionnement et la gestion du CDM.	Représentants dans le CLEF.	Intervention du CLEF dans l'alphabétisation.	CLEF- C.R.	CLEF- C.L.		2007		
	O.S 3 : Impliquer le	Fournitures et	Appui du C.R aux	C.R.	C.R- CLEF.		2007		

25

	C.R dans la gestion de l'alphabétisation.	aides du C.R visibles aux écoles d'alphabétisation	écoles d'alphabétisation.						
						Budget arrêté à :	50 000 000 F		

V / Plans d'opération annuels en 2007.

I- Plan d'opération annuel au Pré scolaire en 2007.

Communauté Rurale de Léona. Période : janvier 2007 à décembre 2007.

Activités.	Responsables.	Main d'œuvre et matériels.	Budget.	Source de financement.	Trimestres 2007			
					T1	T2	T3	T4
1- construction de structures d'accueil et son équipement par an.	C.R- Partenaires.	Entrepreneur- ouvriers - matériels.	18 000 000 F	C.R : 8 000 000 F. Part. : 10 000 000 F.				
2- organisation de séances de sensibilisation et une mobilisation sociale en faveur de la pré scolarisation des enfants.	C.R- CLEF- CGE- partenaires.	Chef de village- population- APE- CGE- Ouvriers.	500 000 F.	C.R : 200 000 F APE : 50 000 F CGE : 50 000 F. Part. : 200 000 F.				
3- construction de 4 latrines sur les 12 prévues dans les écoles	C.R- Président CGE- Assistants.	Entrepreneur- matériels- ouvriers.	1 040 000 F	C.R : 1 040 000 F.				
4- doter la première école de 100 chaises P.M, 10 chaises G.M, 30 tables bancs P.M	Président CGE- Assistants.	Entrepreneur- matériels- commerçants.	1 200 000 F.	C.R : 700 000 F. APE : 50 000 F CGE : 50 000 F Part. : 400 000 F				

26

et 10 tables bancs P.M.								
5- formation du bureau de l'APE et du CGE.	Président CGE- Président APE- Assistants. Partenaires.	Formateurs (IDEN).	500 000 F	C.R : 300 000 F APE : 50 000 F CGE : 50 000 F Part. 100 000 F				

2- Plan d'opération annuel pour l'enseignement élémentaire formel en 2007.
Communauté Rurale de Léona. Période : janvier 2007 à décembre 2007.

Activités.	Responsables.	Main d'œuvre et matériels.	Budget.	Source de financement.	Trimestres 2007			
					T1	T2	T3	T4
1- construction de 17 salles de classes.	C.R- Partenaires.	Entrepreneur-ouvriers – matériels.	85 000 000 F	C.R : Partenaires.				
2- construction de 18 blocs de sanitaire.	C.R- partenaires.	Ouvriers. Entrepreneur - matériels.	13 600 000 F.	C.R - Partenaires.				
3- organisation de 2 séances de sensibilisation et une mobilisation sociale en faveur de la scolarisation de tous les enfants en âge normal par an.	C.R- CLEF- CGE- Partenaires.	Cher de village- populations- APE- CGE- élèves.	1 000 000 F	C.R. Partenaires.				
4- Formation des maîtres par an.	CGE- CLEF- C.R.	Formateurs (IDE N)	4 800 000 F.	C.R. Partenaires.				
5- Achat de manuels scolaires et matériels didactiques.	Président CGE- Commission d'achat.		17 830 000 F	C.R Partenaires.				
6 - mise en place de	CGE- CR.							

27

cantines scolaires. - bourses aux élèves démunis, aux meilleurs élèves et aux filles. - Primes de motivation aux maîtres distingués.	CGE- C.R.		100 000 000 F	C.R Partenaires.				
7 - nomination des membres du CLEF par arrêté du C.R.	CGE- C.R.							
8 - formation de ses membres.	C.R.							
9 - dotation d'un budget.	C.R		200 000 F.					

3- Plan d'opération annuel pour l'enseignement arabe formel en 2007.
Communauté Rurale de Léona. Période : janvier 2007 à décembre 2007.

Activités.	Responsables.	Main d'œuvre et matériels.	Budget.	Source de financement.	Trimestres 2007			
					T1	T2	T3	T4
1 - Affectation d'un maître arabe dans les écoles à 3 classes et plus.	IDEN.							
2- Production de livres arabes et coraniques adaptés à	IA- IDEN- M.E- C.R.	Personnes ressources (arabisants).						

28

l'élémentaire.								
3- Institution d'un décret ajoutant l'arabe aux évaluations finales du CM2.	M.E- IA- IDEN- C.R.							
4- Affectation d'un inspecteur arabe dans la C.R.	M.E- IA- IDEN- C.R.							

4- Plan d'opération annuel de l'enseignement moyen général en 2007.
Communauté Rurale de Léona. Période : janvier 2007 à décembre 2007.

Activités.	Responsables.	Main d'œuvre et matériels.	Budget.	Source de financement.	Trimestres 2007			
					T1	T2	T3	T4
1- Maraichage pour appuyer la cantine scolaire.	APE- CGE- C.R.	300 000 F	APE- CGE- C.R.					
2- Forage d'un puits équipé.	APE- CGE- CR.	2 000 000 F	CR- APE – Partenaires- CGE					
3- Bourses aux élèves démunis.	CR	16 660 000 F						
4- Construction de 6 salles de classes.	CR – Partenaires.	30 000 000 F	C.R- Partenaires.					
5- construction de 6 blocs de sanitaire.	C.R- Partenaires.	4 800 000 F	C.R- Partenaires.					
6- Construction d'un bloc administratif et d'un réfectoire.	C.R- Partenaires	10 000 000 F	C.R- Partenaires.					
7- Achat de manuels scolaires et de	C.R- CGE- Commission d'achat.		C.R- Partenaires.					

29

matériels didactiques.							
8- Prise en compte des besoins du CEM par le C.R.	C.R						

5- Plan d'opération annuel au Para scolaire en 2007.
Communauté Rurale de Léona. Période : janvier 2007 à décembre 2007.

Activités.	Responsables.	Main d'œuvre et matériels.	Budget.	Source de financement.	Trimestres 2007			
					T1	T2	T3	T4
1- construction de daaras modernes par an salles de classes. logement.	C.R- Partenaires. CGD.	Entrepreneur-ouvriers – matériels.	25 000 000 F	C.R. Partenaires.				
2- Dotation de vivres et équipement en ustensiles.	C.R- CGD- partenaires.		10 800 000 F.	C.R Partenaires.				
3- achat de livres de coran.	Commission d'achat- CGD		500 000 F	C.R- CGD- APE.				
4- Paiement des maîtres et des personnels.	C.R- CGD.			C.R CGD.				
5- Aide aux talibés (habits- soins).	C.R. Partenaires.							
6- Division des cours par niveau.	M.E.							
7- Intervention du CLEF dans les daaras :	CLEF.							
8- Aide du C.R au daara.	C.R		C.R					

30

9- Création du C.G de daara.	C.L- CLEF.					
------------------------------	------------	--	--	--	--	--

6- Plan d'opération annuel de l'enseignement arabe formel en 2007.

Communauté Rurale de Léona. Période : janvier 2007 à décembre 2007.

Activités.	Responsables.	Main d'œuvre et matériels.	Budget.	Source de financement.	Trimestres 2007			
					T1	T2	T3	T4
1- construction de salles de classes.	C.R- Partenaires.	Entrepreneur-ouvriers – matériels.	33 330 000 F	C.R. Partenaires.	X	X	X	X
2- Création des étapes.	M.E- IA- IDEN- C.R				X	X		
3- Elaboration d'un programme harmonisé.	M.E- IA- IDEN- C.R				X	X	X	X
4- Intervention du CLEF dans l'enseignement arabe non formel.	CLEF.				X			
5- Intervention du C.R dans l'enseignement arabe non formel.	C.R.				X			

7- Plan d'opération annuel pour l'alphabétisation fonctionnelle en 2007.

Communauté Rurale de Léona. Période : janvier 2007 à décembre 2007.

Activités.	Responsables.	Main d'œuvre et matériels.	Budget.	Source de financement.	Trimestres 2007			
					T1	T2	T3	T4
1- construction de classes.	C.R- Partenaires.	Entrepreneur-ouvriers – matériels.	16 666 000 F	C.R. Partenaires.	X	X	X	X

31

2- Elaboration de programmes et de manuels en langue arabe.	ME – IA- IDEN – partenaires.				X	X	X	X
3- Inscription des élèves et affectation d'un moniteur aux différentes écoles.	Partenaires- CR.				X			
4- Création de CGA.	C.R- CL- Populations.				X			
5- Intervention du CLEF dans les écoles d'alphabétisation fonctionnelles.	CLEF				X	X	X	X
6- Appui, aide et intervention en faveur des écoles d'alphabétisation fonctionnelles.	C.R.				X	X	X	X

VI / Plans de suivi.

Plan de suivi du Pré scolaire :

Objectif : Mettre sur pied des structures formelles du sous- secteur du pré scolaire dans la C.R de Léona et y faire accéder des enfants de 2 à Sans sous la direction d'un personnel qualifié.

Axes	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs/ Suivi.	Activités.	Responsables de la mise en œuvre.	Responsables du suivi	Calendrier des activités (Planif. Réal.)	Remarques
Accès.	O.S 1 : Créer	Cycle	Construction	C.R- CGE-	Secrétaire du	Planification	

32

	des structures d'accueil formelles.	complet par année pour un village ciblé.	et équipement de salles de classes.	Partenaires.	CLEF.	Réalisation		
	O.S 2 : Pré-scolariser tous les enfants de 2 à 5 ans.	T.B.P : 90 % au lieu de 0 %.	Sensibiliser avec 2 rencontres et une mobilisation sociale par an.	C.R- CLEF-partenaires-CGE.	Secrétaire du CLEF.	Planification		
						Réalisation		
Qualité.	O.S 1 : Mettre sur pied des infrastructures pré scolaires fonctionnelles et suffisantes.	Ratio : 25 garçons / latrine. 20 filles / Latrine. 1 élève / chaise. 3 élèves / T.B	Construction de 12 latrines dans les trois villages ciblés et équipement de 300 chaises PM, 30 chaises GM. 100 tables bancs PM et 10 T.B GM.	Président CGE – Trésoriers – Commission d'achat.		Planification		
						Réalisation		
Gestion.	O.S 1 : Mettre sur pied les structures de gestion.	1 APE / école. 1 CGE / école.	Sensibilisation des CR – populations-formation des structures de	C.R.	Secrétaire CLEF.	Planification		

33

		gestion-formation des membres des structures de gestion.			Réalisation		

Plan de suivi de l'enseignement élémentaire formel.

Objectif : Tous les enfants de 7 à 12 ans vont être scolarisés avec des chances égales d'accéder aux services et de réussir.

Axes	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs/ Suivi.	Activités.	Responsables de la mise en œuvre.	Responsables du suivi	Calendrier des activités (Planif. Réal.)	Remarques
Accès.	O.S 1 : Construire des salles de classes en remplacement des abris.	50 salles de classes à construire.	Construction et équipement de salles de classes.	C.R- IDEN-Partenaires.	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	
	O.S 2 : Relever le TBS en particulier celui des filles.	de 80 % en 2006 à 95 % en 2009.	Sensibiliser avec des rencontres et une mobilisation sociale, création d'écoles.	C.R- CLEF-C.L- CGE.	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	

34

	O.S 3 : doter les écoles d'infrastructures fonctionnelles.	Ratio : 25 garçons /latrine. 25 filles / latrine. 1 fontaine/ école. 2 élèves / T.B- 1 terrain de sport / école.	Construction de 2 blocs de 3 par école de 3 classes et plus et 1 bloc par de 1 à 3 classes et création de terrain de sport.	C.R	Secrétaire du CLEF.	Planification		
						Réalisation		
Qualité.	O.S 1 : Améliorer la formation des maîtres en didactique.	Relever le taux de maîtres qualifiés de 24.78 % à 95 %.	Formation des maîtres.	IDEN- C.R	Secrétaire du CLEF.	Planification		
						Réalisation		
	O.S 2 : Doter suffisamment les écoles de matériels didactiques et manuels scolaires.	Ratio : 1 élèves pour 5 manuels. 1 maître / 1 livre du maître / discipline.	Achat de manuels scolaires et matériels didactiques.	CGE- CR- Commission d'achat.	Secrétaire du CLEF.	Planification		
	O.S 3 : Relever le taux d'achèvement	Taux de redoublement 5%. Taux de réussite CFEE	1 - Mise en place de cantines scolaires.	C.R- Partenaires.		Réalisation		

35

	et de promotion.	et Entrée en 6 ^e à 50 % au moins.	2 – Dotation de bourses de motivation et distribution de prix- soutien aux filles et aux élèves démunis. 3 – Motivation aux maîtres distingués.	CR- Partenaires. CR- Partenaires.	Secrétaire du CLEF.			
Gestion.	O.S 1 : Faire fonctionner le CLEF.	Rencontres périodiques du CLEF avec un programme bien conçu.	1- Institution d'un arrêté nommant les membres du CLEF. 2- Dotation d'un budget au CLEF et formation de ses membres.	C.R CR- IDEN.	Secrétaire du CLEF.	Planification		
						Réalisation		
	O.S 2 : Redynamiser les structures de gestion des écoles (CGE-	Rencontres périodiques de ces structures de gestion.	1 – Sensibilisation des populations avec une	CR Population.	Secrétaire du CLEF.	Planification		

36

	APE- Coop. Scolaire).	mobilisation sociale. 2 – Formation des membres des structures de gestion.	CR – IDEN.		Réalisation	
--	-----------------------	---	------------	--	-------------	--

Plan de suivi de l'enseignement arabe dans le formel.

Communauté Rurale de Léona

Période de Janvier 2007 à décembre 2007.

Axes	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs/ Suivi.	Activités.	Responsables de la mise en œuvre.	Responsables du suivi	Calendrier des activités (Planif. Réal.)	Remarques
Accès.	O.S 1 : Scolariser en arabe tous les élèves des écoles françaises.	Atteindre 100 % de couverture des élèves des écoles françaises.	Affectation d'un maître arabe dans les écoles de 3 classes et plus.	IDEN.	Secrétaire du CLEF	Planification	
						Réalisation	

37

Qualité.	O.S 1 : Concevoir des manuels scolaires pour les maîtres et les élèves (arabes et coraniques).	Ratio : 1 élève / 1 livre arabe et 1 livre coran.	1 – Production de livres en arabe et achat de livre de coran. 2 – Instaurer un décret ou une loi ajoutant l'arabe aux évaluations du CM2.	P.R M.E IA IDEN	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	
	O.S 2 : Evaluer l'enseignement de l'arabe au CFEE et à l'entrée en 6 ^e .	Epreuves d'arabe au CFEE et à l'entrée en 6 ^e .	Affectation d'un inspecteur arabe pour la C.R.	ME IA IDEN		Planification	
						Réalisation.	
Gestion.	O.S 1 : Doter la C.R d'un corps de contrôle.	1 inspecteur arabe pour la C.R.	Affectation d'un inspecteur arabe dans la C.R.	ME IA IDEN.	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	

38

4- Plan de suivi de l'enseignement moyen général.

Communauté Rurale de Léona.

Période : Janvier 2007 à décembre 2007.

Objectif global : Amener les élèves à terminer le cycle moyen avec un taux de réussite de 60 % au BFEM.

Axes	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs/ Suivi.	Activités.	Responsables de la mise en œuvre.	Responsables du suivi	Calendrier des activités (Planif. Réal.)	Remarques
Accès.	O.S : Amener les élèves à rester à l'école jusqu'en 3 ^e .	Taux d'abandon de 0 %.	1 - Maraîchage pour appuyer la cantine scolaire. 2- Forage d'un puits équipé. 3- Bourses aux élèves démunis.	APE- CGE C.R- CGE C.R- Partenaires.	Secrétaire du CLEF.	Planification Réalisation	
	O.S 2 : Construire des salles de classes, un bloc administratif, des sanitaires et un réfectoire.	Remplacement total des abris.	Constructions.	C.R Partenaires.	Secrétaire du CLEF.	Planification Réalisation	

39

Qualité.	O.S 1 : Doter suffisamment de matériels didactiques et de manuels scolaires aux professeurs et aux élèves.	Ratio : 1 élève / 1 livre / discipline. Matériels didactiques disponibles. Taux de promotion à l'examen de plus de 60 %.	Achat de manuels scolaires et matériels didactiques.	CGE- Commission d'achat.	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	
Gestion.	O.S 1 : Impliquer le C.R dans la gestion du CEM.	Soutien manifeste du C.R au CEM.	Inscription des besoins du CEM dans le budget du C.R.	C.R	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	
	O.S 2 : Impliquer le CLEF dans la gestion du CEM.	Programme et rencontres périodiques du CLEF en faveur du CEM.	Participation du CLEF dans toutes les activités du CEM.	CLEF.	Secrétaire du CLEF.	Planification Réalisation	

40

5- Plan de suivi du para scolaire.

Communauté Rurale de Léona.

Période : Janvier 2007 à décembre 2007.

Objectif global : Moderniser et appuyer les daaras.

Axes	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs/ Suivi.	Activités.	Responsables de la mise en œuvre.	Responsables du suivi		Calendrier des activités (Planif. Réal.)	Remarques
Accès.	O.S 1 : Créer des structures d'accueil modernes.	1 daara moderne fonctionnel par an.	Construction de salles de classes et de logement.	C.R- Partenaires.	Secrétaire du CLEF.	Planification		
						Réalisation		
	O.S 2 : Doter les daaras de cantines.	1 cantine par daara – absence de mendicité.	Dotation de vivres, d'habits et équipement en ustensiles.	C.R – Partenaires.	Secrétaire du CLEF.	Planification		
						Réalisation		

41

Qualité.	O.S 1 : Doter suffisamment de livres de coran aux daaras.	Ratio : 1 livre /1 élève.	Achat de livres coraniques.	CR- CGD	Secrétaire du CLEF.	Planification		
						Réalisation		
	O.S 2 : Prendre en charge les maîtres coraniques et le personnel.	Salairé pour les maîtres et le personnel- absence de mendicité.	Paiement de salaire- aide aux talibés (habits – soins).	CR- Partenaires.	Secrétaire du CLEF.	Planification		
						Réalisation		
Gestion.	O.S 3 : Organiser l'enseignement du coran par niveau.	Ratio : 1 maître/ niveau : salle de classe.	Division de l'enseignement en niveau.	M.E- IA- IDEN- Maîtres.		Planification		
						Réalisation		
	O.S 1 : Impliquer le CLEF dans la gestion du CEM.	Des représentants de daaras dans le CLEF.	Appui et intervention du CLEF aux daaras.	CLEF.	Secrétaire du CLEF.	Planification		
						Réalisation		
	O.S 2 : Impliquer le CR dans la	Dotation de fournitures et d'aides.	Appui aux daaras.	CR	Secrétaire du CLEF.	Planification		

42

gestion du CEM.					Réalisation		
O.S 3 : Créer une structure de gestion fonctionnelle pour chaque daara.	Existence de CGD.	Création de CGD.	C.L- Population- CLEF.	Secrétaire du CLEF.	Planification		
					Réalisation		

6- Plan de suivi de l'enseignement arabe non formel.

Communauté Rurale de Léona.

Période : Janvier 2007 à décembre 2007.

Objectif global : Mettre sur pied les structures de l'enseignement arabe non formel et l'organiser.

Axes	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs/ Suivi.	Activités.	Responsables de la mise en œuvre.	Responsables du suivi	Calendrier des activités (Planif. Réal.)	Remarques
Accès.	O.S 1 : Remplacer les abris et les hors normes.	Existence d'écoles arabes non formelles construites selon les normes nationales.	Construction et équipement de salles de classes	C.R Partenaires	Secrétaire du CLEF. O.S 2	Planification	
						Réalisation	

43

Qualité.	O.S 1 : Organiser l'enseignement arabe non formel en étapes.	Désengorgement des salles de classes- Existence de 1 ^{re} 2 ^e et 3 ^e étapes.	Création des étapes.	ME- IA- IDEN	Secrétaire du CLEF- IDEN	Planification	
						Réalisation	
	O.S 2 : Elaborer un programme harmonisé.	Existence d'un même programme pour toutes les écoles.	Elaboration d'un programme harmonisé.	ME- IA- IDEN ;	Secrétaire du CLEF- IDEN	Planification	
						Réalisation	
	O.S 3 : Evaluer les apprentissages en fin de cycle.	Evaluation harmonisée.	Organisation d'un examen de fin de cycle.	ME- IA- IDEN.	Secrétaire du CLEF- IDEN.	Planification	
						Réalisation	
	O.S 4 : Valoriser le diplôme obtenu.	Existence de diplômes de fin de cycle.	Création de diplômes et débouchés.	ME- IA- IDEN.	Secrétaire du CLEF- IDEN.	Planification	
						Réalisation	
Gestion.	O.S 1 : Faire intervenir le CLEF et le C.R dans la gestion des écoles arabes non formelles.	Des représentants de ces écoles dans le CLEF.	Implication du CLEF et du C.R-	CLEF- C.R	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	

44

7- Plan de suivi de l'alphabétisation fonctionnelle.

Communauté Rurale de Léona.

Période : Janvier 2007 à décembre 2007.

Axes	Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs/ Suivi.	Activités.	Responsables de la mise en œuvre.	Responsables du suivi	Calendrier des activités (Planif. Réal.)	Remarques
Accès.	O.S 1 : Créer des structures d'accueil.	Classes d'alphabétisation dans chaque village ayant un bon effectif.	Construction de salles de classes.	C.R- Partenaires.	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	
	O.S 2 : Relever le taux de couverture.	Un effectif supérieur à 10 000 élèves dans la C.R.	Inscription de tous les élèves potentiels et affectation de moniteur(s) dans ces écoles.	C.R – Partenaires.	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	
Qualité.	O.S 1 : Elaborer des programmes et des manuels adaptés.	Programmes et manuels disponibles.	Elaboration de programmes et manuels.	ME- IA- IDEN_ Partenaires.	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	

45

	O.S 2 : Motiver les moniteurs et les apprenants.	Diplômes valorisés.	Valorisation des diplômes et création de débouchés.	ME- IA- IDEN- Partenaires.	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	
Gestion.	O.S 1 : Créer des structures de gestion de l'alphabétisation dans les villages.	Existence de CGA.	Création de CGA.	CLEF- population.	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	
	O.S 2 : Impliquer le CR et le CLEF dans la gestion de l'alphabétisation.	Fournitures et aides du C.R et du CLEF visibles.	Intervention du CLEF et appui du C.R.	CR- CLEF	Secrétaire du CLEF.	Planification	
						Réalisation	

46

**BUDGETISATION DES BESOINS EN MANUELS SCOLAIRES ET MATERIELS DIDACTIQUES
POUR L'ELEMENTAIRE.**

1- LIVRES DU MAÎTRE

COURS	MANUELS	Nombre.	Prix Unitaire.	Prix Total.
C.I/CP	LANGAGE	100	3 000 F	300 000 F
	CALCUL	100	3 000 F	300 000 F
			TOTAL	600 000 F
CE	Observation IPAM	100	3 500	350 000 F
	Observer pour comprendre.	100	3 500	350 000 F
	Géographie de l'Afrique et du Sénégal.	100	4 000	400 000 F
	Manuels de français	100	3 000	300 000 F
	Bled	100	3 000	300 000 F
	Manuels de Mathématiques	100	3 500	350 000 F
	Calcul quotidien	100	3 500	350 000 F
	Education civique et morale	100	4 000	400 000 F
			TOTAL	2 800 000 F
C.M	Observation IPAM	100	4 000 F	400 000 F
	Observer pour comprendre.	100	4 500 F	450 000 F
	Géographie de l'Afrique et du Sénégal.	100	4 500 F	450 000 F
	HISTOIRE DU SENEGAL	100	4 500 F	450 000 F
	Manuels de français	100	4 000 F	400 000 F
	Bled	100	3 000 F	300 000 F
	Education civique et morale	100	4 000 F	400 000 F
	DICTIONNAIRE UNIVERSEL	100	8 000 F	800 000 F

47

	Mallette pédagogique	50	120 000 F	6 000 000 F
			TOTAL	10 050 000 F
				13 450 000 F

2- MANUELS POUR LES ELEVES.

COURS	MANUELS	NOMBRE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
C.I	LECTURE	500	1 250 F	625 000 F
	CAHIERS EXERCICES	1 000	1 000 F	1 000 000 F
				1 625 000 F
C.P	LECTURE	500	1 500 F	750 000 F
	CAHIERS EXERCICES	1 000	1 000 F	1 000 000 F
				1 750 000 F
C.E 1	LECTURE SIDI ET RAMA	500	2 000 F	1 000 000 F
	SOLEIL DU MONDE	500	3 000 F	1 500 000 F
	Grammaire Ami et Rémi	500	2 500 F	1 250 000 F
	MATHS	500	2 000 F	1 000 000 F
	GEOGRAPHIE	500	2 500 F	1 250 000 F
	HISTOIRE	500	2 500 F	1 250 000 F
	SCIENCES	500	2 000 F	1 000 000 F
C.E 2	LECTURE SIDI ET RAMA	500	2 000 F	1 000 000 F
	SOLEIL DU MONDE	500	2 500 F	1 250 000 F
	Grammaire Ami et Rémi	500	2 750 F	1 375 000 F
	MATHS	500	2 500 F	1 250 000 F
	GEOGRAPHIE	500	2 500 F	1 250 000 F
	HISTOIRE	500	2 500 F	1 250 000 F
	SCIENCES	500	2 000 F	1 000 000 F
C.M I	LECTURE SIDI ET RAMA	500	3 000 F	1 500 000 F
	SOLEIL DU MONDE	500	3 000 F	1 500 000 F
	Grammaire Ami et Rémi	500	3 000 F	1 500 000 F

48

	MATHS	500	3 000 F	1 500 000 F
	GEOGRAPHIE	500	2 500 F	1 250 000 F
	HISTOIRE	500	2 500 F	1 250 000 F
	SCIENCES	500	2 500 F	1 250 000 F
				9 750 000 F
CM 2	LECTURE SIDI ET RAMA	500	3 000 F	1 500 000 F
	SOLEIL DU MONDE	500	3 500 F	1 750 000 F
	Grammaire Ami et Rémi	500	3 500 F	1 750 000 F
	MATHS	500	3 500 F	1 750 000 F
	GEOGRAPHIE	500	2 500 F	1 250 000 F
	HISTOIRE	500	2 500 F	1 250 000 F
	SCIENCES	500	2 500 F	1 250 000 F
	ANNALES	500	3 000 F	1 500 000 F
			TOTAL	12 000 000 F
				41 750 000 F.

**BUDGETISATION DES BESOINS EN MANUELS SCOLAIRES ET MATERIELS DIDACTIQUES
DANS LE MOYEN GENERAL.**

1- LIVRES DU MAÎTRE

COURS	MANUELS	Nombre.	Prix Unitaire.	Prix Total.
6 ^e	MATHS.	22	3 000 F	66 000 F
	S.V.T	75	3 000 F	225 000 F
	FRANÇAIS	75	3 000 F	225 000 F
	ANGLAIS	55	3 000 F	165 000 F
			TOTAL	681 000 F
5 ^e	MATHS.	60	3 000 F	180 000 F
	S.V.T	75	3 000 F	225 000 F
	FRANÇAIS	75	3 000 F	225 000 F
	ANGLAIS	70	3 000 F	210 000 F

49

			TOTAL	840 000 F
4 ^e	MATHS.	75	3 500 F	262 500 F
	S.V.T	75	3 500 F	262 500 F
	S.P	85	3 500 F	297 500 F
	FRANÇAIS	75	3 500 F	262 500 F
	ANGLAIS	75	3 500 F	262 500 F
	ARABE	90	3 000 F	270 000 F
	Sous L'orage	60	2 000 F	120 000 F
			TOTAL	1 737 500 F
3 ^e	MATHS.	70	3 500 F	245 000 F
	S.V.T	90	3 500 F	315 000 F
	S.P	85	3 500 F	297 500 F
	FRANÇAIS	75	3 500 F	262 500 F
	ANGLAIS	75	3 500 F	262 500 F
	ARABE	100	3 000 F	300 000 F
	Vol de nuit.	70	2 000 F	140 000 F
	Une si longue lettre.	70	2 000 F	140 000 F
	Soundjata.	70	2 000 F	140 000 F
	Mallettes Pédagogiques.	04	120 000 F	480 000 F
			TOTAL	2 582 500 F
			TOTAL GENERAL :	5 841 000 F

BUDGET TOTAL

PLAN D'ACTION.	BUDGET.
PRE SCOLAIRE	63 100 000 F
ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE	665 900 000 F
ENSEIGNEMENT ARABE DANS LE FORMEL.	-
ENSEIGNEMENT MOYEN GENERAL.	105 541 000 F
PARA SCOLAIRE.	176 500 000 F
ENSEIGNEMENT ARABE NON FORMEL.	100 000 000 F

50

ALPHABETISATION FONCTIONNELLE.	50 000 000 F
	1 159 041 000 F.C.F.A

UN MILLIARD CENT CINQUANTE NEUF MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE Francs C.F.A.

N.B : Les plans d'opération annuels de 2007 seront repris en 2008 et en 2009 avec quelques réajustements ou réaménagements possibles.

Abréviations :

APE : association des Parents d'Elèves.
CFEE : Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires.
C.R : Conseil Rural / Communauté Rurale.
CGA : Comité de Gestion de l'Alphabétisation.
CGD : Comité de Gestion de Daara.
CGE : Comité de Gestion de l'Ecole.
CLEF : Comité Local de l'Education et de la Formation.
I.A : Inspection d'Académie.
IDEN : Inspection Départementale de l'Education Nationale.
M.E : Ministère de l'Education.
JICA : agence Japonaise de Coopération Internationale.
TBS : Taux Brut de Scolarisation.

**MINISTERE DE L'EDUCATION.
INSPECTION D'ACADEMIE DE LOUGA.
INSPECTION DEPARTEMENTALE DE
L'EDUCATION DE LOUGA.
C.R DE SAKAL.**

**PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT
DE L'EDUCATION
DE SAKAL.**

1

SOMMAIRE DU PLDE DE SAKAL.

INTRODUCTION

- a) CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS.
- b) PRESENTATION DE LA C.R DE SAKAL.

I – DESCRIPTIF DES SOUS-SECTEURS DE L'EDUCATION.

- a) DIAGNOSTIC.
- b) ANALYSE.

II- PLAN D'ACTION.

III- BUDGETISATION.

CONCLUSION.

2

INTRODUCTION.

a) CONTEXTE ET JUSTIFICATION.

Le présent document relatif au PLDE se réalise dans un contexte institutionnel marqué par la décentralisation en cours au Sénégal depuis 1996 et surtout par l'avènement du PDEF en 2001, par l'étude de la JICA pour le renforcement de la décentralisation de la gestion de l'éducation au Sénégal depuis décembre 2005. Ainsi, ce présent PLDE tentera de prendre en charge les problèmes ponctuels de l'Education dans la C.R de Sakal en assurant :

- l'accès des enfants à l'éducation et surtout celle des filles.
- la qualité de l'enseignement.
- et la gestion des écoles.

b) PRESENTATION DE LA C.R.

Les principaux acteurs.

La mise en oeuvre d'un tel processus nécessite la participation des populations et les différents acteurs intervenant dans la zone. Il s'agit notamment, des membres du C.R, des services techniques décentralisés (Postes de Santé- IDEN- CERP) des représentants de la société civile (ASC- GPF- APE), la JICA en qualité de facilitateur du processus d'élaboration du PLDE et des Partenaires au Développement de la C.R.

Méthodologie.

Le processus d'élaboration du PLDE repose sur l'approche participative et a combiné l'analyse documentaire et la réalisation d'enquêtes qualitatives auprès des populations, des services techniques et autres partenaires au développement intervenant dans la C.R de Sakal.

Le processus comprend essentiellement les phases suivantes :

- Préparatoire.
- Collectes de données secondaires.
- Collectes de données primaires.
- Restitution et validation à l'échelle communautaire.
- Planification.

3

PRESENTATION.

_ Située dans la partie Nord- Est de l'arrondissement de Sakal, la communauté rurale de Sakal est limitée au Nord- Ouest par l'Arrondissement de RAO, au Sud- Ouest par la C.R de Ngeune Sarr, à l'Est par la C.R de Keur Momar Sarr et au Sud- Est par l'Arrondissement de Mbédiène.

La C.R couvre une superficie de 516,6 Km² soit 44% de la superficie de l'arrondissement de Sakal siège de la C.R et en même temps Chef lieu de l'Arrondissement qui est situé dans le Département de Louga, Région du même nom. Elle compte une population de 22 975 habitants répartis dans cent trente trois villages, sa densité est de 44 hts / Km². la population est majoritairement composée de Wolofs. Elle est jeune en grande majorité 53%. Les peuls représentent la deuxième ethnie du point de vue nombre. A côté on note des maures, des sérères et des toucouleurs moins nombreux.

On distingue deux types de sols :

- Les sols diors (sableux) qui sont meubles, très perméables et propices aux cultures du Niébé, arachides et 'Béref'. On les concentre dans la majeure partie de la C.R et sont appauvris par l'érosion éolienne (l'harmattan).
- Les sols deck diors (sable argileux) : ce sont des sols peu perméables, plus aptes aux cultures céréalières et souvent caractérisés par des bas fonds. On les rencontre à la frontière avec la zone silvo- pastorale et celle de Saint- Louis.

Le relief est dominé par des dunes de sable qui s'atténuent au fur et à mesure que l'on se dirige vers la zone silvo- pastorale (Est).

Les sols diors de la zone de Ndawass qui sont meubles et perméables offrent de réelles possibilités pour le maraîchage une fois la maîtrise de l'eau assurée.

Climat et Végétation.

La C.R de Sakal est situés entre les isohyètes 200 et 400 mm. Le climat est de type sahélien avec deux saisons :

- une saison des pluies de 2 à 3 mois,
- et une saison sèche de 9 mois caractérisée par des périodes de fortes chaleurs et des vents violents (harmattan).

Le climat est caractérisé par des écarts importants de température avec une moyenne annuelle qui varie entre 24° et 40°. La végétation est composée essentiellement d'épineux avec une strate arbustive spontanée composée de :

- acacia tortilles (Seng)
- balania Egyptiaca (Sump)
- acacia albida (cadd)
- Nguiera sénégalensis (nguer)
- Euphobia (salane).

4

La pluviométrie.

La C.R de Sakal, située dans l'isohyète 200 à 400 mm connaît une courte saison des pluies qui dure 2 à 3 mois.

Les précipitations sont faibles, irrégulières et ne permettent pas une bonne agriculture pluviale. Les relevés pluviométriques enregistrés les cinq dernières années sont présentés dans le tableau.

II Description des différents secteurs du système.

L'Education Formelle :

On distingue l'éducation de base formelle et l'éducation de base non formelle.

5

Description des différents sous-secteurs du système.

E. Maternelle.	E. Pré scolaire.	Elémentaire.	Moyen Général.
Ce tableau montre l'absence du développement intégré de la petite enfance dans la C.R (case des Tout Petits).		- Ecoles : 40 Classes pédagogiques : 92 Classes physiques : 88 dont 14 abris et 12 classes à réhabiliter- Elèves : 2 261 Garçons : 1 336. Filles : 925 soit 40.91%. Murs de clôture : 15 / 40 dont un mur à réhabiliter. Taux de Scolarisation : 53.83%. Personnel : Français : 1 : 10 dont 00 Femmes. I.A : 5 dont 1 Femme. M.C : 46 dont 18 femmes. V.E : 20 dont 06 femmes. Arabesants : M.C : 5 dont 2 Femmes. V.E : 03 dont 02 Femmes. TOTAL Enseignants : 89 dont 29 Femmes soit 32.58%. Sur un total de 89 enseignants, seuls 41 sont qualifiés c'est-à-dire titulaires d'un diplôme professionnel (CAP ou CEAP). Les non qualifiés représentent 53.93%. Toilettes : 26 / 40. il y a absence totale de toilettes dans la plupart des écoles. Le ratio est de 1 toilette pour 87 élèves.	1 CEM. Classes physiques : 09 à réhabiliter. → Classes pédagogiques : 08 Effectif : 354 élèves dont 215 garçons et 139 filles soit 39.26%. Personnel : 3 PCEM 4 P.C 6 Vacataires dont 1 arabisant 1 surveillant.

De 1993 à nos jours le nombre d'écoles est passé de 6 à 40 : cela dénote l'importance accordée à l'éducation. Ainsi un grand pas est franchi mais il reste encore à faire (TBS local : 53.83% inférieur TBS national).

FORMEL :

Désignation	Maternelle.	Pré scolaire	Ens. Elémentaire	Ens. Moyen Général
Tables bancs	00	00	1 511	142
Bureaux	00	00	69	06
Armoires	00	00	68	02
Chaises	00	00	69	16
			- au niveau des T.B le ratio est de 2 E/ TB - il y a un déficit de 19 bureaux et 19 chaises.	Il y a un déficit de 35 T.B, 04 bureaux, 06 armoires et 08 chaises.

6

SOUS- SECTEUR : Ecole maternelle.

Nombre d'écoles.	Nbre de classes.	Effectifs.	Nbre d'enseignants.	Observations.
00	00	3 014	00	L'ouverture de la case des « Tout Petits » s'avère nécessaire car l'effectif de la tranche d'âge de 3 à 5 ans est de 3 014. 1 salle à Sakal en 2007, 1 salle à Baralé en 2008 et 1 salle à K.Meïssa Gaye en 2009.

SOUS-SECTEUR : Enseignement Élémentaire :

Nombre d'écoles : 40.
Nbre de classes pédagogiques : 92 l'écart entre classes physiques et celles pédagogique est dû aux classes spéciales : CMG.
Nbre de classes physiques : 88
Abris provisoires : 14 à remplacer par des constructions de 14 salles de classes.
Enfants scolarisés : 2 261 dont 925 Filles soit 40.91%
Enfants scolarisables : 4 522 dont 1 508 âgés de 6 à 7 ans à enrôler dans l'élémentaire.
TBS de la C.R: 53.83%, un gaps de 16.17 du TBS départemental (70%).
Taux d'abandon : 2% presque négligeable mais devrait être revu à la baisse.
Personnel enseignant : 89 dont 10 I. 05 L.A dont 1 Femme, 46 M.C dont 18 Femmes, 20 V.E dont 6 Femmes. Arabe : 08
Enseignants qualifiés : 41
Enseignants non qualifiés : 48 soit 53.93% d'où le besoin de formation.
Ratio Elèves / classe : 26 Ce ratio faciliterait un enseignement de qualité.
Ratio Maître/ Elèves : 25 Ce ratio faciliterait un enseignement de qualité
Directions d'écoles : 14. 26 écoles manquent de directions.
Magasins : 13 donc un déficit de 27.
Murs de clôture : 15 d'où un déficit de 25.
Toilettes : 26 /40 donc un déficit de 14. absence totale de toilettes dans des écoles. Ratio : 1 Toilette pour 87 élèves.
Point d'eau : 03 37 écoles manquent d'eau.
Electricité : Seules deux écoles en disposent.
Téléphone : Aucune installation.
Ordinateurs : pas d'ordinateurs, nécessite d'en doter aux écoles.
Réhabilitation de classes : 06 : 03 à Baralé, 02 à K.M. Gaye et 01 à Roye Diéye.

7

SOUS-SECTEUR : Enseignement Moyen.

Accès	Nbre de Collèges : 01 dont privé : 00 Nbre d'élèves : 354 dont privé : 00 Populations de 13 à 16 ans : 308 dont 127 filles. TBS : 43.43%
Qualité	Taux global de Promotion : 68.96% Taux de Promotion des garçons : 67.92% Taux de promotion des Filles : 70.50% Taux global de redoublement : 20.40% dont Garçons : 20.75% et Filles : 19.85%. taux global d'abandon : 4.59% dont Garçons : 5.12% et Filles : 3.67%. taux global de réussite au BFEM : 29.71% dont Garçons : 32.5% et Filles : 25.80%. taux global de transition 3 ^e -> 2 ^e : 45.07% ratio Elèves / Professeur : 45/ 1Prof. Ratio Elèves/ T.B : 2 E/ TB Ratio E/ Livre Maths : 2 E/ 1L Ratio E/ Livre Lecture : 2 E/ 1L Ratio E/ Livre Grammaire : 2 E/ 1 L Pourcentage de classes spécialisées : 00% N.B : le CEM manque d'eau, d'électricité et de salles spécialisées.

NON FORMEL :

Sous-secteur	Tables Bancs	Bureaux	Chaises	Armoires
Alphabétisation fonctionnelle.	Néant	-	-	-
E.C.B	Néant	-	-	-
Enseignement arabe formel	00	00	00	00
Non formel : Ecoles coraniques (daaras)	00	00	00	00
Ecoles franco arabes				

N.B : - Les écoles arabes et les daaras existent dans la presque totalité des villages mais ils sont dépourvus de mobiliers.
- L'alphabétisation fonctionnelle à connu une pause depuis 2004, elle manque également de mobiliers.

8

	Cours	Manuels scolaires	Ratio	Observations
Lecture	C.I	510	1 livre pour 1 élève.	
Calcul	C.I	510	1 livre pour 1 élève	
Lecture	CP	350	1 livre pour 1 élève	
Calcul	CP	350	1 livre pour 1 élève	
Lecture	CE 1	450	1 livre pour 3 élèves	
Calcul	CE 1		1 livre pour 3 élèves	
Géographie	CE 1	100	1 livre pour 5 élèves	
Histoire	CE1	113	1 livre pour 4 élèves	
Observation	CE1	225	1 livre pour 2 élèves	
Lecture	CE 2	420	1 livre pour 3 élèves	
Calcul	CE 2	420	1 livre pour 3 élèves	
Géographie	CE 2	420	1 livre pour 3 élèves	
Histoire	CE2	420	1 livre pour 3 élèves	
Observation	CE2	420	1 livre pour 3 élèves	
Lecture	CM1	260	1 livre pour 3 élèves	
Calcul	CM1	260	1 livre pour 3 élèves	
Géographie	CM1	260	1 livre pour 3 élèves	
Histoire	CM1	260	1 livre pour 3 élèves	
Observation	CM1	260	1 livre pour 3 élèves	
Lecture	CM2	155	1 livre pour 1 élève	
Calcul	CM2	155	1 livre pour 1 élève	
Géographie	CM2	155	1 livre pour 1 élève	
Histoire	CM2	155	1 livre pour 1 élève	
Observation	CM2	155	1 livre pour 1 élève	

MANUELS POUR MAÎTRES : (Matériels didactiques).

	C.I : 18 CP : 14	CE1 : 18 CE2 : 21	CM1 : 13 CM2 : 09
Lecture	: 18 : 14	: 18 : 21	: 13 : 09
Calcul			
Histoire		: 00 : 00	: 00 : 00
Géographie		: 00 : 00	: 00 : 00
Sciences		: 05 : 05	: 08 : 14

9

Grammaire		: 07 : 06	: 06 : 14
Orthographe		: 04 : 10	: 07 : 09
Conjugaison		: 00 : 00	: 04 : 05
Programmes	: 10 : 08	: 05 : 06	: 07 : 10
Dictionnaires	: 00 : 00	: 00 : 00	: 00 : 10
Compendiums scientifiques	: 00 : 00	: 00 : 00	: 00 : 12
Globes terrestres	: 00 : 00	: 00 : 00	: 00 : 13
Cartes murales		: 25 : 15	: 12 : 18

PLAN D'ACTION DE LA PETITE ENFANCE.

	Problèmes à résoudre	Indicateurs actuels	Causes des problèmes	Solutions préconisées
ACCES	1- Installation de la Case des Tout Petits.	00 %	Absence de structures d'accueil.	Ouvrir la Case des Tout Petits au moins dans trois villages : Sakal- Baralé Keur Meïssa Gaye.

	Existant	A chercher	Observations
Règles	50	39	
Compas	45	44	
Equerres	30	59	
Rapporteurs	37	52	
Mallettes pédagogiques	05	35	
Compendiums métriques	15	74	

	Problèmes à résoudre	Indicateurs actuels	Causes des problèmes	Solutions préconisées
ACCES	1 – Faible taux de scolarisation	TBS de la C.R	1 – il y a des parents d'élèves qui ignorent l'importance de l'école. 2 – Carte scolaire non respecté. 3 – nombre d'enseignants	- Sensibilisation des parents. - Correction de la carte scolaire. - Augmentation du nombre de maîtres.

			insuffisant par rapport au nombre d'enfants à scolariser.	
	2 – disparité de la scolarisation entre les villages.	TBS des villages à environ 10 – 70%. - 1 école à cycle complet sur 9 écoles.	1 – il y a beaucoup d'écoles à cycle incomplet qui ne peuvent pas assurer la scolarité des enfants de la C.R. 2 – Le réseau scolaire de la C.R ne couvre pas tous les villages dans un rayon de 4 Kms.	Respect de la carte scolaire.
QUALITE	1 – Taux élevé de redoublement.	Taux de redoublement de la C.R à 15%.	1 – Les classes ne sont pas tenues régulièrement. 2 – Manque d'encadrement à la maison.	- Supprimer les CMG. - Suivi à la maison.
	2 – Faible taux de réussite au CFEE.	Taux de réussite de la C.R à 48%.	1 – Manque de manuels pour élèves et maîtres. 2 – Insuffisance de la formation des maîtres.	- Cours de renforcement. - Capacitation des maîtres.
GESTION	Non fonctionnement du CLEF.	Aucune réunion.	Réticences des membres du CLEF.	Redynamisation du CLEF.

Communauté Rurale : Sakal.

Période : Janvier 2007 – Décembre 2007.

Objectif : Tous les enfants en âge de 7- 12 ans vont être scolarisés avec des chances d'accéder au service éducatif.

Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des obj./ Suivi des indicateurs.	Activités.	Responsable de la mise en œuvre.	Responsable du suivi.	Budget.	Calendrier.		
						2007	2008	2009
OS1 : Les enfants en âge de 7- 12 ans vont être	TBS : 70% T. d'accès : 80%	1-1 : Organiser deux rencontres de sensibilisation	C.R	Secrétaire du CLEF.	600 000 F			

11

scolarisés.		et une campagne de mobilisation par an.			450 000 F			
		121 : organiser des compétitions pour promouvoir les activités sportives.	C.R (principal) CGE (assistant).	Secrétaire du CLEF.	1 080 000 F			
		1-3 : Aides scolaires pour 30 élèves issus de familles démunies.	C.R (principal) CGE (assistant)	Secrétaire du CLEF.	2 400 000 F	-	-	-
O.S2 : Dotation d'infrastructures scolaires pour assurer de meilleures conditions d'études aux élèves.	Ratio Garçons/ Latrine. Ration Filles / latrine. Ratio élèves / T.B.	2-1 : Construction de 16 nouvelles toilettes dans 8 écoles.	C.R (principal) CGE (assistant).	Secrétaire du CLEF.	900 000 F	-	-	-
		2-2 : Equipement de 90 nouveaux tables bancs.	C.R (principal) CGE (assistant).	Secrétaire du CLEF.	70 000 000 F	-	-	-

PLAN D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE.

Période : Janvier 2007 – Décembre 2007.

Objectif global : Développer la petite enfance (Case des Tout petits) dans la C.R.

	Indicateurs d'atteinte des obj.	Activités.	Responsable.	Ressources à mobiliser.	Points forts	Contraintes.	Budget.	Calendrier.		
O.S1 : Construire 3 salles de classes.	Réalisation de 3 salles de classes.	Organisation de deux rencontres de mobilisation sociale.	C.R	C.R (finance) CGE (finance-Main d'œuvre)	Effectif de 3014 élèves disponibles.	Aucune structure d'accueil.	15 000 000 F	1	1	1
O.S2 : Equiper 3	Classes équipées ;	Acheter du mobilier	C.R	C.R (finance)		Absence totale de				

12

salles de classes.		scolaire.	CGE	CGE (finance- Main d'œuvre) Etat. Bailleurs.		mobiliers.	1 800 000 F	-	-	-
--------------------	--	-----------	-----	--	--	------------	-------------	---	---	---

PLAN D'ACTION POUR L'ELEMENTAIRE.

Communauté Rurale : Sakal.

Période : Janvier 2007 – Décembre 2007.

Objectif : Tous les enfants en âge de 7-12 ans de la C.R vont être scolarisés avec des chances d'accéder au service éducatif.

13

Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des obj.	Activités.	Responsable.	Ressources à mobiliser.	Points forts	Contraintes.	Budget.	Calendrier.		
O.S1 : Remplacer les quatorze abris provisoires.	C.R complètement couverte de classes en dur.	Construire 14 salles de classes.	C.R	C.R (finance) Bailleur CGE (finance – main d'œuvre) – Etat.	Matériaux (sable- eau-) Maçons.	Moyens financiers.	70 000 000 F	5	5	4
O.S2 : Equiper 14 salles de classes.	Classes complètement équipées.	Acheter du mobilier scolaire.	C.R (principal)	C.R (finance) Bailleur CGE (finance – main d'œuvre) – Etat.	Présence d'un F.A.P.E CGE CODEC.	Moyens financiers.	3 000 000 F	-	-	-
O.S3 : Enrôler tous les enfants de 6 ans dans le système au niveau de la C.R.	TBS de la C.R supérieur au TBS national.	Organiser des campagnes de sensibilisation et de mobilisation sociale.	C.R (principal) CGE CODEC ASC- GPF.	C.R (finance) CGE (finance)	Structures bien organisées.		600 000 F	2 0 0 0 0 F	2 0 0 0 0 F	2 0 0 0 0 F
O.S4 : Rendre qualitatif l'enseignement dans la C.R.	Taux de réussite au CFEE et à l'Entrée en 6 ^e égal à 70 %.	Former les enseignants dans les disciplines fondamentales (Maths- Français).	IDEN C.R	C.R (finance) CGE (finance) Partenaires (finance) CODEC (expertise).	Structures bien organisées.	Moyens financiers limités.	3 000 000 F	1 0 0 0 0 0 F	1 0 0 0 0 0 F	1 0 0 0 0 0 F

PLAN D'ACTION POUR L'ALPHABETISATION FONCTIONNELLE.

Communauté Rurale : Sakal.

Période : Janvier 2007 – Décembre 2007

14

Objectif global : Développer l'alphabétisation fonctionnelle au niveau de la C.R.

Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des obj.	Activités.	Responsable.	Ressources à mobiliser.	Points forts.	Contraintes.	Budget.	Calendrier.		
								2007	2008	2009
O.S1 : Redynamiser l'alphabétisation fonctionnelle dans la C.R.	C.R couverte de classes d'alphabétisation.	Campagne de sensibilisation et de mobilisation sociale.	C.R	C.R (finance) CGE (matériel de sonorisation).	Structures : CGE- FAPE- Personnes ressources.		600 000 F	2 0 0 0 0 0 F	2 0 0 0 0 0 F	2 0 0 0 0 0 F
O.S2 : Créer des structures d'accueil (7 classes).	Présence de classes d'alpha dans la C.R.	Construire des centres et des classes d'alpha.	C.R	C.R (finance) Bailleurs (finance) Etat (finance) CGE	Matériaux : eau – sable.	Manque de moyens.	35 000 000 F	03	02	02
O.S3 : Equiper les 7 classes d'alphabétisation.	Classes en dur.	Acheter du mobilier.	C.R	C.R (finance) CGE (finance) Etat (finance) Bailleurs (finance).		Absence de moyens financiers.	4 200 000 F			

PLAN D'ACTION POUR L'ENSEIGNEMENT ARABE FORMEL.

Communauté Rurale : Sakal.

Période : Janvier 2007 – Décembre 2007.

Objectif global : Développer davantage l'enseignement arabe formel.

Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des obj.	Activités.	Responsable.	Ressources à mobiliser.	Points forts	Contraintes.	Budget.	Calendrier.		
								2007	2008	2009
O.S1 : Etendre l'enseignement	L'arabe enseigné	Affecter des maîtres			Enseignement de l'arabe					

15

de l'arabe formel dans la C.R.	dans la presque totalité des écoles de la C.R.	d'arabe en nombre suffisant.	IDEN (principal)		dans 7 écoles de la C.R.					
O.S2 : Rendre qualitatif l'enseignement de l'arabe dans la C.R.	Maîtrise de la langue arabe dans les écoles.	Former les maîtres d'arabe.	IDEN.	C.R (finance) CGE (finance) Partenaires (finance) Etat (finance).	Subvention de la C.R.		2 250 000 F	7 5 0 0 0 0 F	7 5 0 0 0 0 F	7 5 0 0 0 0 F

PLAN D'ACTION POUR L'ENSEIGNEMENT ARABE NON FORMEL.

Communauté Rurale : Sakal.

Période : Janvier 2007 – Décembre 2007.

Objectif global : Mieux structurer les daaras en vue de les moderniser.

Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des obj.	Activités.	Responsable.	Ressources à mobiliser.	Points forts	Contraintes.	Budget.	Calendrier.		
								2007	2008	2009
O.S1 : Moderniser les daaras en les dotant de subventions.	Présence de daaras modernes dans la C.R.	Construire des structures d'accueil (daaras).	C.R	C.R (finance) CGE (finance) Etat (finance) Bailleurs (finance).	Présence de guides religieux, d'effectif dans tous les villages, l'Islam.		1 000 000 F Par daara.			

16

PLAN D'ACTION POUR L'éducation communautaire de base.

Communauté Rurale : Sakal. Période : Janvier 2007 – Décembre 2007.

Objectif global : Développer l'éducation communautaire de base dans la C.R.

Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des obj.	Activités.	Responsable.	Ressources à mobiliser.	Points forts	Contraintes.	Budget.	Calendrier.		
								2007	2008	2009
O.S1 : Implanter des structures d'accueil d'E.C.B dans la C.R : 3 classes : Sakal-Baralé-K.M.G.	Présence de classes d'ECB dans la C.R.	Construire des classes d'ECB.	C.R (principal)	C.R (finance) Bailleurs (finance) CGE (main d'œuvre) Etat (finance)	Disponibilité d'effectif dans les localités précitées.	Absence de moyens financiers.	15 000 000 F	1	1	1
O.S2 : Equiper 3 salles de classes.	Classes complètement équipées.	Acheter du mobilier scolaire.	C.R (principal) CGE- GPF-ASC	C.R (finance) CGE (main d'œuvre)	Menuisier métallique.		1 800 000 F	6 0 0 0 0 0 0 F	6 0 0 0 0 0 0 F	6 0 0 0 0 0 0 F

PLAN D'ACTION POUR L'ENSEIGNEMENT MOYEN GENERAL.

Communauté Rurale : Sakal. Période : Janvier 2007 – Décembre 2007.

Objectif global : Améliorer les conditions d'enseignement- apprentissage au niveau du CEM de Sakal.

Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des obj.	Activités.	Responsable.	Ressources à mobiliser.	Points forts	Contraintes.	Budget.	Calendrier.		
								2007	2008	2009
O.S1 : Electrifier le CEM.	CEM complètement électrifié.	- Etablissement de devis. - Achat de matériel.	C.R (principal).	C.R (finance) APE (main d'œuvre) Conseil Rég. (finance) Bailleurs (finance).	Electricien	Manque de financement.		X		
O.S2 : Installer un point d'eau au CEM.	Eau courante.	- Etablissement de devis. - Achat de matériel.	C.R (principal).	C.R (finance) APE (main d'œuvre) Conseil Rég. (finance) Bailleurs (finance).	Plombier.			X		
O.S3 : Construire un bloc administratif au CEM.	Disponibilité de salles spécialisées.	Etablissement de devis.	C.R (principal).	C.R (finance) APE (main d'œuvre) Conseil	Maçons.				X	

				Rég. (finance) Bailleurs (finance).					
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

BUDGET DES LIVRES D'ELEVES.

COURS	MANUELS.	NOMBRE	Prix Unitaire	Prix Total.
C.I	Lecture	300	1 250 F	375 000 F
	Cahiers Exercices	300	1 500 F	300 000 F
C.P	Lecture	350	1 500 F	525 000 F
	Cahiers Exercices	350	1 000 F	350 000 F
C.E1	Lecture Sidi et Rama	400	2 000 F	800 000 F
	Lecture Soleil du Monde	400	3 000 F	1 200 000 F
	Grammaire Ami et Rémi	400	2 500 F	1 000 000 F
	Maths	400	2 000 F	800 000 F
	Géographie	400	2 500 F	1 000 000 F
	Sciences.	400	2 000 F	800 000 F
C.E2	Lecture Sidi et Rama	350	2 000 F	700 000 F
	Lecture Soleil du Monde	350	2 500 F	875 000 F
	Grammaire Ami et Rémi	350	2 750 F	962 500 F
	Maths	350	2 500 F	875 000 F
	Géographie	350	2 500 F	875 000 F
	Histoire	350	2 500 F	875 000 F
	Sciences.	350	2 000 F	700 000 F
C.M1	Lecture Sidi et Rama	400	3 000 F	1 200 000 F
	Lecture Soleil du Monde	400	3 000 F	1 200 000 F
	Grammaire Ami et Rémi	400	3 000 F	1 200 000 F
	Maths	400	2 500 F	1 000 000 F
	Géographie	400	3 000 F	1 200 000 F
	Histoire	400	2 500 F	1 000 000 F
	Sciences.	400	2 500 F	1 000 000 F
C.M2	Lecture Sidi et Rama	250	3 000 F	750 000 F

19

C.I	Lecture Soleil du Monde	250	3 500 F	875 000 F
	Grammaire Ami et Rémi	250	3 500 F	875 000 F
	Maths	250	3 500 F	875 000 F
	Géographie	250	2 500 F	625 000 F
	Histoire	250	2 000 F	500 000 F
	Sciences.	250	2 500 F	625 000 F
	Annales.	250	3 000 F	750 000 F
C.I	Langage	80	3 000 F	240 000 F
	Calcul	80	3 000 F	240 000 F
C.P	Calcul	80	3 000 F	240 000 F
	Lecture	80	1 500 F	120 000 F

BUDGET DES LIVRES DU MAÎTRE

COURS	MANUELS.	NOMBRE	Prix Unitaire	Prix Total.
C.E1/ C.E2	IPAM	80	3 500 F	280 000 F
	Calcul quotidien	80	4 500 F	360 000 F
	Maths	80	4 500 F	360 000 F
	Observer pour comprendre	80	3 500 F	280 000 F
	Géo de l'Afrique Sénégal	80	4 000 F	320 000 F
	Manuels de Français Bled	80	3 000 F	240 000 F
	Ed. C.M et Sanitaire.	80	4 000 F	320 000 F
	Manuels de Français Bled	80	4 000 F	320 000 F
C.M	IPAM	80	4 000 F	320 000 F
	Observer pour comprendre	80	4 500 F	360 000 F
	Histoire du Sénégal	80	4 500 F	360 000 F
	Géo de l'Afrique Sénégal	80	4 500 F	360 000 F
	Ed. C.M et Sanitaire.	80	4 500 F	360 000 F
	Dictonnaires Universel	100	10 000 F	1 000 000 F
	Mallettes Pédagogiques	100	125 000 F	5 000 000 F

20

BUDGET DES MANUELS (Enseignement Moyen).

COURS	MANUELS.	NOMBRE	Prix Unitaire	Prix Total.
6 ^e	Maths	80	5 000 F	400 000 F
	Français	80	4 000 F	320 000 F
	S.V.T	80	6 000 F	480 000 F
	Anglais	80	4 000 F	320 000 F
	Histoire	80	4 000 F	320 000 F
	Géographie	80	4 000 F	320 000 F
	Arabe	80	4 000 F	320 000 F
5 ^e	Maths	80	5 000 F	400 000 F
	Français	80	4 000 F	320 000 F
	S.V.T	80	6 000 F	480 000 F
	Anglais	80	4 000 F	320 000 F
	Histoire	80	4 000 F	320 000 F
	Géographie	80	4 000 F	320 000 F
	Arabe	80	4 000 F	320 000 F
4 ^e	Maths	80	5 000 F	400 000 F
	Français	80	4 000 F	320 000 F
	S.V.T	80	6 000 F	480 000 F
	Anglais	80	4 000 F	320 000 F
	Histoire	80	4 000 F	320 000 F
	Géographie	80	4 000 F	320 000 F
	Arabe	80	4 000 F	320 000 F
	Physique Chimie	80	5 000 F	400 000 F
3 ^e	Maths	80	5 000 F	400 000 F
	Français	80	4 000 F	320 000 F
	S.V.T	80	6 000 F	480 000 F
	Anglais	80	4 000 F	320 000 F
	Histoire	80	4 000 F	320 000 F
	Géographie	80	4 000 F	320 000 F
	Arabe	80	4 000 F	320 000 F
	Physique Chimie	80	5 000 F	400 000 F

21

	Une si longue lettre	80	3 000 F	240 000 F
	Vol de nuit	80	3 000 F	240 000 F
	Sous l'orage	80	3 000 F	240 000 F
	Mallettes pédagogiques	08	125 000 F	1 000 000 F
	Ordinateurs	10	150 000 F	1 500 000 F
	Cartes murales	08	25 000 F	200 000 F
	Bloc administratif	01	-	15 000 000 F
	Electrification	-	-	1 000 000 F
	Adduction d'eau	-	-	800 000 F
	Bloc sanitaire	03	500 000 F	1 500 000 F

RECAPITUTIF DU BUDGET.

NATURE	BUDGET
PETITE ENFANCE.	16 800 000 F
ELEMENTAIRE.	119 977 500 F
ARABE DANS LE FORMEL.	2 250 000 F
ARABE DANS LE NON FORMEL (daaras).	1 000 000 F
ENSEIGNEMENT MOYEN GENERAL.	32 440 000 F
ALPHABETISATION FONCTIONNELLE.	39 800 000 F
E.C.B.	16 800 000 F
TOTAL.	229 067 500 F (Deux cent vingt neuf millions soixante sept mille cinq cents Francs).

N.B : Ce PLDE tri annuel (2007- 2008 - 2009) pourrait être modifié en cas de besoin.

Quelques sigles à expliciter :

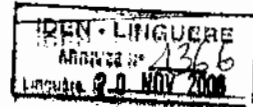
- APE : Association des Parents d'Elèves.
- C.R : Communauté Rurale.
- PLDE : Plan Local de Développement de l'Education.
- CODEC : collectif des Directeurs d'Ecoles.
- CGE : Comité de Gestion de l'Ecole.
- CLEF : Comité Local de l'Education et de la Formation.
- P.E : Projet d'Ecole.

CONCLUSION.

En définitive, ce présent PLDE qui vous est présenté reste un travail d'équipe de recherche et ses acteurs sont les premiers à admettre qu'il comporte sans doute des lacunes. Aussi vos suggestions, avis et critiques ne pourront que faire avancer cette œuvre commune qui se veut permanente, actualisée et porteuse d'espoir pour le système éducatif de notre collectivité locale.

INSPECTION D'ACADEMIE DE LOUGA
INSPECTION DEPARTEMENTALE DE L'EDUCATION
NATIONALE DE LINGUERE

JICA



PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION
DE LA COMMUNE DE LINGUERE

P . L . D . E

ELABORATION : C . L . E . F DE LA COMMUNE DE LINGUERE

ANNEE : 2006 / 2007

IA : Louga
IDEN : Linguère
COMMUNE : Linguère

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT
DE L'EDUCATION (PLDE) DE LA COMMUNE DE LINGUERE

I) INTRODUCTION

Avec la loi sur la décentralisation, les collectivités locales ont en charge certaines compétences qui leur sont transférées, parmi celles-ci l'éducation.

C'est ainsi que le C.I.E.F de Linguère se propose d'élaborer le PLDE de la commune afin de diagnostiquer les problèmes d'éducation et d'y apporter des remèdes.

II) Situation socio-économique de Linguère

La ville de Linguère érigée en commune en 1960 comporte une population de 12 000 habitants répartie sur une superficie de 4 Km². Elle comprend quatre grands quartiers répartis en sous quartiers à l'intérieur desquels sont implantées sept (7) écoles élémentaires publiques, deux écoles privées.

Les populations s'adonnent principalement au commerce, à l'élevage et à l'agriculture. Une infime partie est constituée de fonctionnaires qui y sont affectés provisoirement.

Etat des lieux

Reseau élémentaire : Accès

Commune	Statut		Nombre d'écoles	Nombre de classes	Effectifs totaux	Filles	Effectifs moyenne /classe
	Publiques	privées					
09	07	02	09	58	2563	1233	39,43

III) évolution du nombre d'écoles et de classes.

La première école de la commune de Linguère date de 1924 puis la deuxième est créée en 1963 et la troisième en 1976.

En 1996 la commune compte 5 écoles puis elle passe de 5 à 6 écoles en octobre 2006 et de 6 à 7 école en 2006/2007. En outre il y a deux écoles privées : une privée française et une privée arabe.

Dates de création des écoles

N° d'ordre	années	Ecoles
1	1924	Birame Seck
2	1963	Abdou Mingué Lecor
3	1976	El-hadji Daouda Dia
4	1995	Linguère Diambor

5	2002	Linguère 5
6	2005	Linguère 6 (Franco-arabe)
7	2006	Linguère 7

On peut noter cette évolution également des classes au niveau de la population scolarisable qui est de 241 enfants en 2004.

IV) Structure des écoles élémentaires

Ecoles à.....	NOMBRE
12 Classes et plus	4
6 Classes et plus	1
2 Classes et plus	2
Ecoles à cycle complet	5
Ecole à cycle incomplet	2

Construction

Ce tableau montre l'état du patrimoine bâti. Cependant il y a 08 abris.

Total salles	Abris provisoires	Total salles physiques	Nombre en construction	Salles physiques utilisées			Total
				Etat			
				Bons	Acceptables	mauvais	
61	08	53	10	46	04	03	53

V) Situation des infrastructures annexes dans les écoles publiques

Latrines	Clôtures	Points d'eau	Electricité	Sécurité
05	05	04	04	00

NB : les latrines font 20 boxes. Pour un effectif de 2563 élèves nous avons un ratio de 128 élèves par boxe.

Concernant les latrines pour le personnel enseignant on a 24 maîtres / boxe.

Pour les filles nous avons un ratio de 175 / boxe.

MOBILIER

Nombre de classes	Effectif total	Tables-bancs			Bureaux		Chaises			Armoires		
		B	M	D	B	M	D	B	M	D	B	M
61	2563	1059	84	222	57	00	08			29	00	36
							108	00	43			

NB : B - Bon ; M - Mauvais ; D = Déficit

VI) Conclusion sur l'accès

Nous notons ici l'accroissement du nombre d'écoles et de classes malgré la lenteur du rythme d'évolution remarquable.

Des effectifs en nette évolution surtout chez les filles dont l'approche genre est en évolution. La prédominance des écoles à cycle complet est aussi constatée soit un pourcentage de 71,42%. Il n'y a pas de classe multigrade encore moins de classe à doubles flux.

La participation des populations à l'effort d'éducation est très faible malgré la volonté des pouvoirs publics de réaliser l'objectif d'implication des collectivités locales. Cette population ne s'active pas surtout dans le domaine des cotisations.

VI) QUALITE

Le diagnostic sur la qualité s'appuiera sur le rendement interne à partir du taux de promotion, de réussite et de redoublement scolaire, les conditions d'encadrement des élèves et des enseignants, les conditions d'enseignement apprentissages, en rapport avec les manuels et le mobilier scolaire.

Taux de rendement par niveau

Situation Cours	Niveau																				
	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2			TOTAL		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Total effectif	2	2	4	2	2	4	2	0	4	1	3	4	2	1	3	2	2	4	1	1	2
2005/2006	5	4	9	2		2	1	1		9	2	11	2	6	8	3	2	5	6	3	9
	1	3	4	6		7	2	6		0	8	8	0	2	2	9	3	12	3	3	6
																			2	1	3

Situation Cours	Niveau																				
	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2			TOTAL		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Total	3	2	5	22	3	5	34	1	4	20	1	3	5	4	9	1	1	2	3	3	6
redoublement	7	2	9		2	4		5	9		9	9	6	0	6	5	2	7	2	0	2
2005/2006																6	0	6	5	2	7

Situation Cours	Niveau																				
	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2			TOTAL		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Total	2	2	4	3	2	5	2	2	4	4	4	4	0	2	2	2	2	4	1	1	2
d'abandon																					
2005/2006																			3	4	7

Situation Cours	Niveau																				
	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2			TOTAL		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Total	2	2	4	20	16	2	1	1	3	1	1	3	1	1	2	8	1	9	9	9	19
promus	1	1	3	1	5	6	6	9	6	6	6	6	3	6	2	8	1	9	9	9	19
2005/2006	2	9	1				7	8	5	3	8	7	5	4	0	4			1	2	4

Situation Cours	Niveau																							
	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2			TOTAL					
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T			
Taux de redoublement total en %	1	9	1	9	7	1	1	1	1	16	7	1	10	1	1	2	2	2	6	5	5	12	2	2
2005/2006	4	0	4	3	5	2	66	0	1	41	0	0	5	4	5	5	3	9	4	4	4	4	4	4
	7	5	9	9	7	7							2	4	6	1	2	8	7	3	5	4	4	4
	4			2	6		7						0	5	9	3	7	1	4	9	3	6		
				4																				

Situation Cours	Niveau																							
	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2			TOTAL					
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T			
Taux d'abandon en %	0	10	0	13	0	1	0	9	0	0	0	2	2	2	0	1	0	0	0	0	0	1	1	1
	7	8	2	9	8	8	9	9	8	1	0	0	2	5	8	8	8	8	9	1	0			
	9	2	9	9	1	7	3	6	0	9	3	2	3	9	6	7	3	5						
				2			7																	

Situation Cours	Niveau																				
	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2			TOTAL		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Taux de promotion total en %	8	9	8	88	8	82	9	8	87	8	8	7	7	7	3	4	3	7	7	7	7
	4	0	7	93	2	35	1	7	5	7	7	4	4	4	3	5	9	4	4	4	4
	4	1	0	0	1	9	2	8	6	5	0	3	8	2	3	6	3	4			
	6	2	2	8	5	8	5	9	9	4	7	4	9	9	9	2	2	8			
				4			6														

NB : statistique de la case des tout-petits et du préscolaire

Case des tout-petits						Préscolaire					
Petite section		Moyenne section		Grande section		Petite section		Moyenne section		Grande section	
G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
33	25	56	08	06	14	08	08	16	22	16	38

NB : nous signalons le besoin d'avoir un deuxième collège car le seul que nous avons dans la commune a atteint sa capacité d'accueil. Pour cela les heures de cours sont diminuées faute de salles de classe et de professeurs.

EVOLUTION DES RESULTATS SCOLAIRES

a) Entrée en sixième

Année	Inscrits	Présents	Admis	% d'admission
2004/2005	432	432	164	37.96 %
2005/2006	389	389	154	39.58 %

b) Certificat de Fin d'Etude Elémentaire (CFEE)

Année	Inscrits	Présents	Admis	% d'admission
2004/2005	367	367	186	50.68 %
2005/2006	384	383	216	56.39 %

Condition de travail des élèves et des enseignants

Personnel Français

	Maîtres craies en main					Total enseignants	Total VE+MC	% VE	% MC	% VE+MC
	I	IA	VE	MC	T					
05	17	17	00	37	40	61	37	00	60.65	60.65

Personnel Arabe

	Maîtres craies en main					Total enseignants	Total VE+MC	% VE	% MC	% VE+MC
	I	IA	VE	MC	T					
00	00	03	00	06	09	09	07	00	66.66	77.77

RATIOS

Nombre classes	*M CEM	Tables-bancs	Effectif élèves	Manuel				Ratio/ élève/ manuel			
				Lecture	Sciences	Calcul	Maîtres	Tables-bancs	Lect	Scie	cal
58	61	983	2563	1313	754	1435	305	2/élève	1/2él	2/2él	1/2él

*Maître craies En Main

Les innovations Pédagogiques

Etat des programmes et innovations

Programme éducatif	Nombre d'écoles
Traditionnelles	07
EVF- EMP	02
JICA	01
Langues nationales	01

Le nombre de classes traditionnelles est importantes dans la commune. Ainsi nous demandons une multiplication des écoles JICA qui sont mieux outillées. Avec l'existence d'une école en langue nationale (wolof) le manque de suivi de Ces classes constitue un blocage sur le rendement que nous devons attendre de cette innovation pédagogique.

Conclusion sur la qualité

Le taux de redoublements global estimé à 24,46 % reste très élevé pour la commune. Ainsi l'inexistence d'un deuxième collège , d'écoles élémentaires et moyens privés qui pouvaient désengorger les classes de CM2 des écoles publiques explique largement cet état de fait. Mais nous signalons que les autorités scolaires ne cautionnent pas une telle situation. Le taux de redoublement normal est de 10 %. Le renforcement des capacités des enseignants réduiraient les redoublements de même il améliorerait les résultats scolaires.

ANALYSE DES PROBLEMES

PROBLEMES A RESOUDRE	INDICATEURS ACTUELS	CAUSES DES PROBLEMES
ACCES	<ul style="list-style-type: none"> ° Insuffisance de salles de classes ° Insuffisance de latrines et état défectueux des latrines ° Pas de sécurité ° Mobilier 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de maintenance Mauvaise construction Salles vétustes Manque de moyen Manque de moyen Manque de moyen Manque de moyen
QUALITE	<ul style="list-style-type: none"> ° Insuffisance des résultats 	<ul style="list-style-type: none"> Jeunes maîtres non expérimentés Matériel insuffisant Manque de suivi des élèves
GESTION	<ul style="list-style-type: none"> ° Manque d'outil de gestion ° Manque d'information sur la gestion 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de ressources financières Manque de formation des gestionnaires

OBJECTIF GENERAL : Relever le taux de réussite à l'entrée en sixième (6em) de 47 % à 60 % au bout de trois ans et de 67 % à 80 % au Certificat de Fin d' Etude Elémentaire (CFEF).

Objectif spécifique 1 : Construire 8 salles de classe.

Objectif spécifique 2 : Réhabiliter 10 salles de classe.

Objectif spécifique 3 : Equiper les écoles en infrastructures annexes (latrines, murs points d'eau, électricité, gardiens.....) d'ici 3 ans.

Objectif spécifique 4 : Equiper toutes les écoles en mobiliers suffisants d'ici 3 ans.

Objectif spécifique 5 : Doter toutes les écoles en didactique du français et des mathématiques d'ici trois (3) ans.

Objectif spécifique 6 : Doter toutes les écoles de la commune en manuels scolaires suffisants (Français ,mathématiques ,éveils)d'ici 3 ans

Objectif spécifique 7 : Sensibiliser les populations pour un encadrement effectif des élèves à la maison .

Objectif spécifique 8 : Former les gestionnaires aux techniques de gestion (maîtres , directeurs , trésorier général).

Objectif spécifique 9 : Doter aux écoles des outils de gestion (registre livre journal, livre des comptes, ordinateur).

PRINCIPALES ACTIVITES

- Construction de huit (8) salles de classes.
- Réhabilitation de dix (10) salles de classes.
- Equipement de toutes les écoles en infrastructures.
- Equipement de toutes les écoles en mobiliers suffisantes.
- Formation des maîtres.
- Dotation des écoles en manuels suffisants.
- Sensibilisation des populations pour un encadrement des élèves à la maison.
- Formation des gestionnaires.
- Dotation des écoles d'outils de gestion.

PLAN D'ACTION

Commune de Linguère

Période : Janvier2007-Octobre 2009 **élaborer** le 16 /10 /2006

Objectif général : Relever le taux de réussite à l'entrée en sixième de 47 % à 60 % et celui du Certificat de Fin d' Etude Elémentaire de 67 % à 80 % au bout de trois ans.

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobilisées	Budget en (F CFA)	Calendrier		
						2007	2008	2009
OS1 Construire 8 salles de classe	8 salles construites	-Construction (achat de matériaux, confection de briques, plan d'action)	Municipalité	-Financière -Commune PLDE Main d'œuvre	42 400 000	2salles	3salles	3salles
OS2 Réhabiliter 10 salles de classe	10 salles réhabilitées	Enduits peinture, plafond	municipalité	-Financière -Commune Main d'œuvre	5 000 000	3classes	3classes	3classes
OS3 : Equiper toutes les écoles en infrastructures annexes	82 boîtes fontaines 3écoles électrifiées 1 gardien / école	Construction des bornes fontaines Installation électrique	Commune CGE APE	Financière -Commune CGE	8 200 000 3 000 000	22 boîtes 1 bornes fontaine 2 gardiens	30 boîtes 1 borne fontaine/éc ole 1 gardien	30 boîtes 1 borne fontaine/éc ole 1 gardien
OS4 : Formation des maîtres en français et mathématiques	61 maîtres craie en main	Formation	IDEN EP *ZPH	Finances	183 000	2 sessions	2 sessions	2 sessions

OS 5 : Doter les écoles en manuels suffisants	3 livres élèves 10 manuels arabes école	Achat de manuels Conservation	de Commune Etat CGE	Finances	2563x1500= 3 844 500 1 050 000	853livres 855livres	855livres	855livres
OS 6 : Sensibiliser les populations pour un encadrement effectif des élèves	Encadrement des élèves	Information Education Communication	CGE E P	Sonorisation Chaînes Bâches	210 000	1 séance	1 séance	1 séance
OS 7 : Former les gestionnaires aux techniques de gestion	Directeurs trésorier général Maîtres	Formations(séminaires)	CGE E P	Finances Salles	4 jours x5000=20 000-personne session jour	1 session	1 session	1 session
OS 8 : Equiper les écoles en mobiliers suffisants	7 écoles	Achats mobiliers suffisants Conservation	de Commune Etat	Finances	300 000 écoles	2 écoles	2écoles	3écoles
OS 9 : Doter les écoles des outils de gestion	Registres Livres journal Livres des comptes Ordinateurs	Achats des outils de gestion Conservation	Commune Etat	Finances	100 000:école=7 00 000 3 ordinateurs par école à raison de 250 ordinateurs = 5 250 000	2 écoles	2écoles	3écoles

* Zone Pédagogique Homogène

PLAN D'OPERATION ANNUEL EN 2007

Commune de Linguère

Période : janvier 2007- décembre 2007

élaboré : le 16 10 2006

Activités	Responsables	Main d'œuvre et matériel	Budget (F CFA)	Sources de financement	Trimestres 2007			
					T1	T2	T3	T4
°construction et équipement de salles de classes	8 Commune	/	53 000 000	B C I	x	x	x	
°Adduction d'eau (une borne fontaine)	Commune	/	200 000	Municipalité CGE	x			
Formation de 61 maîtres Craie en main	IDEN- ZPH	EP- /	60 000	CGE- Appui commune- IDEN	x	x		
Distribution de manuel	IDEN EP	/		Etat	x			
Sensibilisation des populations pour un encadrement effectif des élèves	CGE- EP	/	70 000	CGE	x			

Plan de suivi

Commune : Linguère

Période : Janvier 2007 décembre 2009

Elaboré : le 16-10-2006

Objectif global : Relever le taux de réussite à l'entrée en sixième de 47 % à 60 % et celui du CFEI de 67 % à 80 % au de trois ans.

Objectifs	Indicateur d'atteinte des objectifs -suivi des indicateurs	Activités des	Responsables de la mise en oeuvre	Responsables du suivi	Planification	Calendrier des activités (planifiées et réalisées)	Remarque
OS1 : Construire et équiper 8 salles de classes	8 salles construites et équipées au plus tard au 3em trimestre 2007	Construction et équipement de 8 salles de classes	Commune	Secrétaire municipal - IDEN- CGE	Réalisation Durant les 3 première trimestre 2007		
OS2 : Renforcer les capacités de 61 maîtres en main surtout en évaluation	61 maîtres ont subi une formation aux techniques d'évaluation	Séminaires de formation		IDEN- EP - ZPH	2 première trimestre 2007	Première et deuxième trimestre (une séance par trimestre)	
OS3 : Distribuer des manuels	Chaque élèves dispose de trois manuels au moins	Achat et distribution	IDEN- CGE	IDEN - CGE	Première trimestre 2007	Première trimestre 2007	
OS4 : Sensibiliser les populations pour un encadrement effectif des élèves	Travaux à la maison bien un faits Leçons bien apprises	Réunion	CGE	EP	Toute l'année	Toute l'année	

PLAN LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION

(P . L . D . E)

COMMUNAUTE RURALE DE BARKEDJI

I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE DE BARKEDJI

1 – 1°) Situation géographique

La communauté rurale de Barkédji est située dans l'arrondissement de Barkédji (département de Linguère , région de Louga).

Elle est limitée :

- au nord par les communautés rurales de Dodji et de Louguéré Thioly ;
- au sud par les communautés rurales de Vélingara et de Houdalahy (arrondissement de Vélingara .
- à l'est par la communauté rurale de Houdalahy
- à l'ouest par les communautés rurales de Warkhokh et de Thiargny.

La communauté rurale de Barkédji couvre une superficie de 1 968 km² .

Barkédji, chef lieu d'arrondissement se trouve à 35 km de Linguère et 160 km de Louga.

La communauté rurale compte 89 villages .

1 – 2°) Caractéristiques physiques

a°) Relief et sols

Le relief est plutôt plat .Il est composé de plateaux et de plaines avec beaucoup de mares .

Les sols « dior »(sableux) , « deek dior »(argileux -- sableux)les sols latéritiques composent l'étendue des terres , ce qui en fait une zone d'élevage par excellence.

- Seeno ou Dior 87 680 ha
- baldiol ou Deck dior 88 240 ha
- Niarga 10 360 ha

b°) Climat

Le climat est de type Sahélo – soudanien caractérisé par une longue saison sèche et une courte saison des pluies où souffle l'harmattan durant toute la saison sèche et la mousson est prévue durant la saison des pluies

c°) Végétation

La végétation est de Sahélo – soudanien avec :

- Une savane arborée et pcupléc d'épineux et d'autres espèces (Acacias , Calotropis)
- Une savane boisée le long de la vallée fossile , fournie en arbres fourragers.
- Une zone très vaste de tapis herbacé ce qui favorise aussi l'élevage .

d°) Hydrographie

Comme tout le département de Linguère , Barkédji n'est pas arrosé par des lacs mais possède de nombreuses mares et de bassins de rétention avec le passage de la vallée fossile sur toute l'étendue de la communauté rurale. Et un total de huit (8) forages est réparti dans la zone .

1- 3 °) Situation démographique

La communauté rurale de Barkédji compte environ 17 145 habitants pour une superficie de 1 968 km² avec une densité de 9 hts / km². Les femmes représentent 52 % de la population et en majorité sont des adultes . La population de Barkédji représente 28 % de celle de l'arrondissement et 7,07 % de celle du département de Linguère .

II - DIAGNOSTIC

Problèmes à résoudre	Indicateur actuel	Causes des problèmes
<ul style="list-style-type: none"> - Faible taux de scolarisation - Disparité entre les villages - Accès à l'état civil - Construction de salles de classes - Abandon - Taux élevé de redoublement - Faible taux de réussite au CFEE et à l'entrée en 6^e - Déficit en manuels - Inexistence presque de bibliothèque - Formation des enseignants sur les innovations pédagogiques - Formation des CGE en gestion - Non fonctionnement du CLFF 	<p>TBS inférieur à 50 %</p> <p>2 écoles à cycles complet</p> <p>1/10 des effectifs détient une pièce</p> <p>23 abris sur 50</p> <p>2 % des effectifs</p> <p>15 % des effectifs</p> <p>43% CFEE</p> <p>34% l'entrée en sixième</p> <p>1 livre pour 3 élèves</p> <p>1 école sur 19</p> <p>24 MC ; 15 VE sur 50 maîtres</p> <p>2 écoles sur 19 ont bénéficié d'une formation de leur CGE en gestion</p> <p>Aucune réunion périodique</p>	<p>Parents ignorant l'importance de l'éducation de base</p> <p>Inexistence de cantines scolaires</p> <p>Habitats dispersés , lourdeur des tâches ménagères</p> <p>Mobilité de la population : la transhumance</p> <p>Beaucoup d'école à cycle incomplet , habitations dispersées liées au mode d'élevage extensif pratiqué dans la zone</p> <p>Mariages précoces , transhumance</p> <p>Manque de suivi à la maison . Absentéisme ; grève ; fêtes</p> <p>Beaucoup d'écoles à cycle incomplet favorisant un passage automatique . Manque de matériel didactique . Encadrement et suivi inexistant .</p> <p>Dotation insuffisante</p> <p>Manque d'initiative et de financement.</p> <p>Formation insuffisante d'un à 6 mois</p> <p>Inexistence d'un bureau de CGE avant la sortie des modules FAD.</p> <p>Confusion entre CGE / APE ; déficit de communication.</p> <p>Déficit de communication entre CLÉF et CODEC</p>
ACCES		
QUALITES		
GESTION		

III - ETAT DES LIEUX

a- EQUIPEMENT

Abris	Types de construction			
	FAC	PDRH	APE	autres
23	03	20	02	02

b - TYPES DE CLASSES

Traditionnelles		Expérimentales	Total
Simple	CMG		
46	08	03	57

c- PERSONNEL ENSEIGNANT

Sexe \ Corps	Corps				TOTAL
	I	IA	MC	VE	
Hommes	06	04	23	13	46
Femmes	-	01	02	02	05
TOTAL	06	05	25	15	51

d - EFFECTIFS : Elève par sexe

Filles	Garçons	Total
654	605	1259

e - EVALUATION DES RESULTATS

candidats	Sexe	CFEE			Entrée en 6 ^e		
		2004	2005	2006	2004	2005	2006
Nombre de candidats présentés	G	32	48	49	30	44	47
	F	45	55	55	43	53	52
	T	77	103	104	73	97	99
Nombre de candidats reçus	G	16	34	22	16	21	14
	F	21	36	21	21	17	20
	T	37	70	43	37	38	34

IV - PLAN D'ACTION

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget	Calendrier		
						2007	2008	2009
OS I : Relever le taux de scolarisation	- TBS à 80 % (10 % / an) - recrutement avec pièces d'état civil au CI à 85 % - Mise sur pied de 12 cantines communautaires (écoles à faibles TBS)	1-1 Une mobilisation et 06 sensibilisations / an	CLEF	CL (finance)	660 000f	220 000f	220 000f	220 000f
		1-2 Aide scolaire en nature aux 3 premiers inscrits par école	CL	CGE (finance et main d'œuvre)	342 000f	114 000f	114 000f	114 000f
		Collecte de vivres et réalisation de 4 cantines communautaires / an	CGE APE Partenaires AME	AME (matériels de cuisine) APE (vivres)	3 360 000f	1 120 000f	1 120 000f	1 120 000f
OS II : Baisser le taux de redoublement et d'abandon	Taux de redoublement à 10 % Taux d'abandon à 1%	2-1 Encadrement, suivi et renforcement des maîtres, mobilisation sensibilisation	CL APE CGE EP CLEF AME	CL (finance) CGE (finance)	750 000f	250 000f	250 000f	250 000f
		2-2		AME (main d'œuvre) Partenaires (finance)				
OS III : Relever le taux de réussite au CFEE et à l'entrée en 6 ^e	60 % au CFEE 45 % à l'entrée en 6 ^e	3-1 Dotation en matériel didactique	CL CGE APE	CL EP CGE	4 446 000f	1 482 000f	1 482 000f	1 482 000f
		3-2 Encadrement rapproché pour les élèves de CM2	EP Partenaires	Partenaires				
		3-3 Organiser des cérémonies d'excellences par trimestre						
OS IV : Renforcer en manuels toutes les écoles	1 livre par élève	4-1 Faire un appel d'offre	CL	CL (finance)	3 000 000f	1 000 000f	1 000 000f	1 000 000f
		4-2 Achat de manuels	CGE APE	CGE (finance) APE (finance)				
		4-3 Entretien de manuels	EP Partenaires	Elèves (main d'œuvre) Partenaires (finance)				
OS V : mettre en place une bibliothèque scolaire / école	Une bibliothèque / école	5-1 Achat d'armoires	CL	CL (finances)	5 700 000f	1 900 000f	1 900 000f	1 900 000f
		5-2 Achat de livres d'enfants	CGE EP Partenaires	CGE (finances) Partenaires (finances)				
		5-3 Organiser des séances de lecture	Elèves	EP (main d'œuvre ; dons) Elèves (main d'œuvre)				
		5-4 Choisir un maître de tutelle et d'élèves pour la gestion						
OS VI : Formation des enseignants sur les innovations pédagogiques	20 bulletins de visites /an 2 sessions de formation / an	6-1 Encadrer et former les enseignants sur les innovations (évaluations, curriculum, didactiques)	CL CODEC IDEN PRF Partenaires	CL (finances) CODEC (main d'œuvre) IDEN (main d'œuvre) PRF (main d'œuvre) Partenaires (finances)	1 370 000f	457 000f	457 000f	457 000f
OS VII : Formation des membres des CGE en gestion	2 sessions de formation	7-1 Former les membres des CGE en gestion	CL CGE EP Partenaires Elèves	CL (finances) CGE (finances) EP (main d'œuvre) Partenaires (finances) Elèves (participants)	650 000f	325 000f	325 000f	-
		7-2 Lecture et commentaire des manuels de procédures						

OS VIII : construire des infrastructures pour assurer de meilleures conditions d'étude	15 latrines /an	8-1	Construire 45 latrines Construire et équiper 12 salles de classe	CL	CL(finances)	69 000 000f	23 000 000f	23 000 000f	23 000 000f
	4 classes équipées /an	8-2		CGE APE Partenaires	CGE (finances et main d'œuvre) APE(finances)) Partenaires (finances)				

V - TABLEAU RECAPITULATIF

Objectifs	Budget	Echéances		
		2007	2008	2009
OS I : Relever le taux de scolarisation	4 362 000 f	1 457 000 f	1 454 000 f	1 457 000 f
OS II : Baisser le taux de redoublement et d'abandon	750 000 f	250 000 f	250 000 f	250 000 f
OS III : Relever le taux de réussite au CFEE et à l'entrée en 6 ^e	4 446 000 f	1 482 000f	1 482 000 f	1 482 000 f
OS IV : Renforcer en manuels toutes les écoles	3 000 000 f	1 000 000 f	1 000 000 f	1 000 000 f
OS V : mettre en place une bibliothèque scolaire / école	5 270 000 f	1 900 000 f	1 900 000 f	1 900 000 f
OS VI : Formation des enseignants sur les innovations pédagogiques	1 370 000 f	457 000 f	457 000 f	457 000 f
OS VII : Formation des membres des CGE en gestion	650 000 f	325 000 f	325 000 f	-
OS VIII : construire des infrastructures pour assurer de meilleures conditions d'étude	69 000 000 f	23 000 000 f	23 000 000 f	23 000 000 f
COÛT GLOBAL	89 298 000 f	29 766 000 f	29 766 000 f	29 441 000 f

VI - PLAN DE SUIVI : Janvier 2007 / Décembre 2009

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables de la mise en œuvre	Responsables de suivi	Calendrier des activités	Remarques
OS I : Relever le taux de scolarisation	TBS à 80 % (10 % / an) - recrutement avec pièces d'état civil au CI à 85 % - Mise sur pied de 12 cantines communautaires	Une mobilisation et 06 sensibilisations / an Aide scolaire en nature aux 3 premiers inscrits par école Collecte de vivres et réalisation de 4 communautaires / an	CLEF	Secrétaire du CLEF	Planification	
			CL		Réalisation	
			CGE		Planification	
			APE		Réalisation	
			Partenaires		Planification	
AME	Réalisation					
OS II : Baisser le taux de redoublement et d'abandon	Réduire à 10 %	Encadrement et suivi	CL APE . EP	Secrétaire du CLEF	Planification	
	Réduire à 1%	Sensibilisation	CL APE ; AME EP		Réalisation	
OS III : Relever le taux de réussite au CFEE et à l'entrée en 6 ^e	60 % au CFEE 45 % à l'entrée en 6 ^e	Dotation matériel didactique Encadrement rapproché . Organiser des cérémonies d'excellences	CL CGE Partenaires EP	Secrétaire du CLEF	Planification	
					Réalisation	
					Planification	
					Réalisation	
					Planification	

OS IV : Renforcer en manuels toutes les écoles	1 Livre / élève	Appel d'offre	CGE	Secrétaire du CLEF	Planification	
		Achat de manuels	CGE		Réalisation	
		Entretien des manuels	EP ,élèves		Planification	
					Réalisation	
OS V : mettre en place une bibliothèque scolaire / école	Une bibliothèque / école	Achat d'armoires	CL ,CGE	Secrétaire du CLEF	Planification	
		Achat de livres d'enfants	CL, CGE		Réalisation	
		Séances de lecture	EP ,Elèves		Planification	
		Choix du maître tutelle et d'élèves pour la gestion	EP, Elèves		Réalisation	
					Planification	
					Réalisation	
OS VI : Formation des enseignants sur les innovations pédagogiques	20 bulletins de visites /an 2 sessions de formation / an	Encadrer et former sur les innovations (évaluations, curriculum, didactiques)	CL CODEC IDEN PRF	Secrétaire du CLEF	Planification	
					Réalisation	
OS VII : Formation des membres des CGE en gestion	2 sessions de formation	Formation en gestion Manuels de procédure	CL EP IDEN	Secrétaire du CLEF	Planification	
					Réalisation	
					Planification	
					Réalisation	

OS VIII : construire des infrastructur es pour assurer de meilleures conditions d'étude	15 latrines /an 4 classes équipées /an	Construire 15 latrines	CL CGE	Secrétaire du CLEF	Planification		
					Réalisation		
		Construire 4 salles de classes	CL CGE		Planification		
					Réalisation		

VII - PLAN D'OPERATION ANNUEL 2007

Activités	Responsables	Main d'œuvre et matériels	Budget	sources	Répartition			
					T1	T2	T3	T4
Relever le taux de scolarisation	CL, APE , AME	APE AME Population, élèves	4 362 000 f	CL, CGE APE Partenaires				
Baisser le taux de redoublement et d'abandon	CL, CGE, DE,	APE AME EP	750 000 f	CL, CGE APE Partenaires				
Relever le taux de réussite au CFEE et à l'entrée en 6 ^e	DE, CGE	EP	4 446 000 f	CL, CGE APE Partenaires				
Renforcer en manuels toutes les écoles	CL, DE CGE	CGE EP	3 000 000 f	CL, CGE APE Partenaires				
mettre en place une bibliothèque scolaire : école	DE, CGE	EP Menuisiers Elèves	5 720 000 f	CL, CGE APE Partenaires				
Formation des enseignants sur les innovations pédagogiques	DE	CODEC IDEN	1 370 000 f	CL, CGE APE Partenaires				
Formation des membres des CGE en gestion	CML DE CGE	CODEC IDEN Membres CGE	650 000 f	CL, CGE APE Partenaires				
construire des infrastructures pour assurer de meilleures conditions d'étude	CL CGE	Entrepreneurs Ouvriers matériels	69 000 000 f	CL, CGE APE Partenaires				

SIGLES

I: Instituteur

IA: Instituteur Adjoint

MC: Maître Contractuel

VE: Volontaire de l'Education

CMG: Classe Multigrade

AME: Association des Mères d'Elèves

APE: Association des Parents d'Elèves

CLEF: conseil Local d'Education et de Formation

CL: Collectivité Locale

EP : Equipe Pédagogique

PRF: Pôle Régional de Formation

IDE : Inspection Départementale de l'Education

IA: Inspection d'Académie

DE: Directeur d'Ecole

REPUBLIQUE DU SENEGAL.

MINISTERE DE L'EDUCATION.

I.A DE LOUGA.

IDEN DE LINGUERE

C.R DE GASSANE.

COMMUNAUTE RURALE DE GASSANE

P.L.D.E.

PRESENTATION DE LA LOCALITE.

I/ Situation géographique :

La communauté rurale de Gassane est située dans l'arrondissement de Barkédji, département de Linguère, région de Louga. Elle est limitée au Nord par la communauté rurale de Thiargny, à l'Est par la communauté rurale de Thiel, au sud par le département de Kaffrine et à l'ouest par la communauté rurale de Sadio (département de Mbacké). Située environ à 80 Km de Linguère, elle compte 52 villages et couvre environ une superficie de 1165 Km².

II / Caractéristiques physiques :

La communauté rurale a un climat sablo- soudanien, caractérisé par des vents chauds et secs, des températures élevées et des pluies peu abondantes. Son relief dans l'ensemble, est une plaine. Les sols sont assez fertiles. La végétation est une savane boisée. L'hydrographie est surtout marquée par des marigots saisonniers.

III / caractéristiques démographiques :

La communauté rurale de Gassane compte 19800 habitants répartis comme suit : 0 à 15 ans : 9 365 ; Femmes en âge de procréer : 4550 ; Personnes du 3^e âge (femmes) : 990.

IV / Caractéristiques socio- culturelles :

Les ethnies qui composent la population sont : Peuls, Sérères, Wolofs et Maures. On y parle le Peul, le Sérère, le Wolof et le Maure. Les religions pratiquées sont l'Islam et le Christianisme.

V / Caractéristiques économiques :

Les ressources naturelles disponibles sont la forêt. Les principales activités économiques sont : l'agriculture, l'élevage et le commerce.

ETAT DES LIEUX

A / Situation du personnel

Personnel arabe : 02

Personnel français :

- Directeur déchargé : 01

- Maîtres craie en main : M.C : 18 ; VEN : 11 ; IA : 01 ; I : 01.

TOTAL PERSONNEL : 33.

B / Réseau scolaire :

Nombre d'écoles : 19.

Nombre de cours : 49 dont 13 CMG et 01 CDF.

Nombre de salles construites : 22. Abris provisoires : 16.

C / Mobilier :

Tables bancs : Bons et Acceptables : 326.	Mauvais : 40 donc	Déficit : 84.
Bureaux : Bons et Acceptables : 12	Mauvais : 01.	Déficit : 23.
Chaises : Bon et Acceptable : 11.	Mauvais : 01.	Déficit : 24.
Armoires : Bon et Acceptable : 07.	Mauvais : 01.	Déficit : 26.

D / Infrastructures :

Latrines : 06 Déficit : 13.

Clôture : 05 Déficit : 14.

Electricité : 00. Déficit : 19.

Eau : 02 Déficit : 17

Cantines scolaires : 01. Déficit : 18.

Bureaux- Magasins : 03. Déficit : 16.

DIAGNOSTIC : Problèmes et causes.

PROBLEMES	CAUSES
1) Faible taux de scolarisation.	1) Manque de salles de classes. 2) Manque d'eau dans les villages. 3) Nombre de maîtres insuffisant. 4) Faible revenu des parents. 5) Les parents ignorent l'importance de l'école.
2) Faible taux de réussite au CFEE.	1) Insuffisance des fournitures scolaires. 2) Manque de manuels scolaires. 3) Manque de suivi à la maison. 4) Formation insuffisante des enseignants.
3) Non participation des populations dans la gestion de l'école.	1) Ignorance. 2) Non fonctionnement des structures.

INDICATEURS ACTUELS DU SECTEUR DE L'EDUCATION

I / ACCES :

Nombre d'écoles : 19 dont 00 privée.

Nombre de CDF : 01

Nombre de CMG : 13.

Taux Brut de scolarisation : 51%.

Taux de scolarisation des garçons : 44 %.

Taux de scolarisation des filles : 56 %.

Taux global d'admission : 52 %.

Taux d'admission des garçons : 38 %.

Taux d'admission des filles : 65 %.

II / QUALITE :

Taux global de promotion : 93 %

Taux de promotion des garçons : 90 %.

Taux de promotion des filles : 96 %.

Taux de redoublement global : 4 %.

Taux de redoublement des garçons : 3 %.

Taux de redoublement des filles : 4 %.

Taux global d'abandon : 3 %.

Taux d'abandon des garçons : 1 %.

Taux d'abandon des filles : 2 %.

Taux global de réussite au CFEE : 29.07 %.

Taux de réussite des garçons au CFEE : 28.14 %.

Taux de réussite des filles au CFEE : 30 %.

Taux global de réussite à l'entrée en 6^e : 28.45 %.

Taux de réussite des garçons à l'entrée en 6^e :

Taux de réussite des filles à l'entrée en 6^e :

Ratio Elèves / Maître : 40

Ratio Elèves / classe : 24.

Ratio Elèves / Table bancs : 4

Ratio Elèves / Manuel de lecture : 3

Ratio Elèves / Livre de calcul : 4.

Pourcentage de Maîtres qualifiés : 9.09 %.

Pourcentage de cycles incomplets : 89.47 %.

Ratio Maîtres / Inspecteur : 33.

III / GESTION :

Les infrastructures et les équipements n'ont jamais subi d'entretien, ce qui explique leur vétusté.

Souvent les structures créées ne fonctionnent pas et de là émanent les problèmes des écoles.

Pour les finances, les écoles n'en disposent pas.

PLAN D'ACTION

Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs.	Activités.	Responsables.	Ressources à mobiliser.	Budget.	Année	
						2007	2008 2009
OS 1 : Inscrire au C.1. les enfants âgés de 7 ans.	80 %	1) Organisation de rencontres de sensibilisation et une mobilisation par an. 2) construction de 20 salles de classes. 3) Dotation de la CR d'enseignants en nombre suffisant.	C.R	CR / Finances. CGE / Finances.	450 000 F.		
			C.R	Main d'œuvre CR / Finances.	100 000 000 F.		
OS 2 : Relever le taux de réussite de la CR.	50 % de réussite.	1) Dotation des écoles de fournitures et de manuels en nombre suffisant. 2) Formation continue des enseignants. 3) Sensibilisation des parents au suivi des enfants.	C.R	C.R / Finances.	15 000 000 F.		
			CR	Etat / Finances.	1 200 000 F.		
OS 3 : Impliquer les populations dans la gestion de l'école.	Changement positif de comportement.	1) Sensibiliser les populations sur l'importance de l'école et l'importance des structures par	CGE CLEF	C.R / CGE.	570 000 F.		
			CLEF	C.R.			
			CGE.	CGE.	1 710 000 F.		

	l'organisation de rencontres trimestrielles.				
--	--	--	--	--	--

PLAN OPERATIONNEL ANNUEL

ACTIVITES.	RESPONSABLES.	Main d'œuvre et matériels.	Budget.	Source de financement.	TRIMESTRE 2007			
1- Organisation de 2 séances de sensibilisation et une campagne de mobilisation sur l'importance de la scolarisation des enfants.	C.R.	Chefs de villages Populations - APE D.E - Elèves. Matériel de sono.	150 000 F.	C.R CGE	X			
2- Construction de 06 salles de classes.	CR (Princip. Resp.) CGE (assistant)	Matériel de construction. Population.	30 000 000 F.	Etat. C.R.	X			
3- Dotation des écoles de la CR de fournitures et de manuels en quantité suffisante.	C.R. CLEF	Manuels - cahiers Bics Crayons - Autre.	5 000 000 F.	C.R.	X			
4- Doter la CR d'enseignants en nombre suffisant.	CLEF RZPH.	IDEN Enseignants.		Etat	X			
1 - Formation continue des	CLEF.	Parents CGE - Enseignants-	350 000 F	C.R.		X		

maîtres.		Elèves.					
2- Sensibilisation des parents au suivi des élèves.	CGE	Population CGE - CLEF- Enseignants.	190 000 F.	C.R	X		
1- Sensibilisation des populations sur l'importance de l'école et des structures par l'organisation de rencontres trimestrielles.	CGE CLEF	Population CGE CLEF Enseignants.	570 000 F	CGE	X	X	X X

PLAN DE SUIVI

Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs / Suivi des indicateurs.	Activités.	Responsable de la mise en œuvre.	Responsable du suivi.	Calendrier des activités (planification et réalisation).	Remarques.
O.S 1 : Inscrire au C.I tous les enfants âgés de 7 ans.	Taux d'accès au C.I de 80 %.	1-1 : Organisation de rencontres de sensibilisation et d'une campagne de mobilisation par an. 1-2 : Construction de 20 salles	C.R.	Secrétaire CLEF.	Planification. Réalisation.	

		de classes. 1-3 : Dotation de la C.R d'enseignants en nombre suffisant.				
O.S : Relever le taux de réussite de la C.R.	50 % de réussite.	1- Dotation des écoles de la CR de fournitures et de manuels en quantité suffisante. 2- Formation continue des maîtres. 3- Sensibilisation des parents au suivi des élèves à la maison.	C.R. C.R. CGE CLEF.	Secrétaire CLEF.	Planification. Réalisation.	
O.S 1 : Amener la population autour de l'école.	Changement positif de comportements.	3-1 : Sensibiliser les populations sur l'importance de l'école et des structures par l'organisation de rencontres trimestrielles.	C.R. CGE.	Secrétaire CLEF	Planification. Réalisation.	

Région de Louga

Département de Linguère

Arrondissement de Barkédji

Communauté rurale de Thiargny



Promoteur
Réseau des écoles de
l'éducation de base de la
Communauté Rurale de Thiargny

Thiargny, le 22/ 11/ 2006
Le coordinateur
Amadou Ramata KA

I. Introduction

La communauté rurale de Thiargny s'étend sur une superficie de 1125 km², elle constitue l'une des 04 communautés rurales de l'arrondissement de Barkédji, elle a été érigée en 1976 en communauté rurale par l'extension de la loi sur la décentralisation. Elle a un climat sahélien, la pluviométrie ne dépasse guère 300mm. Les activités sont essentiellement agro- pastorales. La population s'élevé à 10589 personnes constituée en majeure partie de jeunes et de femme qui sont les couches vulnérables.

L'économie était jadis prospère tous les secteurs marchaient bien. Mais l'agriculture connaît depuis quelques années de sérieux problèmes déficit pluviométrique, vétuste du matériel agricole, sans compter l'érosion des sols, la divagation du cheptel qui rend l'agriculture plus aléatoire. Un déficit alimentaire chronique qui s'est largement répercuté, sur les femmes enfants, et personnes du 3^e âge. Par ailleurs l'élevage reste la principale activité de la zone, il connaît beaucoup de problèmes, l'abreuvement l'alimentation, la saute animale, l'exploitation l'absence d'intensification fait que chaque année des Millions de litres de lait sont perdus, faute de systèmes de collecte et de commercialisation durable.

En plus la zone de Thiargny manque d'infrastructure, sur le plan de l'éducation, de la formation, les espace jeunes, les maisons à outils, ou les centres de lecture et d'animation culturelle. Sur le plan des activités génératrices de revenus, la localité manque des équipements marchands ou des caissiers de crédit permanents. La communauté rurale de Thiargny compte 03 classées qui nécessitent des processus d'amélioration. Enfin la zone est enclavée et nécessite une piste de production l'achèvement de l'électrification pour permettre aux écoles de disposer de l'outil informatique.

Le conseil rural de Thiargny ne dispose de locaux appropriés pour mener à bien les programmes dévolus par la décentralisation.

Donc un paquet de mesures doit être mis en place pour hisser la communauté rurale au rang des collectivités modernes.

II. Description et objectifs des mesures appropriées

La communauté rurale de Thiargny décline à travers ce document quelques mesures pour améliorer la vie dans la communauté rurale.

L'Autosuffisance alimentaire par une agriculture régénératrice accompagnée de renforcement des Ressources Naturelles et du Développement des énergies nouvelles et renouvelables.

La réhabilitation des ouvrages hydrauliques par un accès permanent à l'eau potable pour la santé de la population, le développement des activités productives et la réhabilitation des écosystèmes l'intensification de l'élevage par les cultures fourragères, l'insémination artificielle, l'augmentation de la production laitière et de la viande.

La gestion des parcours naturels du bétail, la promotion de la santé animale par l'installation des parcs à vaccination du bétail et les pharmacies vétérinaires.

La réhabilitation des écosystèmes par un reboisement massif le développement de nouvelles énergies l'enrichissement des zones semi- arides, l'exploitation objective et consensuelle des ressources naturelles.

La mise en place d'infrastructures socio- éducatives pour un renforcement des capacités à tous les secteurs d'activités au niveau de tout les ages et sexes.

L'accès à l'informatique pour la gestion des biens et des personnes et des biens et l'ouverture sur le monde extérieur pour des opportunités de partenariat vu les renforcement des performances.

L'amélioration de l'offre éducative par l'élargissement de l'accès le renforcement du maintien et la consolidation de la qualité, par des infrastructures en nombre suffisant et de qualité du personnel couvrant les besoins et à la pointe des progrès, un partenariat local dynamique avec les collectivités locales et le mouvement des parents d'élèves du matériel didactique, informatique en permanence. Une bonne prise en charge sanitaire et alimentaire des élèves introduire au niveau de l'école des mécanismes pour l'émergence d'entreprenariat scolaire novateur, avec un mini. Ferme agricole pou voyeur de recettes de légumes, pour la saute mais aussi donner aux élèves l'opportunité de mener des activités citoyennes des le jeune âge pour faciliter leur intégration demain dans le monde de la production et des affaires la modernisation des services de saute par la mise en place de locaux équipés et fonctionnels et la mise en place de gammes de médicaments couvrants les pathologies de la zone et une ambulance pour les évacuations sanitaires - La mise en place d'activités génératrices de Revenus par un panel d'activités, commerce, maraîchage Mutuelle d'Epargne et de Crédit.

III. Etat et descriptions des ressources de la communauté Rurale

3.1. **Etude physique :** La communauté Rurale de Thiargny est composée de d'un relief plat, avec des sols DIORS, SENO et BALDIOR propice à l'agriculture et l'élevage, le climat est sahélien chaud et sec, avec un hivernage peu pluvieux de 03 mois ne dépassant guère 300mm et une saison sèche de 09 mois marqué par une période froide éphémère, surtout la période chaude qui est plus remarquable avec des variations thermiques pouvant aller jusqu'à 40° dans la journée.

3-2 **Etude économique :** La communauté Rurale de Thiargny a une population estimée à 10589 composée essentiellement de jeunes et de femmes constituant plus de 65% de la population. Elle est grande partie constituée de peulhs repartis en sous. Groupes dont les N'DIENGUEL, les LADINABES, les DIASARNABES les MBARANABEES et autres sous groupes peu importants. Ensuite il y'a les Quolofs, puis les Maures et des minoutes sérères, les peulhs constitue la majorité avec plus de 70% de la population le reste entre les autres communautés.

3.3 **Etude économique**

La principal activités de cette communauté Rurale est l'élevage, avec un cheptel relativement important, mais les systèmes d'exploitations étant traditionnels les profits escomptes ne sont pas acquis ce qui installe au niveaux des populations un niveau de vie précaire.

Après l'agriculture vient derrière l'élevage mais depuis quelques années, elle n'arrive plus à nourrir la population cible ce qui accentue les carences alimentaires et rend vulnérable la population, ainsi fait montrer le niveau de la pauvreté.

3-3-1. **Exploitation Ressources Forestières**

Les réserves forestières de la zone ont connu une prospérité dans le passé, mais la dégradation de l'environnement, par un système d'élevage extensif, le braconnage effectué par les charbonniers ont considérablement.

Réduit le potentiel forestier de la communauté rurale ce qui fait que Thiargny est une zone dont les Ressources naturelles sont gravement menacées ne pouvant même plus satisfaire les besoins de base des populations donc des ressources supplémentaires pour doper la croissance sont impensables.

4. **Infrastructures et équipements de la Communauté Rurale de Thiargny**

a) **Ecoles primaires élémentaires**

Il existe 08 écoles publiques dans la communauté rurale de Thiargny siège communauté rurale Lol- Lol Loumbi- Kebe, Ngelwar , Niari Linde, Khogué, Vendou SENO les problèmes varient d'une zone à une autre mais vont de l'insuffisance des salles de classe, des murs de clôtures, de l'équipement scolaire du matériel didactique et informatique des toilettes, de l'adduction du bureau des Directeurs des annexes pour logement des enseignements, de l'éclairage, des bibliothèques de l'Internet ou des fermes agricoles d'initiation.

b) **Infrastructures De Santé**

Il existe au niveau de Thiargny un poste de santé et des cases de santé au niveau de Lol- Lol, Ngelwar, Touba-Belel, Djolof-Nieri, Lindé, Khogué Vendou SENO les problèmes se résument à un manque chronique d'ambulance pour évacuer les malades et faire des tournées de supervision de contrôle ou de vaccination lors des stratégies avancées menées par l'infirmier chef de poste (ICP).

Il y a aussi l'exiguïté des cases de santé et la maque de matériel, ce qui nécessite, leur modernisation, leur équipement avec des structures de gestion les permettant de faire des Recettes et de pérenniser ces structures de proximité.

c) **Service vétérinaire et programme de Modernisation de l'élevage**

Il existe au niveau de la Communauté Rurale de Thiargny, un poste vétérinaire avec un agent technique et des auxiliaires il est chargé de la supervision des programmes de santé animale et de l'appui aux organisations de production d'éleveurs, il existe des parcs de vaccination du bétail à Thiargny, Loumbi Kébé, Nguelwar Niéri, Lindé Khogué, Gouye guéni, Vendou SENO. Le projet d'appui à l'élevage a entrepris depuis des années un programme de modernisation de l'élevage dans la Communauté Rurale par le développement des systèmes de production par la gestion des Ressources Naturelles, avec la vente de l'eau au volume, le renforcement des capacités des éleveurs et le financement du sous secteurs de l'élevage. Avec l'appui au personnel de l'élevage en infrastructures logistiques et autres.

d) **Ouvrages hydrauliques et gestion de l'eau**

Il existe dans la Communauté Rurale des ouvrages hydrauliques qui prennent de large et nécessite, Réhabilitation. : Ce sont les forages de Thiargny, Lol-Lol. Touba Belel Diolof, Lindé Khogué et les puits forages de Wis-Wis et Vendu Seno, et les puits simples de Niéri et de Lol- Lol. Les ouvrages hydrauliques sont vétustes, et nécessitent modernisation. Il y'a un nouveau programme de vente de l'eau au volume qui est a ses débuts que demain si les populations s'approprient peut constituer un gage de succès et d'équilibre pour l'amélioration de l'accès et la gestion de l'eau en zone Rurale.

e) **Organisation de producteurs et mouvements Associatifs**

Il existe dans la communauté Rurale de Thiargny plus organisations de producteurs (GIE, Association, ASC, GPF, Club de solidarité) ou même des groupements informels (Dahiras et caisses de villages) Ils mobilisent des milliers de membres et leur nombre avoisine (150) elles s'activent dans l'élevage, l'agriculture, le commerce l'environnement activités socio- éducatives, certains organismes reçoivent des financements de certaines banques ou Mutuelles de la place. Néanmoins considérant de ces organisations et de leurs ambitions d'autres sources des financements doivent être trouvés pour appuyer des activités génératrices de Revenus et impulser le développement.

f) Caisse rurale D'épargne et de crédit et Réduction de la pauvreté

Il existe au niveau de la communauté Rurale une caisse d'épargne et de crédit qui totalisé plus de 300 membres, avec une expérience de 8 ans mise en place en 1998 Aujourd'hui il nécessite des appuis pour bénéficier d'un agrément et avoir une ligne de crédit substantiel lui permettant de faire face à toutes les demandes et jouer le rôle de structure financière de proximité qui est sa vocation.

g) Protection art Modernisation des lieux de culte

Dans la communauté Rural de Thiargny il existe plusieurs lieux de culte donc des mosquées et cimetières au niveau de Thiargny Lol -Lol, Touba Belel, Diolof Niéri, Lindé, Khogué, Vendou Séno, Roumede Thiargny. Il exila 03 grandes mosquées Thiargny, Linde et Khogué. Pour les cimetières seul celui de Thargny est muni de clôture hermétique avec une morgue au niveau de la mosquée, mais matérielle de froid. Partout ailleurs les cimetières ne sont pas couverts, pas de morgue conséquente. D'où la nécessité de moderniser ces outils de culte qui font partie intégrante de notre vie il y a aussi des écoles islamiques dans (la zone de Thiargny).

h) Développement local et Décentralisation

La communauté Rural de Thiargny a été érigée en 1976. Depuis 02 présidents ce sont succédés, l'actuel président de conseil rural a été élu en 2002. Il est le troisième à occuper cette fonction. Depuis beaucoup d'efforts ont été faits pour la modernisation de la communauté rurale sur le plan de la santé, de l'éducation et de l'appui aux jeunes, femmes et éleveurs récemment un contrat a été passé avec un consortium , indo- arabe, ASIYLA GOMME COMPAGNIE qui excelle dans l'exploitation et la culture de la gomme arabique, plusieurs jeunes de la localité ont trouvé de l'emploi, sans compter les appuis au niveau du forage de l'école et d'autres structures du forage, sans compter l'appui à la réhabilitation des écosystèmes pastoraux par l'enrichissement de sols , avec le renforcement des pâturages aériens et graminées et l'amélioration de la BIODIVERSITE et l'accroissement des productions animales .

Le conseil rural est administré par 24 conseillers, 23 hommes et une femme, avec une prévision de 8 à 12 millions suivant les années, avec des sources comme la taxe rurale les recettes domaniales l'état civil, les contre parties pénales, la vente des fourrières et les subventions de l'état, le recouvrement se fait tant que mal malgré les difficultés de tout ordre.

Conclusion : Comme on le voit la monographie de la communauté rurale de THIARGNY, laisse apparaître une collectivité qui ne manque pas de potentialités, mais il faut un travail de mise en valeur pour atteindre les objectifs de développement donc, il faudra un programme complet avec des infrastructures , avec des programmes sectoriels bien réfléchies aussi intégrer les composantes , éducation, formation pour avoir des élites valables mais surtout la communication avec les centres multimédias communautaires (C M C) la communauté rurale à une fracture technique et opérationnelle sur ses pairs, seules les nouvelles technologies de l'information et de la communication peuvent l'aider à franchir cette étape importante pour être présente dans le concert des collectivités émergentes pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (O M D).

PLAN D'ACTION

Objectifs	Indicateurs d'attente des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget	Calendrier
OS1 : Inscrire tous les enfants de 6 à 7ans dans notre communauté rurale	Taux d'accès au C.I 75%	Organisation de 3 rencontres de sensibilisation et une semaine de campagne de mobilisation / an.	PCR, CGE, D.E	CR (Finance) CGE	1.170.000F	2007 2008 2009
		Formation des Maîtres	I.D.E.CO.DEC P.C.R CR, CGE	CR; CGE (Finance)	720.000F	xxx 3 écoles xxx 3 écoles xxx
OS2 : Dotation d'infrastructures scolaires pour assurer des meilleures conditions d'études aux élèves		Adduction d'eau (Thiargny, Lindé, Lol- Lol)	CO.DEC PCR, enseignant CR, CGE	CR; CGE (Finance)	600.000F	xx xxx
		Organisation essais zonaux	CR, CGE	CR; CGE (Finance)	810.000F	xxx Etude xxx
		Aide scolaire pour 30 élèves 1000F / élève.	CR, CGE	CR; CGE (Finance)	47.700.000F	Etude xxx x
		Construction de 3 salles de classe par an.	PCR, CGE	CR; CGE (Finance)	10.395.000F	x
		Equipement de 100 tables bancs / an.	CR, CGE	CR; CGE (Finance)	2.400.000F	xx
		Construction de 2 blocs de 4	CR, CGE	CR; CGE (Finance)		xx

Plan d'opération annuel en 2007

Communauté rurale : **THIARGNY**

Période :

Elaboré : **LE 07-11-2006**

Activités	Responsables	Main d'œuvre et matériels	Budget	Source de financement	Trimestre (2007)			
					T1	T2	T3	T4
11 Organisation de 3 rencontres de sensibilisation et une semaine de campagne de mobilisation par an	Directeurs d'école présidents CGE PCR	Chef de village pop A P E D E élèves	390.000F	Pop 130.000f CR 160.000f CG E 100.000F				
1.2. Construction de 02 blocs de 4	CR Chaque CGE (assistant) D.E	Sable ciment béton .eau zinc	800.000F	C L E F 100.000F				
1.3. Formation des maîtres (24 maîtres)	I.D.E CODEC .PCR (assistant)	Finance CGE .CR	240.000F		8 Maître	8 Maître	8 maître	
1.4. Organisation essais zonaux	C O D E C .PCR enseignants		200.000F	C R C G E A P E	x		x	
Aide scolaire 1000F / élève /mois pour 30 élèves issus de familles démunies	C R .CGE		270.000F	Finance (C R) C G E	x	x	x	
Equipement de 100 tables bonnes par an	CR, CGE	CR, CGE	3.465.000F	C.R. C.G.E	x			
Adduction d'eau dans les 3 écoles (Thiargny, Lol Lol Lindé)	CR CGE	Tuyaux- matériels de raccordement.	300.000F	CR. CGE	x	x	x	
Construction de 3 salles de classe par an.	PCR. C.G.E	Ciment- zinc- Fer - sable- eau- béton	15.900.000F	B.C.I, CR	x	x	x	

PLAN DE SUIVI

Communauté Rurale : Thiargny

Période :

Elaboré : le 07 / 11 / 2006

Objectif global : Tous les enfants de 6 à 7ans vont être scolarisés et seront mis dans de meilleures conditions d'étude

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsable de mis en œuvre	Responsable de suivi	Calendrier des activités	Remarques		
OS1 : Inscrire tous les enfants de 6 à 7ans dans notre communauté rurale	Taux d'accès au C.I 75%	Organisation de 3 rencontres de sensibilisation et une semaine de campagne de mobilisation / an.	PCR, CGE, D.E	Secrétaire du CLEF	Planification	x	x	x
					Réalisation			
OS2 : Dotation d'infrastructures scolaires pour assurer des meilleures conditions d'études aux élèves	AUGMENTATION DU TAUX DE REUSSITE RECEPTION DES TRAVAUX	Formation des Maîtres	I.D.E.CO.DEC P.C.R	Secrétaire du CLEF	Planification	x	x	x
		Organisation essais zonaux	CO.DEC.P.C.R, enseignant	Secrétaire du CLEF	Planification	x	x	x
		Aide scolaire de 30 élèves 1000F /mois / él.	CR. CGE	Secrétaire du CLEF	Planification	x	x	x
		Construction de 3 salles de classe par an	CR. CGE	Secrétaire du CLEF	Planification	Et.	x	x
		Equipement de 100 tables banc / an	CR. CGE	Secrétaire du CLEF	Planification	x		
		Construction de 2 blocs de 4	CR. CGE	Secrétaire du CLEF	Planification	Et.	x	x
		Adduction d'eaux dans les 3 écoles (Thiargny, Lol- Lol, Lindé)	CR. CGE	Secrétaire du CLEF	Planification	Et.	x	x
		Réalisation						

SOMMAIRE

- Présentation de la localité
- description des différents secteurs du système
- Etat des lieux/ diagnostic du secteur de l'éducation
- Plan d'action
- Plan opérationnel en 2007
- Plan de suivi

1- Présentation de la localité

La C.R de Dodji sise dans le département de Linguère, arrondissement de Dodji dans la zone sylvo-pastorale.,La population est à dominante peul s'active principalement à l'élevage et à l'agriculture.

La C.R est limitée par la C.R de Labgar au nord, Lougréthioly à l'est, aussi de Barkédji au sud, à l'ouest la commune de Linguère et la C.R de Warkhokh.

La population est composée de peul en majorité, de wolof, maures

La C.R est dirigée par le président de la communauté rurale et aidé dans cette tâche par les conseillers et chefs de village.

2- Description des différents secteurs du système éducatif

2-1 L'éducation formelle

L'éducation préscolaire reste inexistante dans la C.R., seule l'éducation élémentaire est fonctionnelle et compte dix écoles avec trente trois classes réparties comme suit :Dodji :8classes, Kadji : 9 classes ; Khol Khol nianguène : 4 classes ; Mérina Khol Khol : 4 classes ; Porame : 3 classes ; Weyndou Bèye, Wouroussène, Dokhoba,Bary , DasseNgourou compte chacune une classe. Seules deux de ces écoles ont un cycle complet.

L'E. M. général :00. L'enseignement secondaire :00 ; Enseignement technique et professionnel :00 ; Education spécialisée :00

2-2 L'éducation non formelle :00

DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'EDUCATION NATIONALE

Etat nominatif du personnel

Prénoms & Nom	Matricule	Corps	Grade	Situation	Diplôme	Langue	Fonction	Ecole
1- Magatte Dabo	511822/B	Instituteur	I1/2	D.C.M	C.A.P	Français	Directeur	Dodji
2- Samba Diouma Sow	NI	M.C	-	M.C.M	-	"	Adjoint	"
3- El hadji Diop	NI	M.C	-	M.C.M	CEAP	"	Adjoint	"
4- Aminata Tabane	912065/B	MC	-	M.C.M	CEAP	"	Adjointe	"
5- Mahmoud Ndiaye	NI	MC	-	M.C.M	-	"	Adjoint	"
6- Mame Coumba Cissé Ndiaye	8C736	VE	-	M.C.M	-	"	Adjointe	"
7- Awa Guéye	8C725	VE	-	M.C.M	-	"	Adjointe	"
8- Cheikh Amet Tidiane Sy	8C804	VE	-	M.C.M	-	Arabe	Adjoint	"
9- Thiané Coundoul	8C661	VE	-	D.C.M	-	Français	Directrice	Dokhoba
10- Mama Gaye Seck	8C752	VE	-	D.C.M	-	"	Directeur	Bary
11- Ibrahima Thiam	8C642	VE	-	D.C.M	-	"	Directeur	Wouro Sène
12- Demba Korka Ndiaye	NI	MC	-	D.C.M	CEAP	"	Directeur	Porame
13- Ibrahima Dia	8C781	VE	-	M.C.M	-	"	Adjoint	Porame
14- Mor Ndome Thiam	8C765	VE	-	D.C.M	-	"	Directeur	Dasse ngourou
15- Yamar Diop	8C605	VE	-	D.C.M	-	"	Directeur	Wendou Béye
16- Amadou Aïssa Ndiaye	NI	MC	-	D.C.M	-	"	Directeur	Mérina Khol-Khol
17- Babacar Dieng	NI	MC	-	M.C.M	-	"	Adjoint	"
18- Serigne Sarr	8C633	VE	-	M.C.M	-	"	Adjoint	"
19- Mame Ousmane Sarah Ndiaye	603634/B	Inst.adj	IA2/4	D.C.M	CEAP	"	Directeur	Khol Khol nianguène
20- Seyni Fall	NI	MC	-	M.C.M	-	"	Adjoint	"
21- Maty Ndiaye	8C737	VE	-	M.C.M	-	"	Adjointe	"
22- Moussa Ndiaye	512419/F	Instituteur	I2/4	D.D	CAP	"	Directeur	Kadji

3

23- Abdoulaye Guéye	912896/K	MC	-	M.C.M	CAP	F	Adjoint	Kadji
24- Abdou Fall	912084/N	MC	-	M.C.M	CEAP	"	Adjoint	"
25- Adama Seck	NI	MC	-	M.C.M	CEAP	"	Adjoint	"
26- Seynabou Touré	8C581	VE	-	M.C.M	-	"	Adjointe	"
27- Pape Aly Lô	8C788	VE	-	M.C.M	-	"	Adjoint	"
28- Marième Dieng	8C600	VE	-	M.C.M	-	"	Adjointe	"
29- Coumba Thiek Mar	8C731	VE	-	M.C.M	-	"	Adjointe	"
30- Aminata Thiobane	8C769	VE	-	M.C.M	-	"	Adjointe	"
31- Lamine Top	8C645	VE	-	M.C.M	-	"	Adjoint	"
32- Mohamadou Al Mouht Ndiaye	8C678	VE	-	M.C.M	-	Arabe	Adjoint	"
33- Cheikh Adramé Dieng	NI	MC	-	M.C.M	-	"	Adjoint	Dokhoba

ETAT DES ECOLES DE LA CR DE DODJI

Ecoles	Date de création	Nombre de classes à la date de création	Nombre de classes actuellement	Ecoles à cycle complet	Ecoles à cycle non complet
1- Dodji	1968	01	07	Oui	-
2- Porame	1999	01	03 avec 1 multigrade (CMI/CE1)	-	Oui
3- Dasse	2006	01	01	-	Oui
4- Khol Khol Nianguène	1995	01	04 avec 1 multigrade (CI/CP)	-	Oui
5- Khol Khol Mérina	1984	01	05 avec 2 multigrades (CI/CP et CM1/CM2)	-	Oui
6- Kadji	1964	01	09	Oui	-
7- Wendou Béye	1996	01	02	-	Oui
8- Wouro Sèno	2005	01	02 (multigrade CI/CP)	-	Oui
9- Dokhoba	2005	01	01	-	Oui

4

10- Bary	2006	01	01	-	oui
----------	------	----	----	---	-----

DIAGNOSTIC du SECTEUR de l'EDUCATION dans la C.R.

	Problèmes à résoudre	Indicateur actuel	Causes des problèmes
Accès	<ul style="list-style-type: none"> - faible taux de scolarisation - faible taux de progression du nombre d'écoles à cycle complet - manque d'eau et d'hygiène 	<ul style="list-style-type: none"> - T.B.S de la C.R - 2 écoles à cycle complet su10 : 20% 	<ul style="list-style-type: none"> - il y a des parents qui ignorent l'importance de l'éducation de base - le nombre d'enseignants est insuffisant par rapport au nombre d'enfants à scolariser - manque d'infrastructures répondant aux normes .Abris provisoires nettement supérieurs aux salles de classe - mariage précoce et le phénomène des transhumances - Beaucoup d'écoles à cycle incomplet qui ne peuvent pas assurer la scolarité des enfants dans la C.R - les réseaux scolaires de la C.R ne couvrent pas tous les villages dans un rayon de 4 km. - manque d'infrastructures scolaires - manque d'initiatives au niveau de la C.R pour assurer l'hygiène et l'eau dans les écoles.
qualité	<ul style="list-style-type: none"> - faible niveau des élèves en français et en maths - faible taux de réussite au C.F.E.E - inégalités de performances observées entre les différentes écoles de la C.R 	<ul style="list-style-type: none"> Français : 1livre/5élèves Maths : 1livre/3 élèves 35% TEM :37% en français et 40% en maths 	<ul style="list-style-type: none"> formation insuffisante des enseignants et manque d'encadrement. Insuffisance de manuels(lecture et calcul) à tous les niveaux. Manque de motivation, d'encadrement et de suivi des élèves. Absence d'échanges des E.P

5

gestion	<ul style="list-style-type: none"> - vétusté des salles de classes - vétusté des tables- bancs - absence de suivi et d'entretien des manuels 	<ul style="list-style-type: none"> - - - 	<ul style="list-style-type: none"> - absence de suivi et d'entretien des écoles de la C.R et manque de clôture - le renouvellement des équipements(tables, bureaux, armoires, etc..) est inexistant - la durée de vie des livres est de 1an
---------	---	---	---

PLAN D'ACTION

OG1 : les enfants en âge de 7-12 ans de la C.R vont être scolarisés avec des chances égales d'accéder aux services éducatifs.

OS1 : les enfants en âge de 7-12 ans de notre C.R vont être scolarisés

OS2 : la dotation d'infrastructures scolaires pour assurer de meilleures conditions d'étude aux élèves.

OG2 : relèvement du taux de performance des élèves de la C.R en français et en maths à tous les niveaux du CI au CM2

OS1 : tous les enseignants de la C.R vont être formés dans les disciplines instrumentales(français et maths) pour être en phase avec les innovations pédagogiques

OS2 : multiplier les rencontres entre Equipes Pédagogiques de la C.R pour diminuer les inégalités de performances entre les différentes écoles

OG3 : implication de la communauté éducative de la C.R dans la gestion des infrastructures et équipements des écoles

OS1 : mettre en place un dispositif pour la gestion des manuels

OS2 : assurer le suivi et l'entretien des infrastructures et équipements des écoles de la C.R

OG1

PLAN D'ACTION

domaine	Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget	Période :2007-2008-2009
Accès	Scolariser les enfants âgés de 7-12 ans	T.B.S : 60% Taux d'accès au CI : 70%	- organiser 3 rencontres de C.R	C.R	C.R :finance	450000f	Mars- avril- mai de chaque pendant 3 ans

6

			sensibilisation et de campagne d'inscription au CI - promouvoir l'urgence des cantines scolaires dans la C.R	C.R/ C.G.E	C.G.E : bache, chaises, matériel A.P.E : main-d'oeuvre	12.000.000f	
	Dotation d'infrastructures scolaires pour assurer de meilleures conditions d'étude scolaire aux élèves	- 4 écoles à cycle complet sur 10. - 1 borne fontaine par école - 3 élèves pour 1 table	- construction de 10 nouvelles salles de classe - installation de 5 robinets pour 5 écoles - équipement de 100 tables pour 10 écoles	C.R C.G.E(assistance) C.R C.R	Finance	50.000.000f 750.000f 1.000.000f	2007- 2008- 2009 Janvier 07-08-09 Mai- avril- 07/08/09
Qualité	Tous les enseignants de la C.R vont être formés en français et maths	-maîtrise des techniques d'apprentissage	- séminaires de formation des enseignants - organiser des séances pratiques dans les C.A.P	-C.R C.R CGE IDE	Finance	380.000f 124.000f	Janvier- février- mars
	Multiplier les rencontres entre équipes pédagogiques	Taux de performance en français : 55% et 60% en maths	- encadrer les chargés d'écoles et les nouveaux enseignants	C.R C.R	finance	100.000f 100.000f	Toute l'année Toute l'année

7

			dans leurs tâches - Echanges entre E.P par des rencontres zonales				
	Doter les écoles de la C.R de suffisamment de manuels de lecture et de maths	- 1 livre/l élève	- Achat de manuels (français et maths)	C.R	finance	300.000f	Janvier 07-08-09
Gestion	Mettre en place un dispositif pour la gestion des manuels	1 biblio par école	- sensibiliser les élèves sur l'importance de bonne tenue des manuels -former les élèves à bien couvrir les manuels	- C.R CGE - C.R	Finance Main-d'oeuvre	50.000f	Janvier- février 07
	Assurer l'entretien et le suivi des bâtiments, tables- bancs et équipements	- tenir les infrastructures et équipements en bon état pour une durée de 6 à 10 ans	- entretenir en bon état les murs, tableaux, tables par le comité de gestion	- C.R CGE	Finance assistance	900.000f	Début d'année

8

Plan d'opération Annuelle en 2007

Activités	Responsables	Main d'œuvre et matériels	Budget	Source de financement
1 : Organiser 3 rencontres de sensibilisation et un campagne d'inscription au CI	CR CGE	Chef de village ASC/GPF Equipe pédagogique Elèves	150 000 f	100 000 f (CR) 50 000 f (CGE)
2 : Promouvoir l'émergence des cantines scolaires dans la CR	CR	CGE GPF	4 000 000 f	3 500 000 f (CR) 500 000 f (CGE)
3 : Construction de quatre salles de classes	CR CGE (mains d'œuvre)	Chef de village ASC /APE Entrepreneur	20 000 000 f 4 salles de classes	15 000 000 f (CR) 5 000 000 f (CGE)
4 : Installation clés de robinets dans deux écoles	CR (finance)	APE/CGE ASC Plombier Maçon	300 000 f 2 robinets	200 000 f (CR) 100 000 f (CGE)
5 : Equipement en table bancs (50)	CR (finance)	CGE/APE Menuisier	500 000 f 50 tables bancs	400 000 f (CR) 100 000 f (CR)
6 : Session de formation des enseignants	CR	Equipe pédagogique IDEN CGE Ecole	190 000 f	160 000 f (CR) 30 000 f (CGE)
7 : Organiser dans cap deux séances pratiques	CR CGE	CGE Elève/Maître IDEN Ecole	62 000 f	52 000 f (CR) 10 000 f (CGE)
8 : Encadrer les chargés d'écoles et les nouveaux directeurs pour une amélioration de la pertinence des apprentissages	CR	Chef de village Equipe pédagogique Directeur d'école	50 000 f	40 000 f (CR) 10 000 f (CGE)
9 : Echanger entre équipe pédagogique par des rencontres zonales	CR	Directeur d'école Chef de village	50 000 f	40 000 f (CR) 10 000 f (CGE)

9

Suite

Activités	Responsables	Main d'œuvres et matériels	Budget	Sources de financement
10) Achat de manuels de français et mathématique	CR CGE	APE – DE / élèves CGE	1.000.000f	800.000f (CR) 200.000f (CGE)
11) sensibiliser les élèves sur l'importance de la bonne tenue des manuels scolaires	CR CGE	Chef de village APE – DE Equipe pédagogique Elèves		
12) former les élèves a bien couvrir les manuels scolaires	CR CGE	DE – élèves - APE	50.000f	40.000f (CR) 10.000f (CGE)
13) entretenir les infrastructures scolaires et les équipements	CR CGE	Chef de village ASC – DE - élèves	600.000f	400.000f (CR) 200.000f (CGE)

Plan de suivi

objectifs	Objectif spécifique	suivi des ind atteints des obj	Resp suivi des objectifs	Act ivités	Resp de la mise en œuvre	Resp de suivi	Planification Réalisation	Calendrier des activités
OG1	OS1 les enfants de 7 à 12 ans dans notre CR vont être scolarisés	TDS 60% Taux d'accès 70%	CLEF secrétaire du CLEF	1 2	CR CGE	Secrétaire de CLEF	Planification Réalisation	
	OS2 dotation d'infrastructures pour assurer une meilleure condition d'étude des enfants	Rat 4 écoles :10 à cycle complet -une borne fontaine par école - 3 élèves par table bancs	secrétaire du CLEF secrétaire du CLEF secrétaire du CLEF	3	CR	Secrétaire de CLEF	Planification Réalisation	
				4	CGE	Secrétaire de CLEF	Planification Réalisation	
				5		Secrétaire de CLEF	Planification Réalisation	
OG2	OS1 tout les enseignants de la CR vont être formés en français en mathématique phase avec les innovations pédagogique et pour une meilleure amélioration de la pertinence des apprentissages	Maîtrise des techniques d'apprentissage	secrétaire du CLEF	1	CR Chaque DE	Secrétaire de CLEF	Planification Réalisation	
				2	CR DE	Secrétaire de CLEF	Planification Réalisation	
	OS2 multiplier les rencontres entre équipe pédagogique pour diminuer les inégalités de performance entre les différentes écoles de la CR	Taux de performance en français 55% Taux de performance en maths 60%	secrétaire du CLEF	3	CR DE : IDE	Secrétaire de CLEF	Planification Réalisation	
				4	IDE CR	Secrétaire de CLEF	Planification Réalisation	
				5	CR CGE DE	Secrétaire de CLEF	Planification Réalisation	
OS3 doter des écoles de la CR suffisamment de manuels de français et maths	Un livre par élèves	secrétaire du CLEF						

Plan de suivi suite

Objectifs	Obj. spécifique	Suivi des indicatifs d'atteinte des objectifs	Responsables de suivi des indicateurs atteints des objectifs	Activités	Responsable de la mise en œuvre	Responsable de suivi	Planification Réalisation	Calendrier des activités
OG 3	OS1 : mettre en place un dispositif pour la gestion des manuels scolaires	Une bibliothèque d'école	Secrétaire du CLEF	1	CR / CGE DE	Secrétaire du CLEF	Planification Réalisation	
				2	CR - CGE DE	Secrétaire du CLEF	Planification Réalisation	
	OS2 : assurer l'entretien et le suivi des bâtiments, tables bancs et équipements de la CR	Durée : 6 à 10 ans	Secrétaire du CLEF	3	CR - CGE APE	Secrétaire du CLEF	Planification Réalisation	

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTE RURALE DE OUARKHOKH.

I/ INTRODUCTION :

Ouarkhokh est la troisième Communauté Rurale de l'Arrondissement de Dodji. Elle est située à l'ouest du Chef lieu de l'Arrondissement de Dodji. Elle couvre une superficie de 606 Km² et sa population s'élève à 14 313 habitants soit une densité moyenne de 23 hts / Km². Ouarkhokh compte 86 villages et 19 écoles dont 7 à cycle complet (Ouarkhokh – Thilla Ouarkhokh – Nguith – Doundodji – Mbadiène Guenène – Ndiayène Khaly et Ngaraff).

Le climat est de type sahélien avec une vaste plaine, des sols diors et argileux par endroits. On y dénombre 3 mares : Mbaay, Paterky et Diawdy. La population est composée essentiellement de Peulhs et de Wolofs et les langues les plus parlées sont le Wolof et le Poular. L'Islam est la principale religion pratiquée. Les activités économiques restent dominées par : l'agriculture, l'élevage et le commerce.

II / PREPARATION :

La première rencontre tenue à Ouarkhokh avait réunie tous les directeurs d'écoles, des membres des CGE, l'IDE et la JICA pour travailler sur la micro planification et l'élaboration des projets d'écoles, les enjeux de la décentralisation pour amener toute la Communauté Educative à élaborer des Projets d'écoles.

Et le 19 Octobre dernier, une autre rencontre était encore convoquée à Ouarkhokh pour écouter les porteurs de Projets afin de bien analyser leurs projets pour d'éventuelles ré médiations.

Nbre d'écoles : 19 écoles 69 cours.	Effectif des élèves :	Personnel Enseignant Français :	Nbre de salles en dur : 49	
CMG : 19 dont un ECU.	Garçons : 779	Hommes : 56	Abris : 20	Tables bancs : 848
	Filles : 775	Femmes : 08		
7 écoles à cycle incomplet.	Total : 1 554	Total : 64	3 cantines.	
		Arabe : 06		
		1 : 01 M.C : 05		

DIAGNOSTIC

<u>Problèmes à résoudre.</u>	<u>Indicateur actuel.</u>	<u>Causes des problèmes.</u>
Faible taux de scolarisation.	TBS : 60%.	Coût de scolarisation très élevé- Faible taux de réussite- Mariage précoce- Phénomène de la transhumance- Concurrence de l'école arabe- Ignorance des parents de l'importance de l'Education de base- Tâches domestiques- Recherche du gain.
Ecoles sans clôture.	3 écoles sur 19 sont clôturées.	Manque de moyens financiers importants.
Disparité de la scolarisation entre les villages.	07 écoles sur les 19 sont à cycle complet soit 36.84%	13 écoles sont à cycle incomplet. Couverture scolaire incomplète (certains villages sont sans école).
Nombre élevé d'abris provisoires.	20 abris provisoires sur 69 classes.	Coût élevé des constructions- Ressources de la C.R limitées.
Insuffisance de maîtres d'arabe.	07 maîtres sur 19 soit 36.84%.	Quota de maîtres d'arabe insuffisant. En moyenne 05 par an pour l'IDE.
Insuffisance de cantines scolaires.	03 cantines sur 19 soit 15.78%.	Non implication de la C.L. Absence de partenaires.
Faible taux de réussite au CFEE et en 6 ^e .	CFEE : 45% 6 ^e : 40% en 2005.	- Faute de suivi des parents d'élèves- Conditions de vie et de travail difficiles dans certaines zones- Faiblesse des ratios- Formation des maîtres peu soutenue- Manque de matériels didactiques et de mobiliers.
Faiblesse des ratios entre : - Elèves / Manuels- Elèves / T.B- et Maîtres / IDE.	1 livre pour 3 élèves- 1 Table banc pour 4 élèves- 1 Inspecteur pour 350 maîtres.	Dotation faible- Recrutement d'inspecteurs insuffisant- Projets d'écoles financés insuffisants.
Formation des maîtres insuffisante.	1 : 10- 1A : 09 – M.C : 39- V.E : 06. Total : 64 dont 56 H et 08 F. Arabe : 06 dont 1 : 01 et MC: 05. Tot Fr – Ar : 70.	Niveau toujours plus faible des enseignants. Absence de formation continuée.

Ecoles sans bibliothèque.	01 bibliothèque sur 19 écoles soit 05.26%.	Manque de moyens (salles de lecture).
Couverture sanitaire.	01 boîte de pharmacie sur 19 écoles soit 05.26%.	Pas de formation- Ignorance des méfaits de la maladie.
Formation insuffisante des membres des CGE.	04 CGE sur 19 sont formés soit 21.05%.	Non installation des CGE dans la plupart des écoles.
Non fonctionnement des CLEF.	Aucune réunion programmée.	Non implication des directeurs.
Coopérative scolaire.	Faible niveau de fonctionnalité.	Léthargie- Pas d'appropriation des objectifs et rôles de la Coopérative scolaire.
Taux élevé de redoublement et d'abandon.	Faible taux d'achèvement.	Zone à forte transhumance- Mariage précoce- Grossesses indésirées (prématurées)- Ecoles à cycle incomplet où le redoublement pose problèmes.

PLAN D'ACTION

Communauté Rurale : Ouarkhokh

Période : Janvier 2007

Elaboré le :

Objectif général : Tous les enfants âgés de 07 à 12 ans de la C.R vont être scolarisés avec des taux de réussite satisfaisants.

Objectifs.	Indicateurs d'atteinte des objectifs.	Activités.	Responsables.	Ressources à mobiliser.	Budget en F.CFA	Calendrier.		
						2007 Mai	2008 Mai	2009 Mai
Relever le taux de scolarisation de 60 à 70%.	TBS : 60% Taux d'accès au C.I : 54 %.	Organiser au moins 2 rencontres par an : Mai et Octobre- Mener une campagne mobilisation permanente.	CGE CLAF.	Ressources financières. Ress. Matérielles. Ress. Humaines.	300 000 F.	Oc- tobre.	Oct.	Oct.
Etendre le nombre d'écoles de 04 à 05 classes vers le cycle complet.	Amener ces dites écoles au cycle complet et créer 6 autres écoles.	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les parents et recruter massivement. - Construire des classes. - Créer des écoles. 	CGE C.R Partenaires (JICA).	«	60 000 000 F.			
Recruter suffisamment de maîtres d'arabe.	1 Maître d'arabe / Ecole de 03 classes.	Engagement de la Communauté à recruter et à payer le personnel en	C.R. CGE.	«	980 000 F.			

		langue arabe.					
Augmenter le nombre de cantines scolaires et /ou communautaires.	16 cantines à pourvoir.	Participer à une bonne alimentation des élèves. Construire des magasins de stockage, des réfectoires et former le CGE.	CGE.	«	1 800 000 F.		
Relever le taux de réussite au CFEE.	Passer de 45% à 60% au CFEE.	- Cours de renforcement pour les élèves- Encadrement et suivi- Equiper tous les élèves de manuels suffisants. d'annales- Essai zonal.	EP / CODEC IDE	«	600 000 F.		
Améliorer l'état des ratios : Elèves / Manuel - El / TB- Maîtres / IDE.	2 élèves / T.B- 1 élève / Manuel. 1 Inspecteur / 50 maîtres.	Equiper suffisamment de tables bancs et de manuels scolaires.	CGE - APE	«	1 200 000 F.		
Baisser le taux de redoublement et d'abandon.	Redoublement : 8%. Abandon : 2%.	Organiser des cours de renforcement- Pratique de la pédagogie différenciée- Conscientisation des parents.	EP- CODEC. IDE- Parent.	«	245 000 F.		
Formation du	Personnel certifié	2 sessions de					

personnel.	imbu des innovations pédagogiques.	recyclage, de formation et d'encadrement rapproché (CODEC)- C.A.P.	CODEC. IDE.	P.R.F.			
Doter les écoles de bibliothèque (les écoles à cycle complet).	7 écoles sur 19 soit 36.84%.	Construire et équiper des salles de lecture.	CGE. E.P.	«	7 000 000 F.		
Doter chaque école d'une boîte de pharmacie.	Assurer un bon suivi médical des élèves. 1 école / 1 boîte de pharmacie.	Former le personnel à l'utilisation et à la gestion des boîtes de pharmacie. Equiper les écoles de boîtes pharmaceutiques.	E.P. Elèves.	«	570 000 F.		
Former les membres des CGE.	14 CGE à former.	Organiser 3 séances de formation.	CLEF. IDE.	«	210 000 F.		
Mettre sur pied un CLEF fonctionnel.	CLEF fonctionnel.	Formation des membres du CLEF- Tenir 2 réunions par an.	PCR. Directeurs. CGE.	«	960 000 F.		
Mettre sur pied une coopérative scolaire fonctionnelle.	Former les membres de la coopérative scolaire.	S'approprier des textes réglementaires relatifs à la mise en œuvre des coopératives scolaires.	E.P. Elèves	«	190 000 F.		

PLAN D'OPERATION ANNUEL EN 2007

Communauté Rurale : Ouarkhokh.

Période : Janvier 2007- Décembre 2007.

Elaboré le :

ACTIVITES	RESPONSABLES	Main- d'œuvre et matériels.	Budget en F.CFA.	Source de financement en F.Cfa.	TRIMESTRE		
					T 1	T 2	T 3
Organiser 2 rencontres au moins par an : Mai et Octobre. Mener une campagne de mobilisation permanente.	CGE CLEF.	Population- APE- DE - élèves- Sonorisation- affichage.	100 000 F.	C.R : 70 000 F. CGE : 30 000 F.			
Recruter suffisamment de maître d'arabe.	CGE- Communauté.		326 700 F.	C.R : 218 700 F. CGE : 108 000 F.			
Construire des classes (05).	C.R - Partenaires.	Population.	20 000 000 F	C.R : 19 333 000 F CGE : 667 000 F.			
Construire des magasins de stockage et des réfectoires.	C.R.	Ouvriers- Entrepreneurs.	6 000 000 F	C.R : 4 000 000 F CGE : 2 000 000 F.			
Cours de renforcement (classes de CM2).	E.P.	E.P- Fournitures.	200 000 F.	C.R : 300 000 F CGE : 100 000 F			
2 sessions de formation et de recyclage des maîtres.	CODEC- IDE	Ressources humaines.	600 000 F	C.R : 400 000 F CGE : 200 000 F			
Construire et équiper 7 salles de lecture pour les bibliothèques.	E.P- CGE- Entrepreneurs.	E.P- CGE- Entrepreneurs	2 334 000 F	C.R : 2 000 000 F CGE : 334 000 F			
Equiper les écoles de boîtes de pharmacie.	E.P - Elèves.	Médicaments- Boîtes de pharmacie.	190 000 F	C.R : 130 000 F CGE : 60 000 F			
Organiser 3 séances de formation des membres des CGE.	CLEF- IDE.	Ressources humaines- Manuel de procédure des Projets d'Ecoles.	70 000 F	C.R : 50 000 F CGE : 20 000 F			

Formation des membres du CLEF- Tenir 2 réunions.	PCR- Directeurs- CGE	Ressources humaines.	1) 80 000 F 2) 240 000	C.R : 60 000 F CGE : 20 000 F CR : 160 000 F CGE : 80 000 F			
S'approprier des textes réglementaires relatifs à la gestion des coopératives scolaires.	E.P- Elèves.	"	190 000 F	CR : 130 000 F CGE : 60 000 F.			

COÛT TOTAL : 30 730 000 Francs (Trente millions sept cent trente mille Francs CFA).

C.R : 27 001 000 Francs (Vingt sept millions mille Francs CFA)

CGE : 3 729 000 Francs (Trois millions sept cent vingt neuf mille Francs).

PLAN DE SUIVI

Communauté Rurale : Ouarkhoïh

Période : Janvier 2007

Elaboré le :

Objectif : Tous les enfants en âge de 07 – 12 ans de la C.R vont être scolarisés avec des taux de réussite satisfaisant.

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs / Suivi des indicateurs.	Activités.	Responsables de la mise en œuvre.	Responsable du suivi.	Calendrier des activités (Planification et réalisation)	Remarques
Relever le taux de scolarisation de la CR de 45% à 60%.	TBS : 60% Taux d'accès au CI : 54%	Organiser 2 rencontres au moins par an : Mai et Octobre et mener une campagne de mobilisation.	C.R.	Secrétaire Du CLEF.	Planification.	
	A1 A2 A3				Réalisation.	
Relever le taux de réussite.	Taux de réussite : 60%.	Cours de renforcement- Encadrement et suivi. Equiper les élèves de suffisamment de manuels- Essai zonal- Evaluations standardisées.	E.P. CODEC.	Directeurs.	Planification. Réalisation.	

IDEN : Kébémér
CLEF Kébémér

Plan local de développement de l'éducation et de la formation.

Introduction :

La commune de Kébémér compte onze écoles élémentaires, deux CEM, un lycée. Elle comprend aussi un établissement privé moyen, un institut franco - arabe, des Daras, une garderie d'enfants arabe, une école maternelle, une case des tout - petits. Ces écoles ont un certain nombre de problèmes en commun tels que :

Phases	Problèmes	Indicateurs	Causes	Solutions
Accès	Inexistence ou manque de bloc sanitaire, bloc mixte souvent, insuffisance de salles de classes	4 toilettes / 324 G et 310 F. 1 toilette / 156 élèves Abri provisoire : effectif pléthorique	Bloc insuffisant Absence de blocs Manque de moyens	Construire des blocs sanitaires séparés suffisants Doter les écoles de salles de classes fonctionnelles
Qualité	Faiblesse des élèves en Français Absence de mur de clôture	Faible T.M.E, T.P.C pendant les évaluations et résultats peu satisfaisants aux examens en français Perturbation des apprentissages aux heures de cours et de récréation, sortie d'élèves vers les maisons environnantes	Faiblesse du volume horaire de lecture à la maison et à l'école, ratio élève / livre très faible. Absence de bibliothèque Manque de moyens Non application de la formation des maîtres en lecture	Mettre sur pied une bibliothèque Améliorer le ratio élève / livre Appliquer les innovations en lecture Construire un mur Promouvoir la lecture à la maison Respecter le crédit horaire.
Gestion	Disfonctionnement des structures de gestion : APE, CGE, EPE.	Manque de plan d'action Manque de réunion dans l'année.	Absence de volonté Refus d'implication Manque de sensibilisation et formation	Sensibiliser et former les membres des structures de gestion.

Pour solutionner ces problèmes le PLDE s'est fixé l'objectif suivant :

Objectif global :

Pour une durée de trois (3) ans, activer le goût de la lecture chez les élèves, maximiser le quantum horaire pour relever le taux de performance en français de 47 à 70% et de redynamiser les structures de gestion.

Pour atteindre ces objectifs, les activités suivantes ont été ciblées :

1. Sensibilisation et formation des structures de gestion (CGE, AME, Coopérative, APE...)
2. mise en place d'une bibliothèque fonctionnelle.
3. formation continue des équipes pédagogiques et Ecoles EPE.
4. promouvoir l'encadrement à domicile.
5. construction de blocs sanitaires séparés.
6. mise en place de boîtes à pharmacie scolaire.

Suite

Activités	Objectifs	Responsables	Acteurs	Cibles	Stratégies	Ressources		Coût	Ecoles	Périodes	Résultats attendus	Suivi Evaluation
						H	M					
Construction de blocs sanitaires séparés	Maximiser le quantum horaire	Directeurs CGE	Partenaires locaux CGE, EPE	Elèves	Rencontres Réunions Elaboration de projet	Autonités Partenaire et EPE CGE	Espaces maternels Main d'oeuvre	30.000.000F	K7, K8, Ndiakha, Toboy, K5	1ère année	Respecter le quantum horaire	Directeurs CLEF
Mise en place de pharmacies scolaires	Maximiser le quantum horaire	Directeurs CGE	Chef Poste de santé EPE CGE Autonités locales	Elèves	Rencontres réunions Formation des responsables	Autonités Personne 1 santé EPE CGE Elèves	Boîtes à pharmacie Médicaments Minéral de santé	5.500.000F	11 écoles	1ère année	Respecter le quantum horaire	Directeurs CLEF
Construction d'un mur de clôture	Construire un mur de clôture pour éviter la divagation de source de perturbation	Autonités locales	Autonités locales	Ecoles	Rencontres	Autonités locales	Espaces maternels Main d'oeuvre	5.000.000F	K8, K7, Ndiakha, Toboy, Ndiakha	1ère année	Ecoles clôturées	CLEF
Construction de 15 salles de classes	Régler le problème des abs et des effectifs pléthoriques	Autonités locales	Autonités locales	Ecoles	Rencontres	Autonités locales	Espaces maternels Main d'oeuvre	75.000.000F	K8, K7, Ndiakha, Toboy, Ndiakha	1ère année	Structures suffisantes	CLEF
Total du projet en fonction des écoles								81.440.000 F				

PLAN LOCAL DE DEVELOPEMENT DE L'EDUCATION

INTRODUCTION

Le Plan Local de Développement de l'Éducation de la Communauté Rurale de Ndande s'inscrit dans une suite logique du PDDE de la circonscription de Kébémér. Il va dans l'optique de la responsabilisation des structures de base et constitue un outil de gestion du système éducatif au niveau local. Par conséquent, il fera ressortir des indicateurs essentiels pour le bon pilotage du système : sa couverture, le rendement interne, les qualités de service et le mode d'utilisation des ressources. Il part d'éléments diagnostics pour identifier les forces et les faiblesses du système au niveau local. Le principe de partage et d'échange a prévalu durant tout le processus d'élaboration de ce PLDE qui fera ressortir l'analyse de la situation, les objectifs, les conditions de mise en œuvre et le plan d'action.

I/ ANALYSE DE LA SITUATION

I.1 Références nationales :

La loi d'orientation 91.22 du 16 février 1991 dispose en ses articles 1, 2, 3, 21, la formation d'un profil de citoyen sénégalais capable de contribuer efficacement au développement économique, social et culturel du pays dans une démarche participative. Dans le souci de la réalisation de cette grande ambition nationale, les autorités ont opté pour la mise en œuvre du Plan Décennal de l'Éducation et de la Formation dans ses différentes composantes. C'est sur ce rapport que la communauté rurale de Ndande, s'inspirant de l'article 46 de la loi 96.06 du 22 mars 1996 qui précise " l'élaboration et l'exécution de plans locaux de développement sont désormais dévolus aux communautés rurales " et du PDDE dans ses objectifs de prise en charge de l'accès, de la qualité et de la gestion, se propose d'élaborer et de mettre en œuvre ce PLDE.

I.2 Présentation de la communauté rurale :

Située au Sud-est de l'arrondissement de Ndande, dans le département de Kébémér, région de Louga, la communauté rurale de Ndande est limitée à l'Est et au Sud par la région de Thiès, à l'Ouest par la communauté rurale de Kab Gaye, au Nord par la communauté rurale de Diokoul. Elle compte 46 villages officiels dont les terroirs forment un ensemble de 184 km² soit 12.91 % de la superficie de l'arrondissement de Ndande.

II/ LES CARACTERISTIQUES PHYSIQUES

II.1 Le relief :

Le relief de la communauté rurale de Ndande est plat dans son ensemble sauf à l'Ouest du village de Dakhar Ngogne où l'on note la présence de cordons dunaires, de mares et de crevasses pratiquement ensablées.

II.2 Le climat :

Le climat est de type soudano sahélien caractérisé par :
 - l'existence d'une saison sèche de novembre à juillet et d'une saison pluvieuse d'août à octobre ;
 - une pluviométrie très irrégulière marquée par d'importantes variations interannuelles. La tendance générale est à la baisse mais on constate au cours des dernières années une amélioration ;
 - des températures très variables dont les minima aussi autour de 22° (décembre/janvier) et les maxima de 37° au mois de mai ;
 - l'existence de trois catégories de vents : l'auze maritime, l'harmattan et la mousson.

II.3 les sols :

trois types de sols sont identifiés au niveau de la communauté rurale de Ndande : les sols dior, les sols decks dior et les sols deck.

II.4 végétations et faune :

la végétation est de types steppique, fortement dégradée en raison à la fois de la pression humaine et de la pollution climatique qui affecte le pays depuis une trentaine d'années. Pour ce qui concerne la faune, elle se limite aujourd'hui faute d'habitat, à quelques mammifères comme les rats, les lièvres et les singes.

II.5 ressources en eau :

les ressources en eau sont constituées part de eaux de surface et des eaux souterraines.

II.6 caractéristiques démographiques :

Evolution démographique

La population de la communauté rurale de Ndande en 1988 est aujourd'hui estimée à 19391 habitants

Structure de la population :

a) composition ethnique et religieuse :

La communauté rurale de Ndande est au cœur du royaume du Cayor qui avec le Dyoloff et le Baol occidental, constituait le terroir du vieux peuplement Ouolof. Dès lors, on comprend que la composante ouolof soit largement majoritaire en représentant 95 % de la population totale.

De son côté, la communauté poular constitue la seconde composante ethnique en formant 2 à 3 % de la population totale, tandis que les Haoussas, Maures et autres minorités ethniques ne représentent à peine 2 %.

Les temps traversés par les grands courants de pensée religieuse comme le Tijanisme, le Mouridisme, la Qadria, la communauté rurale de Ndande est habitée par une population essentiellement constituée de musulmans. On y trouve d'éminent penseurs philosophes comme Kocé Bamba FALL et des forces culturelles islamiques.

b) structure par sexe et par âge

Le nombre de femmes est plus élevé que celui des hommes avec 52,70 % de la population totale. C'est ainsi que le sexe ratio fait apparaître 110 femmes pour 90 hommes alors que la population sénégalaise se présente avec 102 femmes pour 98 hommes. Dans les tranches d'âge de 20 à 45 ans. Les hommes âgés de 20 à 45 ans ne sont pas nombreux. Cette situation traduit l'impact de l'émigration même si l'ampleur de ce mouvement reste mal cernée.

Enfin, la proportion de personnes âgées de plus de 60 ans est par contre très faible (5,2 %) et constitue la part de la population dont l'apport jadis appréciable dans le système économique tend à diminuer.

c) Répartition de la population :

La densité moyenne de la population est de 92 habitants au km². Malgré la baisse de cette densité comparée à celle de 1994 qui était de 96 habitants au km² (source service régional de l'aménagement du territoire de Louga, octobre 94) les terroirs de la communauté rurale de Ndande figurent encore parmi les plus densément peuplés de la région de Louga, même si on note quelques disparités internes au niveau du peuplement.

Du point de vue de la distribution géographique des villages, on constate l'existence d'une zone de concentration forte en établissement humain du fait du rail et de la route nationale, formant une bande large de 5 km, englobant ces deux axes structurant, et une zone de faible concentration humaine à l'Ouest.

En se fondant sur le recensement général de la population et de l'habitat de 1998 et mise à part l'agglomération que constitue Ndande, la répartition des villages selon la population se présente comme suit :

- quatre villages comptaient entre 500 et 1000 habitants.
- Cinq villages comptaient entre 300 et 500 habitants.
- Vingt trois villages comptaient entre 100 et 300 habitants.
- 14 villages comptaient moins de 100 habitants.

L'espace communautaire, par son extrême émiettement, est un trait caractéristique de l'occupation du sol par les Ouolofs. Chaque village constitue une entité agraire et sociale autonome, mais il ne rassemble le plus souvent qu'un nombre très modeste d'habitants cas de Wakhal Diam avec seulement 25 habitants, Santhiou Nakhar avec 27 habitants. Kour Ibra SECK avec 31 habitants.

III/ SITUATION DU SECTEUR DE L'EDUCATION :

Elle se présente sous plusieurs formes et porte sur les niveaux d'enseignement suivants :

- l'enseignement en français avec trois cycles : Préscolaire, Élémentaire et Moyen.
- l'enseignement en arabe qui est combiné avec l'enseignement coranique.
- L'alphabétisation en langues nationales.
- La formation professionnelle.

La mauvaise qualité ou l'absence d'infrastructures scolaires est due au fait que le domaine est transféré à la communauté rurale qui n'a pas les moyens de gérer.

III.1 Enseignement en français :

La communauté rurale dispose de deux (02) cases des tout petits depuis 2004 et d'une école maternelle créé en 2006. Leurs effectifs sont les suivants :

- Case des tout petits de Mbédiène : 51 élèves dont 27 filles.
- Case des tout petits de Ndande : 71 élèves dont 52 filles
- Ecole maternelle de Ndande : 63 élèves dont 32 filles

S'agissant de l'élémentaire, la communauté rurale dispose de 18 écoles dont la répartition est indiquée dans le tableau ci-après :

Ecoles	Effectifs			Nbre classes	Nbre de CMG	Nbre d'abris	Personnel						Taux CFEE	
	T	G	F				T	I	LA	MC	VE	AR	2005	2006
Mabassa FALL	502	263	239	12	00	00	14	5	5	2	1	1	56.36 %	82.81 %
Ndandé2	210	91	119	06	00	00	8	3	3	3	0	1	160 %	75 %
Ndandé3	280	144	136	06	00	00	8	1	1	4	0	1	91.66 %	92.30 %
Ndandé4	127	60	67	04	00	01	4	0	0	4	0	0		
Palmo	167	83	84	06	00	00	7	4	0	0	0	1	27 %	85.71 %
Dakhar Ngogne	201	118	83	06	00	00	7	0	0	0	0	1	40 %	77.77 %
Mbédiène	76	48	28	03	00	03	3	0	0	0	1	0		
Beud Forage	103	52	51	05	00	01	6	1	0	4	0	1		75 %
Ndiaye Thiore	155	73	82	06	00	00	8	2	0	0	1	1	90 %	78.94 %
Thyll Peul	86	41	45	04	01	02	5	1	0	0	2	1		
Ndiaye Bouani	107	59	48	03	01	00	3	0	0	0	0	0		66.66 %
Pallène Dedd	101	51	50	03	02	00	3	0	0	0	0	0		
Gaty Rate	70	18	52	03	02	01	3	0	0	1	2	0		
Ndiongué Fall	30	14	16	01	00	01	1	0	0	0	1	0		
Santhiou Mour	109	66	43	04	02	10	4	0	0	0	0	0		
Niokhoul Fall	136	72	64	05	00	03	6	2	0	0	2	1		
Niokhoul	37	18	19	02	00	00	2	0	0	0	1	0		

Mirza Dicap	56	13	02	01	2	2	0	0	1	1	0		
Communauté	133	294	1239	8	09	94	19	12	42	12	09	72.54 %	79.27 %
Rurale													

Seules les écoles de Maroussa FALL, Ndiande 2, Ndiande 3, Panso, Drakhar NGogue et Ndiaye Thiore ont un cycle complet. Il existe une disparité entre les localités. La zone centre regroupe le plus grand nombre d'écoles. Il y a 14 abris provisoires sur 81 classes. L'enseignement moyen est représenté par un seul établissement : le Collège d'Enseignement Moyen de Ndiande qui compte 472 élèves dont 223 filles.

- Les difficultés recensées au niveau du secteur de l'éducation sont :
- faible intérêt manifesté par les populations par rapport à l'école française.
 - Coût de la scolarité souvent élevé.
 - Le déficit en manuels et outils didactiques.
 - L'absence d'ouvrages annexes (blocs sanitaires administratifs)
 - Le nombre élevé d'abris provisoires.
 - Le manque d'eau et d'électricité dans les écoles.
 - La non délimitation de certaines écoles.
 - L'absence de murs de clôture.
 - L'absence de panneau de pré signalisation.
 - L'insécurité.
 - L'absence de cantines scolaires.
 - Manque d'entretien des écoles.
 - Présence de dépotoirs d'ordures à proximité de certaines écoles.
 - Irrégularité des subventions du conseil rural.

III 2 Enseignement arabe et coranique :
Le Centre d'Éducation Islamique créé depuis 1986 compte 17 écoles avec un effectif total de 961 élèves dont 513 filles. Le nombre particulièrement élevé des écoles arabes par rapport aux écoles françaises témoigne de l'intérêt que les populations accordent à ce type d'enseignement. Le fait que la vocation de ces centres soit multiple (à la fois scolaire et religieuse), semble être l'explication de l'engouement des populations pour ce type d'éducation. Toutefois, l'enseignement arabe connaît des difficultés parmi lesquelles : le manque d'infrastructures (la plupart des écoles arabes sont en abris provisoires) ; le manque d'équipement comme des tables bancs, des tableaux et des fournitures scolaires ; manque de subvention du conseil rural.

DIAGNOSTIC

Domaines	Problèmes à résoudre	Indicateurs actuels	Causes des problèmes
Accès	- Faible intérêt par les populations par rapport à l'école. - Coût de la scolarité souvent élevé. - insuffisance de cantine scolaire	- Faible taux d'inscription-une école gelée - Manque de matériel pour la plupart des élèves - Le nombre d'élèves qui quittent l'école pour aller manger chez eux et revenir	- pauvreté-ignorance - pauvreté - absence de procédures
Qualité	- Déficit en manuels et outils didactiques - insuffisance de blocs sanitaires et administratifs - nombre élevé d'abris provisoires - manque d'eau et d'électricité - absence de subvention	- 1 livre de lecture pour 3 ou 4 élèves - 8 blocs sanitaires sur 18 écoles - 7 blocs administratifs sur 18 écoles - 14 abris provisoires sur 81 classes - 3 bornes fontaines sur 18 écoles - 1 école électrifiée - absence de subvention	- dotation insuffisante-vols-pauvreté-mauvaise conservation des livres - absence de réaction des collectivités locales Idem Idem Idem
Gestion	- non délimitation de certaines écoles - insuffisance de murs de clôture - Absence de panneau de pré signalisation - insuffisance de gardien dans les écoles	- 6 écoles délimitées sur 18 - 2 écoles clôturées sur 18 - aucun - 4 écoles gardées sur 18 - aucune école n'est entretenue	- absence de réaction des collectivités locales - idem Idem Idem

- manque d'entretien des écoles	- 5 écoles ont des dépotoirs d'ordures	Idem
- Présence de dépotoirs d'ordures		Idem

PLAN D'ACTION

Objectif général : Elever le taux d'accès et la qualité des apprentissages des enfants âgés de 2 à 16 ans et rendre fonctionnelles les structures de gestion des écoles pour une durée de trois ans.

Objectifs	Indicateurs atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget (CFA)	Calendrier		
						2007	2008	2009
o.s 1 améliorer l'accès	- TBS 80% -réalisation des infrastructures de base à 75 %	- mise en place d'un comité de recrutement - campagne de sensibilisation - construction de classes, de latrines et de murs de clôture	CL-autorités administratives-RZ CL	Logistique-CGE-APE-IDEN-IDEN-SCOFI-ASC-leader d'opinions Finance(CL-partenaires)	540.000 F 90.000.000 F	180000F 30000000 F	180000F 30000000 F	180000F 30000000F
o.s.2 : améliorer la qualité des apprentissages	-85 % de réussite au CFEE	-dotation des écoles en manuels et outils didactiques en quantité suffisante -sensibilisation des parents -encadrer les élèves - formation des maîtres -évaluation	CL-EPE-APE-IDEN-CZ-Parents	Logistique-EPE-IDEN-CZ-personnes ressources	3.000.000 F	1000000F	1000000F	1000000F
o.s.3 rendre fonctionnelles les structures de gestion	-réalisation des actions à 75 %	-élaboration des plans d'action -rencontres -formation des membres des structures de gestion -mise en œuvre des plans d'action	Directeurs d'écoles-CGE-APE-EPE-CL-IDEN	Finances-personnes ressources	2.100.000 F	700000F	700000F	700000F
o.s.4 redynamiser le secteur informel	-réduction du taux d'analphabétisme -une prise en charge de 50 % des "Daaras"	-réouverture des E.C.B. -rencontres avec les sergents des daaras-appuis matériels et financiers	CL-IDEN	Finance-personnes ressources-matériel	18.000.000 F	600000F	600000F	600000F
TOTAL					113.640.000 F	3788000F	3788000F	3788000F

CALENDRIER DES REUNIONS REGULIERES DU CLEF

Département : Kébémér

Arrondissement : Ndande

Communauté rurale de : Ndande

Mois	Dates	Contenus des réunions	Observations
Janvier	Samedi 20	-Renouvellement du CLEF -préparation du CFEE	
Mars		-préparation du recrutement au CI 07/08	
Mai		-préparation de la semaine de l'école de base	
Juillet		-évaluation à mis parcours du PLDE -résultats du CFEE	

N.B. les rencontres se tiennent tous les 2 mois.

PLDE
COMMUNAUTE RURALE
DE DIOKOUL DIAWRIGNE

2007 – 2009

I. Contact

Dans la loi d'orientation, les articles 1 et 2 disposent que l'éducation a pour but d'élever le niveau culturel de la population, de former les hommes et les femmes capables de s'insérer harmonieusement à leur communauté et de participer activement à l'effort de développement de leur pays. C'est dans le sens que la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 reconnaît la communauté rurale comme collectivité locale de la République. Les collectivités s'administrent librement par des conseillers élus. Pour une meilleure décentralisation des compétences dont l'éducation, l'alphabétisation, la promotion des langues nationales et la formation professionnelle leur ont été transférées.

Ces élus souvent analphabètes ont besoin d'appui et d'assistance pour gérer de façon efficace le domaine de l'éducation et de la formation. Soucieux des préoccupations du PDEF qui se veut un enseignement de qualité et de gestion participative conscient des contre-performances constatées dans le monde rural, l'Inspection Académique de Louga en étroite collaboration avec la JICA et l'Inspection Départementale de l'Education Nationale de Kébémér vient en appui pour améliorer le système éducatif des collectivités locales.

II. Présentation de la Communauté Rurale

Limitée à l'Est par la Commune de Kébémér, à l'Ouest par la Communauté Rurale de Kab Gaye, au Nord par la Communauté Rurale de Thieppe et de Bandègne, au Sud par la Communauté Rurale de Ndande, la Communauté Rurale de Diokoul Diawrigne couvre une superficie de 274 km² avec une population de 13255 habitants dont 6793 femmes. Ses principales activités sont : l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat. Elle est composée de 65 villages et compte 18 écoles et 31 daaras

III. Diagnostic

Le diagnostic fait ressortir les constats suivants :

- La Communauté rurale compte 18 écoles dont 3 clôturées ;
- Il y a 60 classes avec 9 abris provisoires ;
- 07 écoles disposent de w.c.
- 31 daaras et une seule classe d'alphabétisation en wolof ;
- 48 enseignants dont 19 femmes (instituteurs 6, maîtres contractuels 36, volontaires de l'éducation 6) ;
- un manque de manuels (1 livre pour 103 élèves) et de fournitures ;
- le taux de réussite aux examens est faible, les deux dernières années:

Années	CFEE	Entrée en 6 ^{ème}
2005	44%	37,2%
2006	56,8%	46,4%

- pas de structures d'accueil pour le préscolaire ;
- aucune école n'a de l'électricité ;
- manque d'eau dans les écoles (66% des écoles n'ont pas d'eau).

IV. Formulation des objectifs

Objectif général : Améliorer l'accès et le rendement scolaire à travers une gestion participative au bout de 3 ans.

- OS₁** Informer et sensibiliser les partenaires par rapport à l'accès, au maintien et le suivi.
- OS₂** Former et encadrer les maîtres.
- OS₃** Augmenter les structures d'accueil et assurer les dotations en fournitures et manuels scolaires.
- OS₄** Favoriser le développement de l'éducation de base non formelle.
- OS₅** Faire des évaluations périodiques des apprentissages prévus.
- OS₆** Assurer le suivi-évaluation des activités.

V. Plan d'Action

Communauté Rurale : Diokouf Diawrigne

Période : janvier 2007 – décembre 2009

Elaboré : le 12 décembre 2006

O.G. : Améliorer l'accès et le rendement scolaire à travers une gestion participative pour une durée de 3 ans.

Objectifs	Indicateurs d'atteinte	Activités	Responsables Acteurs	Ressources à mobiliser	Budget CFA	Année		
						2007	2008	2009
1) Informer et sensibiliser les partenaires par rapport à l'accès, au maintien et au suivi.	- Adhésion communautaire (90%) - Taux recrutement 75% - Taux de maintien 80%	. organiser des rencontres de sensibilisation et une campagne de mobilisation sociale . Organiser des journées porte ouverte pour le recrutement . Organiser une distribution de prix et de récompenses . Organiser des sessions de formation	C.R. PARTENAIRES	Citeurs publics Radio Sono Déplacement	1.200.000	Avril	Avril	Avril
						Idem	Idem	Idem
2) Former et encadrer les maîtres	- 100% de maîtres encadrés - 80% de visites de classe réalisées	. Organiser des sessions de formation	C.G.E. PARTENAIRES	Pancarte Banderoles Papier + markers Fournitures Cadeaux	600.000 1.200.000	Idem	Idem	Idem
						Idem	Idem	Idem
				Local- Logistiques	3.000.000	Noël	Noël	Noël
		. Organiser des sorties d'encadrement	DIRECTEURS PARTENAIRES	Déplacement Fiche d'encadrement	45.000.000	Tous les mois	Tous les mois	Tous les mois

3) Renforcer les infrastructures, équipements, manuels et fournitures	- 4 classes par an - 2 murs de clôture/an - 2 blocs sanitaires/an - 2 cahiers/Elèves - 2 livres/Elèves - Electrifier 6 écoles	. Construire des classes . Construire des murs de clôture . Construire des latrines . Achat fournitures et manuels . Faire le branchement électrique dans les écoles	C.R.- PARTENAIRES	Matériels construction Main d'œuvre Fonds Fonds	60.000.000	Juillet- Septembre	Idem	Idem
			C.R.- PARTENAIRES		30.000.000			
			CR.- CGE - PART. CR.- CGE - PART.		18.000.000			
			CR		9.000.000 1.800.000			
4) Favoriser le développement de l'éducation de base non formelle	- 05 classes d'alphabétisation fonctionnelle par an	. Organiser une session de formation . Construire local et équiper les classes . Indemniser le personnel	CR-PARTENAIRES- POPULATION	Local-Perdiem Restauration Tableau-Fournitures- Manuel-Abri Indemnité	3.000.000	Octobre	Octobre	Octobre
			CR-PARTENAIRES- POPULATION		9.000.000	Octobre	Octobre	Octobre
			CR-PARTENAIRES		10.800.000	Tous les mois	Idem	Idem
5) Faire des évaluations périodiques des apprentissages	- 100% des EE évalués sur les disciplines ciblées	. Choisir, valider et administrer les épreuves . Organiser des tests de positionnement et Essai	COMMISSION EVALUATION RESP.ZONE RESP.ZONE COMMISSION EVALUATION	EPE - EE Tirage - Photocopie Tirage cahiers	600.000	Octobre	Idem	Idem
6) Assurer le suivi/Evaluation des activités	- 100% des activités suivies et évaluées	. Confectionner des outils d'évaluation . Elaborer des rapports trimestriels de fonctionnement . Confectionner une fiche de remédiation	EPE-IDEN-CGE- PARTENAIRES	Bureautique	300.000	Trimestriel	Idem	Idem
			EPE - ZONE	Bureautique	300.000	Trimestriel	Idem	Idem
			IDEN-EPE-ZONE	Bureautique	300.000	Trimestriel	Idem	Idem
TOTAL					153.450.000			

Budget arrêté à la somme de : Cent Cinquante Trois Millions Quatre Cent Cinquante (153.450.000) Francs CFA./.

VI. Plan d'Opération Annuel (2007)

Communauté Rurale : Diokoul Diawrigne

Période : janvier 2007 – décembre 2009

Elaboré : le 12 décembre 2006

O.G. : Améliorer l'accès et le rendement scolaire à travers une gestion participative pour une durée de 3 ans.

Activités	Responsable	Main d'œuvre et matériels	Budget (CFA)	Source de financement (CFA)	Année			
					T ₁	T ₂	T ₃	T ₄
1.1. Organiser 2 séances de sensibilisation et une campagne de mobilisation par rapport à l'accès, au maintien et au suivi	CR	C. Village Communauté DE, Elèves, Sono	600.000	CR (500.000) CGE (100.000)	X	X		X
1.2. Organiser 5 journées portes ouvertes pour le recrutement à raison d'une journée par école à : Dara Andai, Djinakh Bèye, Ndiawagne Fall, Thiénaba, Tound Malèye	CR CGE	C. Village CR Sonorisation	100.000	CR (50.000) APE (50.000)	X	X		X
1.3. Organiser une distribution de prix dans 06 écoles de la CR	CR CGE	Sono - APE - AME Directeur - Maîtres - Elèves - Cadeaux	600.000	CR (500.000) APE (100.000)	X	X	X	X
2.1. Organiser 4 sessions de formation des maîtres à raison d'une par école à Diokoul, Lompoul, Gad Kébé, Gad Mbrama	IDEN CR	Logistique, Perdiem, Local, Personne Ressource	1.000.000	CR (800.000) APE (200.000)				X

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE L'ECOLE

INTRODUCTION

CONTEXTE GLOBAL DU PLDE	Le PLDE s'inscrit dans le cadre du PDLF. Il s'inspire de la loi d'orientation 93.22 du 16.2.91 qui stipule dans son article premier : " l'éducation tend à préparer les conditions d'un développement, à former des hommes et des femmes capables de construire le pays." L'article 21 de cette même loi met l'accent sur la nécessité d'associer les élèves, les parents d'élèves, les partenaires de l'éducation et les enseignants, à la gestion de l'éducation. Ce PLDE se fonde également sur les dispositions de la loi 96.07 du 22.3.96 portant transfert de compétences aux communes et communautés rurales en matière d'éducation. La communauté rurale de Kab Gaye est située dans l'arrondissement de Ndandi, dans le département de Kébémér, dans la région de Louga, au Sénégal. Elle a ainsi une position appartenant à la région naturelle du Centre Ouest, zone de l'harmattan et du climat soudanien. Elle a une population de 9258 habitants dont 2812 enfants scolarisables. Elle compte 43 villages. Les activités principales des gens sont l'agriculture et l'élevage. La communauté rurale compte onze écoles abritant généralement des abris provisoires (14/2) et quelques locaux en dur (1/1). Seules, 1 de ces écoles sont clôturées. On y retrouve 08 latrines et 31 enseignants dont 5 maîtres d'arabe. Les 917 élèves de la communauté rurale représentent à peine 32% de la population scolarisable. La communauté rurale compte également plus de 30 écoles coraniques. Dans le passé, presque tous les villages avaient connu des classes d'alphabétisation en langue nationale Ouolof. la principale force de cette localité est l'engagement du sous-préfet, du PCR, des élus locaux, des chefs de village, des parents d'élèves, des jeunes, des femmes, des enseignants, des élèves et de l'infirmier chef de poste pour développer la communauté rurale en général et l'école en particulier.
INTENTIONS	Répondre aux objectifs d'accès de qualité et de gestion.
SOUS-SECTEURS COUVERTS	L'éducation de base formelle précisément l'enseignement élémentaire.
CONDITIONS D'ELABORATION	Satisfaisantes car échanges, responsabilités, démocratie.
PROCESSUS D'ELABORATION	Formation des directeurs et parents d'élèves- diagnostic-intégration des projets d'école-plan d'action- rédaction-validation
PARTIES PRENANTES	Elus locaux + parents d'élèves + directeurs d'écoles - représentants des femmes et des jeunes - chef de villages.
PERIODE DU PLDE	Trois années
DESTINATAIRES	Elèves

1

LISSILES ET PERSPECTIVES Ne pas s'intéresser à l'éducation spéciale (les écoles coraniques) - revalorisation des écoles coraniques.

DIAGNOSTICS :

	Problèmes à résoudre	Indicateurs	Causes des problèmes
ACCES	- Faible taux de scolarisation	TBS de la CR 32%	- ignorance de l'importance de l'école - éloignement de certaines écoles - échec au CIEE et à l'entrée en sixième
	- Taux d'abandons élevé	T.A. plus de 10% entre 2003 et 2006	- travaux champêtres - travaux domestiques - mariages précoces
	- Manque de concentration et perturbation des cours	Beaucoup de fautes d'inattention, arrêt irrégulier des cours.	- mauvais rang aux évaluations - absence de toilettes - présence des animaux à l'école au moment des cours - entrée de personnes étrangères - absence d'élèves à cause de maladies non traitées à temps
QUALITE	- faible taux de réussite au CFEE et à l'entrée en 6 ^e	Moins de 50% entre 2003 et 2006	- les élèves arrivent au CM2 avec un niveau faible - quantum horaire insuffisant - manque de sacrifice de certains maîtres de CM2
	- Taux de redoublement élevé	Plus de 10%	- démarrage tardif des cours au début de l'année scolaire - manque de suivi à la maison
	- Faible niveau des élèves en dictée	Moins de 40% de TEM et moins de 40% de TPC	- traitement de la dictée en parent pauvre - niveau faible des élèves en lecture
	- Faible niveau des élèves en raisonnement mathématique	Moins de 40% de TEM et moins de 40% de TPC	- pratique de démarche traditionnelle par certains enseignants
	- Manque de discipline et de propreté chez les élèves	Non obéissance aux parents et aux maîtres Habits sales	- manque d'éducation et mauvais

	- les élèves ne savent pas faire le transfert des acquis dans leur vécu quotidien	Les élèves ne savent pas manipuler correctement une balance	entretien
			- inefficacité des leçons de morale et d'éducation sanitaire
			- absence de matériel de mesure à l'école
			- application non satisfaisante de l'approche par les compétences.
GESTION	- inexistence de CGE	Absence d'AG	- difficulté à mobiliser les parents d'élèves
			- manque d'ouverture de l'école au milieu
			- divergence politique et sociale
			- manque d'engagement de certains directeurs
			- pas de plan d'action
			- manque de formation
			- absence de coordination
			- gestion non transparente des ressources de l'école créant ainsi des querelles entre certains membres
			- manque de volonté
			- manque d'initiative
			- difficulté entre directeurs et adjoints
			- problèmes de management
			- gestion individuelle
	- non fonctionnement de CGE	Aucune réunion périodique	
	- équipes pédagogiques de certaines écoles non dynamiques	Absence de cellule d'animation pédagogique	
		Absence de réunion périodiques de conseil des maîtres	

PLAN D'ACTION

Objectif général :

Créer et développer d'ici trois années un environnement socio-éducatif qui placera les écoles dans de meilleures conditions afin qu'elles puissent répondre aux problèmes d'accès de qualité et de gestion.

3

Objectifs	Indicateurs	Activités	Responsables	Ressources mobiliser	Budget	Calendrier		
						2007	2008	2009
OS1 : les enfants en âge de 7 à 12 ans vont être scolarisés	TIRS 70 % Taux d'aux. es au CLEF %	- deux rencontres de sensibilisation et une campagne de recrutement - une cérémonie de distribution de prix par an - intégration de l'éducation religieuse dans toute les écoles	CL-CGE-IDEN	Finances Logistique Main d'œuvre	1.950.000 F	650.000 F	650.000 F	650.000 F
OS2 : réduire le taux d'abandon	2 %	Campagne de sensibilisation	CL-CGE-AME	Finances Logistique sonorisation	150.000 F	50.000 F	50.000 F	50.000 F
OS3 : supprimer les perturbations de cours	Déroulement normal	Construction de toilettes Clôture des écoles Création de boîtes de pharmacie écoles sensibilisation	CLEF-CGE-COOPERATI-CL-PERSONNES RESSOURCES	Finances Main d'œuvre	118.550.000 F	39.316.000 F	39.316.000 F	39.316.000 F
OS4 : installer un CGE dans chaque école	11 CGE	Organisation d'assemblées générales sensibilisation	CL-EPE-parent-CLEF-Elèves-Autorités	Finances logistique	150.000 F	50.000 F	50.000 F	50.000 F
OS5 : faire fonctionner tous les CGE	70 %	Elaboration de PE Formation des membres	CGE-CL-CLEF	Finances documents	3.465.000 F	1.155.000 F	1.155.000 F	1.155.000 F
OS6 : redynamiser les EPE	70 %	Sensibilisation Formation de directeurs	CL-CLEF-IDEN	Finances	465.000 F	155.000 F	155.000 F	155.000 F
OS7 : avoir un taux de réussite satisfaisant au CFEE et à l'entrée en 6e	75 %	Gestion sérieuse des petites classes Travailler les jours non ouvrables Gestion partagée du CM2	EPE-CGE-CLEF-CL	Documents finances	285.000 F	95.000 F	95.000 F	95.000 F
	55 %	Organisation d'essais dans la CR						
OS8 : réduire le redoublement	2 %	Démarrer à temps les cours à la rentrée Suivi des élèves à la maison construction de salle de classe	CL-CGE-EPE-partenaires-élèves	Finances Main d'œuvre		99.000.000 F	99.000.000 F	99.000.000 F
OS9 : relever le niveau des	50 % de TEM 50% de tpc	Revalorisation de la dictée Installation de bibliothèques	CL-CGE-partenaires-EPE	finances	16.500.000 F	5.500.000 F	5.500.000 F	5.500.000 F

4

élèves en dictée	scolaires	Applicati	Enseignants-CL- CGE-EPE	finances	21000 F	7.000 F	7.000 F	7.000 F
OS10 : relever le niveau des élèves en raisonnement math.	60% TEM 60% TPC	Applicati	Enseignants-CL- CGE-EPE	finances	21000 F	7.000 F	7.000 F	7.000 F
OS11 : avoir des élèves disciplinés et propres	80%	Sensibilisation Contrôle Revalorisation des leçons de FBH	AME-CGE-EPE- COOPERATIVE- CLEF	Manuels du maître finances	63.000 F	21.000 F	21.000 F	21.000 F
OS12 : créer le savoir-faire chez les apprenants	85%	Achats de matériels : balances, cordes-fits Mise en œuvre de l'approche par les compétences	CL-CGE- PARTENAIRES- EPE	Finances documents	171.000 F	57.000 F	57.000 F	57.000 F

PLAN D'OPERATION ANNUEL EN 2007

ACTIVITES	RESPONSABLES	MAIN D'ŒUVRE ET MATERIEL	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	TRIMESTRES			
					T1	T2	T3	T4
N°1 : 2 rencontres de sensibilisation et 1 campagne de recrutement	CLEF CGE	Population- chaises	500.000F	CL-Partenaires CGE		X		X
N°2 : cérémonie de distribution de prix	CLEF-CGE	Population Cahiers...	150.000F	CL-CGE-Part			X	
N°3 : construction de 9 latrines	CLEF-CGE	Population Ciment Eaux Sables	5.400.000	Partenaires CL-CGE	X	X		
N°4 : clôture de 4 écoles	CLEF-CGE	Population Ouvriers Ciment Fer...	33.000.000	Partenaires CGE-CL	X	X	X	X
N°5 : création de boîte de pharmacie pour 4 écoles	CLEF-CGE- INFIRMIER	Elèves- enseignants- médicaments	2.000.000	Partenaires CL-CGE	X	X		
N°6 : AGI et GENS	CGI-CLEF	Population	50.000F	CL-Part-CGE	X			

Activité	Responsables	Logistique	Budget	Source de F	T1	T2	T3	T4
N°7 : utilisation de logiciels de gestion de 2 essais	CLEF-CGE	EPE-feuilles de copie	60.000	CGE-CL Partenaires		X		
N°8 : construction de 8 salles de classes	CLEF-	Population Ciment fer	40.000.000	Partenaires CGE-CL	X	X	X	
N°9 : installation de 3 bibliothèques scolaires	CLEF-CGE-	Population fer ciment	4.500.000	Partenaires CL-CGE	X			
N°10 : achat de documents pour revaloriser les leçons de FBH	CLEF	Manuels	21.000	CL-CGE	X			
N°11 : achat de balances, cordes, fits	CLEF-	Population	157.000F	Partenaires CL-CGE	X			

Plan de Suivi

objectif Global: créer les conditions d'une mise en œuvre correcte des activités planifiées.

Acteurs: membres du comité de suivi

Responsable de suivi: Secrétaire du CLEF

DÉPARTEMENT DE KEBEMER
ARRONDISSEMENT DE SAGATTA
COMMUNAUTÉ RURALE DE GUEOUL

Plan
Local de
Développement de
l'Éducation

↳ 📖 ↳
P L D E
2007-2009

Elaboré en Décembre 2006

Pour Le conseil Rural

Le Président

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION
2. DIAGNOSTIC
3. PLANS D'ACTION
4. PLANS D'OPERATION ANNUEL
5. PLANS DE SUIVI
6. ANNEXES
 1. Situation de l'Elémentaire
 - 2 . ABREVIATIONS

1. INTRODUCTION

La communauté rurale de Guéoul est située dans l'arrondissement de Sagaita Gueth, département de Kébémér, région de Louga. Son siège borde la route nationale II à : 169 km de Dakar, 17 km de Kébémér et 20 km de Louga. Erigé en communauté rurale en 1976, Guéoul est limitée

- au sud par la communauté rurale de Thiolom,
- au nord et à l'ouest par les communautés rurales de Baudégne et de Diokoul Diawrigne et
- à l'est par les communautés rurales de Mbédienne et de Kelle Gueye.

Elle couvre une superficie de 127 km², et compte quarante trois (43) villages pour une population d'environ 15 .000habitants .

L'ethnie dominante reste le Ouolof .La population scolarisable est de 6853(source PLD) .Les activités dominantes sont ,l'agriculture et l'élevage .Néanmoins le commerce se développe dans le village de Guéoul. La politique de décentralisation a développé des changements de comportement et les collectivités locales ont pris leurs responsabilités avec le transfert des neufs domaines de compétences dont l'Education,par une meilleure prise en charge des besoins de l'éducation.

Dans cette perspective , une Etude a été commanditée par l'Etat du Sénégal sous l'impulsion d'une Equipe de la JICA , pour le renforcement de la déconcentration et de la décentralisation de la gestion de l'éducation .

C'est ainsi qu'au niveau de la région ,les Membres des CLEF de 13 collectivités locales ont été formés en Micro Planification .Au niveau locales les membres des CGE ont été tous formés et des séances de partage des projets d'école organisés ce qui a abouti à l'élaboration d'un Plan Local de Développement DE L'Education (PL D E) grâce à la participation active des membres du CLEF et du PADMIR , pour une durée de Trois ans: de 2007 à 2009 , conformément aux objectifs du PDEF dans sa deuxième phase qui vise à développer la QUALITE.

Les sous secteurs suivants ont été couverts .

1. EDUCATION DE BASE FORMELLE
 - 1.1 La petite enfance avec deux cases des Tout-petits
 - 1.2 L'enseignement Elémentaire
- 2 EDUCATION DE BASE NON FORMELLE
 - 2.1 l'Enseignement de l'arabe avec deux écoles franco-Arabe et dix écoles coraniques ou dara

DIAGNOSTIC DE L'EDUCATION

1 EDUCATION DE BASE FORMELLE

1-1 DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

DOMAINES	PROBLEMES A RESOUDRE	INDICATEURS ACTUELS	CAUSES DES PROBLEMES	SOLUTIONS
ACCES	Insuffisance du taux de scolarité	47 inscrits pour 60 places disponibles	Manque d'information	Informier et sensibiliser les populations
	Insuffisance de Chaise pour les enfants	= 30 Chaises dont 15 en Bon Etat pour 47 enfants	Détérioration du matériel	Dotation de Chaises
	Insuffisance d'éducateurs	2 Educateurs pour 3 Sections	Insuffisances de moyen	Engager un 3ème Educateur
QUALITE				
GESTION	Non fonctionnalité des Comités de Gestion	01 réunion par année	Absence de formation des membres des Comités de Gestion	Organiser des sessions de formation pour les membres des Comités de Gestion

1-2 ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

DOMAINES	PROBLEMES A RESOUDRE	INDICATEURS ACTUELS	CAUSES DES PROBLEMES	SOLUTIONS
ACCES	Insuffisance des latrines fonctionnelles	44,45% des écoles n'ont pas de latrines fonctionnelles	Insuffisance de moyens	Recherche de moyens financiers en vue de construire des latrines
	Absence d'eau courante	44,45% des écoles n'ont pas d'eau courante	Insuffisance de moyens	Alimenter les écoles en eau courante
	Faible taux de scolarité	TBS 65% Taux d'inscription au CI= 51,77%	Présence des Daaras Manque d'information	Informé et sensibiliser les populations
	Insuffisance des bureaux (Directions)	77,77% n'ont pas de bureaux	Non prise en compte dans les besoins	Prendre en compte la construction de bureaux dans les besoins
	Insuffisance de salles de classe	10,52% des classes sont des abris provisoires	Insuffisance des moyens	Rechercher des moyens en vue de remplacer les abris provisoires
	Ecoles non clôturées	88,88% des écoles n'ont pas de mur de clôture	Insuffisance de moyens	Rechercher de moyens financiers en vue de clôturer les écoles en dur
	Manque d'état civil des enfants à la rentrée	43,67% des élèves ayant des actes d'état civil= ?	Enfants non déclarés Manque d'information et négligences des parents	Information et sensibilisation des parents d'élèves
QUALITE	Matériels didactiques insuffisants	83,33% des écoles ne disposent de matériels didactiques	Insuffisance des moyens	Rechercher des moyens en vue de doter les écoles de suffisamment de matériels
	Manuels scolaires insuffisants	50% des élèves n'ont pas de manuels scolaires	Détérioration des manuels	Doter les écoles de suffisamment de manuels
	Formation insuffisante des maîtres	Nombre de VE et MC important	Absence de formation continue	Organiser des journées d'étude et des sessions de formation des maîtres
GESTION	Fonctionnalité des CCE	01 réunion sur 03 par année et par CCE Compte caisse, compte banque tenus par le secrétaire	Absence de formation des membres du CCE	Organiser des sessions de formation pour les membres du CCE

4

2 EDUCATION NON FORMELLE

DOMAINES	PROBLEMES A RESOUDRE	INDICATEURS ACTUELS	CAUSES DES PROBLEMES	SOLUTIONS
ACCES	Insuffisance des latrines fonctionnelles	7 /10 Ecoles corariques ou Daaras n'ont pas de latrines	Insuffisance de moyens	Recherche de moyens en vue de construire des latrines
	Manuels scolaires insuffisants	80% des élèves n'ont pas de manuels scolaires	Insuffisance des manuels	Doter les Etablissements de suffisamment de manuels
GESTION	Inexistence de CCE dans certaines Ecoles	7/10 n'ont pas de CCE	Manque d'informations et de sensibilisation	Mettre sur pied des CCE

5

COMMUNAUTE RURALE DE GUEOUL

Elaboré le

PLAN D'ACTION DE 2007 – 2009

OBJECTIF GLOBAL : Améliorer le taux d'accès et la qualité des apprentissages des enfants âgés de 6 à 14ans avec des chances égales et rendre fonctionnelle les structures de gestion des écoles.

Enseignement Elémentaire

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget (CFA)	Calendrier		
						2007	2008	2009
DS1 : Scolariser les enfants âgés de 6 à 14ans	TBS = 95% Taux d'inscription au CE = 90-38%	Organiser 2 rencontres de sensibilisation et une campagne de mobilisation par an	Resp. de zone	CR(finances) CGE(finances et matériels) IDEN (appui logistique) APE (cantine (main d'œuvre))	540 000	180 000	180 000	180 000
DS2 : Noter les écoles d'infrastructures pour améliorer les conditions de travail des acteurs	75% des écoles disposent de latrines fonctionnelles	Construire 26 latrines (23 blocs de 2.)	CR	CR (finances) Partenaires CGE	2 850 000	950 000	950 000	950 000
	90% des écoles disposent d'eau courante	Alimenter les écoles cibles (08) en eau potable	CR	CR (finances) Partenaires CGE (assistant)	1 600 000	600 000	600 000	400 000
	44,44% des écoles disposent de bureaux	Construire quatre bureaux	CR	CR (finances) Partenaires CGE	6 000 000			6000 000
	Avoir 100% de classes en dur équipées	Construire 12 salles de classes équipées	CR (principal) CGE (assistant)	CR (finances) Partenaires	64 800 000		21 600 000	43 200 000
	27,77% des écoles clôturées en dur	Construire des murs de clôture de 2 écoles	CR (principal) CGE (assistant)	CR (finances) Partenaires	26 700 000		8 900 000	17 800 000

6

DS3 : Noter toutes les écoles de manuels scolaires et matériels d'actives suffisants	✓ Au moins 01 livre de lecture et 01 livre de maths/élève ; ✓ 01 mallette pédagogique par école à cycle complet	-Achat de manuels scolaires ;	CR	CR (finances) Partenaires Etat (appui) C B E	5 000 000	2 000 000	2 000 000	1 000 000
		-Achat de mallettes pédagogiques ;	CR					
DS4 : Renforcer les capacités des maîtres	Au moins 03 sessions de formation des maîtres	Organiser des séminaires et des journées d'étude	CR	CR (finances) Partenaires IDEN Responsable de zone	600 000	200 000	200 000	200 000
DS5 : Capaciter les membres des B E des CGE	03 réunions sont organisées par année par tous les CGE ; Les outils de gestion sont correctement tenus par acteurs	Tenir des sessions de formation pour les membres des CGE	CR	CR (finances) Partenaires IDEN	160 000	80 000	80 000	-
COUT GLOBAL					108 250 000	4 010 000	34 510 000	69730 000

7

COMMUNAUTE RURALE DE GUEOUL
 PLAN D'ACTION DE 2007 – 2009
 Elaboré le
PLAN D'ACTION DE LA PETITE ENFANCE

OBJECTIF GLOBAL : Améliorer le taux d'accès et les conditions de travail des enfants âgés de 0 à 6 ans et rendre fonctionnelle les comités de gestion .

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget (CFA)	Calendrier		
						2007	2008	2009
OS1 : Scolariser les enfants âgés de 0 à 6 ans	100% d'inscrits (60 inscrits pour BC Places)	Informer et Sensibiliser les parents	Comités de Gestion Comité de Supervision	CR(Appui financier) CG (finances)	3 000 000		3 000 000	
OS2 Renforcer le mobilier existant en chaises et tables	105 Chaises 12 Tables	Doter en Chaises et en Tables les CTP	ANCTP	CR - CGE - Partenaires	240 000		240 000	
OS3 : Capaciter les membres des Comités de Gestion	Différents rôles clairement définis	-Renouveler au les Comités de Gestion - Organiser des sessions de formation pour les membres du bureau	- ANCTP - C.R	CR Partenaires	300 000		300 000	
COUT GLOBAL					570 000		570 000	

8

Communauté rurale de Gueoul
 PLAN D'ACTION DE 2007 – 2009
 Elaboré le
PLAN D'ACTION DE L'EDUCATION NON FORMELLE

OBJECTIF GLOBAL : Améliorer les conditions de travail des enfants .

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget (CFA)	Calendrier		
						2007	2008	2009
OS1 Doter les écoles d'infrastructures suffisantes et fonctionnelles	6/10 écoles disposent de latrines fonctionnelles	1- Construire 1 bloc de 2 latrines fonctionnelles	C.R	CR(Appui financier) CGE(finances Partenaire	950 000		950 000	
OS2 Doter les écoles en manuels scolaires suffisants	2 manuels au moins par élèves	Acheter des manuels	C.R	CR - CGE - Partenaires	1500000	500 000	500 000	500 000
COUT GLOBAL					2 450 000	500 000	1450000	500 000

9

PLAN D'ACTION GLOBAL DE 2007 – 2009

SECTEUR	BUDGET	CALENDRIER			Coût Global
		2007	2008	2009	
Enseignement Elémentaire	108 250 000	4010000	34 510 000	69 730 000	108 250 000
Petite Enfance	570 000		570 000		570 000
Education non Formelle	2 450 000	500 000	1 450 000	500 000	2 450 000
TOTAL	111 270 000	4 510 000	36 530 000	70 230 000	111 270 000

PLAN D'OPERATION ANNUEL EN 2007

Période : Janvier 2007 – Décembre 2007

Elaboré

Enseignement Elémentaire

Activités	Responsables	Moyen humain et matériel	Budget (CFA)	Source de financement	TRIMESTRE			
					Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4
Organiser 3 rencontres de sensibilisation et une campagne de mobilisation	C.R	Directeurs- élèves Population APE - chef de village chaisais sonorisation	180 000F	CR (1150 000 F) C.G.E (50 000)		→	→	→
Construire un Bloc de 2 Latrines	C.R	Entrepreneur Matériels -Ouvriers	950 000	Budget CR (950 000)		→	→	
Alimenter les Ecoles Cibles(08) en eau potables	C.R	C.R -Entrepreneur Comité de Gestion	600 000	CR (600 000)		→		
Acheter des Manuels Scolaires Et mallettes Pédagogiques	CR		2000 000	Budget CR 2000 000				→
Renforcer les capacités des maîtres	CR	ICEM-RZ EFE	200 000	CR(200 000)				→
Tenir une session de formation pour les mbres de BE des C.G.E	C.R	IDER - R.Z Mbre BE	50 000	CR 50 000 C.G.E:30 000				→

Communauté rurale de Gueoul
 PLAN D'OPERATION ANNUEL EN 2008
 Période : Janvier 2008- Décembre 2008
 Elaboré

EDUCATION NON FORMELLE

Activités	Responsables	Moyen humain et matériel	Budget (CFA)	Source de financement	TRIMESTRE			
					Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4
Construire 1 Blocs de latrines Fonctionnelles	C.R	P.C.R Population - Comité de Gestion	550 000F	CR (950 000 F)			→	
Acheter des Maruels	CR	CR - Population	1000 000	Budget CR (1000 000);		→		

12

Communauté rurale de Gueoul
 PLAN D'OPERATION ANNUEL EN 2008
 Période : Janvier 2008 - Décembre 2008
 Elaboré

Enseignement Elémentaire

Activités	Responsables	Moyen humain et matériel	Budget (CFA)	Source de financement	TRIMESTRE			
					Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4
Organiser 3 rencontres de sensibilisation et une campagne de mobilisation	C.R	Directeurs- élèves Population APE -chef de village chaîses sonorisation	180 000F	CR (1130 000 F) CGE (50 000)		→	→	→
Construire un Bloc de 2 Latrines	C.R	Entrepreneur Matériels - Ouvriers	550 000	Budget CR (950 000)			→	→
Alimenter les Ecclcs Cibles (EBI) en eau potables	C.R	CR -Entrepreneur Comité de Gestion	600 000	CR (600 000);			→	→
Construire et équiper 4 salles de c'assas	CR	CR -Entrepreneur	21 300 300	CR (21 600 000);		→	→	

13

Construire 1 Murs de clôture	CR	CR	8960 000	CR (8 960 000)					→
Acheter des Manuels Scolaires Et mallettes Pédagogiques	CR		2000 600	Budget CR 2000 000					→
Organiser deux journées d'étude	CR	IDEN - R.Z EPE	206 000	CR(200 000)					→
Tenir une session de formation pour les membres de BE des C.G.E	C.R	IDEN - R.Z Mbre BE	80 000	CR 50 000 C.G.E 30 000				→	

14

Communauté rurale de Gueoul
PLAN D'OPERATION ANNUEL EN 2008
 Période : *Janvier 2008- Décembre 2008*
 Elaboré
 PETITE ENFANCE

Activités	Responsables	Moyen humain et matériel	Budget (CFA)	Source de financement	TRIMESTRE			
					Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4
Informier et Sensibiliser les parents	Comité de Gestion Comite de Supervision	PC9 Population -chef de village- chaises sanonisation	39000F	CR 30 000 F)			→	
Doter en Chaises et en Tables les CTP	CR ANCTP		240 000	Budget CR (240 000)		→		
-Renouveler les Comités de gestion -Organiser des sessions de formation	CR ARCTP	Mbres du bureau P. Ressources	300 000	CR 300 000	→			

15

Communauté rurale de Gueoul
 PLAN D'OPERATION ANNUEL EN 2008
 Période : Janvier 2008- Décembre 2008
 Elaboré

EDUCATION NON FORMELLE

Activités	Responsables	Moyen humain et matériel	Budget (CFA)	Source de financement	TRIMESTRE			
					Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4
Construire deux Blocs de latrines Fonctionnelles	C.R	P.C.R Population - Comité de Gestion	950 000F	CR (950 000 F)			➔	
Acheter des Manuels	CR	CR - Population	1000 000	Budget CR (1000 000)		➔		

16

Communauté rurale de Gueoul
 PLAN D'OPERATION ANNUEL EN 2009
 Période : Janvier 2009- Décembre 2009
 Elaboré

Enseignement Elementaire

Activités	Responsables	Moyen humain et matériel	Budget (CFA)	Source de financement	TRIMESTRE			
					Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4
Organiser 3 rencontres de sensibilisation et une campagne de mobilisation	C.R	Directeurs- élèves Population APE - chef de village chaises sonarisation	180 000F	CR (430 000 F) CGE (50 000)		➔	➔	➔
Construire un Bloc de 2 Latrines	C.R	Entrepreneur Matériels - Ouvriers	950 000	Budget CR (950 000)			➔	➔
Alimenter les Ecoles Cibles en eau potable	C.R	CR - Entrepreneur Comité de Gestion	400 000	CR (400 000)		➔		
Construire 4 Bureaux	CR	CR - Entrepreneur Comité de Gestion Partenaires	6 000 000	CR (6000000)				➔

17

Construire et équiper 8 salles de classes	CR	CR -Entrepreneur	43 200 000	CR (43 200 000)				→
Construire 2 Murs de clôture	CR	CR	17 800 000	CR (17 800 000)				→
Acheter des Manuels Scolaires Et mallettes Pédagogiques	CR		1 000 000	Budget CR 1 000 000				→
Organiser deux journées d'étude	CR	IOEN-RZ EPE	200 000	CR(200 000)				→
Tenir une session de formation pour les chefs de BE des C.B.E	C.R	IOEN - R.Z Mbre BE	80 000	CR :50 000 C.G.E :30 000				→

18

PLAN de SUIVI

Communauté rurale de Gueoul

Période : Janvier 2007- Décembre 2009

Elaboré

OBJECTIF Améliorer le taux d'accès et la qualité des apprentissages des enfants âgés de 6 à 14ans avec des chances égales et rendre fonctionnelle les structures de gestion des écoles.

Enseignement Elémentaire

OBJECTIFS	Indicateurs d'atteinte des objectifs (Soit les indicateurs)	ACTIVITES	Responsables de la mise en oeuvre	Responsable de suivi		Calendrier de suivi des activités (planification et réalisation)			Remarques	
						→	→	→		
DS1 : Scolariser les enfants âgés de 6 à 14ans	75% des élèves sont inscrits	1.1 Organiser 3 rencontres de sensibilisation et une campagne de mobilisation par an	CR	Secrétaire du CLEF		Planification	→	→	→	
						Réalisation				
DS2 : Coter les écoles d'infrastructures pour améliorer les conditions de travail des acteurs	75% des écoles disposent de latrines fonctionnelles	1.2 Construire 6 latrines (3lots de deux)	CR CBE	Secrétaire du CLEF		Planification	→	→	→	
						Réalisation				
	90% des écoles disposent d'eau courantes	1.3 Alimenter les écoles cibles 'DB' en eau potable	CR CBE	Secrétaire du CLEF		Planification	→	→	→	
						Réalisation				

19

	44,44 % des écoles disposent de bureaux	1.4 Construire 04 Bureaux	CR CGE	Secrétaire du CLEF	Planification			→	
					Réalisation				
	Avoir 100% de classes en dur équipées	Construire 12 Salles de classes équipées	CR CGE	Secrétaire du CLEF	Planification		→	→	
					Réalisation				
DSS : Doter toutes les Ecoles de Manuels Scolaires et de Matériels didactiques suffisants	Au moins 1 livre de lecture et 1 livre de Math par élève 1malette Pédagogique par école à cycle complet	Acheter des manuels scolaires Acheter 3 mallettes pédagogiques	CR IDEN Partenaires		Planification	→★	→★	→★	
					Réalisation				

20

DSS4 Renforcer les capacités des maîtres	Au moins 3sessions de formation des maîtres	Organiser des séminaires et des journées d'étude	CR IDEN Partenaires R.2	Secrétaire du CLEF	Planification	→★	→★	→★	
					Réalisation				
DSS5 Capaciter les Membres du BE des CGE	-3 Réunions sont organisées par par année par tous les CGE --- Les Outils de Gestion sont correctement tenus par les acteurs	Tenir des sessions de formation pour les mbres du BE des CGE	CR Partenaires IDEN	Secrétaire du CLEF	Planification	→★	→★	→★	
					Réalisation				

21

PLAN de SUIVI

Communauté rurale de Gueoul

Période : Janvier 2007- Décembre 2009

Elaboré

OBJECTIF Améliorer le taux d'accès et les conditions de travail des enfants âgés de 0 à 6 et rendre fonctionnel les comités de gestion .

Petite Enfance

OBJECTIFS	Indicateurs d'atteinte des objectifs (Suivi des indicateurs)	ACTIVITES	Responsables de la mise en oeuvre	Responsable de suivi		Calendrier de suivi des activités (planification et réalisation)			Remarques	
						→ → → ★	→ → → ★	→ → → ★		
DS1 : Scolariser les enfants âgés de 0 à 6 ans	100% d'inscrits (50 inscrits pour 50 places)	Informier et sensibiliser les parents	C GE Comité de Supervisions	Secrétaire du CLEF		Planification	→ → → ★	→ → → ★	→ → → ★	
						Réalisation				
DS2 Renforcer le mobilier existant en chaises et en Tables	105 Chaises 10 Tables	Doter en chaise et e table les ECP	CR ANCTP	Secrétaire du CLEF		Planification	→ → → ★	→ → → ★	→ → → ★	
						Réalisation				
DS3 Capaciter les Membres de comité de gestion	Différents rôles clairement définis	-Renouveler les comités de Gestion -Organiser de sessions de formation pour les mbres du bureau	CR ANCTP Réalisation	Secrétaire du CLEF		Planification		→ → → ★		
						Réalisation				

22

PLAN de SUIVI

Communauté rurale de Gueoul

Période : Janvier 2007- Décembre 2009 Elaboré

OBJECTIF Améliorer les conditions de travail des enfants âgés .

Education Non Formelle

OBJECTIFS	Indicateurs d'atteinte des objectifs (Suivi des indicateurs)	ACTIVITES	Responsables de la mise en oeuvre	Responsable de suivi		Calendrier de suivi des activités (planification et réalisation)			Remarques	
						→ → → ★	→ → → ★	→ → → ★		
DS1 : Doter les écoles d'infrastructures suffisantes et fonctionnelles	6 sur 10 Ecoles disposent de latrines fonctionnelles	Construire 1Bloc de 2 Latrines fonctionnelles	CR	Secrétaire du CLEF		Planification			→ → → ★	
						Réalisation				
DS2 Doter les écoles de Manuels scolaires suffisants	2 Manuels au moins par élèves	Acheter des manuels	CR	Secrétaire du CLEF		Planification	→ → → ★			
						Réalisation				

23

PRESENTATION DE LA CARTE SCOLAIRE DE LA COMMUNAUTE RURALE DE GUEOUL

La communauté rurale compte 15 Ecoles Élémentaires- 01 Lycée - 2 Cases des TOUT-PETITS -2 Ecoles Franco-arabe – 02 Instituts et 10 Datas
Ecoles Élémentaires

ECOLES	COURS						TOTAL	L'IPPECTIPS			TOTAL	PERSONNEL				TOTAL
	C.J	C.P	CEI	CE2	CMI	CMP		Garç	Filles	Total		I	I.A	M.C	V.E	
GUEOUL 1	2	2	2	2	2	2	246	242	488	6	4	5	1	16		
GUEOUL 2	1	1	1	1	1	1	138	155	293	3	1	4	0	8		
GUEOUL 3	1	1	1	1	1	1	103	102	205	1	1	4	2	8		
GUEOUL 4	1	1	1	1	1	1	100	101	201	1	0	5	2	8		
NGOURANE	1	1	1	1	1	1			249	2	1	5	0	8		
DIOKOUL			1	1	1				74			2	1	3		
KIR DIOM	1	1	1	1	1		65	60	125	1		6		7		
Palatine Mbabouck	1	1	1	1	1		59	34	93	0	0	2	2	4		
LOYENE SYLLA	1		1		1	1	37	33	70	0	0	2	1	3		
NGAYE DIAWAR	1		1	1	1		0	0	92	0	0	4	0	4		
NDJIGNAKH FALL	1		1	1	1		44	44	88			4	0	4		
NGUEOUL VILLAGE	1		1	1					38			2	1	3		
NGOURANE FRANCO	1	1	1						82	1	0	2	3	6		
MBAROM DIOP	1		1		1				40			3		3		
MBISSI DIA		1	1		1	1			78			2		2		
BAKHAYA NDIAYE	1		1						48	1		2		3		
KEUR MAKHARY	1	1							48			2		2		
TOTAL	16	11	17	12	14	8	792	771	2308	16	7	56	13	92		

24

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANCTP	Agence National de la Case des TOUT-PETITS
ARCTP	Agence Régional de la Case des TOUT-PETITS
C G E	Comité de Gestion d' Ecoles
C R	Conseil Rural
E P E	Equipe Pédagogique de l'Education
IDEN	Inspection Départemental de l'Education National
R Z	Responsable de Zone
B E	Bureau Exécutif
P C R	Président du Conseil Rural
C T P	Case des TOUT- PETITS
V E	Volontaire de l'Education
M C	Maître Contractuel
A P E	Association des Parents d'Elèves

INSPECTION D'ACADEMIE DE LOUGA
INSPECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EDUCATION DE LOUGA

*Plan Départemental de Développement
de l'Éducation (PDDE) de Louga*

2007/2009

SOMMAIRE

Index des sigles et abréviations	P. 03
Liste des tableaux	P. 04
Introduction	P. 05
I- Présentation du département	P. 07
1-1- Situation géographique	P. 07
1-2- Traits physiques	P. 07
1-3- Caractéristiques démographiques	P. 07
1-4- Caractéristiques socio-culturelles	P. 07
1-5- Caractéristiques économiques	P.08
II- Description des différents secteurs du système	P. 09
2-1- Le cadre institutionnel	P. 09
2-2- Les différents secteurs du système	P. 09
2-2-1- L'éducation de base formelle	P. 09
2-2-2- L'éducation de base non formelle	P. 09
III- Diagnostic du système	P. 11
3-1- L'éducation de base formelle	P. 11
3-2- L'enseignement technique et la formation professionnelle	P. 20
3-3- L'éducation de base non formelle	P. 21
IV- Plan d'action opérationnel	PP. 23-41
V- Budget récapitulatif	P. 42
Conclusion	P. 43

INDEX DES SIGLES ET DES ABREVIATIONS

DIPE : Développement Intégré de la Petite Enfance
ANCTP : Agence Nationale de la Case des Tout-Petits
CTP : Case des Tout-Petits
TBPS : Taux Brut de Pré Scolarisation
TBS : Taux Brut de Scolarisation
CAL : Centre d'Animation et de Lecture
ECB : Ecole Communautaire de Base
CREPA : Centre de Ressources Educationnelles Permanentes
CL : Collectivités Locales
VE : Volontaire de l'Education
MC : Maître Contractuel
CDCS : Comité Départemental de Coordination et de Suivi
CLEF : Comité Local pour l'Education et la Formation
CODEC : Collectif des Directeurs d'Ecole
PE : Projet d'Ecole
ONG : Organisation Non Gouvernementale
APE : Association des Parents d'Elèves
CEM : Collège d'Enseignement Moyen
EFI : Ecole de Formation des Instituteurs
PRF : Pôle Régional de Formation

LISTE DES TABLEAUX

PETITE ENFANCE	
Tableau 1 : Réseau scolaire	P. 11
Tableau 2 : Répartition du personnel par catégorie et par corps	P. 12
Tableau 3 : Formation continuée	P. 12
Tableau 4 : Animation pédagogique	P. 13
ELEMENTAIRE	
Tableau 5 : Réseau scolaire	P. 14
Tableau 6 : Situation des classes spéciales	P. 14
Tableau 7 : Infrastructures	P. 15
Tableau 8 : Etude comparative du test de niveau	P. 16
Tableau 9 : Taux de réussite au CFEE	P. 16
Tableau 10 : Taux de réussite à l'entrée en 6 ^e	P. 16
Tableau 11 : Situation du personnel	P. 16
Tableau 12 : Infrastructures annexes	P. 17
Tableau 13 : Mobilier	P. 17
ENSEIGNEMENT MOYEN	
Tableau 14: Infrastructures	P. 19
Tableau 15 : Résultats au BFEM	P. 19

INTRODUCTION

En faveur du Programme Décennal de l'Education et de la formation (PDEF), c'est toute une entreprise de valorisation du système éducatif et de ses secteurs qui est affirmée pour 2000-2015.

L'enjeu fondamental c'est d'accroître durablement l'efficacité de l'éducation et de la formation au regard des réalités actuelles et des idéaux qui concourent à façonner l'avenir.

L'occasion, chemin faisant, est de travailler :

- ✓ A l'élargissement de l'accès ;
- ✓ Au renforcement de la qualité ;
- ✓ A l'amélioration des mécanismes de gestion.

Mais également et surtout l'occasion de faire le pari de l'autonomie et de la responsabilité, avec notamment le souci de rapprocher les lieux de décision et de conception aux lieux de réalisation, par une grande confiance des acteurs du terrain et conformément à l'esprit de quatre volontés gouvernementales clairement affichées :

- ✓ Le développement des ressources humaines ;
- ✓ L'éducation pour tous ;
- ✓ La décentralisation / déconcentration ;
- ✓ Une éducation de qualité.

C'est dans cette nouvelle dynamique à orientation nationale mais à forte tonalité locale que se fonde le Plan Départemental de Développement de l'Education (PDDE) de Louga, avec l'ambition de traduire concrètement la mise en œuvre des objectifs nationaux en matière d'éducation et de la formation, en relation avec nos réalités.

En trois ans (2007-2009), ce PDDE sera le référentiel pour apporter des réponses aux besoins liés à l'accès, à la qualité et à la gestion.

Ce référentiel s'est voulu un instrument de réflexion, de partage, de recherche-action, un cadre de concertation et d'interpellation couvrant tous les secteurs gérés (Petite Enfance, Enseignement élémentaire, Enseignement moyen, Enseignement technique et formation professionnelle, Enseignement Arabe et Alphabétisation).

Ce PDDE est réalisé avec le croisement de toutes sortes d'informations recueillies dans les projets d'école (PE), les Plans locaux de Développement de l'Education (PLDE) et à l'analyse de la situation du département en matière d'éducation et de formation.

L'appui technique et financier de la JICA a beaucoup contribué à sa réalisation. Dans l'ensemble, plusieurs activités (sensibilisation, séances de partage d'informations et de responsabilités, collecte et traitement de données) ont été menées surtout par le Comité Départemental de Coordination et de Suivi (CDCS) pour élaborer ce PDDE.

C'est un document qui relève d'un contrat social dont la stratégie d'ensemble repose sur une analyse des problèmes qui touchent le système éducatif dans son ensemble en vue de leur trouver des solutions.

En plus, il nous offre l'opportunité de dire ce qu'on va faire ensemble pour relever les défis de l'accès, de la qualité et de la gestion, avec bien entendu, l'appui de l'Etat et de ses partenaires stratégiques mais également avec celui des collectivités locales et les partenaires locaux.

Au regard des problèmes complexes et multiples, il a fallu faire des choix prioritaires et différer d'autres problèmes sans pour autant remettre en cause l'objectif de la scolarisation universelle.

Que cette heureuse initiative du Ministère de l'Education à travers le PDDE Puisse nous donner l'occasion de réaliser nos ambitions, à l'image des projets d'école et des PLDE sans oublier le PRDE, pour un développement articulé et cohérent de l'éducation et de la formation dans le département de Louga.

I- PRESENTATION DU DEPARTEMENT

1-1- Situation géographique

Situé dans la partie Nord du Sénégal, le département de Louga est limité à l'Ouest par l'Océan Atlantique, à l'Est par le département de Linguère, au Sud par le département de Kébémér et au Nord par les départements de Saint-Louis et de Dagana.

Il correspond au Njambur originel et à une partie du Walo et couvre une superficie de 5649 Km² soit 19.35% de l'étendue de la région et 2.27% du territoire national.

Il compte une commune (Louga), 04 arrondissements (Mbédiène, Koki, Keur Momar Sarr) et 15 communautés rurales.

1-2- Traits physiques

Le département de Louga a un relief plat, domaine de la plaine et des dunes. Le climat est de type sahélien caractérisé par des températures souvent élevées, des pluies rares et trois types de vents (l'Alizé maritime, l'Harmattan chaud et sec et la mousson). Avec les vallées fossiles situées à Keur Momar Sarr, le département de Louga est assez bien arrosé.

1-3- Caractéristiques démographiques

Au dernier recensement de la population en 2001, la population du département s'élevait à 255559 habitants dont 88368 habitants en zone urbaine et 167191 habitants en zone rurale.

La densité était alors de 45hbts/ Km² tandis que le taux d'accroissement est de 14% et d'urbanisation de 34.6%.

Ainsi, la population actuelle est estimée à 291338 habitants.

La population est relativement jeune. Le nombre de filles est légèrement supérieur au nombre de garçons notamment pour la tranche d'âge 7-12 ans.

Les principales ethnies sont le wolof, le pular et les maures.

1-4- Caractéristiques socio-culturelles

Le département de Louga représente un patrimoine culturel et religieux très riche qui pourrait donner naissance à un tourisme de découverte avec les sites historiques tels que : Samba Sadio, Diéwol, Kaad gui.

Il regorge de potentialités artistiques à l'instar des troupes théâtrales : "Cercle de la jeunesse" et "Ngalam".

Le Festival International de folklore et de Percussion (FESFOP) joue un rôle appréciable dans le domaine de la danse et de la musique.

La ville de Louga est jumelée à :

- ✓ Millau (France) en 1962 ;
- ✓ Monastir (Tunisie) en 1988 ;
- ✓ Namur (Belgique) en 1992 ;
- ✓ Turin (Italie) en 1997.

Elle bénéficie ainsi des effets d'une coopération qui se manifeste surtout dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et de la gestion de l'environnement.

La communication n'est pas en reste avec la présence de plusieurs organes de presse et les radios.

La migration en zone urbaine marque fortement le département de Louga :

A l'intérieur : A Touba et les autres grandes villes comme Dakar ;

A l'extérieur : Avec le phénomène modou-modou.

Au plan économique et social, elle porte des effets bénéfiques mais elle occasionne des effets négatifs (Abandons scolaires, MST / Sida...)

1-5- Caractéristiques économiques

Les principales activités économiques sont : l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat, l'industrie et le commerce.

Ces différents secteurs méritent d'être redynamisés.

II- DESCRIPTION DES DIFFERENTS SECTEURS DU SYSTEME

2-1- Le cadre institutionnel

Selon les dispositions prévues par le décret 93.789/MEN/DC/DAJLD du 25 juin 1993 et l'arrêté n° 0750/ MEN/DC/DAJLD du 02 Février 1994, l'IDEN est chargée de la diffusion, de l'exécution et du contrôle des directives nationales et académiques.

A ce titre, il est garant et comptable de la mise en œuvre de la politique éducative dans le département.

Il est soutenu en cela par le mouvement de la décentralisation (loi 96.07 du 22 mars 1996 et Décret 96.1136 du 27 décembre 1996 portant transfert de compétences aux collectivités locales en matière d'éducation).

2-2- Les différents secteurs du système

2-2-1- L'Éducation de base formelle

Elle concerne le Développement Intégré de la Petite Enfance (DIPE), l'enseignement élémentaire et l'enseignement Moyen.

***Le Développement Intégré de la Petite Enfance**

Ce secteur concerne essentiellement : les Cases des Tout-Petits, les écoles maternelles, les centres d'éveil et les centres nutritionnels.

A noter que des groupes de jeux sont actuellement en expérimentation dans l'arrondissement de Mbédiène. Elle est initiée par une ONG de la place (PLAN/LOUGA).

***L'Enseignement élémentaire**

Il est dispensé actuellement dans 323 écoles élémentaires dans le département. On compte 1035 classes dont 249 abris. 37427 élèves y suivent des cours dont 18806 filles. L'enseignement élémentaire, en nette progression, est encore confronté à une demande de plus en plus croissante.

***L'Enseignement Moyen**

Ce secteur est fortement marqué par les CEM de proximité. Dans les 15 communautés rurales que compte le département seules Syer, Gandé et Pété Warack ne disposent pas de collège. L'initiative des CEM ruraux est très appréciée par les populations.

2-2-2- L'Éducation de base non formelle

Elle comprend l'Alphabétisation, l'enseignement arabe et l'éducation religieuse.

***L'Alphabétisation**

Elle se fait surtout dans :

- ✓ Des classes d'alphabétisation fonctionnelle ;
- ✓ Des centres d'animation et de lecture (CAL) ;
- ✓ Des écoles communautaires de base (ECB) ;

Le programme était piloté dans le département par le PIEA, le PAPA, et les ONG (Plan/Sénégal, GERES, AQUADEV) sans compter l'implication du Conseil Régional.

Cinq langues sont utilisées dans le département : Wolof (81%), Pulaar (18%), Sérère, Joola, Soninké (1% pour chacune).

Malheureusement avec la fin des différents programmes ce secteur est devenu Inactif.

Dés lors, c'est un secteur à redynamiser.

***L'enseignement arabe et l'éducation religieuse**

L'enseignement arabe et l'éducation religieuse sont dispensés dans les écoles et les daaras et sont créés et gérés par les populations. Ils sont très développés dans les zones de Koki et de Nguer Malal et dans la commune de Louga. Ils constituent une réalité incontournable dans le mouvement vers la scolarisation universelle.

III- DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE

3-1- Education de base formelle

Sous secteur : Développement Intégré de la Petite Enfance (DIPE)

COMPOSANTE ACCES :

Le sous secteur du Développement Intégré de la Petite Enfance (DIPE) comprend les structures tels que les cases des tout petits, les écoles maternelles, les centres d'éveil, les centres nutritionnels et les garderies du public et du privé. Cependant, on note dans le département un fort déséquilibre entre la commune et le milieu rural, l'essentiel des structures étant concentré en ville avec une prédominance des établissements privés. Le tableau ci-dessous fait ressortir l'ensemble des établissements et le déséquilibre constatés.

Tableau 1 : Réseau scolaire

Structures	Commune	Arr. Mbédiène	Arr. Koki	Arr. Sakal	Arr. K.M. Sarr	Total départ.
Cases des Tout-Petits	02	03	04	01	02	12
Ecoles maternelles	04	01	01	00	00	06
Centres d'éveil	00	01	01	00	00	02
Centres Nutritionnels	03	00	00	00	00	03
Garderies	10	00	00	01	00	11

Globalement le DIPE comprend 12CTP, 06 EM, 02 CE, 03 CN, 11G. Cependant, la CTP de Keur Momar Sarr est créée depuis 2002 mais tarde toujours à démarrer.

La plupart des structures publiques sont concentrées dans la commune et disposent pour l'essentiel de locaux fonctionnels à l'exception de l'école maternelle de Ndiang Mbambodji qui est logée dans une maison en location.

Par contre, en milieu rural ces structures sont souvent en abris provisoires et souffrent d'un déficit notoire d'équipement. En fait, le secteur privé très dynamique compte encore une vingtaine d'écoles qui ne respectent pas les normes.

On note également une expérimentation de groupes de jeux qui accueillent les enfants de 0 à 3 ans initiée par PLAN LOUGA dans 50 villages de l'arrondissement de Mbédiène.

Il convient alors d'œuvrer pour corriger cette situation en construisant de nouvelles structures en milieu rural où la demande reste encore forte, et de

penser à organiser et à appuyer le secteur privé, très dynamique mais disposant de moyens souvent limités.

Il importe aussi de susciter l'adhésion et une meilleure implication des collectivités locales.

COMPOSANTE QUALITE :

La deuxième phase du PDEF accorde une priorité à la qualité d'où l'importance qu'il faut donner à cette composante qui connaît encore des problèmes dans ce sous secteur. Seules les écoles maternelles d'application annexées à l'EFI disposent d'un matériel suffisant. Les autres souffrent d'une insuffisance de matériel didactique mais aussi d'un problème d'alimentation et d'hygiène. Un déficit d'encadrement et de formation est à signaler.

Tableau 2 : Répartition du personnel par catégorie et par corps

Corps/catégorie	CTP	E.M	Garderies	Centre éveil	Centre nutritionnel
Animateurs	12	00	32	06	07
VE	05	05	00	00	00
MC	01	06	00	00	00
IA	00	04	00	00	00
I	00	12	00	00	00
Total	90				

Ce tableau montre que sur un effectif de 90 enseignants seuls 16 ont un diplôme professionnel. Donc, il se pose un problème de qualification du personnel.

Tableau 3: Formation Continuée

Nombre de cellules	01
Nombre de rencontres pédagogiques/année	06

La cellule prend en charge l'ensemble des structures existantes dans le département. Mais vu le manque d'homogénéité, elle gagnerait à être éclatée en groupes de niveaux (03) pour mieux prendre en charge les besoins des uns et des autres.

Tableau 4 : Animation pédagogique 2006/2007

Activités	Stratégies	Dates	Lieux
Approche par les compétences	Exposé	27-01-2007	EM Grd Louga
Activités manuelles	Prestation	17-02-2007	Papillons
Activités religieuses	Prestation	17-03-2007	Keur Mame Amy
Logico Maths en GS	Prestation	14-04-2007	EM KSLII
Langage en PS	Prestation	26-05-2007	EM Louga I
Formation de la personnalité de l'enfant	Exposé	09-06-2007	Diérlou Sylla

Pour un enseignement de qualité il faut :

- assurer la formation des enseignants à tous les niveaux ;
- doter les structures en matériel didactique et de jeu surtout de plein air (Toboggans, balançoires, échelles...) en quantité suffisante.

COMPOSANTE GESTION :

Même si l'on note la mise en place des structures de gestion dans ce secteur, il faut reconnaître qu'il y a une certaine léthargie dans leur fonctionnement et un manque de synergie des différentes actions menées par les différents acteurs.

Pour améliorer la gestion, il urge d'organiser des fora pour informer et sensibiliser les différents acteurs. Il faut également des tables de concertation pour harmoniser les programmes des différentes interventions.

Sous secteur : Élémentaire

COMPOSANTE ACCES :

Le réseau scolaire se présente comme suit :

Tableau 5 : Réseau scolaire

Localités	Statut	Nbre d'écoles	Nbre de classes	Effectifs totaux	Filles
Commune	PUB	21	211	11573	5659
	PR	07	64	2854	1497
	T	28	275	14427	7056
KMS	PUB	74	179	5765	2875
	PR	00	00	00	00
	T	74	179	5765	2875
Koki	PUB	52	132	4401	2377
	PR	01	06	139	71
	T	53	138	4540	2448
Mbédiène	PUB	71	190	5682	3000
	PR	01	08	427	221
	T	72	198	6109	3221
Sakal	PUB	96	245	6586	3206
	PR	00	00	00	00
	T	96	245	6586	3206
Total		323	1035	37427	18806

Le sous secteur de l'élémentaire comptabilise 323 écoles pour un effectif total de 37427 dont 18806 filles.

Tableau 6 : Situation des classes spéciales

Localités	Classes multigrades
Commune	00
Koki	31
Mbédiène	28
KMS	15
Sakal	26
Total	110

Une lecture de ces deux tableaux révèle la faiblesse des effectifs au niveau des arrondissements. Cette situation s'explique par la concurrence des daaras, le faible niveau d'engagement des populations et le dépeuplement des villages. A cette faiblesse des effectifs on peut ajouter le taux élevé d'abandon des élèves lié

aux mariages précoces, à la transhumance, à la prise en charge des tâches domestiques par les enfants et le travail précoce dans les zones maraîchères.

Les résultats obtenus au recrutement au CI ces Trois (03) dernières années sont très satisfaisants. Les objectifs planifiés sont largement atteints.

Cette satisfaction des objectifs s'explique par l'engouement des populations à inscrire les enfants et la mise en œuvre d'une bonne campagne de sensibilisation.

Tableau 7 : Infrastructures

Localités	classes	Abris provisoires
Commune	275	20
Koki	138	35
Mbédiène	198	65
Sakal	245	72
KMS	179	54
Total	1035	249

Cette forte présence des abris provisoires (24.05%) ne favorise pas une amélioration de la qualité.

En plus on dénombre dans le département 262 écoles publiques (83,43%) à cycle incomplet (1 à 5 classes). 52 écoles seulement soit 16,56% ont un cycle complet (6 classes et plus).

En outre, Les moyens matériels et financiers disponibles ne permettent pas de régler les problèmes de l'accès malgré les efforts de l'Etat, des partenaires au développement et des collectivités locales.

En perspective, il est fortement recommandé d'étendre le réseau avec un vaste programme de construction de salles de classe, de réhabilitation et d'équipement.

L'introduction de l'éducation religieuse à l'école peut contribuer à faciliter l'accès aux enfants car il y a une forte demande des populations.

Les collectivités locales doivent également s'investir davantage.

Enfin, l'initiative privée est à encourager.

COMPOSANTE QUALITE :

Cette composante prend en compte les rendements scolaires, les résultats au CFEE et les seuils de maîtrise au niveau des disciplines fondamentales.

Tableau 8: Etude comparative du test de niveau octobre 2005

Discipline : Français

Zones	Test	Essai départemental	Ecart
Commune	46.57%	45.58%	-0.99 %
K.M.Sarr	34.34%	46.67%	+12.33%
Sakal	41.19%	53.83%	+12.54%
Koki	45.60%	25.81%	-19.79%
Mbédiène	38.34%	29.85%	-8.49%

Discipline : Calcul

	Test	Ecart
Commune	69%	-10.86
Keur Momar Sarr	61.11%	+0.01
Sakal	59.7%	-2.38
Koki	52.67%	-11.99
Mbédiène	61.3%	-14.57

Tableau 9 : Taux de réussite au CFEE

Années	Inscrits	Présents	Admis	%
2004	2588	540	1230	48.43
2005	3400	3329	1411	42.39
2006	3669	3635	2084	57.33

Tableau 10 : Taux de réussite à l'Entrée en 6^e

Années	Inscrits	Présents	Admis	%
2006	3592	3569	1578	44.24

Tableau 11: Situation du personnel

MOSA	VE	MC	IA + I	Total	Nbre d'Inspecteurs	Ratio
01	244	545	276	1066	03	1Ins/355 maîtres

Ce tableau indique un réel besoin d'encadrement des maîtres craie en main contrairement aux directeurs d'école qui bénéficient d'une formation avec le projet IA/Louga/JICA.

En fait, L'analyse des résultats de l'essai départemental combinée aux résultats de l'entrée en 6^e et du CFEE révèle un taux de maîtrise des disciplines fondamentales encore faible.

Cette situation peut s'expliquer entre autres par l'insuffisance de l'encadrement (1 Inspecteur/355 maîtres) et par l'inexpérience professionnelle des enseignants dans la pratique de classe sans oublier le temps de travail insuffisant des élèves. On note d'une part un taux de redoublement encore élevé dans certaines zones (+5%) et particulièrement au niveau des CM2 et d'autre part un déficit criard d'ouvrages annexes :

Tableau 12 : Infrastructures annexes

Zones	Latrines	Murs de clôture	Points d'eau	Electricité	Cantines
Commune	33	17	17	13	00
KMS	24	13	08	02	04
Koki	27	06	17	02	13
Mbédiène	27	06	10	01	10
Sakal	50	26	15	04	09
Total	161	68	67	22	36

Tableau 13: mobilier

Localités	Tables bancs	Bureau	Chaises	Armoires
Commune	6354	735	1027	577
K.M. Sarr	2875	99	114	93
Sakal	4515	160	188	149
Koki	2043	86	157	74
Mbédiène	2586	115	175	92

Malgré les efforts faits par l'Etat en matière de construction de salles de classes beaucoup restent à faire au niveau de l'équipement (tables bancs, armoires, chaises, bureaux)

Les dotations en manuels scolaires (02 élèves par élèves) ces deux dernières ont sensiblement diminué le déficit au niveau des écoles. Cependant, leur sécurisation pose encore problème faute de magasins, d'armoires et de gardiens. Pour améliorer la qualité, l'accent devra être mis sur :

- Les conditions de travail à l'école ;
- La formation et l'encadrement des enseignants ;
- Les progressions harmonisées ;
- Les évaluations standardisées ;
- Les cours de renforcement pour les élèves ;
- Le soutien des élèves en difficultés ;
- La mise en œuvre des projets d'école.

A noter que les innovations pédagogiques (introduction des langues nationales, la mise à l'essai du curriculum et l'expérimentation des écoles franco-arabe) contribuent largement à l'amélioration de la qualité.

COMPOSANTE GESTION :

Les structures de gestion reconnues (CGE, CLEF, CDCS, APE, coopérative scolaire, CODEC...) existent mais leur fonctionnement pose plusieurs problèmes notamment le choix et la disponibilité des membres, le manque de sensibilisation et de formation des acteurs.

Le règlement de ces problèmes passent par :

- La redynamisation des structures ;
- La formation des acteurs ;
- La mise en place des tables de concertation ;
- La mise en œuvre d'une bonne politique de communication à travers les émissions radio interactives ;
- Une plus grande implication des partenaires ;
- Une délocalisation l'IDEN ;
- L'amélioration du ratio inspecteur/maîtres ;
- La dotation d'un véhicule 4x4 neuf à l'IDEN

Sous secteur de l'enseignement moyen

COMPOSANTE ACCES :

Le sous secteur de l'enseignement moyen compte aujourd'hui 15 collèges d'enseignement moyen.

Tableau 14: Infrastructures

Localités	collèges	Franco-arabe	CEM privé
Commune	05	02	02
Mbédiène	02	02	00
Koki	03	02	00
KMS	02	00	00
Sakal	03	00	00
Total	15	06	02

L'essentiel des établissements moyens secondaires sont concentrés dans la commune de Louga et le reste est réparti entre les villages centres. Ainsi, les élèves des écoles périphériques qui réussissent à l'entrée en 6^e sont souvent confrontés à des problèmes d'hébergement. Cette situation est à l'origine de nombreux abandons et échecs scolaires.

Par ailleurs, les établissements du moyen souffrent d'un manque criard d'infrastructures et d'équipement. Ce déficit est plus ressenti au niveau des CEM implantés en milieu rural où on note un nombre élevé d'abris provisoires, une insuffisance de tables bancs, bureaux, chaises, armoires ou une absence de bloc administratif, de sanitaires et de murs de clôture.

Cette situation met professeurs, élèves et administration dans de difficiles conditions de travail qui influent inévitablement sur le rendement scolaire.

COMPOSANTE QUALITE :

Avec les collèges de proximité on constate un taux d'échec scolaires de plus en plus élevé. Les résultats au BFEM pour les trois dernières années se présentent comme suit :

Tableau 15: Résultats au BFEM

Années	Inscrits	Admis	Pourcentages
2004	1007	708	71.23
2005	1054	298	28.74
2006	1588	471	29.65

Cette faiblesse des résultats confirme aujourd'hui le niveau faible de nos élèves. Elle peut s'expliquer d'une part par le fait que la majorité des enseignants du moyen sont des vacataires et des professeurs contractuels recrutés sur la simple

base du diplôme académique et d'autre part par le déficit du matériel didactique, l'absence de bloc scientifique et d'un environnement scolaire propice.

Par ailleurs, il faut signaler le manque d'encadrement du au fonctionnement timide des cellules d'animation pédagogique mais également au fait que les inspecteurs de spécialité sont basés à Saint Louis.

COMPOSANTE GESTION :

Dans ce domaine, les établissements d'enseignement moyen sont accompagnés par les inspecteurs de vie scolaire. Mais malgré cela la gestion souffre d'un manque de dynamisme des acteurs. Cela freine souvent le fonctionnement correct des structures.

3-2-Sous secteur : Enseignement technique et formation professionnelle

L'enseignement technique et formation professionnelle est quasi inexistant dans le département de Louga. A part le CDEPS aucune structure n'est enregistrée dans le formel.

Pourtant, le département regorge d'activités professionnelles qui doivent faire appel à une main d'œuvre qualifiée par exemple le commerce, l'artisanat et autres.

D'où la nécessité d'avoir des centres de formation professionnelle pour la requalification des acteurs.

Pour une meilleure prise en charge de ce secteur, il urge d'organiser une journée d'étude.

3-3-Education de base non formelle

Ce secteur comprend l'alphabétisation, l'enseignement arabe et les daaras.

Sous secteur : Alphabétisation

COMPOSANTE ACCES :

De 2001 à 2006 les programmes pilotés dans le département de Louga sous la direction de l'IDEN sont :

- Le programme intégré de l'éducation des adultes (PIEA) ;
- Le projet d'appui au plan d'action en matière d'éducation des adultes et des jeunes (PAPA) ;
- Le programme d'alphabétisation intensive du Sénégal (PAIS) ;
- Les ONG PLAN et AQUADEV ont également ouvert des classes alpha dans le département.

Environ 36 opérateurs ont conduit ces programmes pour un total de 571 classes d'alphabétisation ouvertes qui sont toutes des abris provisoires avec un effectif de 16398 auditeurs dont 15183 femmes soit un pourcentage de 92.59% de femmes.

Près de 420 animateurs ont assuré la formation. Néanmoins le TBPS reste encore faible.

Compte tenu des résultats obtenus, il est nécessaire de réorganiser ce secteur qui est un domaine transféré aux collectivités locales par la réouverture des classes alpha.

COMPOSANTE QUALITE :

Les programmes développés ne tenaient pas compte d'une véritable étude du milieu. En plus les opérateurs, superviseurs et animateurs n'étaient pas bien formés dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre de ces programmes. Les séances de formation sont très insuffisantes de même que le matériel didactique et parfois les évaluations sont absentes.

D'où la nécessité d'assurer la qualification des différents acteurs par une formation appropriée.

Pour un meilleur suivi, il est bon de créer des supports pédagogiques (manuels, journaux...)

Un appui financier conséquent pour assurer un suivi évaluation s'impose à ce niveau.

COMPOSANTE GESTION :

Cette composante connaît beaucoup de difficultés :

- Absence de coordination des interventions de la société civile ;
- Implication timide des collectivités locales ;
- Non respect des engagements par les opérateurs ;
- Manque de pérennisation des acquis.

Sous secteur : Enseignement arabe et daaras

Parallèlement, les écoles arabes et les daaras sont fortement implantés dans le département. Ce qui prouve l'intérêt des populations pour ce sous secteur. Cependant, la gestion pose problèmes : il n'y a pas de critères de recrutement, manque de formation des enseignants, conditions de travail difficile (abris provisoires, nutrition, santé).

Pour développer ce sous secteur, il faut une bonne réorganisation et une meilleure implication de l'Etat, des collectivités et des partenaires.

Pour cela, l'organisation d'une journée de réflexion s'impose.

PLAN D'ACTION OPERATIONNEL

Sous secteur du Développement Intégré de la Petite Enfance (DIPE) :

COMPOSANTE ACCES :

Objectifs	Actions	Résultats attendus	Acteurs/Respon -sables	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Etendre le réseau	Construction de 18 Cases des Tout-Petits	18 cases des Tout-Petits construites	Etat Partenaires Collectivités	6 Cases/an	450000000	06 CTP réalisées par an
	Construction de 06 Ecoles maternelles	06 Ecoles maternelles construites	Etat Partenaires Collectivités	2 EM réalisées/an	108000000	02 EM construites/an
	Construction de 12 salles de classe	12 salles de classe	Etat Partenaires Collectivités	04 salles de Classe/an	54000000	04 salles de classe/an
	Sensibilisation de la communauté	Populations sensibilisées	IDEN CDCS Partenaires Collectivités	Annuelle	1500000 (500000/an)	Populations fortement mobilisées
	Relèvement du TBPS de 6 points	TBPS relevé	Etat IDEN ANCTP Partenaires Collectivités	2007 : 2 points 2008 : 2 points 2009: 2 points	750000F (250000/an)	TBPS relevé de 6 points
TOTAL1					614250000	

COMPOSANTE QUALITE :

Objectifs	Actions	Résultats attendus	Acteurs/Respon - sables	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateu rs de suivi
Renforcer les capacités professionnelles du personnel	Encadrement du personnel	Personnel encadré	IDEN IA (PRF)	Annuel	1500000F (500000/an)	90 bulletins d'inspection (30/an)
	Formation du personnel sur l'approche holistique	Personnel encadré	IDEN ANCTP CL Partenaires	Annuel	10000000F 2007 : 3000000 2008 :3000000 2009 :4000000	6 sessions de formation organisées (2sess./an)
	Appui aux CAP	Cellules fonctionnelles	CDCS CL	Annuel	900000F (300000/an)	-Taux de présence -Program exécuté
Equiper les écoles en matériel didactique et de fournitures scolaires	Dotation de matériel didactique et de fournitures scolaires en nombre suffisant	Ecoles suffisamment dotées en matériel didactique et en fourniture scolaires	Etat ANCTP CL Partenaires	30 structures équipées / an	15000000F 2007 :5000000 2008 :5000000 2009 :5000000	Matériel didactique et fournitures scol. dans toutes les écoles
TOTAL2					27400000F	

COMPOSANTE GESTION :

Objectifs	Actions	Résultats attendus	Acteurs/ Respon sables	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs suivi
Faire fonctionner correctement les structures de gestion	Organisation des fora et des tables de concertation	Structures fonctionnelles	CDCS CL	-1 table de concertation/an -2 fora/an	2007 :300000 2008 :300000 2009 :300000 T : 900000F	Tables de concert. et fora réalisés
	Appui aux structures de gestion	Structures de gestion appuyées financièrement et matériellement	Etat CDCS CL	Annuel	2007 :500000 2008 :500000 2009 :500000 T : 1500000F	-PV de rencontres -Rapports -Plans d'action disponibles
TOTAL3					2400000F	

PLAN D'ACTION OPERATIONNEL

Sous secteur : Elémentaire

COMPOSANTE ACCES :

Objectifs	Actions	Acteurs/Responsables	Résultats attendus	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Relever le taux de recrutement au CI	Organisation de campagnes de sensibilisation dans des zones à faible taux de scolarisation	IDEN CL Correspondants Partenaires	Pourcentage amélioré	A partir de Mai (chaque année)	750000F 250000/an	-TBS de 100%
	Affectation de maîtres d'arabe dans les écoles de 3 classes et plus	Etat IDEN	-Adhésion des parents -Recrutement massif	80 maîtres d'arabe : 2007 :40 2008 :20 2009 :20		-Etat de répartition des maîtres d'arabe -1 maître d'arabe/école de 3 cl.et plus
Améliorer les conditions de travail	Construction de 449 salles de classe	Etat Collectivités	-200 Salles de classes fonctionnelles -249 abris provisoires remplacés	2007 : 150 2008 :149 2009 :149	2245000000F	-449 Salles de classe construites -249 abris remplacés
	Résorption du déficit	Etat	Tables bancs	2008 :440	13200000F	2 élèves/TB

	en tables bancs	CL	en nombre suffisant			
	Réhabilitation des salles de classe	Etat Collectivités	105 salles de classe réhabilitées	2007:35 2008 :35 2009 :35	315000000F	105 salles de classe réhabilitées
	Augmenter les cantines scolaires	Etat IDEN	Ouverture de nouvelles cantines	2007 :20 2008 :20 2009 :16	84000000F	56 cantines ouvertes
TOTAL1					2657950000F	

COMPOSANTE QUALITE :

Objectifs	Actions	Acteurs/Responsables	Résultats attendus	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Améliorer l'environnement scolaire	Construction des murs de clôture et de latrines	Etat CL	-Ecoles de + de 3 cl clôturées -Latrines disponibles	Murs : 128 2007 :44 2008 :42 2009 :42 Latrines : 162 2007 :54 2008 :54 2009 :54	Murs : 1920000000F Latrines : 162000000F	Pourcentage d'exécution des objectifs planifiés
	Adduction d'eau dans 128 écoles	Etat CL CGE Partenaires	Points d'eau disponibles	2007 :44 2008 :42 2009 :42	6400000F	128 points d'eau réalisés.
	Electrification de 162 écoles	Etat CL CGE Partenaires	Ecoles électrifiées	2007 :54 2008 : 54 2009 : 54	162000000F	162 écoles bénéficiaires d'une installation électrifiée
Améliorer les rendements scolaires	Suivi/Encadrement des élèves en difficulté à tous les niveaux	Equipe pédagogique IDEN CL IA (PRF)	Elèves performants	Annuel	14000000F	-Baisse du taux de redoublement -Taux de réussite amélioré

	Mise en place d'un dispositif pour les évaluations standardisées	IDEN CODEC CAP	Dispositif des évaluations standardisées fonctionnel	Trimestriel	3600000F 400000F/trimestriel	-Taux de réussite : CFEE 70% et entrée en 6 ^e 50%
	Formation des maîtres en didactique et sur les innovations pédagogiques (CEB, Langue nat., Franco-arabe)	Etat IDEN CL Partenaires	Enseignants performants et motivés	Annuel	45000000F 15000000/an	-1066 enseignants formés
	Redynamisation les activités para et péri scolaires (UASSU, Théâtre, génie en herbe...)	IDEN Service des sports CL CODEC Partenaires	-Bonne prise en charge des activités para et péri scolaires -Apprentis sages améliorés	Annuel	15000000F 5000000/an	-Rapports -Compte rendu -Programme d'activité
	Gestion du temps scolaire	IDEN CODEC Observatoires	-Respect du quantum horaire	Annuel	900000F 300000/an	900 heures de travail effectif par maître

Améliorer les conditions d'enseignement apprentissage	Doter les écoles de manuels scolaires	Etat CL Partenaires	Conditions de travail des élèves améliorées	Début octobre	57600000F 19200000/an	Ratio 3livres/ élève
	Doter les écoles en mallettes pédagogiques	Etat Partenaires	Conditions de travail des enseignants améliorées	100 mallettes par/an	26100000F 8700000/an	300 mallettes disponibles dans les écoles
TOTAL2					2412600000F	

COMPOSANTE GESTION :

Objectifs	Actions	Acteurs/Responsables	Résultats attendus	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Redynamiser les structures de gestion	Formation des membres du CDCS	IDEN IA Partenaires	CDCS fonctionnel	2 sessions/an	7650000F/3an	15 membres du CDCS formés
	Formation en gestion administrative des membres du personnel de l'IDEN	IDEN IA	Personnel performant	1 session /an	5400000F	20 agents formées
	Réorganisation du CODEC	IDEN	-05 CODEC fonctionnels	Octobre de chaque année	7500000F 2500000 /an	--1CODEC par localité (1commune et 4 arrond.)
Rendre opérationnel les membres du corps de contrôle	Dotation de chaque membre du corps de contrôle d'un outil informatique	Etat IDEN Partenaires	-1 inspecteur/ 1 outil informatique -Maîtrise des données de la carte scolaire	2008	10000000F	5 inspecteurs outillés en outil informatique
	Dotation d'un véhicule 4x4 neuf à	Etat Partenaires	-Encadrement des maîtres	2008	24000000F	- maîtres encadrés à 100%

	l'IDEN		assurés -Examens professionnels réalisés			- Taux de réalisation des examens professionnels à 100%
Délocaliser l'IDEN	Construction d'une nouvelle IDEN	Etat Partenaires	Locaux fonctionnels	2008	100000000 F	1 IDEN construite
TOTAL3					154550000F	

PLAN D'ACTION OPERATIONNEL

Sous secteur : Enseignement Moyen

COMPOSANTE ACCES :

Objectifs	Actions	Acteurs/Responsables	Résultats attendus	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Améliorer les conditions d'étude	Création de structures d'accueil (centres, familles, tutorat, foyers...)	CL CGE Partenaires	Prise en charge correct des élèves non résidents	Dés Octobre	A déterminer par les responsables	Les structures d'accueil créées
	Création de cantines scolaires	Etat	Réduire le taux d'abandon	Chaque année	A déterminer par les responsables	Nombre de cantines créées
	Octroi de bourses ou d'aides scolaires	Etat CL Partenaires		Chaque année	A déterminer par les responsables	Elèves bénéficiaires
	Augmentation des collèges de proximité	Etat IA IDEN	Réduire le taux d'abandon	2008/2009 : 02 collèges	400000000F	02 collèges créés
TOTAL1					400000000F	

COMPOSANTE QUALITE :

Objectifs	Actions	Acteurs/Responsables	Résultats attendus	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Renforcer les capacités professionnelles des enseignants	Formation des vacataires et des professeurs contractuels	IDEN IA Partenaires	Enseignants performants	Annuelle	2000000F/an T :6000000	Vacataires et professeurs contractuels formés
	Encadrement des vacataires et des professeurs contractuels	IVS IS CPI IA IDEN	Pratiques de classes améliorées	Annuelle	1000000F/an T :3000000	PV Rapports
TOTAL2					9000000F	

COMPOSANTE GESTION :

Objectifs	Actions	Acteurs/Responsables	Résultats attendus	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Rendre plus fonctionnel le personnel administratif des collègues	Formation en informatique et en gestion administrative	IDEN	Capacités professionnelles augmentées	2008	3000000F/an T : 9000000	-Nombre de sessions de formation -Nombre d'agents formés
	Formation en gestion administrative	IDEN	Structures fonctionnelles	2008 2009	2000000F/an T : 6000000	
TOTAL3					15000000F	

PLAN D'ACTION OPERATIONNEL

Sous secteur : Enseignement technique et formation professionnelle

Objectifs	Actions	Acteurs/Responsables	Résultats attendus	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Réorganiser le sous secteur	Organisation d'une journée d'étude	CDCS IDEN IA CL Partenaires	Un plan d'action opérationnel	Nov. 2007	1000000F	Un plan d'action opérationnel

PLAN D'ACTION OPERATIONNEL

Sous secteur : Education de base non formelle

COMPOSANTE ACCES :

Objectifs	Actions	Acteurs/Responsables	Résultats attendus	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Réduire au moins de 15% le taux d'analphabétisme par an	Réouverture et création de 20 CAL	IDEN CL Partenaires	Absorption progressive du stock d'analphabétisme	10 CAL/an	A déterminer	Toutes les CAL réouvertes et 20 créations
	Ouverture de 20 classes ECB	IDEN CL Partenaires	20 ECB fonctionnelles	20 ECB en 2008	A déterminer	Nombre de classes ECB réalisé
Organiser les daaras et les écoles arabes	Recensement des daaras et des écoles arabes	Etat CDCS CL	Carte d'alphabétisation maîtrisée	Avant décembre 2007	20000000F	-PV de recensement -Nombre d'écoles arabe -Effectifs
	Appui aux daaras et aux écoles arabes	Etat CDCS CL	Daaras et écoles arabes fonctionnels	A partir de janvier 2008	20000000F	Rapports financiers

Maîtriser la carte de l'alphabétisation	Mise en place d'un dispositif de recueil des données statistiques	IDEN	Meilleure maîtrise des données statistiques	Dés le démarrage des campagnes		Banque de données fiables
	Planification de l'implication des opérateurs	IDEN CL Partenaires	Correction des disparités entre zones et effectifs	Avant la soumission des requêtes		Requêtes
	Organisation de missions de contrôle et de suivi	IDEN CL Partenaires	Conformité entre requêtes et réalités du terrain	Dés le démarrage de chaque campagne		Rapports
TOTAL1					40000000F	

COMPOSANTE QUALITE:

Objectifs	Actions	Acteurs/Responsables	Résultats attendus	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Promouvoir un environnement lettré	Création de la presse locale	IDEN CL Partenaires	Vulgarisation, communication et échanges d'information	2008	1500000F 500000F/an	-Existence de journaux -Ecoulement des stocks
Accroître les capacités d'intervention du personnel terrain	Formation des formateurs à la mise à l'essai du curriculum	IDEN CL Partenaires	Familiarisation des personnels aux innovations	Avant le démarrage de chaque programme annuel	500000F/an T : 1500000	-Nombre de sessions tenues -Nombre de personnes formées
	Formation à l'élaboration de matériels didactiques adaptés	IDEN CL Partenaires	Amélioration des conditions de travail	A partir d'octobre 2008	500000F/an T : 1500000	Qualité du matériel didactique
	Institutionnalisation des CAP au niveau des CAL et ECB	Opérateurs	Cellules fonctionnelles	Avant le démarrage de chaque programme annuel	Opérateurs : 600000F/3 ans	Existence de cellules
TOTAL2					5100000F	

COMPOSANTE GESTION :

Objectifs	Actions	Acteurs/Responsables	Résultats attendus	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Harmoniser les interventions des opérateurs	Organisation de rencontres de concertation entre les intervenants, CL et responsables des services déconcentrés	IDEN CL Partenaires Intervenants	Gestion concertée et rigoureuse du sous secteur	Dés octobre 2008	500000F/an T :1500000F	- P V de rencontre - Périodicité des rencontres
	Formation des formateurs	Opérateurs	Capacités des acteurs-terrain renforcées	Dés le début de la campagne d'alphabétisation	10000000F/3ans 2007 :3000000F 2008 :3000000F 2009 :4000000F	-Nombre de sessions tenues - Nombre d'acteurs formés
	Articulation entre le formel et le non formel	ME IDEN CL CDCS	Installation d'interactions et d'interrelations entre les deux sous secteurs	Dés octobre 2008	500000F/an T :1500000F	-Degré d'utilisation du personnel, des infrastructures et équipements -Nombre d'actions concertées réalisées
TOTAL3					13000000F	

PLAN D'ACTION OPERATIONNEL

Sous secteur : Enseignement de l'arabe et daaras

Objectifs	Actions	Acteurs/Responsables	Résultats attendus	Calendrier d'exécution	Coût	Indicateurs de suivi
Réorganiser le sous secteur	Organisation d'une journée d'étude	CDCS IDEN IA CL Partenaires	Un plan d'action opérationnel	Nov. 2007	1000000F	Actions identifiées et planifiées

BUDGET RECAPITULATIF

SOUS SECTEURS	ACCES	QUALITE	GESTION	TOTAL
Petite Enfance	614.250.000F	27.400.000F	2.400.000F	644.050.000F
Elémentaire	2.657.950.000F	2.412.600.000F	154.550.000F	5.225.100.000F
Enseignement Moyen	400.000.000F	9.000.000F	15.000.000F	424.000.000F
Enseignement Technique				1.000.000(Journée d'étude)
Alphabétisation	40.000.000F	5.100.000F	13.000.000F	58.100.000F
Enseignement Arabe et daaras				1.000.000(Journée d'étude)
TOTAL	3.712.200.000F	2.454.100.000F	184.950.000F	6.353.250.000F

Budget arrêté à la **somme globale** de six milliards trois cent cinquante trois millions deux cent cinquante mille francs CFA.

CONCLUSION

A travers cette description plus ou moins exhaustive, on peut bien préciser que les aspects analytiques du système appellent inévitablement une deuxième lecture pour mieux percevoir les dysfonctionnements et les réajustements qui s'imposent pour le développement de l'accès, de la qualité et de gestion.

Pour se faire, le CDCS compte beaucoup sur la disponibilité des moyens pour relever le défi de l'éducation dans le département.

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'EDUCATION
INSPECTION D'ACADEMIE DE LOUGA
INSPECTION DEPARTEMENTALE DE LINGUERE



PDDE / IDE / LINGUERE

SOMMAIRE

INTRODUCTION

**PREMIERE PARTIE
PRESENTATION DU DEPARTEMENT ET DU SYSTEME EDUCATIF**

PRESENTATION DU DEPARTEMENT

- I.1 Situation géographique
- I.2 Caractéristiques physiques
- I.3 Caractéristiques démographiques
- I.4 Caractéristiques socioculturelles
- I.5 Caractéristiques économiques

DESCRIPTION DES DIFFERENTS SECTEURS

- II.1 Education de base
 - II.1.1 Education de base formelle
 - II.1.1.1 Education préscolaire
 - II.1.1.2 Enseignement élémentaire
 - II.1.2 Education de base non formelle
 - II.1.2.1 L'alphabétisation fonctionnelle
 - II.1.2.2 Les écoles communautaires de base
 - II.1.2.3 L'Enseignement arabe
- II.2 Enseignement Moyen et secondaire
 - II.2.1 Enseignement moyen général
 - II.2.2 Enseignement secondaire général
- II.3 Formation professionnelle

**DEUXIEME PARTIE
DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION**

I. DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE FORMELLE

- I.1 Développement de la petite enfance
- I.2 Enseignement élémentaire

II. DIAGNOSTIC DU SOUS – SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE NON FORMELLE

- II.1 Ecoles communautaires de base
- II.2 Alphabétisation
- II.3 Enseignement de l'Arabe
 - II.3.1 Parascolaire
 - II.3.2 Préscolaire
 - II.3.3 Elémentaire
 - II.3.4 Ecoles franco – arabe

III. DIAGNOSTIC DU FINANCEMENT ET DE LA GESTION DU SYSTEME

III.1 Financement

III.2 Gestion des ressources

III.3 Gestion de la qualité pédagogique

TROISIEME PARTIE PLAN D'ACTION

<i>III.1 PRINCIPES DIRECTEURS ET ORIENTATIONS GENERALES</i>
--

III.1.1 Les principes directeurs

III.1.2 Les priorités

III.1.3 Les orientations générales

III.1.4 Les résultats attendus et indicateurs de suivi

III.2 EDUCATION DE BASE FORMELLE

III.2.1 Développement de la petite enfance

III.2.1.1 Stratégie de développement

III.2.1.2 Champs d'intervention et objectifs

III.2.1.3 Lignes d'actions

III.2.2 Enseignement élémentaire

III.2.2.1 Stratégie de développement

III.2.2.2 Champs d'interventions et objectifs

III.2.2.3 Lignes d'actions

III.3 EDUCATION DE BASE NON FORMELLE

III.3.1 Ecoles communautaires de base

III.3.1.1 Stratégie de développement

III.3.1.2 Champs d'intervention et objectifs

III.3.1.3 Lignes d'actions

III.3.2 Alphabétisation des adultes

III.3.2.1 Stratégie de développement

III.3.2.2 Champs d'intervention et objectifs

III.3.2.3 Lignes d'actions

III.3.3 Enseignement de l'Arabe

III.3.3.1 Stratégie de développement

III.3.3.2 Champs d'intervention et objectifs

III.3.3.3 Lignes d'actions

III.3.4 Enseignement Moyen

- III.3.4.1 Stratégie de développement
- III.3.4.2 Champs d'intervention et objectifs
- III.3.4.3 Lignes d'actions

III.3.5 Gestion du système

- III.3.5.1 Stratégie de développement
- III.3.5.2 Champs d'intervention et objectifs
- III.3.5.3 Lignes d'actions

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADYD	Association pour le Développement de Yang Yang et de Dodji
AFDS	Agence du Fonds de Développement Social
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANCAR	Agence Nationale de Concertation Agricole Rurale
AP	Abri Provisoire
APE	Association des Parents d' Elèves
BAC	Baccalauréat
BFEM	Brevet de Fin d' Etudes Moyennes
CAF	Classe d'Alphabétisation Fonctionnelle
CDCS	Comité Départemental de Coordination et de Suivi des questions scolaires
CDD	Comité Départemental de Développement
CDF	Classe à Double – Flux
CEM	Collège d'Enseignement Moyen
CER	Centre d'Expansion Rural
CETF	Centre d'Enseignement Technique Féminin
CGE	Comité de Gestion de l' Ecole
CLA	Classe
CLEF	Comité Local d' Education et de Formation
CMG	Classe Multigrades
CR	Communauté Rurale
CRCS	Comité Régional de Coordination et de Suivi
DAEB	Direction de l'Alphabétisation et de l' Education de Base
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l' Equipement
DPVE	Direction du projet des Volontaires de l' Education
ECB	Ecole Communautaire de Base
ETD	Equipe Technique Départementale
F	Fille
FDS	Fonds de Développement Scolaire
G	Garçon
I	Instituteur
IA	Instituteur Adjoint
IA	Inspection d'Académie
IDEN	Inspection Départementale de l' Education Nationale
IDCJ	Centre Japonais de Développement International
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
MC	Maître Contractuel
MCEM	Maître Craie En Main
MEA	Maître d' Education Artistique
MEPS	Maître d' Education Physique et Sportive
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PC	Professeur Contractuel
PCEM	Professeur Chargé de l'Enseignement Moyen
PDDE	Programme Départemental de Développement de l' Education
PDEF	Programme Décennal de l' Education et de la Formation
PEM	Professeur d'Enseignement Moyen
PES	Professeur d'Enseignement Secondaire
PNIR	Programme National d'Infrastructures Rurales
Pr	Privé
PRF	Pôle Régional de Formation
Pu	Public
T	Total
TBA	Taux Brut d' Admission à l'école élémentaire
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TBPS	Taux Brut de Préscolarisation
TNS	Taux Net de Scolarisation
VAC	Vacataire
VEN	Volontaire de l' Education

INTRODUCTION

Dans le cadre de la coopération bilatérale entre l'Empire du Japon et la République du Sénégal, une étude intitulée : « **Etude pour le renforcement de la déconcentration et de la décentralisation de la gestion de l'Education en République du Sénégal.** », a été réalisée par un cabinet privé, le **Centre Japonais de Développement International (IDCJ)**, à une échelle expérimentale dans notre région, pour le compte de l'**Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)**.

Grâce à l'expertise de ce cabinet, les membres ainsi que le personnel enseignant de six (6) Comités Locaux d'Education et de Formation (CLEF), constituant un échantillon représentatif sur les dix – sept (17) CLEF que compte la circonscription scolaire de Linguère, ont bénéficié d'une formation à la méthodologie et aux techniques de micro - planification ascendante, les ayant conduit à élaborer en un temps record, leurs Plans Locaux de Développement de l'Education et de la Formation (PLDE) et leurs Projets d'Ecole respectifs (PE).

Les membres des 11 autres CLEF, bien que ne figurant pas dans l'échantillon expérimental, ont partagé les acquis de cette formation, à la faveur d'un atelier départemental organisé par l'IDCJ les 4 et 5 octobre 2006. Tant et si bien que nous avons maintenant à notre disposition une masse critique d'acteurs déjà formés, ce qui nous a permis de passer à l'échelle, et d'être en mesure d'élaborer le PDDE de la circonscription, aboutissement d'un processus de micro - planification ascendante.

Deux ateliers préparatoires ont été organisés respectivement le 20 avril 2007 et le 12 mai 2007, afin de permettre au CDCS d'élaborer le draft de la version de mai 2007, du PDDE de la circonscription.

Cette approche a permis l'analyse et le diagnostic complets de la situation du fonctionnement du système dans le département et a débouché sur l'identification objective par la communauté éducative, des ressources et contraintes, des problèmes et des opportunités tant aux niveaux social, organisationnel, matériel que pédagogique.

Ce travail, très élaboré, a pu être réalisé grâce à l'accompagnement technique et l'appui financier de la JICA, par devers le cabinet privé de consultance IDCJ, auquel nous exprimons tous nos remerciements pour la qualité de la collaboration, mais surtout de l'assistance technique discrète et très efficace.

Nous voulons également rendre hommage à l'ensemble des acteurs : autorités administratives, collectivités locales, personnel enseignant sans qui nous aurions certainement éprouvé beaucoup de difficultés à réaliser ce draft dans des délais aussi raisonnables.

Nous pouvons légitimement affirmer avoir obtenu l'adhésion des principaux acteurs du système sans la collaboration desquels aucune entreprise de cette envergure ne saurait prospérer. Nous souhaitons à cet effet tenir à la disposition de chacun d'entre eux, un exemplaire du PDDE, afin de leur permettre de suivre et surtout de participer pas à pas à sa mise en œuvre.

Toute œuvre humaine étant par essence imparfaite donc perfectible, nous chercherons chemin faisant, à corriger et / ou à compléter les insuffisances ou omissions que le CDCS ne manquera pas d'identifier.

Le seul souci qui nous anime reste l'ambition de mettre à la disposition de tous les partenaires un outil élaboré de planification à court et moyen termes

pouvant faciliter la réalisation des objectifs stratégiques assignés au secteur de l'Education.

Le présent document se structure comme suit :

I / PRESENTATION DU DEPARTEMENT ET DU SYSTEME EDUCATIF

1/. PRESENTATION DU DEPARTEMENT

2/. DESCRIPTION DES DIFFERENTS SECTEURS DU SYSTEME

- 1) Education de base
 - L'Education de base Formelle
 - L'Education de base non formelle
- 2) Enseignement moyen et secondaire
- 3) La Formation Professionnelle

II / DIAGNOSTIC

- 1) Diagnostic du sous – secteur de l'Education de Base formelle
- 2) Diagnostic du sous – secteur de l'Education de Base non formelle
- 3) Diagnostic du financement et de la gestion du système

III / PLAN D'ACTION

I/. PRESENTATION DU DEPARTEMENT

I.1 La situation géographique

Le département de Linguère est l'une des trois entités administratives de la région de Louga. Il est situé entre 14° 40' et 15°55' de longitude ouest. Du sud au nord, le département s'étend de 14°40' à 15°50' au nord de l' Equateur, couvrant ainsi une superficie de 15306.9km².

Il est limité au Nord par le département de Podor, à l'Est par celui de Matam, à l'Ouest par Louga et Kébémér et au Sud par les régions de Diourbel, Fatick, Kaolack et Tambacounda. Cette position centrale lui donne de bonnes dispositions pour être une zone – carrefour.

Le département compte deux communes : celle de Linguère depuis 1960 et celle de Dahra à partir de 1990. Avec la dernière réforme administrative de 2002, le département a été amputé d'une bonne partie de sa superficie (CR de vélingara et de Lougré Thioly affectées à la nouvelle région de Matam). Il compte aujourd'hui 04 arrondissements et 15 communautés rurales.

I.2 Les caractéristiques physiques

Le département est inscrit dans le domaine climatique sahélien. La saison des pluies s'étend de juillet à octobre avec une pluviométrie qui ne dépasse pas 450mm par an. En saison sèche, la circulation de l'alizé continental communément appelé harmattan expose la région à de fortes températures qui peuvent atteindre 40°C.

Le relief est essentiellement composé de plaines et de bas plateaux gréseux légèrement inclinés vers l'ouest. ces surfaces sont parsemées de dunes ogoliennes semi fixées. Les altitudes varient d'une vingtaine de mètres à l'ouest à une centaine de mètres dans le Ferlo oriental.

La pédologie largement influencée par le modèle présente des sols bruns et brun – rouge subarides au centre.

En fonction du modelé, du climat et des sols, la végétation essentiellement steppique suit un gradient nord – sud avec une amélioration progressive de la strate arborée. Les espèces prédominantes sont le gommier (*Acacia senegal*), le seing (*Acacia tortilis*), le jujubier (*Zizyphus mauritiana*), le sounp (*Balanites aegyptiaca*) et le nguer (*Guiera senegalensis*).

La faune sauvage a presque totalement migré vers le sud à l'exception de quelques espèces comme le lièvre et des colonies d'oiseaux migrants.

L'hydrographie très faiblement représentée se résume à quelques marigots et mares temporaires comme Piterky, Mbaaye ainsi qu'à un important réseau de vallées fossiles. La principale réserve d'eau souterraine est constituée par la nappe du Maestrichtien dont la profondeur peut atteindre 450m.

I.3 Les caractéristiques démographiques :

Le département est l'un des moins peuplés du pays. La population est estimée à 146344 habitants, soit 27% de la population régionale. Le taux de croissance annuel est d'environ 3.3%.

Cette population est essentiellement concentrée dans les deux grandes villes Dahra et Linguère alors que l'espace rural est faiblement humanisé en raison de la transhumance.

Le sexe – ratio est largement favorable aux femmes (90 hommes pour 100 femmes). A l'image de la population sénégalaise, celle du département est caractérisée par sa jeunesse. Les moins de 20 ans représentent en effet près de 60% de l' effectif.

Les forts courants migratoires freinent sensiblement l'évolution démographique. En effet, les jeunes prennent la direction des capitales régionales (surtout Dakar) ou de l'extérieur (France, Italie, Allemagne...).

Le département est faiblement urbanisé. Il ne compte que deux communes : Linguère et Dahra qui concentrent l'essentiel de la population en raison de leur poids administratif et économique.

I.4 Les caractéristiques socioculturelles :

Le département de Linguère, ancien terroir de base de l'empire du Djolof, est le domaine de prédilection des Wolof qui représentent près de 70% des effectifs. Il s'y ajoute les peuls qui, fuyant l'islamisation, sont venus s'installer dans la zone où ils se sont spécialisés dans l'élevage. ils constituent près du quart de la population départementale. On y retrouve également des minorités sérères et maures.

Les langues suivent la répartition ethnique, d'où une prédominance du Wolof et du Pulaar.

L'Islam est la religion principale pratiquée par 99% de la population. Les musulmans se répartissent essentiellement dans trois grandes confréries : la Tidianiya, le Mouridisme et la Khadriya. La localité de Nguith regroupe une forte communauté de Niassènes, démembrément de la confrérie Tidiane.

I.5 Les caractéristiques économiques :

La zone en question est faiblement pourvue en ressources naturelles. En effet, la région qui appartient au bassin sédimentaire sénégal – mauritanien est essentiellement bâtie sur des roches sédimentaires datant du Secondaire et du Tertiaire qui ne contiennent généralement pas de gisements minéraliers. Les principales ressources disponibles sont offertes par la végétation qui souffre malheureusement de la sécheresse et de la désertification.

Néanmoins, le département recèle d'importantes potentialités pastorales. Ce secteur bénéficie de conditions favorables comme la disponibilité des aires de parcours du bétail, la faiblesse de la végétation et l'existence d'une population spécialisée dans l'activité pastorale. Pour ces raisons, le cheptel dépasse 1.1 millions de têtes pour une valeur marchande estimée à plus de 100 milliards de francs CFA.

A côté, l'agriculture occupe une place secondaire en raison de l'instabilité climatique. Les rendements très faibles ont été estimés à 500 kg / ha pour l'arachide et 150 kg / ha pour le mil.

De plus en plus, les populations s'adonnent à la cueillette de la gomme arabique et des fruits sauvages et au ramassage du bois mort.

La récolte a atteint 140 tonnes de gomme et 3 tonnes de jujubes en 2000.

Le secteur secondaire est presque inexistant.

Quant au tertiaire, il occupe une place un peu plus importante, essentiellement dans la ville de Dahra qui est un carrefour commercial. Le système des marchés hebdomadaires (Louma) participe fortement à renforcer ce secteur, essentiellement avec la vente du bétail.

Globalement, le département présente des atouts économiques certains. Cependant, les aléas climatiques et le manque d'infrastructures constituent les principales contraintes au développement de cette zone sylvopastorale.

*** **Sources** : Agence Départementale des Centres d'Expansion Rurale / Service Départemental du Développement Rural / Service de l'Elevage / Service du Commerce / Service des Eaux et Forêts / Service Régional de la Planification et des Statistiques.***

II .2/. DESCRIPTION DES DIFFERENTS SECTEURS

II.2.1/. Education de base

II.2.2 Education de base formelle

II.2.1.1 L'Education préscolaire

L'Education préscolaire est très peu développée dans le département. La totalité des enfants enrôlés se chiffre à 310 élèves dont 151 garçons et 159 filles soit des pourcentages respectifs de 48.71% et de 51.29%, répartis dans les deux seuls établissements préscolaires de la circonscription dont l'un est implanté dans la commune de Linguère et l'autre dans la commune de Dahra. Le taux de préscolarisation ne dépasse guère 0.95% compte non tenu d'un établissement privé mais non encore autorisé qui vient de voir le jour à Linguère. Cependant plusieurs cases des Tout – Petits au nombre de huit (8) ont été créées ces dernières trois

années, ce qui traduit un engouement certain des populations pour ce type d'établissement.

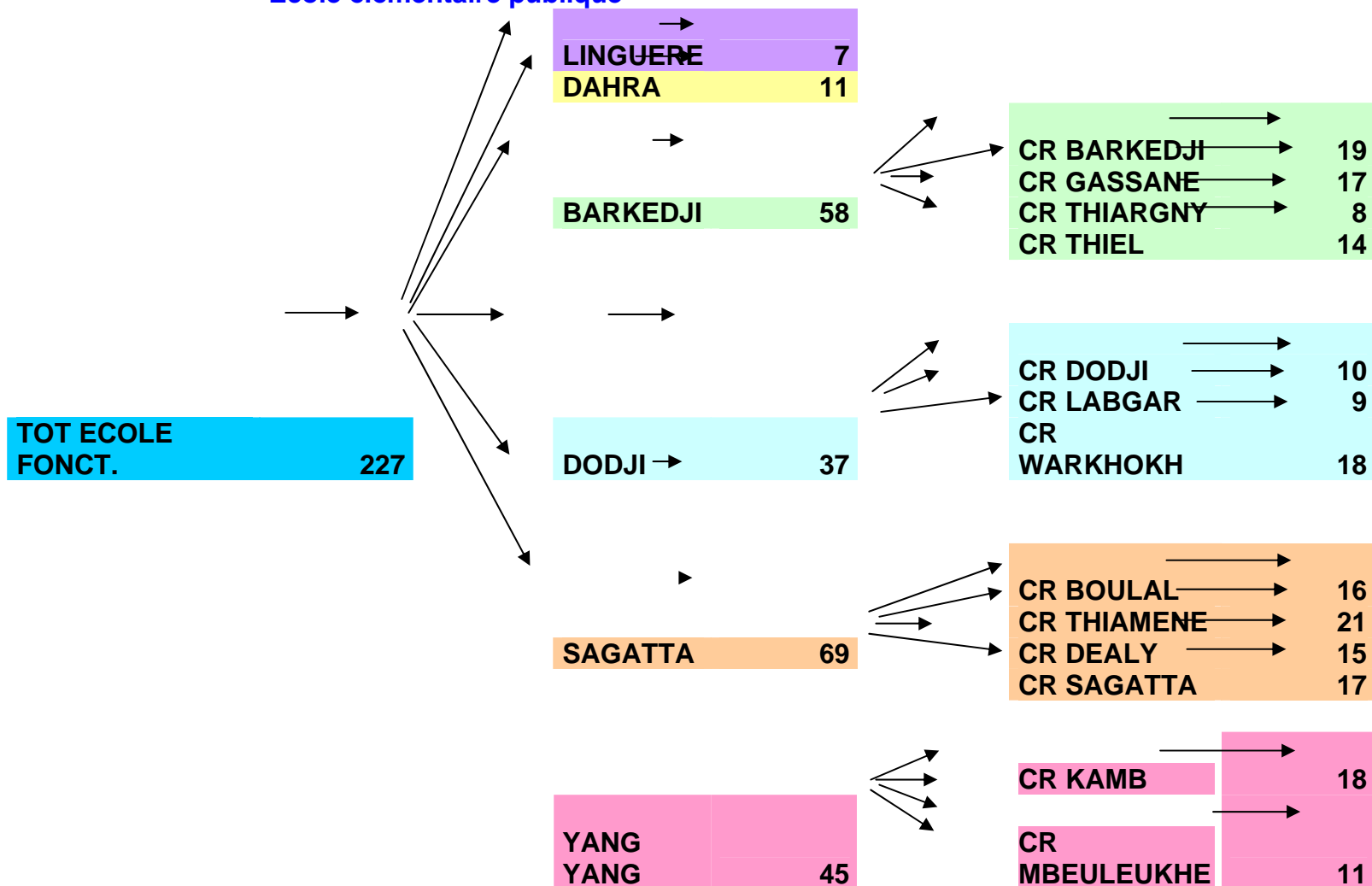
II.2.1.2 L'Enseignement élémentaire :

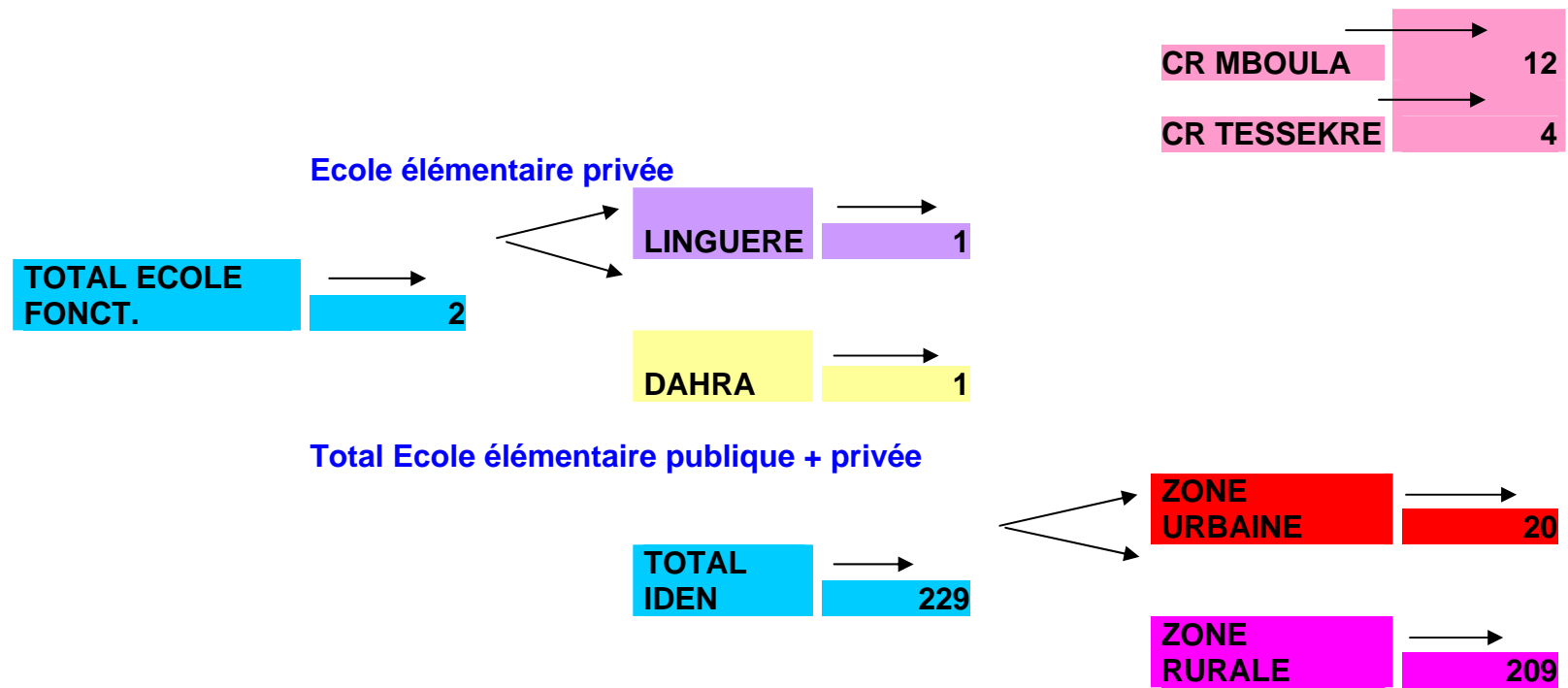
La circonscription scolaire compte 229 écoles élémentaires fonctionnelles, toutes publiques. Le réseau ne compte aucune école élémentaire privée. Elles sont réparties dans les circonscriptions administratives : communes, arrondissements et communautés rurales conformément aux tableaux ci-après :

IDEN / LINGUERE

année scolaire: 2006 / 2007

Ecole élémentaire publique





DEUXIEME PHASE : 2007- 2010

L'arrondissement de Sagatta Djolof est le plus scolarisé avec un total de 69 écoles et celui de Dodji le moins scolarisé avec 37 écoles, bien le nombre d'établissement a connu un accroissement très net au cours des trois dernières années.

Bien que le réseau ait beaucoup évolué depuis 1994, passant de 56 écoles à cette date, à 229 écoles en 2007, il présente le même déséquilibre du point de vue des structures en ne comprenant que 48 écoles à cycle complet soit 21,15% de l'ensemble et 179 écoles à cycle incomplet, soit un pourcentage de 78,85%.

Cette situation a évidemment une répercussion négative sur le taux brut de scolarisation départemental qui gravite autour de 65% contre 66.64% pour le TBS régional et 70% pour le niveau national. Cela met en évidence l'important effort de scolarisation que l'ensemble du département devra fournir pour combler ce gap.

II.2.2 l'éducation de base non formelle

II.2.2.1 L'alphabétisation fonctionnelle :

Deux projets d'alphabétisation, tous coordonnés par la DALN, coexistaient dans le département. Il s'agissait du PAPF (Projet d'Alphabétisation Priorité Femme) et du PAPA (Projet d'Appui à l'Alphabétisation) sont tous arrivés à leur terme et n'ont pas encore trouvé de formule transitoire.

Pour l'instant, seul le Conseil Régional de Louga continue à développer chaque année, un projet d'alphabétisation fonctionnelle des adultes dénommé PAIS / ETAT, qui a malheureusement un impact très faible sur les populations du fait de l'insuffisance des moyens financiers et matériels mis à disposition.

II.2.2.2 Les écoles communautaires de base

Leur apparition dans le département est très récente et date du mois de février 2002. Elles avaient été confiées à deux opérateurs privés : l'ADYD et le CETF. Mais le projet PAPA à qui incombait leur gestion a disparu et n'a pas encore été renouvelé.

Et pourtant, les résultats déjà enregistrés en termes d'accès et de qualité des apprentissages auguraient d'un avenir encourageant pour notre département où la cible concernée par ce type d'école reste très importante.

II.2.2.3 L'enseignement arabe et coranique

C'est le sous-secteur le plus difficile à appréhender dans la mesure où aucune étude statistique fiable n'a été effectuée à ce jour sur ce sujet.

Les établissements d'enseignement privés arabes sont assez nombreux et répartis sur l'ensemble de l'espace départemental mais se caractérisent par la propension de leurs déclarants responsables à ne jamais effectuer de démarche pour obtenir une autorisation et encore moins une quelconque reconnaissance.

Dans la plupart des cas ils ignorent le programme officiel et échappent à tout contrôle du fait de leur non recensement.

Les écoles coraniques, plus couramment appelées « **Daaras** », sont encore plus difficiles à organiser du fait de la mobilité des maîtres et des apprenants qui se déplacent souvent d'une ville à une autre, d'une région à une autre.

En tous les cas, il importe de s'intéresser très particulièrement à ces structures d'éducation en raison du nombre parfois très important d'enfants qu'ils enrôlent.

II.2.3/. L'Enseignement moyen et secondaire

II.2.3.1/. L'Enseignement Moyen Général

Ce cycle a enregistré une évolution très notable grâce à la création récente de 08 collèges de proximité publics auxquels il faut ajouter les CEM du lycée Alboury NDIAYE de Linguère et du lycée de Dahra, les collèges privés du Service d'Entraide Scolaire de l'ACAPES de Linguère et celui du CAMEC de Dahra.

La circonscription compte actuellement 10 CEM publics et deux structures d'entraide scolaire proposant gratuitement leur service aux élèves de conditions familiales modestes et qui ont échoué à leurs examens. Ces structures sont essentiellement animées par des professeurs qualifiés exerçant dans les établissements d'enseignement moyen secondaire général public.

Il n'empêche que l'élargissement de l'accès des élèves à ce cycle d'enseignement doit être renforcé pour une élévation du niveau d'instruction de la population. Mais l'augmentation du nombre de collèges de proximité se heurte à la faiblesse de la densité de la population en zone rurale ce qui entraîne ipso – facto la faiblesse des flux d'élèves accédant en classe de 6^{ème} des établissements d'enseignement moyen.

L'idéal serait l'ouverture de véritables collèges d'enseignement moyen privés mais les initiatives tardent à se manifester dans ce sens.

Le pilotage de la qualité des enseignements / apprentissages du cycle de l'enseignement moyen est à présent dévolu à l'Inspection d'Académie laquelle, par sa structure rattachée qu'est le Pôle Régional de Formation, conçoit les stratégies de formation continuée du personnel de ce niveau en termes de séances d'animation pédagogique, de sessions de formation ponctuelles, de visites – conseils organisées par les Conseillers Pédagogiques Itinérants. Avec la création récente du Corps des Inspecteurs de spécialité et de Vie Scolaire, le dispositif de l'encadrement des professeurs d'enseignement moyen a été sensiblement renforcé.

Gestion :

L'instrument privilégié de gestion du collège d'enseignement moyen est aujourd'hui le projet d'établissement. Tous les proviseurs de lycée et les principaux de collège ont déjà subi une formation à la méthodologie d'élaboration et de mise en œuvre de projet d'établissement. Les collèges de proximité du ressort de l'IDEN n'ont pas encore bénéficié de financement dans ce sens, mais cela ne saurait tarder.

En dehors de cela, des organes de gestion internes des activités et des problèmes des collèges ont été mis en place un peu partout. Il s'agit des conseils de gestion des collèges et des foyers socio – éducatifs principalement.

Gestion du système

La création des IA et des IDEN suivant le décret N° 93-789 du 25 juin 1993 portant création des inspections d'Académie et départementales s'est traduite par un renforcement des prérogatives des inspecteurs d'Académie et des inspecteurs départementaux de l' Education, surtout en matière de la gestion de la carte scolaire et du personnel. C'est ainsi que la demande scolaire est traitée avec plus de diligence et d'efficacité, les chefs de circonscriptions scolaires ayant plus de marge de manœuvre pour décider, en fonction des résultats des études menées sur le terrain et l'engagement des populations, de la création et de l'extension d'écoles.

Cette situation facilite la planification à court, moyen et long termes des actions à envisager en vue de l'extension du réseau.

Cette réforme institutionnelle a été jumelée en même temps avec une réforme administrative dans le cadre de la décentralisation des pouvoirs de l'Etat qui transfère certaines de ses compétences aux collectivités locales (* **Loi N° 96-07 du 22 mars 1996** : portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales * **Décret N° 96-1136 du 27 décembre 1996** : portant application de la loi de transfert des compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière d'éducation, d'alphabétisation, de promotion des langues nationales et de formation professionnelle).

En ce qui concerne le secteur de l' Education, cela s'est traduit par le transfert aux collectivités locales de compétences en matière de construction, de réhabilitation et d'entretien d'écoles, de même que l'équipement en mobilier et la dotation de celles – ci en fournitures et matériels scolaires notamment.

En vue de la mise en œuvre efficiente du **PDEF (2000 / 2010)** des organes de pilotage de celui – ci à la base ont été conçus et mis en place tant au niveau régional qu'aux niveaux départemental et local. Il s'agit du **CRCS**, du **CDCS**, des **CLEF** et des **CGE**. Il s'agit de créer une véritable synergie autour de l'école afin d'amener toute la communauté éducative à prendre réellement en charge les problèmes qui l'interpellent.

Dans une telle perspective, la co-gestion de l'école de l'école par les services techniques et la communauté éducative est devenue une réalité.

II.2.3./ L'Enseignement Secondaire Général

Le département compte deux établissements d'enseignement secondaire que sont le Lycée Alboury Ndiaye de Linguère et celui de Dahra. Ils totalisent pour les premier et second cycles.

Ces établissements sont des créations relativement récentes : 1996 pour le Lycée Alboury Ndiaye et 2001 pour celui de Dahra. Ce sont tous d'anciens CEM érigés en hâte en Lycées sous la pression de la forte demande scolaire consécutive à la fois à l'augmentation du nombre d'élèves de premier cycle réussissant à l'examen du BFEM et au développement très rapide du réseau de l'enseignement élémentaire. Pour l'essentiel, ces nouveaux Lycées ont hérité des locaux des anciens CEM et souffrent du manque de beaucoup d'installations et d'équipements nécessaires au fonctionnement d'un Lycée normal. Cela entraîne de sérieux désagréments sur le plan des conditions de travail des professeurs et d'études pour les élèves.

II.3 La Formation Professionnelle

Il n'existe plus qu'un seul établissement de formation professionnelle dans le département depuis l'entrée en léthargie du Centre de Formation Polyvalent d'Elevage de Labgar, c'est le Centre d'Enseignement Technique Féminin créé en 1974 et comptant deux sections : une de couture et une autre dite sociale. Le centre recrute parmi les jeunes filles de 14 ans et plus n'ayant pas terminé leur scolarité à l'école élémentaire. Celles-ci sont souvent de conditions modestes et manquent de perspectives d'avenir. Malgré les efforts de la directrice en termes de marketing inlassable pour la promotion de son établissement, les effectifs des élèves ne cessent de baisser du fait du manque de motivation de celles – ci. Cependant les acquis réels de cette formation, du fait de leur impact positif sur le comportement

social des jeunes filles formées, militent en faveur du renforcement de la capacité d'accueil de ce établissement.

I. DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE FORMELLE

1.1 Développement de la petite enfance :

a) Accès :

Ce niveau du système s'est très peu développé au cours de ces dernières années. Cela résulte de deux facteurs. Le premier est que l'éducation préscolaire n'est développée que dans les centres urbains : Linguère et Dahra qui comptent une école pour chaque commune. Le deuxième tient au fait que les populations n'ont encore aucune idée de l'importance du sous secteur dans le développement de l'enfant. Il s'y ajoute qu'il manque encore une véritable détermination des pouvoirs publics à développer ce niveau du système par une politique réelle de construction d'établissements préscolaires dans les arrondissements et communautés rurales et un recrutement d'éducatrices préscolaires en nombre suffisant.

Huit (08) cases des tout petits ont été bien créées dans le département, mais leur nombre reste très insuffisant par rapport à la demande actuelle qui demeure très importante. La seule solution est d'impulser très rapidement une véritable dynamique d'extension du réseau en accord avec les collectivités locales. Le taux de préscolarisation risque de rester très faible pendant longtemps.

b) Qualité :

***Conditions de travail :** Situation du mobilier scolaire.

Si le mobilier scolaire est de bonne qualité et bien adapté dans les deux établissements préscolaires publics, il se révèle insuffisant surtout pour l'école maternelle Boury Djilène NDAO de Linguère. La population préscolaire étant en constante évolution, il faudra envisager une dotation conséquente de ces établissements en mobilier et en matériel de jeux divers pour améliorer sensiblement les ratios sur ce chapitre précis.

A la différence de l'école maternelle municipale de Dahra construite il y a juste quatre ans, l'école maternelle Boury Djilène NDAO a véritablement besoin d'être réhabilitée du fait de la vétusté et du manque de fonctionnalité de ses locaux.

***Qualification du personnel :**

Le personnel enseignant est en nombre suffisant et bien formé dans les deux établissements. En vue de contenir l'influence des écoles coraniques et des écoles privées arabes qui absorbent un nombre très important d'enfants de 3 à 6 ans, des maîtres en langue arabe ont été affectés dans les écoles maternelles, dans le souci de fouetter le taux brut de préscolarisation. Celui – ci a enregistré une nette évolution grâce à cette initiative.

Le personnel d'appoint non enseignant est également en nombre suffisant : gardiens comme femmes de charge, et offre une prestation satisfaisante.

***Qualité de l'encadrement :**

En plus d'une macro-cellule regroupant tous les éducateurs préscolaires de la région et organisant des rencontres pédagogiques tournantes, le personnel enseignant des deux établissements se retrouve deux fois par mois pour réfléchir sur des thèmes psychopédagogiques de grand intérêt dans le sens du renforcement de leurs capacités professionnelles.

c). **Gestion** :

Chaque établissement préscolaire compte un comité de gestion fonctionnel et une association de parents d'élèves dynamique. Ces entités participent pleinement au bon fonctionnement des établissements en contribuant à la rémunération du personnel subalterne (gardiens et femmes de charge) et à l'appui en matériel didactique et de jeu.

Si à Dahra la municipalité consacre une importante part de son budget à l'équipement et au fonctionnement de l'école maternelle, à Linguère la contribution des collectivités locales reste très faible et mérite d'être renforcée.

Il importe de noter qu'aujourd'hui la gestion des ressources budgétaires affectées au titre du fonctionnement des établissements préscolaires relève de la compétence de l'Inspecteur d'Académie pour lequel une ligne de crédit a été créée à cet effet. Sur la base des besoins exprimés par les chefs d'établissement, il effectue des commandes auprès des fournisseurs pour mettre à leur disposition les articles demandés.

Pour garantir une bonne transparence dans l'utilisation des moyens matériels et didactiques ainsi mis à disposition, le comité de gestion de chaque établissement est associé à la réception des articles commandés et peut procéder si le besoin en est exprimé, à la vérification des opérations relatives à la tenue de la comptabilité – matière.

1.2 Enseignement élémentaire

a) **Accès** :

L'analyse s'appuiera sur la caractérisation du réseau et sur l'évolution du taux brut de scolarisation avant l'examen de la situation des classes spéciales et des infrastructures.

A/ Caractérisation du réseau :

Les tableaux qui suivent permettent de percevoir la situation des écoles élémentaires publiques, leurs effectifs, leur importance en termes de nombre de classes de même que leur répartition sur le plan géographique.

Présentation du réseau :

L'examen de la configuration du réseau permet d'apprécier son importance par circonscription administrative : arrondissement, commune et communauté rurale. Il ressort de cet examen que l'arrondissement de Sagatta Djolof est le plus scolarisé suivi de celui de Barkédji avec respectivement 69 et 58 écoles alors que celui de Dodji est le moins scolarisé avec 37 écoles.

Cette situation s'explique par à la fois la grande superficie du département et son sous-peuplement : 8 h / km² en zone rurale. Il en résulte une forte dispersion

des écoles sur le plan géographique et une difficulté réelle à bâtir un réseau scolaire homogène du fait du type d'habitat de l'ethnie Peulh fortement majoritaire en zone rurale et se caractérisant par la configuration des agglomérations s'étendant presque toujours sur 3 à 5 km. Il s'y ajoute des situations sociologiques conflictuelles séculaires qui opposent souvent les populations d'une même localité au moment du choix du site sur lequel l'école à créer sur leur demande doit être implantée.

Tous les efforts réalisés pour développer le réseau se heurtent au phénomène récurrent de la transhumance qui affecte négativement et sensiblement le développement de l'accès.

Evolution du nombre d'écoles et de classes :

IDEN / LINGUERE						
EVOLUTION DES ECOLES ET DES CLASSES						
TOTAL IDEN						
ANNEE	ECOLES	CLASSES	EFFECTIFS			Ef.Moy. par Clas
			TOTAL	FILLES	Garçons	
94/95	56	189	8495	3435	5060	44,95
95/96	83	251	10543	4465	6078	42,00
96/97	101	303	11201	4884	6317	36,97
97/98	116	363	11199	5061	6138	30,85
98/99	129	412	11591	5300	6291	28,13
99/2000	155	475	12823	5982	6841	27,00
2000 / 2001	162	514	13385	6268	7117	26,04
2001 / 2002	168	576	13830	6677	7153	24,01
2002 / 2003	167	564	15082	7714	7368	26,74
2003 / 2004	177	630	16821	8659	8162	26,70
2004 / 2005	180	700	17890	9141	8749	25,56
2005 / 2006	194	754	19538	9991	9547	25,91
2006 / 2007	229	835	21570	11331	10239	25,83

ARRONDISSEMENT DE BARKEDJI						
ANNEE	ECOLES	CLASSES	EFFECTIFS			Ef.Moy. par Clas
			TOTAL	FILLES	Garçons	
94/95	10	22	746	320	426	33,91
95/96	19	37	1421	553	868	38,41
96/97	25	53	1834	796	1038	34,60
97/98	30	66	1774	822	952	26,88
98/99	34	77	1868	875	993	24,26
99/2000	42	96	2274	1077	1197	23,69
2000 / 2001	46	111	2512	1205	1307	22,63
2001 / 2002	47	134	2839	1658	1181	21,19
2002 / 2003	39	112	2660	1444	1216	23,75
2003 / 2004	40	120	2825	1552	1273	23,54
2004 / 2005	40	125	2696	1439	1257	21,57
2005 / 2006	49	142	3238	1729	1509	22,80
2006 / 2007	58	173	3962	2187	1775	22,90

IDEN / LINGUERE
EVOLUTION DES ECOLES ET DES CLASSES

ARRONDISSEMENT DE DODJI

ANNEE	ECOLES	CLASSES	EFFECTIFS			Ef.Moy. par Clas
			TOTAL	FILLES	Garçons	
94/95	9	32	1272	477	795	39,75
95/96	15	45	1635	696	939	36,33
96/97	17	50	1068	404	664	21,36
97/98	19	59	1057	414	643	17,92
98/99	22	44	1083	413	670	24,61
99/2000	27	49	1128	470	658	23,02
2000 / 2001	24	52	1740	779	961	33,46
2001 / 2002	23	52	1830	895	935	35,19
2002 / 2003	24	96	2065	1063	1002	21,51
2003 / 2004	29	99	2542	1312	1230	25,68
2004 / 2005	30	104	2440	1270	1170	23,46
2005 / 2006	30	117	2721	1453	1268	23,26
2006 / 2007	37	124	2992	1638	1354	24,13

ARRONDISSEMENT DE SAGATTA

ANNEE	ECOLES	CLASSES	EFFECTIFS			Ef.Moy. par Clas
			TOTAL	FILLES	Garçons	
94/95	17	43	1668	533	1135	38,79
95/96	24	59	2279	866	1413	38,63
96/97	30	71	2311	922	1389	32,55
97/98	34	89	2389	974	1415	26,84
98/99	38	103	2463	1034	1429	23,91
99/2000	44	122	2762	1222	1540	22,64
2000 / 2001	43	126	2938	1320	1618	23,32
2001 / 2002	42	128	3109	1382	1727	24,29
2002 / 2003	49	156	3512	1747	1765	22,51
2003 / 2004	54	169	3991	2031	1960	23,62
2004 / 2005	53	185	3969	2086	1883	21,45
2005 / 2006	59	205	4494	2342	2152	21,92
2006 / 2007	69	234	5239	2808	2431	22,39

**IDEN / LINGUERE
EVOLUTION DES ECOLES ET DES
CLASSES**

ARRONDISSEMENT DE YANG YANG

ANNEE	ECOLES	CLASSES	EFFECTIFS			Ef.Moy. par Clas
			TOTAL	FILLES	Garçons	
94/95	14	27	891	312	579	33,00
95/96	18	40	1203	494	709	30,08
96/97	22	48	1288	523	765	26,83
97/98	24	56	1197	537	660	21,38
98/99	26	61	1239	554	685	20,31
99/2000	33	75	1584	752	832	21,12
2000 / 2001	38	83	1687	813	874	20,33
2001 / 2002	41	96	1835	908	927	19,11
2002 / 2003	44	107	2095	1044	1051	19,58
2003 / 2004	42	116	2113	1059	1054	18,22
2004 / 2005	42	125	2135	1090	1045	17,08
2005 / 2006	39	133	2304	1170	1134	17,32
2006 / 2007	45	139	2422	1231	1191	17,42

L'évolution des écoles et des classes s'effectue à un rythme satisfaisant, même si cela résulte pour l'essentiel de création d'écoles fonctionnant de manière

précaire sous abris provisoires. Le principal problème demeure leur remplacement par des constructions de classes en dur.

Structures des écoles :

IDEN / LINGUERE

année scolaire: 2006 / 2007

STRUCTURES DES ECOLES

(public)

ECOLE à	NOMBRES	COMMUNE	HORS COMMUNE
1CLASSE	37	0	37
2CLASSES	67	4	63
3 CLASSES	40	1	39
4 CLASSES	23	0	23
5 CLASSES	11	0	11
6 CLASSES	23	1	22
7 CLASSES	6	2	4
8 CLASSES	3	1	2
9 CLASSES	3	0	3
10 CLASSES	0	0	0
11 CLASSES	1	0	1
12 CLASSES	5	3	2
13 CLASSES et +	6	6	0
TOTAL	225	18	207

(privé)

ECOLE à	NOMBRES	COMMUNE	HORS COMMUNE
3 CLASSES	1	1	0
6 CLASSES	1	1	0
TOTAL	2	2	0
TOTAL Pu + pr	227	20	207

NOMBRE D' ECOLES A CYCLE COMPLET

48

NOMBRE D' ECOLES A CYCLE INCOMPLET

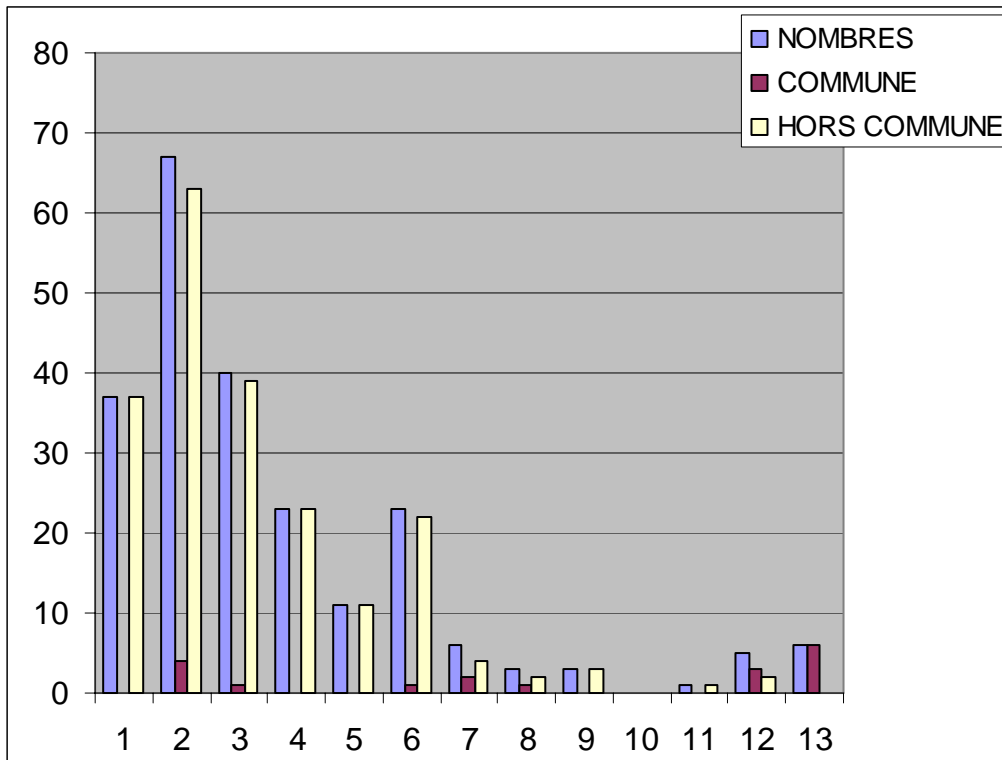
179

% DES ECOLES A CYCLE COMPLET

21,15%

**% DES
ECOLES A
CYCLE
INCOMPLET**

78,85%



L'observation de la structuration du réseau révèle un profond déséquilibre des cycles. Sur 227 écoles, 179 écoles soit 78,85% sont à cycle incomplet alors que 48 écoles seulement soit 21,15% sont à cycle complet. Cette situation ne favorise guère un recrutement d'élèves au CI régulier et en voie de conséquence un accroissement significatif du Taux Brut de Scolarisation.

La normalisation des cycles doit être un impératif si l'on veut accroître l'accès et relever à court terme le Taux Brut de Scolarisation de manière significative. Faute de cela, 8 fois sur 10, une seule cohorte risque d'occuper l'école pendant 6 ans, empêchant tout recrutement pendant cette période.

Notons enfin que le rythme de création d'écoles est plus intense que celui des extensions

Les effectifs globaux ont connu une évolution constante et régulière. L'on constate des progrès notables dans le recrutement des jeunes filles. Cependant l'effectif moyen par classe n'a cessé de décroître (44.95% en 1994/1995 contre 27% en 1999/2000 et 26.74% en 2002/2003). Cela peut s'expliquer par l'accroissement des créations en zone rurale où les effectifs sont faibles.

Evolution des effectifs par niveau :

IA / LOUGA
IDEN / LINGUERE

CAMPAGNE STATISTIQUE 2006 / 2007

ELEMENTAIRE

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2			GOLBAUX		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
CU LINGUERE	271	296	567	208	203	411	189	175	364	191	188	379	189	193	382	226	178	404	1274	1233	2507
CU DAHRA	532	571	1103	434	419	853	408	374	782	311	324	635	285	282	567	244	264	508	2214	2234	4448
TOTAL ZONE URBAINE	803	867	1670	642	622	1264	597	549	1146	502	512	1014	474	475	949	470	442	912	3488	3467	6955
CR BARKEDJI	210	306	516	120	137	257	76	81	157	92	112	204	67	102	169	63	79	142	628	817	1445
CR GASSANE	200	239	439	81	105	186	49	90	139	61	103	164	44	57	101	38	39	77	473	633	1106
CR THIARGNY	91	94	185	43	60	103	34	39	73	26	31	57	27	36	63	25	31	56	246	291	537
CR THIEL	158	156	314	108	100	208	26	34	60	54	70	124	55	64	119	27	22	49	428	446	874
TOTAL AR BARKEDJI	659	795	1454	352	402	754	185	244	429	233	316	549	193	259	452	153	171	324	1775	2187	3962
CR DODJI	105	150	255	67	90	157	56	72	128	64	68	132	43	58	101	31	53	84	366	491	857
CR LABGAR	88	127	215	51	61	112	13	39	52	27	70	97	18	24	42	17	19	36	214	340	554
CR OUARKHOKH	188	198	386	129	143	272	117	143	260	99	110	209	114	103	217	127	110	237	774	807	1581
TOTAL AR DODJI	381	475	856	247	294	541	186	254	440	190	248	438	175	185	360	175	182	357	1354	1638	2992
CR BOULAL	205	192	397	97	101	198	43	49	92	41	61	102	40	58	98	26	30	56	452	491	943
CR THIAMENE	221	270	491	238	225	463	184	212	396	162	181	343	105	124	229	103	116	219	1013	1128	2141
CR DEALY	63	93	156	88	93	181	71	90	161	64	62	126	55	40	95	63	69	132	404	447	851
CR SAGATTA	197	244	441	87	115	202	72	130	202	73	78	151	70	113	183	63	62	125	562	742	1304
TOTAL AR SAGATTA	686	799	1485	510	534	1044	370	481	851	340	382	722	270	335	605	255	277	532	2431	2808	5239
CR KAMB	90	93	183	84	100	184	76	96	172	54	42	96	53	33	86	58	43	101	415	407	822
CR MBEULEUKHE	110	141	251	72	65	137	37	54	91	42	39	81	44	72	116	45	38	83	350	409	759
CR MBOULA	119	86	205	48	63	111	54	64	118	14	19	33	38	40	78	27	28	55	300	300	600
CR TESSEKRE	30	38	68	27	19	46	21	16	37	19	13	32	15	19	34	14	10	24	126	115	241
TOTAL AR YANG YANG	349	358	707	231	247	478	188	230	418	129	113	242	150	164	314	144	119	263	1191	1231	2422
TOTAL ZONE RURALE	2075	2427	4502	1340	1477	2817	929	1209	2138	892	1059	1951	788	943	1731	727	749	1476	6751	7864	14615
TOTAL IDEN	2878	3294	6172	1982	2099	4081	1526	1758	3284	1394	1571	2965	1262	1418	2680	1197	1191	2388	10239	11331	21570

A partir de l'année scolaire 1994/1995, avec une meilleure organisation des opérations de recrutement, grâce notamment à la mise en œuvre de la stratégie de la micro planification de la rentrée scolaire, un accroissement régulier des effectifs enrôlés peut être observé.

Evolution du Taux Brut de Scolarisation

IDEN / LINGUERE

EVOLUTION DES TAUX DE SCOLARISATION

TBS

ANNEE	TOTAL T.B.S	T.B.S FILLES	T.B.S GARCONS
94/95	35,88%	29,83%	41,60%
95/96	43,29%	37,70%	48,60%
96/97	44,73%	40,10%	49,11%
97/98	43,48%	40,40%	46,40%
98/99	41,05%	37,46%	44,66%
99/2000	42,94%	40,03%	45,86%
2000 / 2001	43,59%	40,78%	46,40%
2001 / 2002	43,79%	42,32%	45,26%
2002 / 2003	48,75%	48,67%	48,83%
2003 / 2004	52,87%	53,29%	52,43%
2004 / 2005	54,67%	53,99%	55,41%
2005 / 2006	58,06%	58,09%	58,02%
2006 / 2007	62,33%	64,07%	60,51%

L'évolution du TBS départemental, bien que très lente, connaît une progression régulière passant de 35,88% en 1994/1995 à 62,33% en 2006/2007. Il faut signaler l'importante progression du TBS des filles qui est passé dans la même période de 29,83% à 64,07%.

Il reste que d'importants efforts doivent encore être faits dans les trois prochaines années à venir si l'on veut réaliser la scolarisation universelle dans le département. Des facteurs défavorisants qui ont pour noms, transhumance très cyclique des populations rurales, principalement les éleveurs, mariage précoce des jeunes filles en milieu pular, travail des enfants en milieu urbain et suburbain, devront être neutralisés ou alors minimisés.

Tendances de l'évolution du Taux Brut de Scolarisation :

PROJECTION DES EFFECTIFS

Année scol	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
2003/2004	2169	2638	4793	1440	1734	3164	1083	1212	2288	906.8	966.5	1868	882	913.8	1789	1224	1005	2227
2004/2005	2366	3016	5349	1485	1882	3343	1109	1303	2396	938.6	1051	1976	903.5	989.3	1877	1261	1066	2322
2005/2006	2580	3448	5969	1531	2043	3532	1136	1400	2510	971.6	1142	2091	925.6	1071	1970	1298	1131	2420
2006/2007	2815	3942	6661	1579	2217	3732	1163	1505	2628	1006	1242	2213	948.2	1160	2067	1337	1199	2522
2007/2008	3071	4507	7434	1628	2406	3943	1192	1617	2752	1041	1350	2342	971.3	1255	2168	1377	1271	2629
2008/2009	3350	5153	8296	1678	2611	4165	1220	1738	2883	1078	1468	2478	995.1	1359	2275	1418	1348	2740
2009/2010	3654	5892	9258	1730	2834	4401	1250	1867	3019	1116	1596	2622	1019	1471	2387	1460	1430	2856
2010/2011	3986	6737	10331	1784	3076	4650	1280	2007	3161	1155	1735	2775	1044	1593	2505	1504	1516	2977
2011/2012	4348	7702	11529	1839	3338	4912	1311	2157	3311	1195	1886	2936	1070	1725	2628	1548	1608	3102
2012/2013	4743	8806	12866	1897	3623	5190	1343	2318	3467	1237	2051	3107	1096	1867	2758	1595	1705	3234

La projection des effectifs réalisée pour les dix prochaines années : 2003/2004 à 2012/2013 montre une progression régulière qui reste cependant moyenne par

rapport au développement souhaité du système scolaire. Aussi les objectifs prioritaires qui seront fixés devront permettre d'aller bien au – delà de ces tendances pour correspondre aux objectifs nationaux.

Situation des classes spéciales :

EVOLUTION DES CLASSES SPECIALES

ANNEE	ECOLES	CLASSES	EFFECTIFS			CMG	EFFECT. CMG			% CMG	% Eff. CMG
			TOTAL	GARCONS	FILLES		total	garçons	filles		
94/95	56	189	8495	5060	3435	6	66	38	28	3,17%	0,78%
95/96	83	251	10543	6078	4465	12	179	119	60	4,78%	1,70%
96/97	101	303	11201	6317	4884	12	136	78	58	3,96%	1,21%
97/98	116	363	11199	6138	5061	18	248	132	116	4,96%	2,21%
98/99	129	412	11591	6291	5300	16	204	105	99	3,88%	1,76%
99/2000	155	475	12823	6841	5982	30	421	259	192	6,32%	3,28%
2000 / 2001	162	514	13385	7117	6268	54	950	524	426	10,51%	7,10%
2001 / 2002	168	576	13830	7153	6677	70	1350	785	565	12,15%	9,76%
2002 / 2003	167	564	15082	7368	7714	110	1677	750	927	19,50%	11,12%
2003 / 2004	177	630	16821	8162	8659	178	2991	1448	1543	28,25%	17,78%
2004 / 2005	182	700	17890	8759	9131	246	3870	1770	2100	35,14%	21,63%
2005 / 2006	194	754	19538	9547	9991	274	4107	1868	2239	36,34%	21,02%
2006 / 2007	229	835	21570	11331	10239	320,00	5084	2276	2808	38,32%	23,57%

La situation des classes spéciales est analysée à partir du tableau ci – dessus. Du fait de la configuration caractérisée par une forte prédominance des écoles rurales 91,26%, le réseau ne compte que des classes multigrades comme classes spéciales. Leur évolution comme elle se présente sur le tableau montre que l'on aura de plus en plus recours à elles pour faire face à la demande scolaire.

Cependant avec 320 classes multigrades sur un ensemble de 835 classes fonctionnelles soit 38,32% en valeur relative, nous avons atteint et dépassé le taux de 30% de l'ensemble des classes du réseau, défini comme norme à atteindre par le niveau national.

La politique de rationalisation des effectifs, du personnel et des infrastructures s'améliore en termes de gains en personnel et en extension du réseau.

IDEN LINGUERE
ANNEE SCOLAIRE: 2006 / 2007

ELEMENTAIRE 2006 / 2007
CONSTRUCTION

LOCALITES	TOTAL SALLES DE CLASSE	ABRIS PROV.	TOTAL SALLES EN DUR	Nbre classes en cours de construction	SALLES UTILISEES			SALLES EN DUR	
					ETAT			INUTILISEES	
					BON	ACCEPTABLE	MAUVAIS	BON	A DEMOLIR
TOTAL COMMUNE 1	60	8	52	0	25	26	9	0	0
TOTAL COMMUNE 2	95	23	72	0	45	25	25	0	0
TOTAL ZONE URBAINE	155	31	124	0	70	51	34	0	0
TOTAL CR BARKEDJI	52	25	27	0	15	13	23	1	0
TOTAL CR GASSANE	30	12	18	0	12	5	12	1	0
TOTAL CR THIARGNY	23	5	18	0	11	5	5	2	0
TOTAL CR THIEL	30	14	16	0	6	2	18	2	0
TOTAL ARROND DE BARKEDJI	135	56	79	0	44	25	58	6	0
TOTAL CR DODJI	29	11	18	0	11	7	10	1	0
TOTAL CR LABGAR	14	8	6	0	4	5	5	0	0
TOTAL CR WARKHOKH	66	16	50	0	27	19	16	2	2
TOTAL ARROND DE DODJI	109	35	74	0	42	31	31	3	2
TOTAL CR BOULAL	33	10	23	0	10	7	11	3	2
TOTAL CR THIAMENE	79	15	64	0	31	27	18	3	0
TOTAL CR DEALY	32	8	24	0	13	8	8	3	0
TOTAL CR SAGATTA DJOLOFF	48	12	36	0	20	13	15	0	0
TOTAL ARROND DE SAGATTA DJOLOF	192	45	147	0	74	55	52	9	2
TOTAL CR KAMB	48	6	42	0	23	5	10	10	0
TOTAL CR MBEULEUKHE	31	3	28	0	12	9	5	4	1
TOTAL CR MBOULA	28	3	25	0	12	8	4	2	2
TOTAL CR TESSEKRE	12	2	10	0	3	2	5	2	0
TOTAL ARROND DE YANG YANG	119	14	105	0	50	24	24	18	3

TOTAL ZONE RURALE	555	150	405	0	210	135	165	36	7
TOTAL IDEN	710	181	529	0	280	186	199	36	7

Cette situation découle du fait que les salles de classes réhabilitées dans le cadre du PDRH 2 ont souvent été mal construites du fait du manque de sérieux des entrepreneurs en bâtiment engagés par l'Etat. Le suivi technique a souvent fait défaut au point que certains ouvrages livrés moins d'un an présentaient déjà de sérieuses anomalies.

Le nombre élevé d'abris provisoires s'explique par le souci de l'IDE d'apporter une réponse favorable à la forte demande de création et d'extension d'écoles.

INFRASTRUCTURES ANNEXES

Année scolaire: 2006 / 2007

LOCALITES	SITUATION DES INFRASTRUCTURES ANNEXES DANS LES ECOLES PUBLIQUES					
	LATRINES	CLOTURE	PT.EAU	ELEC	CANTINES	BUR / MAG
TOTAL COMMUNE 1	20	5	4	4	0	5
TOTAL COMMUNE 2	34	5	8	5	0	11
TOTAL ZONE URBAINE	54	10	12	9	0	16
TOTAL CR BARKEDJI	3	0	2	1	5	2
TOTAL CR GASSANE	12	5	2	0	0	2
TOTAL CR THIARGNY	3	0	0	0	1	1
TOTAL CR THIEL	21	1	1	0	1	1
TOTAL ARRONDI.BARKEDJI	39	6	5	1	7	6
TOTAL CR DODJI	6	1	1	0	2	1
TOTAL CR LABGAR	0	0	1	0	0	0
TOTAL CR WARKHOKH	16	2	3	2	3	6
TOTAL ARRONDE DE DODJI	22	3	5	2	5	7
TOTAL CR BOULAL	4	0	1	0	0	2
TOTAL CR THIAMENE	20	0	3	0	3	4
TOTAL CR DEALY	11	0	2	0	3	3
TOTAL CR SAGATTA DJOLOFF	10	0	4	1	3	2
TOTAL ARRONDE DE SAGATTA DJOLOFF	45	0	10	1	9	11
TOTAL CR KAMB	10	1	1	0	3	3
TOTAL CR MBEULEUKHE	9	0	1	0	1	3
TOTAL CR MBOULA	11	0	2	0	1	4
TOTAL CR TESSEKRE	2	0	1	0	2	0
TOTAL ARRONDE DE YANG YANG	32	1	5	0	7	10
TOTAL ZONE RURALE	138	10	25	4	28	34
TOTAL IDEN	192	20	37	13	28	50

L'examen de ce tableau fait ressortir nettement l'indigence de nos écoles en infrastructures annexes : clôtures, latrines, points d'eau, électricité, cantines scolaires fonctionnelles. Or il est unanimement admis aujourd'hui l'impact positif que l'existence et la mise à disposition en quantité et en qualité suffisantes de telles infrastructures aux écoles peut jouer sur l'amélioration de la qualité des apprentissages scolaires et l'accès des élèves au système éducatif.

Il convient de noter le faible taux de réalisation d'infrastructures scolaires de manière générale par les collectivités locales : moins de 8%.

Niveau d'équipement des salles de classe :

année scolaire: 2006 / 2007

NIVEAU D'EQUIPEMENT DES SALLES DE CLASSE

IDEN	TABLES BANCS			CHAISES			ARMOIRES			BUREAUX		
	B+ACCE	MAUV	DEFICIT	B+ACCE	MAUV	DEFICIT	B+ACCE	MAUV	DEFICIT	B+ACCE	MAUV	DEFICIT
LINGUERE	10386	822	399	491	32	174	399	23	266	406	21	259

IDEN	EFFECTIFS	EFFECTIFS	EFFECTIFS	TOTAL		RATIO
	TOTAUX	DOUBLE FLUX	ASSIS	TABLES BANCS		EL/TB
LINGUERE	21570	0	21570	10386		2,0768342

La situation présentée par le tableau ci – dessus se révèle plutôt satisfaisante du point de vue des équipements des salles de classe, plus particulièrement en ce qui concerne les tables – bancs où le ratio est de 2 élèves par table – banc.

Pour les autre types d'équipement : bureaux, armoires et chaises, le déficit peut être vite résorbé grâce à une planification rigoureuse dans le court et moyen termes.

CONCLUSIONS SUR L'ACCES :

Les caractéristiques essentielles du réseau sont :

- La constance de l'accroissement du nombre d'écoles et de classes, malgré la lenteur du rythme d'évolution remarquée.
- Des effectifs en nette évolution particulièrement chez les filles, mais un TBS très en deçà du niveau national : 62,33% contre 89,2% en 2006/2007.
- La prédominance des écoles à cycle incomplet : 78,85%.
- L'offre d'éducation généralement insuffisante de même que de nombreux facteurs défavorisants relatifs à la transhumance des populations en zone rurale, au mariage précoce des jeunes filles, au travail des enfants en zone urbaine sont à prendre en compte dans l'optique d'un développement normal du réseau.
- Dans le souci de la rentabilisation du réseau, le nombre de classes multigrades est sans cesse croissant. L'option de l'IDE pour de tels types de classes a fait que soyons au-dessus du seuil fixé le niveau central, seuil qui est de qui est de 30%, contre 38,32% pour la circonscription.
- Faiblesse de la participation des populations à l'effort d'éducation malgré la volonté des pouvoirs publics de réaliser l'objectif d'implication des collectivités locales, par le biais des compétences transférées, à hauteur de 80% des constructions et réhabilitations de classes.

b) Qualité

L'analyse en vue du diagnostic des facteurs de qualité s'articulera autour des points suivants :

1. Le rendement interne à partir des taux de promotion, de réussite et de redoublement scolaire.
2. Les conditions d'encadrement des élèves et des enseignants.
3. Les conditions d'enseignement / apprentissage en rapport avec les manuels et le mobilier scolaire.
4. Les innovations pédagogiques.

1. Analyse du rendement interne
 1.1 Taux de rendement par niveau :

**TAUX DE RENDEMENT PAR NIVEAU
GLOBAL**

SITUATION	C.ADM	NIVEAUX						TOTAL
		CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	
Total. Effec. 05/06	COMMUNE	1402	1266	1208	1023	920	962	6781
	H.COMMUNE	3792	2244	2213	1868	1439	1201	12757
	DEPARTEMENT	5194	3510	3421	2891	2359	2163	19538
Total Redoublants en 2006/2007	COMMUNE	115	172	133	136	148	271	975
	H.COMMUNE	228	196	183	167	193	392	1359
	DEPARTEMENT	343	368	316	303	341	663	2334
Total Abandons en 2006/2007	COMMUNE	9	5	10	3	9	33	69
	H.COMMUNE	97	109	52	58	71	71	458
	DEPARTEMENT	106	114	62	61	80	104	527
Total Promus en 2006/2007	COMMUNE	1278	1089	1065	884	763	658	5737
	H.COMMUNE	3467	1939	1978	1643	1175	738	10940
	DEPARTEMENT	4745	3028	3043	2527	1938	1396	16677
Taux de Redoublement Total	COMMUNE	8,2025678	13,586098	11,009934	13,294233	16,086957	28,170478	14,37841
	H.COMMUNE	6,0126582	8,7344029	8,2693177	8,9400428	13,412092	32,639467	10,652975
	DEPARTEMENT	6,6037736	10,48433	9,2370652	10,480802	14,455278	30,651872	11,945951
Taux d'abandons Total	COMMUNE	0,6419401	0,3949447	0,8278146	0,2932551	0,9782609	3,4303534	1,017549
	H.COMMUNE	2,5580169	4,8573975	2,3497515	3,1049251	4,9339819	5,9117402	3,5901858
	DEPARTEMENT	2,0408163	3,2478632	1,8123356	2,1099965	3,3912675	4,8081368	2,6973078
Taux de promotion Total	COMMUNE	91,155492	86,018957	88,162252	86,412512	82,934783	68,399168	84,604041
	H.COMMUNE	91,429325	86,4082	89,380931	87,955032	81,653926	61,448793	85,756839
	DEPARTEMENT	91,35541	86,267806	88,950599	87,409201	82,153455	64,539991	85,356741

**TAUX DE RENDEMENT PAR NIVEAU
FILLES**

SITUATION	C.ADM	NIVEAUX						
		CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	TOTAL
Total. Effec. 05/06 FILLES	COMMUNE	685	619	600	492	419	482	3297
	H.COMMUNE	1916	1229	1211	1002	742	594	6694
	DEPARTEMENT	2601	1848	1811	1494	1161	1076	9991
Total Redoublants en 2006/2007 FILLES	COMMUNE	57	80	67	59	67	135	465
	H.COMMUNE	120	105	111	88	103	218	745
	DEPARTEMENT	177	185	178	147	170	353	1210
Total Abandons en 2006/2007 FILLES	COMMUNE	4	2	5	0	5	22	38
	H.COMMUNE	41	56	23	34	47	40	241
	DEPARTEMENT	45	58	28	34	52	62	279
Total Promus en 2006/2007 FILLES	COMMUNE	624	537	528	433	347	325	2794
	H.COMMUNE	1755	1068	1077	880	592	336	5708
	DEPARTEMENT	2379	1605	1605	1313	939	661	8502
Taux de Redoublement Total FILLES	COMMUNE	8,3211679	12,924071	11,166667	11,99187	15,990453	28,008299	14,103731
	H.COMMUNE	6,263048	8,5435313	9,1659785	8,7824351	13,881402	36,700337	11,12937
	DEPARTEMENT	6,805075	10,010823	9,8288239	9,8393574	14,64255	32,806691	12,1109
Taux d'abandons Total FILLES	COMMUNE	0,5839416	0,3231018	0,8333333	0	1,1933174	4,5643154	1,1525629
	H.COMMUNE	2,1398747	4,55655	1,8992568	3,3932136	6,3342318	6,7340067	3,600239
	DEPARTEMENT	1,7301038	3,1385281	1,5461071	2,2757697	4,4788975	5,7620818	2,7925133
Taux de promotion Total FILLES	COMMUNE	91,094891	86,752827	88	88,00813	82,816229	67,427386	84,743706
	H.COMMUNE	91,597077	86,899919	88,934765	87,824351	79,784367	56,565657	85,270391
	DEPARTEMENT	91,464821	86,850649	88,625069	87,884873	80,878553	61,431227	85,096587

L'examen des tableaux X ci-dessus permet une bonne appréciation du taux de rendement interne des effectifs scolarisés globalement d'abord et du point de vue des filles ensuite.

Le taux de promotion tant pour les garçons que pour les filles est de l'ordre de 85,09% environ pour toute la circonscription. Les plus forts taux sont notés du CI au CE1, s'échelonnant de 91,35% à 88,95% alors que les taux les plus faibles sont remarqués au CM1 et au CM2 avec respectivement 82,15% et 64,53%. Le plus faible taux de promotion est noté en classe de CM2 hors commune. Cela tient au fait que beaucoup d'élèves abandonnent le système avant terme en zone rurale 5,91% contre 3,43% dans les communes.

En zone rurale, le taux de redoublement est plus élevé au CM2 où il peut atteindre 36,70% contre 28% en zone urbaine. La raison découle du fait que la prolifération des écoles à cycle incomplet oblige parfois les équipes pédagogiques à reprendre les élèves ayant échoué au concours d'entrée en 6^{ème}. Cette nécessité est rendue plus évidente avec l'inexistence d'établissements d'enseignement moyen privés pouvant absorber les flux d'élèves en provenance des écoles élémentaires publiques et candidats malheureux au concours d'entrée en classe de 6^{ème} des CEM.

En tout état de cause, l'examen critique de ces deux tableaux met en évidence la nécessité de la normalisation dans les plus brefs délais, des cycles des écoles élémentaires afin d'améliorer le rendement interne du système.

1.2 Taux de réussite aux examens et concours scolaires :

EXAMENS SCOLAIRES

a) ENTREE EN 6 ^{ème}				
ANNEE	INSCRITS	PRESENTS	ADMIS	% D'ADMISSION
94/95	1150	1129	339	30,03%
95/96	1375	1347	406	30,14%
96/97	1322	1288	345	26,79%
97/98	1416	1365	452	33,11%
98/99	1494	1477	420	28,44%
99/2000	1489	1463	469	32,06%
2000/2001	1961	1936	599	30,94%
2001/2002	2087	2026	620	30,60%
2002/2003	2052	2026	813	40,13%
2003/2004	1925	1882	831	44,16%
2004/2005	1942	1930	872	45,18%
2005/2006	2011	2007	978	48,73%

b) C.F.E.E

ANNEE	INSCRITS	PRESENTS	ADMIS	% D'ADMISSION
94/95	1340	1312	539	41,08%
95/96	1264	1235	520	42,11%
96/97	1203	1167	578	49,53%
97/98	1267	1220	693	56,80%
98/99	1445	1422	768	54,01%
99/2000	1416	1390	673	48,42%
2000/2001	1805	1761	877	49,80%
2001/2002	1846	1783	833	46,72%
2002/2003	1821	1795	959	53,43%
2003/2004	1741	1714	739	43,12%
2004/2005	1962	1781	929	52,16%
2005/2006	1961	1952	1315	67,37%

L'observation de ce tableau permet de relever les performances de nos élèves aux examens scolaires dont l'évolution de 1994/1995 se présente en dents de scie avec des pointes de **56.80%** en 1997/1998 et **67,37%** en 2005/2006.

En 1997/1998, l'IDE de Linguère s'était classée première de toutes les circonscriptions scolaires du pays au plan des résultats aux examens scolaires. En dépit des contre performances des écoles de la zone rurale, consécutive aux forts taux d'abandon et de l'irrégularité de la fréquentation scolaire provoquée principalement par le phénomène récurrent de la transhumance, mais aussi à cause d'une trop grande mobilité du personnel découlant du fait que le département de Linguère est une zone de départ, les résultats scolaires ne cessent de s'améliorer.

2. Conditions de travail des élèves et des enseignants

2.1 le personnel :

IDEN LINGUERE

PERSONNEL (Français)

Année scolaire: 2006 / 2007

LOCALITES	SITUATION DU PERSONNEL DANS LES ECOLES PUBLIQUES										
	D.DECHAR	MAITRES CRAIE EN MAIN					TOTAL GENER	TOTAL VEN+MC	% V.E.N	% M.C	% VEN+MC
		I	IA	VEN	MC	TOTAL					
Total Commune Linguère	6	18	17	5	26	66	72	31	6,94	36,11	43,06
Total Commune Dahra	10	31	23	2	47	103	113	49	1,77	41,59	43,36
TOTAL ZONE URBAINE	16	49	40	7	73	169	185	80	3,78	39,46	43,24
CR Barkédji	1	6	7	19	18	50	51	37	37,25	35,29	72,55
CR Gassane	1	0	1	14	13	28	29	27	48,28	44,83	93,10
CR Thiargny	0	1	1	12	8	22	22	20	54,55	36,36	90,91
CR Thiel	1	1	1	13	13	28	29	26	44,83	44,83	89,66
TOTAL Ar Barkédji	3	8	10	58	52	128	131	110	44,27	39,69	83,97
CR Dodji	1	1	1	15	11	28	29	26	51,72	37,93	89,66
CR Labgar	1	0	1	6	7	14	15	13	40,00	46,67	86,67
CR Warkhokh	5	6	12	13	33	64	69	46	18,84	47,83	66,67
TOTAL Ar Dodji	7	7	14	34	51	106	113	85	30,09	45,13	75,22
CR Boulal	1	3	2	13	13	31	32	26	40,63	40,63	81,25
CR Thiamène	3	9	9	14	42	74	77	56	18,18	54,55	72,73
CR Déaly	1	1	2	10	17	30	31	27	32,26	54,84	87,10
CR Sagatta Djolof	1	6	6	16	21	49	50	37	32,00	42,00	74,00
TOTAL Ar Sagatta Djolof	6	19	19	53	93	184	190	146	27,89	48,95	76,84
CR Kamb	0	2	1	13	21	37	37	34	35,14	56,76	91,89
CR Mbeuleukhé	0	4	1	6	11	22	22	17	27,27	50,00	77,27

DEUXIEME PHASE : 2007- 2010

CR Mboula	0	3	1	7	12	23	23	19	30,43	52,17	82,61
CR Tessékéré	0	1	0	5	4	10	10	9	50,00	40,00	90,00
TOTAL Ar Yang Yang	0	10	3	31	48	92	92	79	33,70	52,17	85,87
TOTAL ZONE RURALE	16	44	46	176	244	510	526	420	33,46	46,39	79,85
TOTAL IDEN	32	93	86	183	317	679	711	500	25,74	44,59	70,32

IDEN LINGUERE

PERSONNEL (Arabe)

Année scolaire: 2006 / 2007

LOCALITES	MAITRES CRAIE EN MAIN					TOTAL VEN+MC	% V.E.N	% M.C	% VEN+MC
	I	IA	VEN	MC	TOTAL				
	Total Commune Linguère	1	4	1	5				
Total Commune Dahra	6	3	0	8	17	8	-	47,06	47,06
TOTAL ZONE URBAINE	7	7	1	13	28	14	3,57	46,43	50,00
CR Barkédji	0	0	0	3	3	3	-	100,00	100,00
CR Gassane	0	0	3	0	3	3	100,00	0,00	100,00
CR Thiargny	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
CR Thiel	0	0	2	0	2	2	100,00	0,00	100,00
TOTAL Ar Barkédji	0	0	5	3	8	8	62,50	37,50	100,00
CR Dodji	0	0	3	0	3	3	100,00	0,00	100,00
CR Labgar	0	0	0	1	1	1	-	100,00	100,00
CR Warkhokh	1	0	1	5	7	6	14,29	71,43	85,71
TOTAL Ar Dodji	1	0	4	6	11	10	36,36	54,55	90,91
CR Boulal	0	0	1	1	2	2	50,00	50,00	100,00
CR Thiamène	1	1	5	9	16	14	31,25	56,25	87,50
CR Déaly	0	0	2	0	2	2	100,00	0,00	100,00
CR Sagatta Djolof	0	0	1	1	2	2	50,00	50,00	100,00
TOTAL Ar Sagatta Djolof	1	1	9	11	22	20	40,91	50,00	90,91
CR Kamb	0	0	0	1	1	1	-	100,00	100,00
CR Mbeuleukhé	0	0	0	1	1	1	-	100,00	100,00
CR Mboula	0	0	2	0	2	2	100,00	0,00	100,00
CR Tessékéré	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
TOTAL Ar Yang Yang	0	0	2	2	4	4	50,00	50,00	100,00
TOTAL ZONE RURALE	2	1	20	22	45	42	44,44	48,89	93,33

TOTAL IDEN	9	8	21	35	73	56	28,77	47,95	76,71
------------	---	---	----	----	----	----	-------	-------	-------

IDEN / LINGUERE
2006/2007

EVOLUTION DU PERSONNEL

ANNEE	MAITRES	I	IA	MC	VE	% Qualif.	Français	Arabe
94/95	200	76	124	0	0	100%	188	12
95/96	258	79	139	0	40	84%	247	11
96/97	316	79	137	0	100	68%	306	13
97/98	374	89	121	0	164	56%	356	18
98/99	428	92	115	0	221	48%	407	21
99/2000	512	105	126	40	241	45%	486	26
2000 / 2001	536	84	129	98	225	40%	507	29
2001 / 2002	591	97	134	164	196	39%	552	39
2002 / 2003	602	92	108	243	159	33%	564	38
2003 / 2004	602	93	87	286	136	30%	560	42
2004 / 2005	637	95	80	330	132	27%	585	52
2005 / 2006	638	103	72	315	148	27%	631	57
2006 / 2007	784	102	94	352	204	25%	711	73

D'une manière générale, l'examen des tableaux ci-dessus révèle une nette « défonctionnarisation » du personnel enseignant en français comme en arabe avec respectivement 25% et 23% de la totalité des effectifs. Autrement dit, aujourd'hui 2 enseignants sur 3 sont ou VE ou MC.

RATIO ELEVES/MAITRES

année scolaire	ratio E / M
94/95	42,48
95/96	40,86
96/97	35,45
97/98	29,94
98/99	27,08
99/2000	25,04
00 / 01	24,97
01 / 02	23,40
02 /03	25,05
03 / 04	27,94
04 /005	28,08
05 / 06	32,35
06 / 07	31,77

En ce qui concerne le **ratio élèves / maître**, il est correct pour l'enseignement en français **1/ 31,77**, mais très insuffisant pour ce qui concerne l'enseignement en langue arabe : **1/295**.

Or l'affectation d'enseignants en langue arabe dans certaines zones hostiles à l'introduction de l'école française contribue souvent à encourager l'adhésion des populations locales à l'idéal scolaire.

2.2 Le corps de contrôle :

La circonscription scolaire compte 3 inspecteurs de l' Education. De ce fait **les ratios** se présentent comme suit : **1 inspecteur pour 278 enseignants pour l'élémentaire.**

Pour un bon encadrement du personnel enseignant de l'élémentaire, les effectifs du corps de contrôle méritent d'être étoffés.

3 Analyse des moyens matériels et didactiques par l'examen des ratios :

ANNEE SCOLAIRE: 2006 / 2007

RATIO

LOCALITES	NBRE COURS	MCEM	TABLES BANCS	EFFEC ELEV	MANUELS					RATIO / ELEVES....						
					LECT	CALC	HIST	GEO	SC	MAITRE	TA. BANCS	MANUELS				
												LECT	CAL	HIST	GEO	SCIEN
TOTAL COMMUNE 1	64	66	1012	2507	2063	1415	458	518	474	37,98	2,48	0,82	0,56	0,18	0,21	0,19
TOTAL COMMUNE 2	101	103	1502	4448	3911	3840	624	956	974	43,18	2,96	0,88	0,86	0,14	0,21	0,22
TOTAL ZONE URBAINE	165	169	2514	6955	5974	5255	1082	1474	1448	41,15	2,77	0,86	1,32	6,43	4,72	4,80
TOTAL CR BARKEDJI	65	50	589	1445	964	830	286	204	275	28,90	2,45	0,67	0,57	0,20	0,14	0,19
TOTAL CR GASSANE	42	28	494	1106	782	813	105	106	95	39,50	2,24	0,71	0,74	0,09	0,10	0,09
TOTAL CR THIARGNY	28	22	237	537	463	357	56	107	66	24,41	2,27	0,86	0,66	0,10	0,20	0,12
TOTAL CR THIEL	38	28	335	874	765	616	117	77	86	31,21	2,61	0,88	0,70	0,13	0,09	0,10
TOTAL ARRONDI.BARKEDJI	173	128	1655	3962	2974	2616	564	494	522	30,95	2,39	0,75	1,51	7,02	8,02	7,59
TOTAL CR DODJI	34	28	305	857	579	732	175	154	108	30,61	2,81	0,68	0,85	0,20	0,18	0,13
TOTAL CR LABGAR	18	14	253	554	264	313	37	79	25	39,57	2,19	0,48	0,56	0,07	0,14	0,05
TOTAL CR WARKHOKH	72	64	969	1581	1073	1139	328	280	306	24,70	1,63	0,68	0,72	0,21	0,18	0,19
TOTAL ARROND DE DODJI	124	106	1527	2992	1916	2184	540	513	439	28,23	1,96	0,64	1,37	5,54	5,83	6,82
TOTAL CR BOULAL	37	31	417	943	290	782	225	219	191	30,42	2,26	0,31	0,83	0,24	0,23	0,20
TOTAL CR THIAMENE	90	74	1324	2141	1390	1881	320	370	365	28,93	1,62	0,65	0,88	0,15	0,17	0,17
TOTAL CR DEALY	46	30	468	851	745	633	193	169	218	28,37	1,82	0,88	0,74	0,23	0,20	0,26
TOTAL CR SAGATTA DJOLOFF	61	49	821	1304	853	702	194	159	176	26,61	1,59	0,65	0,54	0,15	0,12	0,13
TOTAL ARROND DE SAGATTA DJOLOF	234	184	3030	5239	3278	3998	932	917	950	28,47	1,73	0,63	1,31	5,62	5,71	5,51
TOTAL CR KAMB	56	37	602	822	612	719	105	162	129	22,22	1,37	0,74	0,87	0,13	0,20	0,16
TOTAL CR MBEULEUKHE	34	22	493	759	727	640	375	627	262	34,50	1,54	0,96	0,84	0,49	0,83	0,35
TOTAL CR MBOULA	35	23	435	600	762	492	121	93	135	26,09	1,38	1,27	0,82	0,20	0,16	0,23

TOTAL CR TESSEKRE	14	10	130	241	168	185	30	12	28	24,10	1,85	0,70	0,77	0,12	0,05	0,12
TOTAL ARROND DE YANG YANG	139	92	1660	2422	2269	2036	631	894	554	26,33	1,46	0,94	1,19	3,84	2,71	4,37
TOTAL ZONE RURALE	670	510	7872	14615	10437	10834	2667	2818	2465	28,66	1,86	0,71	1,35	5,48	5,19	5,93
TOTAL IDEN	835	679	10386	21570	16411	16089	3749	4292	3913	31,77	2,08	0,76	1,34	5,75	5,03	5,51

3.2 Mobilier

La situation est satisfaisante dans l'ensemble du département 1 table – banc pour 2 élèves. Cependant il faudra envisager une meilleure redistribution, certaines localités étant plus mal loties que d'autres.

Du fait de la logique d'extension du réseau scolaire qui favorise de nombreuses créations d'écoles fonctionnant les deux premières années sous abris provisoires, les établissements qui présentent une situation excédentaire en mobilier prêtent des tables – bancs aux plus démunis afin de leur permettre de démarrer dans de bonnes conditions.

3.3 Manuels scolaires

En lecture et en calcul, disciplines instrumentales, la situation est nettement acceptable encore qu'il faille imaginer des stratégies pour une bonne conservation des ouvrages.

En sciences et dans les autres disciplines d'éveil : histoire et géographie, la situation est en train d'être normalisée avec la dotation des écoles de grande quantité en manuels.

3.4 Les innovations pédagogiques :

IDEN / LINGUERE

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE ((QUALITE)	
ETAT DES PROGRAMMES ET DES INNOVATIONS	
PROGRAMMES EDUCATIFS	NOMBRE D'ECOLES
ECOLES EN PROJETS	28
TRADITIONNELLES	180
PILOTES	0
FDS	19
E.V.F/E.M.P	3
P.F.I.E	10
JOG PROGRAMME EDDI	2
JICA	2

SYSTEME ECOLES ASSOCIEES UNESCO	2
MISE A L'ESSAI DU CURRUCULUM DE L'ECOLE DE BASE	2
INTRODUCTION DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES LANGUES NATIONALES	5
ECU	2
FORMATION A DISTANCE DES DIRECTEURS D'ECOLE	227

Neuf (09) types d'innovation sont en cours d'expérimentation dans la circonscription. Il s'agit :

- Des 19 écoles élémentaires dont les projets ont été élus au Fonds de Développement Scolaires (FDS) sur financement de la Banque Mondiale.
- De 10 écoles expérimentant l'éducation environnementale conçue et mise en œuvre par le Programme de Formation et d'Information Environnementale (PFIE).
- De 3 écoles expérimentant un programme d'Education à la Vie Familiale et en Matière de Population (EVF / EMP).
- De 2 écoles associées au système des écoles associées de l'UNESCO.
- De 5 écoles expérimentant l'introduction de l'enseignement dans les langues nationales.
- De 2 écoles expérimentant la mise à l'essai du Curriculum de l'école de base.
- De 2 écoles expérimentant le système de la classe unique.
- De 28 écoles en train de mettre en œuvre un projet d'école.
- De 227 directeurs et chargés d'école bénéficiaires de la formation à distance (FAD).

D'autres approches pédagogiques innovantes sont également en cours d'expérimentation dans nos écoles. Il s'agit :

- De deux modules de développement chez l'apprenant de compétences à la vie active accompagnant des programmes de construction et de réhabilitation de classes dont l'un est piloté par le projet JOG SENEGAL, initié par l'USAID et l'autre, par l'Agence de Coopération Japonaise : JICA.
 - D'une école expérimentant un programme d'éducation à la Paix et à la Citoyenneté conçu par le système des écoles associées de l'UNESCO.
 - De cinq (05) écoles élémentaires participant à l'expérimentation de l'introduction de l'enseignement des langues nationales dans le système éducatif.
 - De deux (02) écoles élémentaires participant à la mise à l'essai du Curriculum de l'Ecole de Base.
- Ces innovations, bien qu'ayant un impact très positif sur la qualité des enseignements / apprentissage grâce au renouvellement des approches pédagogiques qu'elles induisent, connaissent cependant des fortunes diverses :
- 1) Du fait de l'insuffisance des effectifs du corps de contrôle, la mise en œuvre d'un dispositif de suivi – évaluation indispensable s'avère très difficile.
 - 2) Il s'ajoute à cela une insuffisance des moyens matériels notamment logistique pour une bonne gestion de ces innovations.
 - 3) Il manque la mise en place d'un dispositif de pérennisation / généralisation de ces innovations qui se traduit par la cohabitation dans le système d'écoles de programmes très diversifiés.

I.3 Inspection départementale de l'Education

L' IDEN de Linguère, actuellement abritée dans les locaux de l'ancien logement du directeur de l'école Birame SECK construit vers 1955 se trouve aujourd'hui à l'étroit. bien qu'ayant bénéficié de deux séries de travaux de réhabilitation, le bâtiment ne sied plus aux normes d'une structure aussi importante qu'une inspection départementale de l'Education au regard des missions nouvelles auxquelles elle doit faire face.

Au total, les 15 agents que compte le service cohabitent dans 08 bureaux constitués de pièces initialement prévues à usage d'habitation.

Aussi la solution radicale consisterait – elle à construire, sur un nouveau site, un bâtiment plus fonctionnel destiné exclusivement à accueillir l'IDE.

Au plan des équipements en mobilier de bureau et de matériel de bureautique informatique, la dernière dotation de l'IDEN de Linguère remonte à l'année 1990 dans le cadre du Projet Education VI. Si entre temps du matériel de bureautique en nombre et en qualité conséquents : un photocopieur neuf de grande capacité, un fax et 06 micro ordinateurs ont été mis à notre disposition, il se trouve que le mobilier déjà insuffisant à l'époque et peu solide se trouve dans un état de vétusté très avancée. Les chaises bourrées de même que les bureaux qui constituent l'essentiel du parc ne tiennent encore que par miracle.

C'est la raison pour laquelle il faudra envisager le renouvellement de l'équipement pour améliorer significativement les conditions de travail du personnel.

CONCLUSION SUR LA QUALITE

1) le rendement interne

Le taux de redoublement global estimé à 12 % est raisonnable, quand on sait qu'il était de l'ordre de 16 % pour tout le département il y a trois ans seulement. L'on note cependant une disparité entre zone urbaine et zone rurale et selon également les niveaux considérés. Ce sont les écoles des communes qui enregistrent les plus forts taux de redoublement et ce à tous les niveaux.

Pour notre département, l'inexistence d'établissements d'enseignement élémentaire et moyen privés pouvant aider à absorber les flux d'élèves issus du CM2 explique largement cet état de fait même si cela ne signifie pas que les autorités scolaires cautionnent une telle situation. En matière de taux de redoublement, l'on doit tendre au taux souhaité de 10%.

En tout état de cause, **une normalisation des écoles à cycle incomplet et un renforcement des capacités pédagogiques des maîtres réduiraient les redoublements et les disparités entre zones urbaine et rurale et contribueraient à l'amélioration des résultats scolaires des élèves aux différents examens et concours scolaires.**

2) Conditions de travail :

a) Le personnel :

Globalement, le **ration élèves** / maître (**31,77/1**) est satisfaisant même si l'on peut relever quelques disparités entre les écoles urbaines et les écoles rurales.

Le **ratio maîtres** / inspecteur (**278/1**) dans l'élémentaire, loin du ratio souhaité (**50/1**), ne permet pas véritablement un encadrement rapproché.

b) Moyens pédagogiques :

• Manuels scolaires :

Les ratios élève / manuel pour les disciplines instrumentales : lecture et calcul sont satisfaisants dans l'ensemble avec un manuel par élève pour ces deux disciplines. En étude du milieu, le ratio élève / manuel s'est beaucoup améliorée étant proche d'un élève / manuel.

• Le mobilier :

De manière générale, le ratio élèves / table – banc (2 / 1) est satisfaisant. Il reste seulement à veiller à une redistribution plus équitable des tables – bancs pour éviter les déficits ou les excédents.

c) Les innovation pédagogiques :

Les innovations pédagogiques en cours d'expérimentation dans la circonscription, au – delà de l'intérêt qu'elles suscitent pour notre système éducatif en termes de l'élargissement de l'accès pour tous à une éducation de qualité et de l'amélioration du rendement scolaire soulèvent de réels problèmes quant à leur gestion correcte et efficace par les membres du corps de contrôle.

En effet face aux multiples tâches auxquelles les IDEN sont confrontées aujourd'hui, tâches qui vont en se complexifiant du fait du processus de régionalisation / décentralisation, les effectifs des inspections départementales de l'Education sont très insuffisantes. Ils dépassent rarement 2 inspecteurs par IDEN.

Or le suivi et l'évaluation des innovations requièrent une attention particulière et soutenue. Ils exigent également que des moyens matériels et financiers conséquents soient mis à la disposition des IDEN.

II. DIAGNOSTIC DU SOUS – SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE NON FORMELLE**II.1 Ecoles communautaires de base****PROGRAMME ECB 2002 - 2006****ACCES**

Opérateurs	Nombre de classes	Langue			Nombre d'élèves	Montant du Financement
		total	wolof	pulaar		
CETF	1	1	1	0	20	1 507 525 F
ADYD	10	10	5	5	299	41 843 178 F
TOTAL	11	11	6	5	319	43 350 703 F

II/1.1 Accès :

L'implantation d'écoles communautaires de base est très récente dans le département. Elle date du mois de février 2002 et totalise 11 classes dont 10 ont été affectées à l'Opérateur privé en alphabétisation « Association pour le Développement de Yang – Yang et de Dodji » (ADYD) et 01 au Centre d'Enseignement Technique Féminin (CETF) de Linguère.

Le programme de formation de ce type d'école qui se veut un modèle alternatif au modèle d'école classique a pour cible les jeunes garçons et jeune filles de la tranche d'âge 9 – 15 ans n'ayant pas eu la chance d'accéder normalement au système éducatif. Au terme de 4 ans d'enseignement – apprentissage à la fois en langue nationale et en français, les élèves des ECB peuvent se présenter aux examens et concours scolaires afin d'accéder au système éducatif normal.

Il faut souligner qu'au regard du taux brut actuel de scolarisation départemental se chiffrant à 62,33%, l'impact de ce programme sur le développement de ce sous – secteur est pratiquement nul du fait du nombre très réduit d'élèves enrôlés : 319, par rapport à la cible visée devant se chiffrer à des milliers de jeunes, nombre dont nous ne pourrions apprécier réellement l'importance que lorsque les résultats du dernier recensement national de la population en 2002 seront connus.

En tout état de cause, le modèle alternatif que constitue l'ECB est une solution inespérée pour l'éradication de l'analphabétisme dans notre département.

Le seul problème reste la disparition du projet PAPA qui en avait la charge. A l'heure actuelle, aucune alternative n'est encore envisagée pour la poursuite de l'expérimentation.

II/1.2 Qualité :

Au début de chaque unité de formation, chaque opérateur dont le sous-projet aura été retenu et financé, organise des sessions de formation des formateurs d'une part en vue du renforcement de leurs capacités pédagogiques, et de leurs gestionnaires d'autre part.

Par rapport à la gestion de la qualité d'une manière générale, un manuel de procédures élaboré indique clairement le nombre de sessions de formation que chaque opérateur doit organiser pendant tout le temps que durera le programme, de même que les modalités de suivi – évaluation à mettre en œuvre concomitamment avec l'IDE. Mais c'est ce dispositif de suivi - évaluation qui constitue le point faible de ces projets, car le niveau central continue à se substituer aux services déconcentrés pour réaliser ce travail.

Mais d'une manière générale, les projets porteurs de ces actions ont tous été clôturés.

II/1.3 Gestion :

La gestion des programmes et des ressources allouées au projet relève de la responsabilité directe de l'opérateur. Toutes les opérations relatives à la gestion du sous – projet et ce, dans tous ses aspects, sont mentionnées dans le manuel de procédures.

Toutefois, l'IDE exerce un contrôle et un suivi de toutes les activités prévues dans le sous – projet et appose son visa sur tous les documents devant être transmis au PAPA.

II.2 Alphabétisation :

II.2.1 Accès :

Seul le Conseil Régional continue à gérer ce type de projet nommé PAIS / ETAT, du fait que l'alphabétisation est une compétence transférée aux collectivités locales. Mais l'impact de ce projet sur les populations reste très faible du fait de l'insuffisance des moyens mis en œuvre et de la durée très limitée (5 mois) des sous – projets financés.

II.2.2Qualité

Les normes de qualité que les programmes d'alphabétisation tant du PAPF que du PAIS – ETAT sont toutes explicitées dans le manuel de procédures respectif de ces différents projets. Les missions de suivi – évaluation conduite par l'IDE et / ou le niveau central constituent au pointage d'un check – list passant en revue toutes ces normes de qualité.

Pour pouvoir prétendre au financement d'autres sous – projets, l'opérateur doit s'appliquer à respecter les dispositions du manuel de procédures en termes d'obligation de résultats.

II.2.3 Gestion :

A l'image des programmes des ECB, toutes les opérations relatives à la gestion des programmes du PAPF et du PAIS – ETAT sont décrites avec minutie dans le manuel de procédures ce qui en facilite leur contrôle, leur suivi et leur évaluation.

II.3 Enseignement de l'Arabe

II.3.1 Parascolaire : Ecoles coraniques ou « daaras » :

L'état actuel des statistiques démographiques et scolaires ne permettent pas une saisie correcte de la situation de l'éducation coranique dans le département. Cependant du fait du nombre élevé d'enfants encadrés dans ces écoles, il est urgent de mener des études statistiques sérieuses pour une meilleure maîtrise de la carte scolaire et son corollaire à savoir une planification des actions plus rigoureuse.

Toutefois une entreprise de cette envergure s'avère difficile du fait de la mobilité des effectifs des « daaras » autant les élèves que les maîtres qui se déplacent sans cesse d'une région ou d'une ville à une autre.

II.3.2 Préscolaire :

Trois établissements d'éducation préscolaire en langue arabe au moins ont été recensés mais il est certain que leur nombre est encore plus élevé. Mais du fait que les déclarants responsables de ces établissements ne se soucient presque jamais de la régularisation de leur situation administrative auprès de l'IDEN soit par ignorance, soit de manière délibérée, nous ne disposons pas de données statistiques scolaires les concernant.

Mais le véritable problème se situe au niveau à la fois de la qualification du personnel enseignant et de la conformité des programmes enseignés avec les programmes officiels. Les méthodes d'enseignement pédagogiques pratiquées sont presque toutes éculées et malheureusement l'insuffisance des membres du corps de contrôle en langue arabe constitue un obstacle majeur pour l'encadrement de ce type d'éducateur.

En raison du nombre somme toute important d'enfants encadrés dans ces structures, il importe de s'attaquer sans délai à une réorganisation systématique de ce sous – secteur.

II.3.3 Elémentaire :

Du fait de l'effet stimulant qu'il peut avoir sur l'accroissement du taux brut de scolarisation, l'enseignement arabe élémentaire mérite d'être développé de manière plus significative en terme de recrutement d'un plus grand nombre d'enseignant et de membres du corps de contrôle.

II.3.4 Ecoles franco – arabes :

La circonscription scolaire compte aujourd'hui 8 écoles franco - arabes ce qui traduit un réel engouement des populations pour ce type d'école.

Comme souligné ci – dessus, les écoles franco – arabes, lorsqu'elles seront multipliées, pourront stimuler sensiblement le TBS départemental dans nombre de localités.

IV DIAGNOSTIC DU FINANCEMENT ET DE LA GESTION DU SYSTEME

IV.1 Financement du système

La loi N° 96.07 du 22 mars portant transfert des compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière d'éducation, d'alphabétisation, de promotion des langues nationales et de formation professionnelle de même que son décret d'application N° 96 – 1136 en date du 27 décembre 1996 spécifie clairement les domaines d'intervention de ces collectivités au regard des compétences transférées.

Si tout cela est clair sur le plan statutaire, il reste que la réalité est totalement différente. Non seulement la participation des collectivités est encore très faible mais surtout, difficile à chiffrer. Malgré notre souhait toujours renouvelé de pouvoir être informé correctement du montant des ressources budgétaires allouées aux écoles de leur ressort, les communes et les communautés rurales rechignent à nous faire parvenir tout document relatif à leur intervention. Dès lors un contrôle et un suivi corrects de l'utilisation du fonds de dotation s'avèrent difficiles.

En ce qui concerne l'apport des ONG, le tableau XV permet d'apprécier le niveau d'intervention des premiers partenaires que compte la circonscription.

En effet le département n'a jamais pu bénéficier jusqu'à maintenant, de soutien d'ONG pour le secteur de l'Education. L'AFDS, le PNIR, le PADV et la société ASYLA GUM COMPANY ont réalisé respectivement des infrastructures scolaires de bonne qualité, au bénéfice des populations.

Leurs programmes respectifs, qui se fondent sur l'approche participative et communautaire, se traduisent par la construction et la réhabilitation de salles de classe, la construction de murs de clôture et de bibliothèques équipées, la réalisation de points d'eau, etc...

D'autres partenaires commencent à se manifester, ce qui nous impose la nécessité de mettre sur pied très rapidement une Table de Concertation dans le souci de créer les conditions d'une bonne harmonisation et surtout d'une coordination efficiente de leurs interventions dans le secteur.

IV.2 Gestion des ressources

L'analyse de la gestion du système s'appuiera sur trois paramètres : la gestion du personnel, la participation des collectivités locales et des ONG à l'effort d'éducation et enfin les structures décentralisées de gestion.

1) Situation du personnel dans les écoles publiques :

D'une manière générale, la situation du personnel est satisfaisante du point de vue du ratio élèves / maître (31,77/ 1) pour l'élémentaire en français, mais l'est beaucoup moins en ce qui concerne l'enseignement arabe (295 / 1). Cependant du point de vue de la qualification du personnel recruté, l'option pour le système, du recrutement de volontaires de l'éducation et de maîtres contractuels dont la durée de formation été considérablement raccourcie passant de 4 ans ou 1 an à moins d'un an, a entraîné une baisse sensible du niveau et de la qualité de la formation professionnelle initiale.

Du fait de cette option depuis 1995 / 1996, aujourd'hui 2 enseignants sur 3 sont volontaires de l' Education ou maîtres contractuels. Cette situation a entraîné ipso

facto deux modes de prise en charge salariale de ces catégories de personnel. La gestion de la masse salariale des volontaires de l' Education est dévolue à la Direction du Projet des Volontaires de l'Education (DPVE) et celle des maîtres contractuels à la Direction de l'Administration Générale et de l' Equipement (DAGE) au ministère de l'Education.

La massification des VE et des MC s'est évidemment traduite par des difficultés liées au respect des échéances mensuelles sur le plan salarial mais aussi dans la gestion de leurs carrières respectives.

Toutefois, une perspective nouvelle a vu le jour depuis deux ans maintenant avec le recrutement chaque année d'un nombre indéterminé de maîtres contractuels dans la Fonction Publique.

IDEN / LINGUERE

TABLEAU XV

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

GESTION

INTERVENTION DES COLLECTIVITES ET DES PARTENAIRES						
RUBRIQUES		Montant total	FINANCEMENT INTERNE		FINANCEMENT EXTERNE (partenaires - ONG)	
			Part Collectivités Locales	Part Bénéficiaires	PNIR	AFDS
Construction de salles de classe		24823436	3723515	1241172	19858749	
Equipement de salles de classe		2625000	393750	131250	2100000	
Construction de 5 centres d'alphabétisation		15000000	2250000	750000	12000000	
Total		42448436	6367265	2122422	33958749	0

INTERVENTION DES COLLECTIVITES ET DES PARTENAIRES						
RUBRIQUES		Montant total	FINANCEMENT INTERNE		FINANCEMENT EXTERNE (partenaires - ONG)	
			Part Collectivités Locales	Part Bénéficiaires	PNIR	AFDS
Construction et Equipement de salles de classe		45101844		2255092		42846752
Construction de mur de clôture, de bibliothèque et raccordement au réseau eau		21000000		1050000		19950000
Construction de mur de clôture et de bibliothèque équipée		21000000		1050000		19950000
Construction de mur de clôture et raccordement au réseau eau		9724539		486227		9238312
Construction de deux salles de cours et d'une salle polyvalente		21000000		1050000		19950000
Total		117826383	0	5891319	0	111935064

TOTAL GENERAL		160274819	6367265	8013741	33958749	111935064
----------------------	--	------------------	----------------	----------------	-----------------	------------------

2) Participation des collectivités locales et des ONG :

IV.3 Gestion de la qualité pédagogique

En conformité avec les dispositions du décret N° 2002 – 652 du 02 juillet 2002 portant création, organisation et fonctionnement des organes de gestion du PDEF, un dispositif de pilotage du PDEF au plan départemental a été mis en place sous l'autorité de Monsieur le Préfet du département et comprend les organes de gestion décentralisées suivants :

- a) le Comité Départemental de Coordination et de Suivi (CDCS)
- b) les Conseils Locaux d' Education et de Formation (CLEF)
- c) les Comités de Gestion d' Ecole (CGE).

Créées très récemment, ces organes serviront de points d'appui pour la réalisation des objectifs du Plan d'action du PDDE de l'IDE de Linguère.

Mais l'analyse du mode actuel de la gestion de la qualité pédagogique révèle trois difficultés au moins dans la mise en œuvre du dispositif mis en place.

La première est relative à la faiblesse déjà évoquée de l'effectif des membres du corps de contrôle que traduit le ratio élevé inspecteur / maîtres encadrés : 1 / 278.

Sous ce rapport un encadrement rapproché efficace du personnel enseignant s'avère de plus en plus difficile au regard des nombreuses sollicitations dont les membres du corps de contrôle sont l'objet : tâches administratives quotidiennes, gestion des innovations pédagogiques, contrôle du personnel, participation à des sessions de formation des cadres, à des séminaires et réunions diverses.

La deuxième découle de la coexistence dans le système de plusieurs programmes et projets éducatifs poursuivant chacun des objectifs spécifiques avec des modalités d'intervention différentes : PFIE, EVF / EMP, Prévention du SIDA à l'Ecole, Modules de Compétences à la vie active, etc... Cela donne l'impression d'un véritable désordre dans le champ scolaire et nécessite de sérieux efforts de réorganisation.

La troisième difficulté et la non des moindres est liée à la conception et à la mise en œuvre d'un dispositif efficace et cohérent de mesure du rendement interne du système en terme de l'évaluation de l'impact des innovations pédagogiques sur les savoirs, les savoir – faire et les savoir – être mais également et surtout sur les résultats scolaires aux différentes étapes du cycle élémentaire. **Ceci pose la nécessité de la régularité dans la mise en œuvre des évaluations standardisées.**

TROISIEME PARTIE : PLAN D'ACTION

LES PRINCIPES DIRECTEURS ET ORIENTATIONS GENERALES :**LES PRINCIPES DIRECTEURS :**

L'élaboration d'un outil de planification tel que le PDDE doit forcément s'appuyer sur des principes directeurs bien identifiés si l'on veut rendre les actions programmées visibles, cohérentes et efficaces.

Ces principes sont au nombre de quatre et procèdent d'une approche systémique :

1^{er} principe : La communication.

Elle doit être efficace tout le long du processus et se traduire par la multiplication des espaces de concertation que tous les partenaires solidaires dans la mise en œuvre du plan d'action doivent mettre à profit pour échanger sur toutes les questions d'importance avant toute prise de décision.

2^{ème} principe : Le pilotage à tous les niveaux.

Il découle du précédent et nécessite une bonne articulation et une interaction dynamique entre les différents niveaux d'intervention que sont les organes décentralisés de gestion du PDEF : le CDCS, les CLEF et les CGE.

3^{ème} principe : La gestion participative et transparente.

C'est un principe qui traverse tout le processus et lui donne sa signification. Il doit inspirer tous les acteurs en situation dans le pilotage du système.

4^{ème} principe : Le respect des procédures.

Pour entreprendre une œuvre de cette envergure, il importe de se référer un code de conduite minimum invitant tous les acteurs en présence à un respect et une rigueur dans l'application des mesures envisagées d'un commun accord.

LES PRIORITES

Ce sont celles que le PDEF s'est fixé pour les prochaines dix années :

- Elargissement de l'accès pour un relèvement significatif du TBS.
- Amélioration de la qualité des enseignements – apprentissages en vue d'un meilleur rendement scolaire.
- Amélioration de la gestion du système par la décentralisation effective des décisions à prendre dans ce domaine.

LES ORIENTATIONS GENERALES :

Le PDDE se veut un instrument de pilotage souple, flexible et efficace permettant une plus grande visibilité des actions déroulées dans le champ scolaire. En termes plus clairs, le PDDE de l'IDEN de LINGUERE prend en charge les options suivantes :

- L'implication des autorités administratives, des collectivités locales et des leaders d'opinion dans la mobilisation autour de l'objectif de scolarisation universelle.

- Le financement plus important et plus organisé de l'éducation par les partenaires de la coopération décentralisée, des ONG, des mécènes et des collectivités locales.
- La réorganisation et la restauration de la carte scolaire en vue de lutter contre les effets négatifs de certains facteurs socio – culturels spécifiques au département comme la transhumance, les abandons scolaires pour des motifs différents, etc...
- L'organisation des daaras et des écoles arabes islamiques pour une meilleure évaluation de la scolarisation dans le département.

LES RESULTATS ATTENDUS ET INDICATEURS DE SUIVI

- Elargissement de l'accès à une éducation de qualité pour tous qui devra se traduire :
 - par la densification du réseau scolaire avec l'augmentation du nombre des établissements scolaires à tous les niveaux d'enseignement ;
 - la résorption des écoles à cycle incomplet ;
 - l'augmentation des classes multigrades;
 - une meilleure organisation des sous – secteurs de l' Education de base non formelle pour accueillir de plus grands flux d'auditeurs ;
- Amélioration de la qualité des enseignements / apprentissages par :
 - une péréquation positive de tous les ratios :
 - μ Elèves / Maître
 - μ Maîtres / Inspecteur
 - μ Elèves / Manuels
 - une amélioration de tous les intrants pédagogiques : matériels et supports didactiques ;
 - une amélioration du système des évaluations des apprentissages ;
 - une grande fréquence des inspections de directeurs et de maîtres et une meilleure organisation de la formation continuée.
- Amélioration de la gestion du système par le fonctionnement effectif et efficace des organes de gestion décentralisés du PDEF : CDCS, CLEF, CGE, mais aussi et surtout par la mise en œuvre efficiente des compétences transférées aux collectivités locales pour une meilleure prise en charge par celles – ci des problèmes de l'École.

I.1 L' EDUCATION DE BASE FORMELLE :

I.1.1 Développement de la petite enfance :

A / Stratégies :

Du fait de la faiblesse très importante du taux brut de préscolarisation départemental qui est de l'ordre de 0.95% environ malgré une population pré – scolarisable en constante évolution, notre stratégie de développement du sous – secteur sera axée en priorité autour des points suivants :

- Relèvement de l'ordre de 3% environ de l'actuel TBPS départemental en rapport avec le phasage établi par le PDEF. L'atteinte de cet objectif passera naturellement par le relèvement tout aussi significatif du Taux Brut d'Admission.
- Mise en œuvre d'un plan de communication pour une adhésion massive à l'éducation préscolaire.

- Organisation et formalisation de l'éducation coranique dans les daaras en vue de l'amélioration du TBPS.
- Construction de cases de tout petits dans chaque chef – lieu de circonscription administrative : arrondissement et communauté rurale.
- Renforcement des capacités psychopédagogiques du personnel enseignant par une systématisation de la formation continuée.
- Encouragement et développement de l'initiative privée.

B/ Champs d'intervention :

- Le recrutement.
- Les infrastructures et les équipements.
- Meilleure organisation pour une plus grande efficacité des structures de gestion.

C/ Objectifs :

- Atteindre un TBPS de 3% au moins au terme de la deuxième phase du PDEF en 2007.
- Améliorer les disparités en zones et sexes par une meilleure répartition des infrastructures d'éducation préscolaire.
- Réorganiser les écoles d'enseignement coranique pour une meilleure prise en compte de leurs données statistiques.
- Améliorer les conditions d'enseignement / apprentissage.
- Améliorer la qualité des apprentissages.
- Impliquer davantage les populations dans les structures de gestion.
- Améliorer les conditions de travail du personnel de l'IDEN.

DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE**PLAN D'ACTION****ACCES**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Relever le taux de pré scolarisation de 6% au moins en 2010	* Sensibiliser la population	IDEN en rapport avec le CDCS et les CLEF	2007-2008 2008-2009 2009-2010	-Etat -partenaires privés – collectivités locales	Augmentation du TBPS . 2007-2008: 2% . 2008-2009: 4% . 2009-2010: 6%	Recrutement de : • 2007-2008: 800 élèves • 2008-2009: 1500 élèves • 2009-2010: 3000 élèves
	* Construire et équiper des cases des tout – petits dans les chefs lieux d'arrondissement et de communautés rurales	-Etat -Collectivités locales	2007-2008 : 6 cases 2008-2009 : 8 cases 2009-2010 : 3 cases	Etat – collectivités locales -ONG 425 000 000 F	17 cases construites	2007-2008: 6 cases construites 2008-2009: 8 cases construites 2009-2010: 3 cases construites
	* Recrutement de personnel suffisant	-Etat -Collectivités locales -CG	*2007-2008: 6 moniteurs et 6 femmes de charge. *2008-2009: 8 moniteurs et 8 femmes de charge. *2009-2010: 3 moniteurs et 3 femmes de charges	Etat – Bailleurs	17 cases des tout – petits fonctionnelles	17 enseignants recrutés 17 femmes de charge recrutées.

Corriger les disparités en zones et en sexes par une meilleure répartition des infrastructures d'éducation préscolaire	* Mettre en place une carte préscolaire équilibrée et équitable.	IDEN CDCS CLEF	2007 - 2009		17 collectivités locales couvertes par cette phase.	17 nouveaux sites couverts.
Réorganiser les écoles coraniques pour une meilleure maîtrise des données statistiques	- Recenser les écoles coraniques. - Créer un partenariat écoles coraniques – écoles maternelles	IDEN CDCS CLEF	2007 – 2010	Etat – collectivités locales	prise en compte des « daara » sur la carte scolaire	Bilan de la campagne statistique

DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE**PLAN D'ACTION****QUALITE**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Améliorer les conditions matérielles d'enseignement / apprentissage	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le matériel didactique existant déjà dans les écoles maternelles et les cases des Tout-petits. - Renforcer l'équipement de matériel plein – air des écoles maternelles publiques 	IA CG ME	2007 – 2010		écoles maternelles et cases des Tout-petits équipées.	<ul style="list-style-type: none"> • Recensement du matériel didactique et du matériel plein – air.

Améliorer la qualité des enseignements / apprentissages	Renforcer les capacités pédagogiques et administratives du personnel enseignant par la formation continue	PRF IDEN	2007 - 2010		Bonne formation des enseignants.	Nombre de sessions de formation.
---	---	-------------	-------------	--	----------------------------------	----------------------------------

DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE**PLAN D'ACTION****GESTION**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Réintégrer la gestion de la Case des Tout-petits au niveau départemental dans la gestion des écoles maternelles	- affecter un inspecteur au niveau de L'IDEN chargé de la gestion de la Case des Tout-petits	MEN IA	2007-2010		Bonne gestion pédagogique, administrative et financière	-statistiques de la Case des Tout-petits à l'IDEN -contrôle -encadrement -suivi

I.1.2 Enseignement élémentaire**ACCES**A / Stratégies :

L'élargissement de l'accès à l'éducation nécessitera la mise en œuvre des stratégies suivantes :

- L'accroissement de l'offre d'éducation.
- La neutralisation des facteurs économiques et socio – culturels qui font obstacle à l'accès d'une importante frange de la population scolarisable aux structures d'éducation de base formelle.
- La normalisation des cycles.
- La mise en œuvre des innovations structurelles telles que la multiplication des classes spéciales : CMG.

B / Champs d'intervention :

Le TBS, les infrastructures et les classes spéciales constituent les principaux champs d'intervention pour l'accès. Les objectifs pour chaque champ se présentent comme suit :

B.1 / Le Taux Brut de Scolarisation :

Objectif prioritaire : Relever le TBS de 48.75% à 59.90% en 2007

Le tableau ci – dessous fait état des projections jusqu'en 2007 :

ANNEES	POP SCOL	EFFECTIFS	TBS	POP 7 ans	A RECRUTER	TBA
2004	31818	17129	53.83%	7129	4600	64.52%
2005	32722	18254	55.78%	7295	4800	65.79%
2006	33652	19453	57.80%	7408	5000	67.49%
2007	34607	20731	59.90%	7618	5800	76.13%

B.2 / Les classes spéciales :

Objectif n° 1 : - Réduire le pourcentage d'écoles à cycle incomplet de 81.44% à 55%

Objectif n° 2 : - Faire passer le pourcentage des CMG de 19.50% en 2003 à 25% en 2007.

Années	Projections du nombre d'écoles du réseau	Résorption du nombre d'écoles de moins de 3 classes	observations
2004	200	65	L'hypothèse est qu'avec 3 classes physiques on peut assurer un cycle de 6 ans grâce aux CMG.
2005	220	88	
2006	240	120	
2007	260	143	

B.3 / Les infrastructures :**Objectif n°1 :** Construire 460 classes de 2004 à 2007

années	Nombre de classes à construire		Totaux
	Nouvelles classes	Remplacement d'AP	
2004	50	50	100
2005	60	60	120
2006	70	80	150
2007	40	50	90

Objectif n° 2 : Réhabiliter au moins 60% des classes dégradées de 2004 à 2007

Années	Salles à réhabiliter
2004	27
2005	27
2006	30
2007	30
Totaux	114

Objectif n° 3 : Equiper 25% des écoles en 2005 et 50% en 2007 en infrastructures annexes.

Années	Nombre prévu d'écoles	Type d'infrastructure			nombre
		Latrines	Mur de clôture	Point d'eau	
2005	220	55	55	55	165
2006	240	96	96	96	288
2007	260	130	130	130	390
TOTAL		281	281	281	843

B.4 / L'entretien préventif :

L'entretien préventif des infrastructures et équipements scolaires fera l'objet d'un traitement particulier. Les acquis de cette stratégie qui fut l'objet d'une des composantes majeures du Projet Education IV de 1988 à 1992 seront renforcés par leur prise en charge dans un module d'acquisition et de mise en œuvre de compétences à la vie active comme le modèle conçu par le Projet JOG / SENEGAL du programme EDDI / USAID.

A ce titre des actions de sensibilisation et de formation seront menées en direction de tous les acteurs en situation autour de l'école : élèves, maîtres et parents d'élèves à l'effet de les former aux tâches récurrentes d'entretien régulier ordinaire et d'entretien curatif des infrastructures et équipements scolaires.

Objectif n°1 : Sensibiliser et former les acteurs de l'école (élèves, maîtres et parents d'élèves aux tâches d'entretien régulier ordinaire et d'entretien préventif des infrastructures et équipements scolaires.

Objectif n°2 : Doter toutes les écoles de trousse à outils à raison d'une trousse par école de moins de 6 classes et de 2 trousse par école de plus de 6 classes de 2004 à 2007.

Années	Nombre prévu d'écoles	Nombre de trousse
2004	200	100 + 200 = 300
2005	220	110 + 220 = 330
2006	240	132 + 216 = 348
2007	260	143 + 234 = 377
TOTAL		485 + 870 = 1355

QUALITE

A / Stratégies :

Pour la qualité, les stratégies retenues sont les suivantes :

- Normalisation des cycles pour permettre des redoublements nécessaires en zone rurale.
- Formation continue des enseignants et en particulier des VE et des MC.
- Dotation suffisante des écoles en manuels et mobiliers scolaires.
- Développement des volets santé et nutrition.
- Sensibilisation des populations pour un encadrement effectif des élèves à la maison.

B / Champs d'intervention :

- 1) Rendement interne du sous – secteur.
- 2) Personnel.
- 3) Conditions d'étude et de travail dans les écoles.
- 4) Curriculum de l' Ecole de Base.

Les objectifs visés en termes d'amélioration de la qualité des enseignements apprentissages sont déclinés dans le plan d'action ci – après :

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE**PLAN D'ACTION****ACCES**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
RELEVER LE TBS DE 62.33% à 74.33 % E N 2010	-Organiser des campagnes de mobilisation sociale pour le recrutement	IDEN CDCS Collectivités locales associations Autorités administratives.	campagne de mobilisation sociale : mai - octobre de chaque année	Etat CL Partenaires Montant à déterminer	- Recrutement 2007-2008 :7000 enfants - 7800 enfants recrutés en 2008-2009 - 8600 enfants recrutés en 2009-2010	- TBA à 66.33% en 2008 - TBA à 70.33% en 2009 - TBA à 74.33% en 2010
	-Construire et équiper des salles de classe.	- Etat - Collectivités locales - Partenaires	- 130 salles de classes à construire et à équiper en 2007-2008 - 130 salles de classes à construire et à équiper en 2008-2009 - 130 salles de classes à construire et à équiper en 2009-2010	Etat CL Partenaires 1 950 000 000F soit 5 millions /cl	- 130 salles de classes construites et à équipées en 2007-2008 - 130 salles de classes construites et à équipées en 2008-2009 - 130 salles de classes construites et à équipées en 2009-2010	Nombre de salles de classe construites et équipées.

	Réhabilitation de salles de classe.	<ul style="list-style-type: none"> - Etat - CL - Partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> - 40 salles de classe à réhabiliter en 2007-2008 - 30 salles de classe à réhabiliter en 2008-2009 - 30 salles de classe à réhabiliter en 2009-2010 	<p>Etat CL Partenaires</p> <p>Montant du financement à déterminer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation s voir calendrier d'exécution 	Nombre de salles de classe réhabilitées
	Normalisation des cycles.	- IDEN	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire le nombre d'écoles de moins de 3 classes à : <ul style="list-style-type: none"> • 33 en 2008 • 33 en 2009 • 33 en 2010 	<p>Etat CL Partenaires</p> <p>Montant du financement à déterminer.</p>	50% des écoles de moins de 3 classes normalisées en 2010.	Nombre d'écoles à cycles normalisés.
	- Affecter un nombre suffisant d'enseignants dans les écoles	- Etat	<p>2007-2008 : 600</p> <p>2008-2009 : 600</p> <p>2009-2010 : 600</p>	A déterminer	Faire fonctionner toutes les classes autorisées	Nombre de maîtres recrutés % nombre de classes fonctionnelles

	Promotion de l'enseignement élémentaire privé	IDE CDCS CLEF	- 1 école privée dans chaque commune du département	-Etat (Subventions) -à déterminer	Créer 2 écoles élémentaires privées dans la circonscription	Voir le nombre d'écoles privées créées dans le département
	Créer des écoles franco arabe	IDE CDCS CLEF	2007-2008 :1 école 2008-2009 : 1 école 2009-2010 : 1 école	-Etat -Collectivités locales -Partenaires Montant à déterminer	3 écoles franco arabe créer en 2010 dans la circonscription	Nombre d'écoles franco arabe créées

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE**PLAN D'ACTION****QUALITE**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Améliorer le rendement interne par la baisse des taux de redoublement et la hausse des Taux de promotion, d'achèvement et de réussite aux examens scolaires (CFEE, Entrée en 6^{ème})	Mettre toutes les écoles en projet	IDE CLEF EP APE ELEVES	2007-2008: dispositif 2008-2009: démarrage 2009-2010: systématisation et consolidation des acquis	Etat Partenaires A déterminer	2007-2008 : 1/3 2008-2009 : la moitié 2009-2010 : toutes	Nombre de projets élaborés et financés
	Renforcement pédagogique à l'école et à la maison	CLEF EP APE ELEVES	IDEM	IDEM	-Réduction du taux de redoublement -Hausse du taux de promotion -Résultats scolaires	Taux de redoublement : 10% Taux de promotion : 90% Taux de réussite CFEE et 6 ^{ème} 55% 2008-2009 : 65% et 2010 : 75%

	Améliorer le niveau des élèves en français 70% et en mathématiques 80%	IDEN CLEF EP APE ELEVES.	2007-2008 : 60% ; 65% 2008-2009 : 65% ; 75% 2009-2010 : 70% ; 80%	Etat, CL, Partenaires, Projets d'école Montant à déterminer	- Amélioration des résultats scolaires	- 1 bibliothèque dans chaque école - 1 mallette pédagogique au moins dans chaque école
	Systématisation de la pratique des évaluations standardisées à l'échelon départemental.	IA, IDEN, CDCS, CLEF, Equipes pédagogiques.	2007-2008 : 2008-2009 : 2009-2010 :	Etat IDEN CL Partenaires	- Systématisation du système d'évaluation - Rendement interne amélioré	- Tableaux de bord et de suivi des tests - Résultats des tests
	Doter les écoles rurales de cantines scolaires	ME IA IDEN CGE Partenaires	2007-2008 : 60 cantines 2008-2009 : 90 cantines 2009-2010 : 120 cantines	Etat Partenaires CGE APE	- Meilleure condition de travail des élèves - Augmentation du taux de promotion et du taux d'achèvement	- Nombre de cantines accordées par an
Entretien des infrastructures scolaires et les équiper	-doter les écoles de trousse à outils	Etat CL IDE CLEF	2007-2008 :300 trousse 2008-2009 : 320 trousse 2009-2010 : 350 trousse	Etat CL CLEF A déterminer	- 970 trousse à outils mises en place	- Nombre de trousse distribuées

	-mettre en œuvre une stratégie pour sauvegarder le matériel scolaire	EP CGE ELEVES	Activités à planifier par école par an		- Bon entretien des écoles de 2007 à 2010	- Fiche de suivi - Nombre d'écoles inspectées
--	--	---------------------	--	--	---	--

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE**PLAN D'ACTION****QUALITE**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Améliorer la formation pédagogique du personnel enseignant	Organiser des sessions de formation et de stages de recyclage.	PRF, IDEN, CDCS, CLEF, Collectif des Directeurs.	2007-2008 : 1/3 des enseignants 2008-2009 : moitié 2009-2010 : tous	Etat, CL, Partenaires, Projets d'école. Montant du financement à déterminer.	-Enseignants plus performants. -Meilleurs résultats scolaires	Nombre et durée des sessions de formation et de recyclage.

	Réorganiser et redynamiser les cellules d'animation pédagogique et les zones pédagogiques.	PRF, IDEN, CDCS, Collectif des Directeurs, Partenaires..	Dès 2008.	Partenaires,. CL	meilleure pratique de classe.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de cellules d'animation pédagogiques et de comptes rendus de séances d'animation pédagogique - Nombre de rapports, bulletins des zones
	Améliorer le ratio inspecteur / maîtres.	ME, IA	Dès le mois d'octobre 2008, 4 à 5 inspecteurs à affecter à l'IDEN.	Etat	Amélioration du Ratio Insp / Maî : 1 / 120.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de bulletins d'inspection produits par an.
Motiver les maîtres de CM2	-rétablir le paiement des heures supplémentaires	ME	Dès le mois d'octobre 2008, contrôler les maîtres de CM2 qui effectuent des heures supplémentaires	Etat partenaires	Meilleurs résultats scolaires	Nombre d'heures supplémentaires

<p>Doter à suffisance les écoles en manuels pour l'amélioration des conditions d'enseignement / apprentissage.</p>	<p>Dotation des écoles en manuels scolaires couvrant toutes les disciplines.</p>	<p>ME, IA, CL, Partenaires, CGE Projets d'écoles.</p>	<p>2007-2008 : Lecture =18250 Calcul = 18254 Histoire= 8753 Géo = 8753 Sciences= 8753: 2008-2009 : Lecture =19453 Calcul = 19453 Histoire= 9430 Géo = 9430 Sciences= 9430: 2009-2010 : Lecture =20553 Calcul = 20553 Histoire= 10250 Géo= 10250 Sciences : 10250</p>	<p>Etat, CL, Partenaires, Projets d'école.</p> <p>Montant du financement à déterminer.</p>	<p>Conditions de travail et d'études améliorées.</p>	<p>Ratio : 1 livre par élève et par discipline.</p>
---	--	---	---	--	--	---

NB : Au niveau du calendrier d'exécution, il n'est pas prévu de manuels de sciences, d'histoire et de géographie au CI et au CP

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE**PLAN D'ACTION****GESTION**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Mettre en place une gestion participative	Créer les structures de gestion	MEN IA IDE CL CGE EP	Dès octobre 2007.	A déterminer	Meilleure gestion administrative et financière	Nombre de structures créées
	Former les acteurs.	MEN IA IDEN PRF EP	Dès octobre 2007	A déterminer	Aptitude à mieux gérer les structures	Nombre de sessions de formation
	Mettre en place des outils de gestion	ME IA IDEN CL CGE CLEF EP	Dès octobre 2007	A déterminer	Doter les écoles de tous les outils de gestion	Nombre de bulletins de visite Nombre de rapports des CGE
	Evaluer les activités	ME- IA – IDE- CLEF- CL- EP	Toutes les années	A déterminer	Suivi correct du déroulement des activités	Nombre de fiches d'évaluation
Améliorer les conditions de travail à L'IDEN.	Construire un nouveau bâtiment et ses annexes(magasin, garage, parking).	MEN	2007- 2010	A déterminer	Mise à disposition de locaux fonctionnels	Bâtiment construit

	Doter l'IDEN de mobilier de bureau en quantité et en qualité	MEN	2007-2010	A déterminer	Conditions de travail du personnel nettement améliorées	*10 armoires métalliques * 5 fauteuils ministres * 10 bureaux semi ministre * 5 bureaux ministre * ordinateurs
--	--	-----	-----------	--------------	---	--

ENSEIGNEMENT MOYEN SECONDAIRE**PLAN D'ACTION****ACCES**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Améliorer les conditions d'accueil dans les CEM existants	Construire et équiper des salles de classe	ETAT MEN IA IDEN CL CGE Partenaires	Construction de : *19 salles en 2007-2008 *12 salles en 2008-2009 *12 salles en 2009-2010	Etat CL Partenaires Montant à déterminer	- Salles de classe construites et équipées	- 2008 : 19 salles - 2009 : 12 salles - 2010 : 12 salles

	Construire et équiper des blocs dans chaque CEM	ETAT MEN IA IDEN	*2007-2008 : 3 *2008-2009 : 3 * 2009-2010 : 2	Etat CL Partenaires Montant à déterminer	Blocs administratifs construits et équipés	- 2008 : 3 - 2009 : 3 - 2010 : 3
Relever le taux d'accès à l'enseignement moyen	Ouvrir des CEM dans les CR restantes	ME ETAT IA IDE	*2007-2008 : 3 CEM * 2008-2009 : 3 CEM * 2009-2010 : 3 CEM	A déterminer	9 nouveaux CEM ouverts	- 2008 : 3 - 2009 : 3 - 2010 : 3
	Créer des cantines scolaires dans les CEM en zone rurale	ME Partenaires CL	Dès octobre 2007	Etat CL Partenaires Montant à déterminer	Cantines fonctionnelles et taux d'accès amélioré	- Nombre de cantines ouvertes

ENSEIGNEMENT MOYEN SECONDAIRE**PLAN D'ACTION****QUALITE**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Mettre en place de l'électricité et du matériel informatique dans chaque CEM	Installer de l'électricité dans les salles et blocs administratifs de chaque CEM	Conseil regional ME CGE	Dès octobre 2008	Etat Partenaires CL Montant à déterminer	- Installation électrique dans les CEM	- Nombre d'installation électrique dans les CEM
	Doter chaque CEM d'outils informatiques	ME CL Partenaires	Dès octobre 2009	Etat Partenaires CL Montant à déterminer	- Dotation d'outils informatiques dans les CEM	- Nombre de CEM doté d'outils informatiques

Réduire le taux de mariages précoces et de grossesses non désirées	Sensibiliser (IEC) les élèves et parents	Elèves Parents d'élèves	2 fois par an	A déterminer	- Changement de comportement	- Diminution et/ou disparition des cas de mariages précoces et de grossesses non désirées
Améliorer la qualité des enseignement/apprentissages dans les CEM	Renforcer le matériel didactique déjà existant	ME IA IDE CL Partenaires	A déterminer	Etat CL Partenaires A déterminer	- Dotation de matériel didactique	- Nombre de matériels didactique disponible
	Organiser des sessions de formation et de recyclage (principaux et enseignants)	Me IA PRF FASTEF	A déterminer	Etat CL Partenaires A déterminer	- Meilleure pratique de la classe	- Nombre de session de formation
	Améliorer le ratio conseillers pédagogiques / professeurs	ME IA PRF FASTEF	A déterminer	A déterminer	- Meilleure pratique de la classe	- 1 conseiller /
	Mettre tous les CEM en projets d'établissement	ME IA EP APE PRF Elèves	*2007-2008 : 3 *2008-2009 : 3 * 2009-2010 : 2	Etat CL Partenaires Montant à déterminer	- Projets financés	- Nombre de projets financés

	Renforcement pédagogique à l'école et à la maison	EP APE ELEVES CGE	Toute l'année scolaire	A déterminer	- Meilleur résultat scolaire	- Bulletins de composition - Carnets de notes - Taux de réussite au BFEM
--	--	----------------------------	---------------------------	--------------	------------------------------------	--

ENSEIGNEMENT MOYEN SECONDAIRE**PLAN D'ACTION****GESTION**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Mettre en place une gestion pédagogique, administrative, transparente et participative	Créer des structures de gestion	ME IA IDEN CL CGE EP	Dès octobre 2007	Etat Partenaires CL Montant à déterminer	- Meilleure gestion des établissements	- Nombre de structures créées
	Former les acteurs	ME IA IDEN PRF EP	Dès octobre 2007	Etat Partenaires CL Montant à déterminer	- Acteurs formés	- Nombre de sessions de formation
	Mettre en place des outils de gestion	ME IA IDEN CGE	Dès octobre 2007	Etat Partenaires CL Montant à déterminer	- Mise en place d'outils dans chaque CEM	- Rapports des CGE - Bulletin de visite
	Augmenter les fonds de dotation et subvention	Etat CL	Toutes les années	A déterminer	- CEM mieux pris en charge	- Mise en place des fonds
	Evaluer les activités	ME IA IDEN CGE EP	Toutes les années	A déterminer	- Suivi correct du déroulement des activités	- Nombre de fiches d'évaluation

I.2 EDUCATION DE BASE NON FORMELLE

I.2.1.Ecoles communautaires de base

A / Stratégies de développement :

De par sa conception, le modèle alternatif que constitue l'école communautaire de base au regard de l'école élémentaire classique, se révèle une solution salubre pour l'éradication de l'analphabétisme dans notre département. Il offre une chance inespérée aux jeunes garçons et jeunes filles de la tranche d'âge de 9 – 15 ans de pouvoir accéder à une structure d'enseignement normale et prétendre ainsi à un meilleur avenir.

Sous ce rapport, la stratégie consistera en l'élargissement de l'accès à ce type d'école de la totalité de la cible visée selon une planification rigoureuse à concevoir pour les dix prochaines années.

Il importe de vulgariser au préalable ce modèle d'école pour la faire prendre en charge par l'ensemble de la communauté.

B / Champs d'intervention

Faire des organes locaux de gestion du PDEF (CDCS et CLEF) les instruments de vulgarisation et de valorisation de l'école communautaire de base par une bonne stimulation de l'offre et de la demande dans ce sous – secteur.

C / Objectifs :

- 1) Développer un plan de communication à l'échelle départementale pour vulgariser et valoriser le modèle.
- 2) En rapport avec le PAPA, stimuler et encourager les initiatives privées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du faire – faire, pour favoriser la multiplication des sous – projets dans le sous – secteur.
- 3) Créer 10 ECB par an de 2004 à 2007.

I.2.2 Alphabétisation des adultes

A / Stratégie de développement

Renforcer la stratégie actuelle du faire – faire conçue et mise en œuvre par le PAPF et le PAIS – ETAT.

Viser la professionnalisation des opérateurs privés et coupler les activités d’alphabétisation avec les activités génératrices de revenus en corrélation avec l’approche genre.

B / Champs d’intervention

- Identifier systématiquement des zones prioritaires à investir par les opérateurs.
- Favoriser un véritable réseautage des intervenants dans le sous – secteur.

C / Objectifs

- 1) Réduire de 5% par an le taux d’analphabétisme dans le département.
- 2) Augmenter le nombre de CAF de tous les projets (PAPF, PAIS et PAPA) intervenant dans le département.
- 3) Créer un environnement lettré par la mise en place de bibliothèques dans tous les chefs – lieux de circonscription administrative : (arrondissement, commune, communauté rurale)
- 4) Créer les conditions d’accès des femmes alphabétisées au micro – crédit pour favoriser les activités génératrices de revenus.

ALPHABETISATION DES ADULTES**PLAN D'ACTION****ACCES**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Relever le niveau d'éducation des adultes	Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication pour la vulgarisation de l'ECB.	IDEN, CDCS, CODEC, CLEF	Dès octobre 2007	Etat, CL, Partenaires.	Inciter les populations rurales à demander la création d'ECB.	Nombre d'ECB en milieu rural
	Création d'ECB dans les chefs – lieux de CL et les villages centres.	PAPA Opérateurs privés.	A partir de 2007	PAPA Partenaires	40 ECB créées de 2007 à 2010.	Nombre d'ECB créées.
	Recruter des alphabétiseurs et des moniteurs	ME IA IDEN Partenaires	Dès octobre 2007	Etat CL Partenaires	Alphabétiseurs et moniteurs formés et disponibles	Nombre d'alphabétiseurs et de moniteurs formés

ALPHABETISATION DES ADULTES**PLAN D'ACTION****ACCES**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Relever le taux d'alphabétisation de : à pour les cibles âgées de 9 à 15 ans.	Sensibiliser les populations	ETAT Opérateurs CL	A déterminer	Etat Partenaires Montant à déterminer	Populations sensibilisées	Nombre de séances de sensibilisation
	Mettre en place des ECB dans les zones intéressées	MEN IA IDEN CL Opérateurs	2007-2008 : 9 ECB 2008-2009 : 5 ECB 2009-2010 : 5 ECB	ETAT Partenaires Montant à déterminer	ECB ouvertes dans les communautés rurales	Nombre ECB ouvertes par an
	Organisation des femmes néo – alphabètes en GIE.	IDEN, Opérateurs privés	A partir de 2004	Mutuelles de crédit	Transfert des acquis.	Nombre de requête financées.

ALPHABETISATION DES ADULTES**PLAN D'ACTION****QUALITE**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Relever le taux d'achèvement, de promotion, et de réussite dans les ECB.	Organiser des sessions de formation, des stages et des recyclages dans les ECB	MEN IA PRF CL Partenaires CGE	2007-2008 : 2008-2009 : 2009-2010 :	Etat Partenaires Montant à déterminer	Enseignants mieux formés	Nombre de sessions de formation
	Relever et régulariser le temps des enseignements/a pprentissages	ME IA IDEN Opérateurs CL	A déterminer	ETAT Partenaires Montant à déterminer	Apprenants biens formés	Emplois du temps
Améliorer les conditions matérielles et financières d'enseignement /apprentissage	Renforcer le matériel didactique	ME IA IDE CL Partenaires	A déterminer	Etat Partenaires Montant à déterminer	Ecoles équipées	Nombre de matériels didactiques mis en place
	Relever et régulariser le paiement des salaires des moniteurs	ME IA IDEN Partenaires Opérateurs CL	Pendant toute la période	Etat Partenaires CL A déterminer	Enseignants bien motivés	Etats de paiement

Améliorer les conditions pédagogiques d'enseignement /apprentissage	Choisir des moniteurs résidents	ME Opérateurs CL IDE	Durée du projet	Etat Partenaires A déterminer	Respect du quantum horaire	Nombre de moniteurs résidents choisis
	Adapter les périodes et les thèmes suivant le milieu	ME Opérateurs CL IDEN	Durée du projet	Etat Partenaires A déterminer	Meilleure appropriation des enseignements	Programmes Emplois du temps

ALPHABETISATION DES ADULTES**PLAN D'ACTION****GESTION**

OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Améliorer la gestion administrative du secteur de l'alphabétisation.	Créer des centres d'alphabétisation	MEN IA IDEN Partenaires	A déterminer :	Etat Partenaires CL A déterminer	Bonne gestion administrative du secteur de l'alphabétisation	Nombre de centres créés
	Superviser et suivre sur le terrain le déroulement des enseignements/apprentissages	ME IA IDEN Partenaires	A déterminer	Etat Partenaires CL CGE	Moniteurs mieux encadrés	Bulletins de supervision
	Evaluer l'impact des projets sur les populations	ME IA IDEN Partenaires CL	A déterminer	Etat Partenaires CL a déterminer	Projets évalués	Rapports d'évaluation
Pérenniser les projets d'alphabétisation	Réorienter le secteur de l'élevage (création de forage, achat de moulins à mil, financement de projets économiques) pour fixer les populations	ME ETAT CL Partenaires	A déterminer	Etat Partenaires CL A déterminer	Pérennisation des projets	Nombre de projets financés

Créer des organes fonctionnels et améliorer la coordination des interventions	Former les intervenants	IDE Partenaires	Dès octobre 2007		Organes fonctionnels, gestion démocratique	Outils de gestion régulièrement tenus
	Sensibiliser les populations cibles	IDE Opérateurs Populations de 9 à 35 ans et plus	Dès octobre 2007		Population cible impliquée	Nombre d'auditeurs recrutés (inscrits)

I.3 LA GESTION DU SYSTEME

I.3.1 Stratégie de développement

Chemin faisant, nous avons mis en exergue les tendances actuelles de la gestion du système qui repose sur l'option de notre pays pour une politique de régionalisation / décentralisation en vue de rapprocher l'administration des administrés. Sous ce rapport, l'Etat a transféré une bonne partie des compétences qui lui appartenaient aux collectivités locales en ce qui concerne le secteur de l'Education.

Dans la même optique, le pilotage du système s'appuie sur des organes de gestion décentralisés se déclinant du niveau central (CONSEF) jusqu'au niveau local (CGE) en passant par les niveaux intermédiaires que sont les CRCS, les CDCS et les CLEF.

Aussi pour une gestion efficace du système, importe – t – il de veiller à un bon fonctionnement de tous les organes ainsi créés dans une dynamique novatrice et volontariste.

I.3.2 Champs d'intervention

S'appuyer sur les autorités administratives (Préfet et Sous – Préfets) et sur les collectivités locales (Conseil Municipal et Conseil Rural) pour une bonne vulgarisation, la mise en place et le fonctionnement effectifs des organes décentralisés de gestion du système.

S'assurer de la mise en place du dispositif et de son fonctionnement selon une planification rigoureuse.

I.3.3 Objectifs

Objectif n°1 : Création et mise en place des organes décentralisés du PDEF au niveau départemental : CDCS, CLEF et CGE par les autorités administratives compétentes en vertu des dispositions du décret n°2002 – 652 du 02 juillet 2002 portant création, organisation et fonctionnement des organes de gestion du PDEF.

Objectif n° 2 : Convoquer une assemblée générale de tous ces organes en vue de l'élaboration d'une planification pointue des activités à mener et un tableau de bord devant aider à une bonne lecture et une bonne évaluation des performances réalisées en fonction des indicateurs de réussite préalablement déterminés.

Objectif n° 3 : Créer et installer une Table de Concertation à laquelle seront invités tous les partenaires de l'IDE en vue de l'harmonisation de leurs interventions dans le secteur

Objectif n° 4 : Développer de manière optimale le modèle de projet d'école conçu par le système de manière à faire prendre en charge l'amélioration de la qualité des enseignements / apprentissages par toute la communauté éducative.

GESTION DU SYSTEME**PLAN D'ACTION**

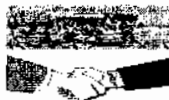
OBJECTIFS	ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER D'EXECUTION	FINANCEMENT COUT	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SUIVI
Créer et rendre fonctionnels les organes de gestion du PDEF à l'échelle départementale.	Mise en place du CDCS, des CLEF et des CGE.	Autorités administratives IDEN.	A partir de janvier 2007.	Etat Partenaires	CDCS, CLEF et CGE installés.	Actes officiels de création de ces organes.
	Elaboration d'un plan d'action pour chaque organe.	CDCS CLEF CGE	A partir de janvier 2007.	Etat, CL Partenaires	Plans d'action élaborés.	Plans d'action pour chaque organe.
	Création et installation d'une Table de Concertation .	DPRE IDEN, Autorités administratives.	A partir de septembre 2007.	Etat, CL Partenaires	Table de Concertation créée et installée.	Acte de création de la Table de Concertation.
Former les équipes pédagogiques des écoles à la méthodologie d'élaboration et de mise en œuvre du projet d'école.	Organisation de sessions de formation à la méthodologie d'élaboration et de mise en œuvre du projet d'école.	PRF IDEN	A partir de juillet 2007.	Etat Partenaires	Capacité des équipes pédagogiques à élaborer des projets d'école.	Nombre de projets d'école élaborés et agréés.

INSPECTION D'ACADEMIE DE LOUGA
INSPECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EDUCATION NATIONALE DE KEBEMER

*Plan Départemental de Développement
de l'Éducation (PDDE) de Kébémér*

(DRAFT)

2007/2009



Inspection d'Académie de Louga

Inspection Départementale de
l'Éducation Nationale de Kébémér

Atelier II du 12 mai 2007
pour la validation du PDDE

Chronogramme

HORAIRES	THEMES	MODALITES DE TRAVAIL
9h - 10h	Ouverture	En plénière
	Présentation des objectifs de la réunion	
	Négociation du chronogramme	
10h - 11h 30	Présentation des grandes lignes du draft du PDDE par le CDCS suivi de discussion	En plénière
11h 30 - 12h	Pause	
12h - 13h	Tâche : Analyse d'extraits du draft de PDDE	Travail de groupe (3 groupes)
13h - 14h	Pause déjeuner	
14h - 15h 45	Présentation des productions et discussion	En plénière
15h 45 - 16h 30	Intégration des propositions	
16h 30 - 17h	Validation du PDDE et information sur le calendrier d'élaboration du PRDE	En plénière
17h - 17h 15	Clôture	En plénière

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE

PRESENTATION DU DEPARTEMENT ET DU SYSTEME EDUCATIF

I- PRESENTATION DU DEPARTEMENT

II- DESCRIPTION DES DIFFERENTS SECTEURS DU SYSTEME

II.1-EDUCATION DE BASE

II.2-LA FORMATION PROFESSIONNELLE

DEUXIEME PARTIE

DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION

I-DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE FORMELLE

I.1 Développement de la petite enfance

I.2 Enseignement élémentaire

II- DIAGNOSTIC DU SOUS-SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE NON FORMELLE

II.1-Ecoles communautaires de base

II.2-Alphabétisation

TROISIEME PARTIE

PLAN D'ACTION PAR SOUS SECTEUR

PLAN D'OPERATION ANNUEL PAR SOUS SECTEUR

PLAN DE SUIVI PAR SOUS SECTEUR

INDEX DES ABREVIATIONS

APE :	Association des Parents d'Elèves
CAP :	Cellule d'Animation Pédagogique
CEM :	Cellule Ecole-Milieu
CFEE :	Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires
CGE :	Comité de Gestion d'Ecole
CL :	Comité Local
CLD :	Comité Local des Directeurs
DCESS :	Direction de la Construction et des Equipements Scolaires et Sanitaires
DEE :	Direction de l'Enseignement Elémentaire
EPE :	Equipe Pédagogique d'Ecole
EPS :	Education Physique et Sportive
EVF/EMP :	Education à la Vie Familiale et En Matière de Population
IA :	Inspection d'Académie
IDEN :	Inspection Départementale de l'Education Nationale
IEN :	Inspecteur de l'Education Nationale
JOG :	Jeunes Filles et Femmes Orientées à Gérer l'Avenir du Sénégal
ME :	Ministère de l'Education
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PADMIR :	Projet d'Appui à la Décentralisation en Milieu Rural
PAE :	Plan d'Action Environnementale
PCR :	Président de Conseil Rural
PDDE :	Plan Départemental de Développement Educatif
PDEF :	Plan Décennal pour l'Education et la Formation
UASSU :	Union des Associations Sportives Scolaires et Universitaires

INTRODUCTION

Le Plan Départemental de Développement de l'Éducation (PDDE) de Kébémér entre dans le prolongement des options stratégiques dégagées par le Ministère de l'Éducation à travers le Plan Décennal de l'Éducation et de la formation (PDEF).

Il s'inscrit dans le processus global de réforme structurelle et pédagogique qui vise, entre autre, la responsabilisation des structures de base, le développement des initiatives locales et l'émergence d'un nouvel esprit d'organisation.

Cette dynamique qui cadre bien avec les options politiques actuelles fait de ce PDDE un outil de gestion et de mise en synergie des orientations globales du système et des réalités locales.

C'est pourquoi, il est orienté dans un processus d'identification d'indicateurs fiables centrés sur la couverture du système, le rendement interne, les qualités de service et le mode d'utilisation des ressources dont la pertinence et la cohérence sont dictées par une logique rigoureuse de collecte de tous les éléments de contexte.

De ce fait, le PDDE part d'un diagnostic clair et détaillé : niveau d'analyse pour identifier les forces et les faiblesses du système éducatif au niveau départemental, son processus de fonctionnement. Il constitue un cadre viable d'exécution de projections quinquennales au regard des orientations nationales, des acquis et insuffisances du système à l'échelle départementale.

Dans ce cadre précis, le principe du partage a été et sera toujours de rigueur. Et c'est pour cette raison que des sessions de formation des CGE et des CLEFs en micro planification pilotées par l'ETR en collaboration avec l'équipe de la JICA ont été réalisées. Au sortir de ces formations, des projets d'école et des Plans Locaux de Développement de l'Éducation (PLDE) ont été élaborés. Il s'en est suivi des séances de partage qui ont permis d'aboutir à l'élaboration du P.D.D.E. Ce document qui en est la résultante livre une texture qui laisse entrevoir trois parties essentielles :

I. PRESENTATION DU DEPARTEMENT ET DU SYSTEME EDUCATIF

II. DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION

III. PLAN D'ACTION

PREMIERE PARTIE

PRESENTATION DU DEPARTEMENT ET DU SYSTEME EDUCATIF

I- PRESENTATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Kébémér est limité au Nord par le Département de Louga, au Sud par les Départements de Mbacké et Tivaouane, à l'Est par le département de Linguère et à l'Ouest par l'Océan Atlantique.

1-1a CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

La population qui s'élève à 160.931 hbts est très inégalement répartie sur l'espace. Le Département de Kébémér le moins étendu de la région, concentre 30,20% de la population régionale.

Le faible taux d'accroissement de la population (0,41%) combiné au solde migratoire négatif provoque une dépopulation : 1993 : 166.012 hbts ; 1995 : 160.931 hbts ; 1998 : 157.177 hbts.

L'Islam est la religion de la quasi totalité de la population (plus de 98% de musulmans).

Les migrations sont caractéristiques du Département. Elles sont de deux ordres :

- Les migrations internes qui prennent la forme d'un exode suscité par la situation éco-climatique décadente avec comme pôles principaux d'attraction Touba et Darou Mousty.
- Les migrations internationales intéressent environ 2000 personnes dont 700 femmes. Ces émigrés peu ou pas instruits dans leur majorité connaissent une réussite financière estimable bouleversant du coup la hiérarchie sociale.

1-1 b CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES

Le Département de Kébémér a une vocation essentiellement agricole. Les grandes cultures d'hivernage, le maraîchage pratiqué dans la zone des Niayes, l'élevage et la pêche prédominent.

Au demeurant, il importe de souligner que le Département de Kébémér fait partie des Départements les plus pauvres du Sénégal avec 64% des ménages en dessous du seuil de pauvreté.

1-1 c CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES

Au niveau communal, la collecte des ordures ménagères et le manque d'espaces verts constituent les principaux problèmes environnementaux.

En milieu rural, la forte érosion éolienne, la salinité des nappes, la déforestation intense constituent des contraintes de taille.

Toutefois, il sied de noter des expériences fructueuses en matière de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles (le projet de fixation des dunes maritimes, la Vision Mondiale et le PADMIR).

1-1 d CARACTERISTIQUES SANITAIRES

Dans la Circonscription de Kébémér, aucune école n'abrite une infirmerie scolaire. Seules 35 écoles (soit 15,49%) sont polarisées par un centre de santé.

Cependant depuis 2000, l'IDEN a tenté la mise en place de pharmacie scolaire dans une vingtaine d'écoles avec l'appui de l'UNICEF.

Cette expérience marque le pas depuis 2002 faute de suivi, d'encadrement, d'appui matériel et d'une bonne application du dispositif de pérennisation.

II. DESCRIPTION DU SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE FORMELLE

II.1.a EDUCATION DE BASE FORMELLE

La Circonscription compte trois écoles maternelles dont une dans la Commune et deux autres en zone rurale (Ndande et Sagatta Gueth) et neuf cases des tout-petits fonctionnelles. L'effectif global s'élève à 717 enfants cette année.

Cette situation relève d'un manque de sensibilisation sur les enjeux de l'éducation préscolaire et de la forte présence des écoles coraniques.

Au demeurant, il convient de préciser que la stagnation de ce secteur est générale au niveau national ; 65 % des établissements d'éducation préscolaire sont du secteur privé. En outre, les grandes agglomérations urbaines (Dakar, Ziguinchor, Thiès) réunissent à elles seules les 72 % des établissements.

Avec 228 écoles élémentaires en cette année scolaire 2006/2007, on note un réel accroissement du nombre d'écoles qui étaient seulement de 47 en 1995. Il s'en suit du coup une évolution des effectifs : de 7595 en 1995, ils s'évaluent à 22252 dont 11218 filles en 2006/2007 soit un taux d'accroissement moyen annuel de 14,22. Le nombre de filles scolarisées s'accroît plus rapidement (19,24) que celui des garçons (10,76).

Les latrines sont en nombre insuffisant. Elles n'existent que dans 42,41% des écoles.
Le tableau ci-dessous présente la situation globale des ressources.

I INFRASTRUCTURES	ANNEES SCOLAIRES										
	EQUIPEMENTS		2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007				
Ecoles			202	210	213	222	228				
Classes			532	555	599	639	712				
Tables-bancs			8280	9916	10913	13906	13906				
Bureaux			321	378	413	543	543				
Chaises			424	456	473	621	621				
Armoires			304	356	383	480	480				
II PERSONNEL											
Corps de contrôle			3	3	3	4	4				
Instituteurs			79	77	83	89	107				
I.A.			78	66	58	56	68				
V.E.			221	146	154	224	248				
M.C.			222	291	340	424	489				
Ens. Préscolaires			4	4	5	07	18				
Ens. Arabes			46	50	74	94	106				
III EFFECTIFS											
	Tot	Z. Rur	Tot	Z. Rur	Tot	Z. Rur	Tot	Z. Rur	Tot	Z. Rur	
Garçons	8920	8080	9851	8428	10149	8714	10680	9294	11034	9536	
Filles	8232	7301	9274	8017	9554	8530	10524	9147	11218	9784	
Total	17152	15381	19125	16445	19703	17244	21204	18441	22252	19320	

II.1.b L'EDUCATION NON FORMELLE

• Les ECB

Evolution des effectifs

2003			2004			2005		
G	F	T	G	F	T	G	F	T
108	39	147	39	101	140	47	77	124

Dans le cadre du Projet PAPA(Programme d'Appui au Plan d'Action) financé par l'ACDI, la circonscription avait bénéficié de 5 ECB en 2001 situés dans l'arrondissement de Darou Mousty et réparties ainsi par communauté rurale : Darou- Mousty : 01 ; Ndoyéne 01

Mbadiane 02 ; Darou Marnane 01. Ces ECB ont bouclé les 4 années de formation depuis 2005. Sur les 150 inscrits au départ, 124 ont pu terminer leur formation.

- **L'Alphabétisation Fonctionnelle**

Evolution des effectifs

2003-2004			2004 -2005			2006		
H	F	T	H	F	T	H	F	T
140	2698	2834	17	2324	2341	00	150	150

Les effectifs ont évolué en dents de scie. Des résultats appréciables ont été obtenus dans le domaine de la maîtrise des apprentissages fondamentaux. Cependant beaucoup d'insuffisances ont été notées dans la conduite des autres activités (AGR, connexion au réseau administratif, financier et associatif, environnement lettré, formation des leaders, des relais)

II.2. LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Kébémér ne compte qu'un Centre d'Enseignement Technique Féminin (CETF) qui a ouvert ses portes en octobre 2002. Cette structure est logée dans les locaux de l'ancienne Maternité. Les conditions de travail demeurent très difficiles faute d'infrastructures et d'équipements adéquats.

DEUXIEME PARTIE

DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION

I-DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE FORMELLE

Niveau d'enseignement et type d'éducation : DIPE (Développement Intégré de la Petite Enfance)

	Problèmes à résoudre	Indicateur actuel	Causes des problèmes
Accès	Faible taux de pré scolarisation Insuffisance de mobilier (chaises, tables bancs)	1,2% de TBPS	Insuffisance de la sensibilisation Manque de moyens
Qualité	Formation insuffisante des éducateurs	10,53 % des éducateurs ont reçu une formation initiale pour la gestion de la Petite Enfance	La plupart des éducateurs ne sont pas spécialement destinés à la Petite Enfance
Gestion	Comités de gestion non fonctionnels	-	Inexistence, léthargie ou absence de formation des membres

Enseignement élémentaire

	Problèmes à résoudre	Indicateur actuel	Causes des problèmes
Accès	Faible taux de scolarisation en zone rurale	Effectif moyen par cours : Zone urbaine : 42 élèves / cours Zone rurale : 24 élèves / cours	Ignorance des parents Travaux champêtres et domestiques Nb élevé d'abris provisoires Eloignement des écoles Manque d'infrastructures (classes)
Qualité	Formation continuée insuffisante des maîtres Taux d'achèvement faible Fort taux d'abandons et de redoublements	Tx d'achèvement : 63,83% Tx de redoublements : 10,59% Tx d'abandons : 2,89%	Exode rural Insuffisance des points d'eau Niveau des élèves très bas Transhumance
Gestion	Inexistence ou dysfonctionnement des structures de gestion (CGE, APE, AME)	75% des structures ne fonctionnent pas ou sont en léthargie	Confusion des rôles Absence d'engagement des acteurs Manque de formation des membres des structures

Non formel

	Problèmes à résoudre	Indicateur actuel	Causes des problèmes
Accès	Taux d'analphabétisme encore élevé	78% de la population sont encore analphabètes	Conditions d'étude précaires Absence d'informations Manque de moyens dans le secteur
Qualité	Taux d'abandons élevé	68% des auditeurs abandonnent avant terme	Emigration temporaire ou définitive Manque de motivation des apprenants
Gestion	Inexistence de structures de gestion (CGE, APE, AME) Amateurisme des opérateurs en alphabétisation	80% des opérateurs ne sont pas qualifiés	Ignorance de l'utilité des structures de gestion Manque de qualification

TROISIEME PARTIE

PLAN D'ACTION

PETITE ENFANCE

Objectif général : améliorer l'accès de la petite enfance en mettant en place des éducateurs bien formés et des structures de gestion fonctionnelles

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget (FC FA)	Calendrier		
						2007	2008	2009
OS1 : Relever le taux de pré scolarisation de 1,2% à 3%	3% de TBPS	Campagne de sensibilisation Construction et réhabilitation de salles de classe	IDEN CL ONG	CL Etat	49.500.000 F (classes) 1.950.000 F (mobilisation)	16.500.000 F 650.000 F	16.500.000 F 650.000 F	16.500.000 F 650.000 F
OS2 : Doter les cases des tout petits d'éducateurs bien formés	11 éducateurs formés	Formation	IDEN ARCTP	CL Etat	9.000.000 F	3.000.000 F	3.000.000 F	3.000.000 F
OS3 : Rendre les structures de gestion fonctionnelles	12 structures de gestion fonctionnelles	Formation des membres	IDEN	CL Ressources de la structure	2.160.000 F	720.000 F	720.000 F	720.000 F

PLAN D'ACTION

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

Objectif général : relever le taux de scolarisation en milieu rural par la construction de salles de classe et d'infrastructures annexes et redynamiser les structures de gestion des écoles.

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget (FC FA)	Calendrier		
						2007	2008	2009
OS1 : Relever le taux de scolarisation en zone rurale	Effectif moyen par classe en zone rurale : 32	Campagne d'information et de sensibilisation	IDEN CL CGE	CL CGE	1.950.000 F	650.000 F	650.000 F	650.000 F
OS2 Améliorer l'environnement des écoles (murs, salles, latrines)	30 murs de clôture réalisés 150 salles de classe construites 60 latrines construites	Construction Réhabilitation	CL DCSS	CL Etat	5.500.000 F (par salle de classe)			
OS3 : Rendre les structures de gestion fonctionnelles	226 structures de gestion fonctionnelles	Formation des membres	IDEN	CL Partenaires	10.575.000	3.525.000 F	3.525.000 F	3.525.000 F

PLAN D'ACTION**EDUCATION NON FORMELLE**

Objectif général : Choisir des opérateurs compétents capables de relever le taux d'alphabétisation et de maintenir les apprenants dans des classes dotées de structures de gestion fonctionnelles.

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs	Activités	Responsables	Ressources à mobiliser	Budget (FC FA)	Calendrier		
						2007	2008	2009
OS1 : Relever le taux d'alphabétisation	Information Sensibilisation	IDEN CL	CL Partenaires	1.950.000 F	650.000 F	650.000 F	650.000 F
OS2 Maintenir les apprenants	Information Sensibilisation	CL Partenaires	CL Partenaires	1.950.000 F	650.000 F	650.000 F	650.000 F
OS3 : Mettre en place des structures de gestion	Formation des membres	IDEN	CL Partenaires	-	-	-	-
OS4 : Choisir des opérateurs compétents	Présélection objective des requêtes	IDEN	SDDC Développement à la base CL	-	-	-	-

PLAN D'OPERATION ANNUEL**PETITE ENFANCE**

Objectif général : améliorer l'accès de la petite enfance en mettant en place des éducateurs bien formés et des structures de gestion fonctionnelles

Activités	Responsables	Main d'œuvre et matériels	Budget (FC FA)	Source de financement	Calendrier			
					T1	T2	T3	T4
Campagne de sensibilisation	IDEN CL ONG	Presse locale Matériel de sonorisation	650.000 F	CL UNICEF	-	-	-	-
Construction et réhabilitation	CL Etat	Matériel de construction Entrepreneurs	16.500.000 F	CL Etat Partenaires	-	-	-	-
Formation des éducateurs	IDEN ARCTP	Formateurs Bloc notes Stylos ...	2.000.000 F	CL Partenaires		-	-	
Formation des membres des structures de gestion	IDEN	Formateurs Bloc notes Stylos ...	2.000.000 F	CL Partenaires		-	-	

PLAN D'OPERATION ANNUEL

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

Objectif général : relever le taux de scolarisation en milieu rural par la construction de salles de classe et d'infrastructures annexes et redynamiser les structures de gestion des écoles.

Activités	Responsables	Main d'œuvre et matériels	Budget (FC FA)	Source de financement	Calendrier			
					T1	T2	T3	T4
Campagne d'information et de sensibilisation	IDEN CL CGE	Presse locale Matériel de sonorisation	650.000 F	CL	-	-	-	-
Construction et réhabilitation	CL DCSS	Matériel de construction Entrepreneurs	CL Etat	-	-		
Formation des membres des structures de gestion	IDEN	Formateurs Bloc notes Stylos ...	3.525.000 F	CL CGE Partenaires	-	-	-	-

PLAN D'OPERATION ANNUEL**EDUCATION NON FORMELLE**

Objectif général : Choisir des opérateurs compétents capables de relever le taux d'alphabétisation et de maintenir les apprenants dans des classes dotées de structures de gestion fonctionnelles.

Activités	Responsables	Main d'œuvre et matériels	Budget (FC FA)	Source de financement	Calendrier			
					T1	T2	T3	T4
Information Sensibilisation	CL IDEN	Sonorisation Presse locale	650.000 F	CL	-	-	-	-
Formation des membres des structures de gestion	CL IDEN	Formateurs Bloc notes Stylos	CL Etat	-	-		
Présélection objective des requêtes	IDEN				-	-	-	

PLAN DE SUIVI**PETITE ENFANCE**

Objectif général : améliorer l'accès de la petite enfance en mettant en place des éducateurs bien formés et des structures de gestion fonctionnelles

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs / suivi des indicateurs	Activités	Responsables de la mise en œuvre	Responsables du suivi	Calendrier des activités (planification et réalisation)			Remarques	
					Planification	Réalisation			
OS1 : relever le taux de pré-scolarisation	3% de TBPS	1. Campagne de sensibilisation	CI	CGE	Planification	-	-	-	
					Réalisation				
		2. Construction et réhabilitation	CL DCESS	CTR Planificateur	Planification	-	-	-	
					Réalisation				
OS2 : doter les CTP d'éducateurs bien formés	11 éducateurs formés	Formation	IDEN ARCTP	IDEN ARCTP	Planification	-	-		
					Réalisation				
OS3 : rendre les structures de gestion fonctionnelles	12 structures de gestion fonctionnelles	Formation des membres des structures de gestion	IDEN	IDEN	Planification				
					Réalisation				

PLAN DE SUIVI**ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE**

Objectif général : relever le taux de scolarisation en milieu rural par la construction de salles de classe et d'infrastructures annexes et redynamiser les structures de gestion des écoles.

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs / suivi des indicateurs	Activités	Responsables de la mise en œuvre	Responsables du suivi	Calendrier des activités (planification et réalisation)			Remarques	
					Planification	Réalisation			
OS1 : Relever le taux de scolarisation en zone rurale	Effectif moyen par classe en zone rurale : 32	Campagne d'information et de sensibilisation	CL IDEN	IDEN	Planification	-	-	-	
					Réalisation				
OS2 Améliorer l'environnement des écoles (murs, salles, latrines)	30 murs de clôture réalisés 150 salles de classe construites 60 latrines construites	Construction et réhabilitation	CL DCESS	CTR Planificateur	Planification	-	-	-	
					Réalisation				
OS3 : Rendre les structures de gestion fonctionnelles	226 structures de gestion fonctionnelles	Formation des membres des structures de gestion	IDEN	IDEN	Planification	-	-	-	
					Réalisation				

PLAN DE SUIVI**EDUCATION NON FORMELLE**

Objectif général : Choisir des opérateurs compétents capables de relever le taux d'alphabétisation et de maintenir les apprenants dans des classes dotées de structures de gestion fonctionnelles.

Objectifs	Indicateurs d'atteinte des objectifs / suivi des indicateurs	Activités	Responsables de la mise en œuvre	Responsables du suivi	Calendrier des activités (planification et réalisation)			Remarques	
					Planification	Réalisation			
OS1 : Relever le taux d'alphabétisation Maintenir les apprenants		Information sensibilisation	IDEN CL Partenaires	IDEN Partenaires	Planification	-	-	-	
					Réalisation				
OS2 : Mettre en place des structures de gestion		Formation des membres	IDEN CGE	CL IDEN	Planification	-	-	-	
					Réalisation				
OS3 : Choisir des opérateurs compétents		Présélection objective des requêtes	IDEN	IDEN	Planification	-	-	-	
					Réalisation				

Activités pour l'élaboration du PRDE de la troisième phase du PDEF
Inspection d'académie de Louga

Phases	Acteurs	Rôles	Démarche d'élaboration	Calendrier
Préparation	Président Conseil Régional – Inspecteur d'Académie – Planificateur – IA – Antenne Case des Tout-petits – Chargé du personnel – Gestionnaire chargé enseignement arabe – Technique – non formel – PRF – EFI – IME – CRETEF – pers. ressources	<p>Informé, sensibiliser le PCR (par l'IA), le gouverneur, sur les phases I et II.</p> <p>Préparation des documents et outils de travail</p> <p>Collecte des données statistiques et démographiques</p> <p>Renseignement des indicateurs des 3 groupements (accès, qualité, gestion)</p> <p>Suivi du calendrier d'élaboration du PRDE</p> <p>Proposition d'agenda d'activités pour les rencontres</p> <p>Rédaction de draft</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied du comité préparatrice - Travaux d'ateliers régionaux (orientation – productions) - 1^e rencontre du comité restreint (taches – calendrier de travail) - 2^e rencontre comité restreint pour la mise en commun - Restitution et intégration / atelier de validation régionale - 	<p>10 Juillet 2007 : atelier régional d'orientation et de production 11 & 12 juillet 2007 :</p> <p>1^{er} rencontre comité restreint</p> <p>21 & 22 Juillet 2007 : 2^e rencontre / comité restreint</p> <p>26 Juillet 2007 : Atelier régional de validation</p>

Phases	Acteurs	Rôles	Démarche d'élaboration	Calendrier
Elaboration	Le CRCS : Comité Régional de Coordination et de suivi	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier la taskforce (3rep/IA ; IDEN ; 1 rep CR 1 rep. intersyndicat, 1 rep. APE régional, 3 chef d'établissement - Appropriation des PDDE - Diagnostic - Plan d'action - Plan de suivi - Validation 		

Grandes lignes des types d'activités à entreprendre au niveau régional
Composantes : accès

Niveaux Sous-secteur	Activités communes	Activités spécifiques	Niveau d'exécution		
			IA	Central	Partenaires
Petite enfance	- Sensibilisation des communautés - Construction et réhabilitation de salle	Correction des disparités entre sexes et zones	XXX		
				XXX	XXX
Elémentaire	- Information et sensibilisation de la communauté - Construction, réhabilitation et équipement de salles -Construction de structures annexes Création de cantines scolaires	-Sensibilisation et formation des membres des CGE en techniques d'entretien préventif -Identification des zones prioritaires	XXX		
				XXX	
				XXXX	XXXX

Niveaux Sous-secteur	Activités communes	Activités spécifiques	Niveau d'exécution		
			IA	Central	Partenaires
Moyen secondaire Général	<ul style="list-style-type: none"> -Construction et équipement de salles de classes -Création de cantines scolaires -Création de CEM de proximité -Création de structures d'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> -Construction de blocs administratifs équipés -Octroi de bourses d'étude ou aides 		XXX	
				XXX	XXXX
			XXX (Conseil régional)		

Niveaux Sous-secteur	Activités communes	Activités spécifiques	Niveau d'exécution		
Education de base non formelle	- Information et sensibilisation sur les enjeux de l'alphabétisation - Construction de CAL et ECD	-Création de GIE pour les néo- alphabétisés	XXX		
		-Renforcement des	XXX		
		Daaras et écoles arabes (carte scolaire pour ce type)	Conseil Régional		
		-recueil de données	XXX		
		-Implication des	XXX		
		opérateurs en alphabétisation et la mise en place de missions de contrôles			

Grandes lignes des types d'activités à entreprendre au niveau régional
Composante : Qualité

Sous-secteurs	Activités	Acteurs/responsables
DIPE	-Formation des éducateurs -Renforcement du matériel didactique existant et de l'équipement en matériel plein air	IA AR CTP
Enseignement élémentaire	-Formation des enseignants (Innovation) -Mise en projet -Redynamisation des CAP -Promotion des cantines scolaires -Renforcement des conditions d'enseignement/apprentissage (Ouvrages annexes, mallettes pédagogiques, trousseaux)	IA IA IA Niveau Central DAGE-ME-PTF-DCSSE
Non formel	-Formation des facilitateurs -Promotion de l'environnement lettré -Formation professionnelle et appuie à l'insertion des apprenants	IA/Région Niveau Central PTF

Sous-secteurs	Activités	Acteurs/responsables
Enseignement moyen	<ul style="list-style-type: none"> -Mise en projet -Renforcement pédagogique -Professionnalisation des professeurs -Amélioration des conditions d'enseignement/apprentissage -Encadrement rapproché des professeurs 	<p>IA</p> <p>IA/APE</p> <p>Région, PTF, Niveau central</p> <p>IA/Niveau central</p>
Enseignement secondaire général	<p>IDEM</p> <ul style="list-style-type: none"> -Equipement des lycées en matériel didactique (cartes, matériels de labo...) 	IA/Région/Niveau Central
Enseignement professionnel technique (EPT)	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement de la professionnalisation des maîtresses -Relèvement du niveau d'entrée dans les CRETEF, CETF -Equipement en matériel didactique 	<p>IA/Région</p> <p>Niveau Central</p>

Grandes lignes des types d'activités à entreprendre au niveau régional
Composante Gestion

Niveau d'enseignement	Activités communes	Activités spécifiques	Appui technique de l'IA	Requête au niveau central
DIPE	-Former les membres des structures de gestion DIPE		X	
Elémentaire	-Créer des structures de gestion dans toutes les écoles		X	
	-Former les membres de structures de gestion		X	
		Construire un nouveau bâtiment et ses annexes à l'IDEN de Linguère		X
		Construction d'une nouvelle IDEN à Louga		X

Niveau d'enseignement	Activités communes	Activités spécifiques	Appui technique de l'IA	Requête au niveau central
Enseignement moyen secondaire	-Créer les structures de gestion au niveau des CEM		X	
	-Former les membres des structures de gestion		X	
	- Formation en informatique et en gestion administrative des personnels administratifs des CEM.		X	

Niveau d'enseignement	Activités communes	Activités spécifiques	Appui technique de l'IA	Requête au niveau central
Education de base non formelle	-Créer des structures de gestion, des centres d'alphabétisation, des centres d'animation et de lecture		X	
	-Former les membres des structures de gestion, des centres d'alphabétisation et des centres d'animation et de lecture		X	
		-Réhabiliter le CETF de Linguère		X
		-Construire le CRETF de Louga et le CETF de Kébémér		X

Atelier du 24 Juin 2007 pour l'élaboration du PRDE
Acteurs – Rôles – Démarche d'élaboration et de calendrier

Phases	Acteurs	Rôles	Démarche d'élaboration	Calendrier
Préparation	Président Conseil Régional – Inspecteur d'Académie – Planificateur – IA – Antenne Case des Tout-petits – Chargé du personnel – Gestionnaire chargé enseignement arabe – Technique – non formel – PRF – EFI – IME – CRETEF – pers. ressources	<p>Informers, sensibiliser le PCR (par l'IA), le gouverneur, sur les phases I et II.</p> <p>Préparation des documents et outils de travail</p> <p>Collecte des données statistiques et démographiques</p> <p>Renseignement des indicateurs des 3 groupements (accès, qualité, gestion)</p> <p>Suivi du calendrier d'élaboration du PRDE</p> <p>Proposition d'agenda d'activités pour les rencontres</p> <p>Rédaction de draft</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied du comité préparatrice - Travaux d'ateliers régionaux (orientation – productions) - 1^e rencontre du comité restreint (taches – calendrier de travail) - 2^eme rencontre comité restreint pour la mise en commun - Restitution et intégration / atelier de validation régionale - 	<p>10 Juillet 2007 : atelier régional d'orientation et de production 11 & 12 juillet 2007 :</p> <p>1^{er} rencontre comité restreint</p> <p>21 & 22 Juillet 2007 : 2^eme rencontre / comité restreint</p> <p>26 Juillet 2007 : Atelier régional de validation</p>
Elaboration	Le CRCS : Comité Régional de Coordination et de suivi	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier le tasforce (3rep/IA ; IDEN ; 1 rep CR 1 rep. intersyndicat, 1 rep. APE régional, 3 chef 		

		d'établissement - Appropriation des PDDE - Diagnostic - Plan d'action - Plan de suivi - Validation		

Identification des types d'activités à entreprendre au niveau régional
Composantes – accès
Groupe I

Niveaux Sous-secteur	Activités communes	Activités spécifiques	Niveau d'exécution		
			IA	Central	Partenaires
Petite enfance	- Sensibilisation des communautés - Construction et réhabilitation de salle	Correction des disparités entre sexes et zones	XXX		
				XXX	XXX
Elémentaire	- Information et sensibilisation de la communauté - Construction, réhabilitation et équipement de salles - Construction de structures annexes Création de cantines scolaires	-Sensibilisation et formation des membres des CGE en techniques d'entretien préventif -Identification des zones prioritaires	XXX		
				XXX	
				XXXX	XXXX

Moyen secondaire Général	<ul style="list-style-type: none"> -Construction et équipement de salles de classes -Création de cantines scolaires -Création de CEM de proximité -Création de structures d'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> -Construction de blocs administratifs équipés -Octroi de bourses d'étude ou aides 		XXX	
				XXX	XXXX
			XXX (Conseil régional)		
Education de base non formelle	<ul style="list-style-type: none"> - Information et sensibilisation sur les enjeux de l'alphabétisation - Construction de CAL et ECD 	<ul style="list-style-type: none"> -Création de GIE pour les néo-alphabétisés -Renforcement des Daaras et écoles arabes (carte scolaire pour ce type) -recueil de données -Implication des opérateurs en 	XXX		
			XXX		
			Conseil Régional		
			XXX		
			XXX		

		alphabétisation et la mise en place de missions de contrôles			
--	--	--	--	--	--

Composante Qualité
Groupe II

Sous-secteurs	Activités	Acteurs/responsables
DIPE	-Formation des éducateurs -Renforcement du matériel didactique existant et de l'équipement en matériel plein air	IA AR CTP
Enseignement élémentaire	-Formation des enseignants (Innovation) -Mise en projet -Redynamisation des CAP -Promotion des cantines scolaires -Renforcement des conditions d'enseignement/apprentissage (Ouvrages annexes, mallettes pédagogiques, trousseaux)	IA IA IA Niveau Central DAGE-ME-PTF-DCSSE

Non formel	<ul style="list-style-type: none"> -Formation des facilitateurs -Promotion de l'environnement lettré -Formation professionnelle et appuie à l'insertion des apprenants 	<p>IA/Région Niveau Central</p> <p>PTF</p>
Enseignement moyen	<ul style="list-style-type: none"> -Mise en projet -Renforcement pédagogique -Professionnalisation des professeurs -Amélioration des conditions d'enseignement/apprentissage -Encadrement rapproché des professeurs 	<p>IA</p> <p>IA/APE</p> <p>Région, PTF, Niveau central</p> <p>IA/Niveau central</p>
Enseignement secondaire général	<p>IDEM</p> <ul style="list-style-type: none"> -Equipement des lycées en matériel didactique (cartes, matériels de labo...) 	<p>IA/Région/Niveau Central</p>
Enseignement professionnel technique (EPT)	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement de la professionnalisation des maîtresses -Relèvement du niveau d'entrée dans les CRETEF, CETF -Equipement en matériel didactique 	<p>IA/Région</p> <p>Niveau Central</p>

Composante Gestion
Groupe III

Niveau d'enseignement	Activités communes	Activités spécifiques	Appui technique de l'IA	Requête au niveau central
DIPE	-Former les membres des structures de gestion DIPE		X	
Elémentaire	-Créer des structures de gestion dans toutes les écoles		X	
	-Former les membres de structures de gestion		X	
		Construire un nouveau bâtiment et ses annexes à l'IDEN de Linguère		X
		Construction d'une nouvelle IDEN à Louga		X
Enseignement moyen secondaire	-Créer les structures de gestion au niveau des CEM		X	
	-Former les membres des structures de gestion		X	
	- Formation en informatique et en gestion administrative des personnels administratifs des CEM.		X	

Education de base non formelle	-Créer des structures de gestion, des centres d'alphabétisation, des centres d'animation et de lecture		X	
	-Former les membres des structures de gestion, des centres d'alphabétisation et des centres d'animation et de lecture		X	
	-Réhabiliter le CETF de Linguère			X
	-Construire le CRETF de Louga et le CETF de Kébémér			X

Rapport d'atelier

L'équipe d'étude de la JICA et l'Equipe Technique Régionale de l'Académie de Louga se sont réunies ce matin, le 24 Juin 2007 à Louga, dans les locaux du CEFAM.

- I. L'atelier à pour objectifs :
 - Préparation à la démarche d'élaboration du PRDE / élaboration de draft
 - Etablissement d'un calendrier d'activités
 - Répartition des rôles entre les acteurs concernés
 - Elaboration du draft du PRDE de la 3^{ème} phase
- II. L'Inspecteur d'Académie a procédé à l'ouverture des travaux. Il a ensuite permis à Isono, chef de l'équipe d'étude de la JICA de se prononcer sur les objectifs et les résultats attendus de l'atelier.

La parole est ensuite donnée à Mr Gaye, par ailleurs modérateur de l'atelier pour présenter le chronogramme (cf. chronogramme)

- III. Après avoir stabiliser le chronogramme, deux groupes sont constitués pour travailler sur la 1^{ère} tâche :
 - identifier les acteurs
 - répartir les rôles entre les acteurs
 - démarche d'élaboration du PRDE de la 3^{ème} phase
 - calendrier d'activités pour l'élaboration du PRDE

au retour de la pause « café », la plénière a intégré les productions des deux groupes comme suit :

(cf : synthèse de la tâche 1 : acteurs, rôles, démarches d'élaboration du PRDE et de calendrier).

Pour ce qui est de la tâche n°2, relative à l'identification de types d'activités à entreprendre au niveau région, trois groupes sont formées et chaque groupe a travaillé sur une composante :

- Groupe 1 : accès
- Groupe 2 : qualité
- Groupe 3 : gestion

Chacun des groupes a ainsi traversé tous les sous-secteurs du système éducatif suivant la composante choisie.

Les activités communes aux PDDE tournent autour de la formation du renforcement et de l'équipement, surtout en outils informatiques.

Quant aux activités spécifiques, elles ont: Construction d'infrastructures d'accueil à Linguère ; une nouvelle IDEN pour Louga, CETEF à Kébémér et à Linguère.

La plénière a suggéré l'intégration des préoccupations de l'EFI, du PRF ; sans oublier la construction de salles de réunion, de magasins pour le matériel. Il a été également évoqué l'identification de zones prioritaires d'intervention.

En tirant les conclusions sur cette tâche, le modérateur a invité le chef d'équipe de la JICA à bien prendre en compte la synthèse des travaux de groupe.

En reprenant la parole, le chef de l'équipe d'étude a remercié les membres de l'ETR.

Concernant le dernier point du chronogramme, le chef d'équipe s'est contenté de donner le montant de l'enveloppe prévue pour contribuer au financement du PRDE (quatre millions).

La plénière s'est terminée par la remise des attestations.

NB : des diplômes de reconnaissances sont remis à Mina, Mido, Fukai et Isono.
L'atelier est clôturé par l'Inspecteur d'académie à 14H 05mn.

Le Modérateur

Le Secrétaire

L'Inspecteur Ndiodio Gaye

Alassane Ndiaye